incidences
l'énergie au sens propre



Projet de construction d'une centrale photovoltaïque sur une friche privée à Baho – Projet La Boule

Dossier « cas par cas »

Région Occitanie / Département des Pyrénées-Orientales (66)

7 octobre 2025

Sommaire

1 CERFA 14734-03 3

2 ANNEXE 1 – INFORMATIONS NOMINATIVES RELATIVES AU MAITRE D'OUVRAGE INCIDENCES 16

3 ANNEXE 2 – PLAN DE SITUATION AU 1/25 000EME 18

4 ANNEXE 3 – PHOTOGRAPHIES DU SITE 19

5 ANNEXE 4 – PLAN DU PROJET 27

6 ANNEXE 5 – PLAN DES ABORDS 29

7 ANNEXE 6 – PLAN DE SITUATION NATURA 2000 30

8 ANNEXE 7 – PHOTOMONTAGES 31

9 ANNEXE 8 – NOTICE D'INFORMATION 37

1 CERFA 14734-03

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

Liberté
Égalité
Fraternité

CERFA
N° 14734 * 04

Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas.
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Ce document est émis par le ministère en charge de l'écologie.

Ce formulaire peut se remplir facilement sur ordinateur. Si vous ne disposez pas du logiciel adapté, vous pouvez télécharger Adobe Acrobat Reader gratuitement via ce lien

Cadre réservé à l'autorité chargée de l'examen au cas par cas

Date de réception : __ __/__ __/__ __ __ __

Dossier complet le : __ __/__ __/__ __ __ __

N° d'enregistrement : _____

1 Intitulé du projet

Projet de construction d'une centrale photovoltaïque en autoconsommation collective sur une friche privée de la commune de Baho (66) - Projet La Boule

2 Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionaire(s)

2.1 Personne physique

Nom

Prénom(s)

2.2 Personne morale

Dénomination

INCIDENCES ENR

Raison sociale

INCIDENCES SAS

N° SIRET

9 1 0 1 3 4 8 0 8 0 0 0 3 9

Type de société (SA, SCI...)

SAS

Représentant de la personne morale : ☑ Madame ☐ Monsieur

Nom

PASQUINET

Prénom(s)

SEVERINE

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service destinataire.

3 Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous-catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.)
30. Installations photovoltaïques de production d'électricité	Installation d'une centrale photovoltaïque d'une puissance égale ou supérieure à 300 kWc et inférieure à 1 MWc.

3.1 Le projet fait-il l'objet d'un examen au cas par cas dans le cadre du dispositif prévu aux I et II de l'article R.122-2-1 du code de l'environnement ? (clause-filet) ?

☐ Oui ☑ Non

3.2 Le projet fait-il l'objet d'une soumission volontaire à examen au cas par cas au titre du III de l'article R.122-2-1 ?

☐ Oui ☑ Non

4 Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire.

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

Le projet consiste à construire et exploiter une centrale photovoltaïque d'une puissance de 993,75 kWc sur la commune de Baho, dans les Pyrénées-Orientales. Le site d'implantation est une terrain privé, sans usage agricole depuis plus de 15 ans, situé sur le chemin communal de la Garigue, à proximité de la route départementale D616A.
Le projet s'implante sur les parcelles AE 74 et AE 75, de surface totale 10 274 m² dont 9 672 m² seront clôturés.
L'aménagement de la centrale comprend :
- des structures métalliques + 1 590 panneaux PV ;
- 3 tableaux généraux basse tension ;
- 1 clôture grillagée avec passage à petite faune + 1 portail d'accès ;
- 1 piste périphérique interne de 4m de large ;
- 1 citerne incendie de 60m3 ;
- Évitement des éléments végétaux d'importance écologique et paysagère sur la partie Nord, Ouest et Est de la parcelle

Le projet ne comprend pas de défrichement, de déboisement, de démolition, ni de nivellement. La topographie étant suffisamment plane pour le projet, aucun travail de terrassement ne sera réalisé.

4.2 Objectifs du projet

Le projet a pour objectif l'installation d'une centrale de production d'énergie photovoltaïque sur une friche privée sans usage agricole depuis plus de 15 ans.
Ce projet d'intérêt collectif s'intègre dans la stratégie territoriale menée par le conseil municipal. L'électricité produite à partir de l'énergie solaire pourra être valorisée en circuit court (Autoconsommation Collective) auprès d'une partie des habitants de la commune.
Les principaux avantages associés à ce projet sont de :
- Répondre à un besoin communal ;
- Valoriser un terrain sans usage actuel depuis plusieurs années ;
- Valoriser la production d'énergies renouvelables en circuit court (Autoconsommation Collective) ;
- Agir pour le développement des énergies renouvelables, un objectif inscrit dans la Loi et dans les documents d'urbanisme du territoire ;
- Générer des retombées fiscales pour la commune et des économies sur le budget communal d'électricité ;
- Permettre à la commune de Baho, au propriétaire du terrain ainsi qu'aux consommateurs de contribuer à la démarche de de transition écologique, en participant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et donc à la lutte contre le réchauffement climatique.

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 Dans sa phase travaux

Le chantier, circonscrit à la Zone d'Implantation Potentielle (ZIP), se déroulera en plusieurs opérations successives et pour une durée de 3 à 6 mois environ :
- Amont des travaux : étude géotechnique ;
- Préparation du terrain : balisage des enjeux, de la plateforme et localisation des pieux battus ;
- Mise en place du réseau électrique avec ouverture des tranchées et pose des câbles ;
- Installation des pieux battus, montage des structures porteuses et installation des panneaux PV ;
- Installation des tableaux généraux basse tension, câblage ;
- Installation des Points de Livraison et raccordement au réseau de distribution par Enedis ;
- Nettoyage du site, mise en place de la clôture et du portail ;
- Mise sous tension et mise en service.

Les déblais issus de la réalisation des tranchées pour le passage des câbles seront réutilisés sur site.
Un tri sélectif sera mis en place sur site, avec une évacuation à l'avancement vers les filières de traitement adaptées.
Les prescriptions du SDIS 66 seront respectées pendant toute la durée des travaux.

Le planning des travaux sera adapté en fonction : des conditions météorologiques (fortes chaleurs, fortes pluies…) et des périodes sensibles pour la faune (évitement de la période mars-août essentiellement).
En amont des travaux, les riverains seront conviés à une réunion d'information. Les accès vers les parcelles agricoles seront garantis accessibles à tout moment.

4.3.2 Dans sa phase d'exploitation et de démantèlement

La centrale sera mise en service en 2026 pour une durée d'exploitation de minimum 30 ans. Elle sera supervisée par un suivi à distance réalisé par le maître d'ouvrage INCIDENCES. Annuellement, des passages seront nécessaires dans le cadre d'une maintenance préventive. Les opérations de maintenance curative seront planifiées et pilotées par l'équipe d'exploitation.
Les installations photovoltaïques respecteront l'arrêté du 26 janvier 2007 relatif aux conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

Le projet n'entraînera aucune artificialisation des sols et la transparence hydraulique sera assurée par la conception du projet. Il n'y aura pas de raccordement aux eaux usées / potable sur le site, ni de substance polluante. Aucun produit phytosanitaire ne sera utilisé sur site.

Les prescriptions du SDIS 66 seront respectées pendant toute la durée de vie de la centrale. Une citerne de 60 m3 sera notamment installée. Les Obligations Légales de Débroussaillement (OLD) seront respectées.

La végétation herbacée dans l'enceinte clôturée sera entretenue via une prestation d'éco-paturâge avec un berger local, ou par une entreprise d'espace vert locale ou une association locale qui favorise l'intégration dans l'emploi.
Des passages à petite faune seront intégrés dans la clôture.

Lors du démantèlement, INCIDENCES prendra en charge financièrement tous les travaux nécessaires pour la remise en état du terrain à son état initial.

4.4 À quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

ⓘ La décision de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

Une déclaration préalable de travaux sera déposée à la Mairie de Baho une fois l'instruction du cas par cas finalisée.

Le présent dossier "cas par cas" tient lieu d'évaluation des incidences Natura 2000.

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques du projet	Valeurs
Emprise clôturée	9 672 m²
Puissance de la centrale	993,75 kWc
Nombre de tables / Nombre de panneaux PV / Surface projetée des panneaux PV	44 / 1 590 / 4 240 m²
Surface des TGBT	3 x 1 m²

4.6 Localisation du projet

Adresse et commune d'implantation

Numéro : Voie : chemin de la Garigue

Lieu-dit : El Mas Sarmet

Localité : Baho

Code postal : 6 6 5 4 0 BP : Cedex :

Coordonnées géographiques[1]

Long. : 0 2 ° 4 8 ' 5 4 " E Lat. : 4 2 ° 4 2 ' 4 2 " N

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7°a), 9°a), 10°,11°a) b),12°,13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36°, 37°, 38°, 43° a), b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement

Point de départ : Long. : ° ' " Lat. : ° ' "

Point de d'arrivée : Long. : ° ' " Lat. : ° ' "

Communes traversées :

BAHO

Précisez le document d'urbanisme en vigueur et les zonages auxquels le projet est soumis :

REGLEMENT NATIONAL D'URBANISME
SCOT PLAINE DU ROUSSILLON

ⓘ Joignez à votre demande les annexes n°2 à 6.

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

☐ Oui ☑ Non

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage avait-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

☐ Oui ☐ Non

[1] Pour l'outre-mer, voir notice explicative.

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ? En cas de modification du projet, préciser les caractéristiques du projet « avant /après ».

5 Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

ⓘ Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive Géo-IDE, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose, dans la rubrique concernant la demande de cas par cas, la liste des sites internet où trouver les données environnementales par région utiles pour remplir le formulaire.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	☑	☐	La ZIP est concernée par la ZNIEFF de type I « Plaine viticole de Baixas ». Les ZNIEFF les plus proches sont : - de type I : "Puig de l'Aliga" à environ 3.5 km au Nord-Est ; "Plaine de Torremilla" à environ 3.5 km à l'Est ; "Vallée de la Têt de Vinça à Perpignan" à environ 2.4 km au Sud. - de type II : "Plaine de St-Estève" à environ 3 km à l'Est.
En zone de montagne ?	☐	☑	Sans objet.
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	☐	☑	Sans objet.
Sur le territoire d'une commune littorale ?	☐	☑	Sans objet.
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	☐	☑	Sans objet.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	☑	☐	Un Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement, approuvé en juillet 2019, s'applique à la commune de Baho.
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	☐	☑	Sans objet.
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	☐	☑	Sans objet.
Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	☑	☐	Un Plan de Prévention du Risque Inondation est en vigeur sur la commune de Baho, et qui concerne le bassin versant de la Têt Moyenne.
	☑	☐	Approuvé en date du 15 mai 2014.
Dans un site ou sur des sols pollués ?	☐	☑	Sans objet.
Dans une zone de répartition des eaux ?	☑	☐	Zone de Réparation des Eaux souterraines (ZRE) : - Nappe affleurante (« Alluvions quaternaires du Roussillon ») ; - Nappe profonde (« Multicouche pliocène du Roussillon »).
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	☐	☑	Sans objet.
Dans un site inscrit ?	☐	☑	Sans objet.

Le projet se situe-t-il dans ou à proximité :	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	☐	☑	Le projet se situe à : - 4,4 km à vol d'oiseaux de la zone Natura 2000 des Basses Corbières (FR9110111) ; - 3,5 km à vol d'oiseaux de la zone Natura 2000 des Friches humides de Torremilla (FR9102001) ;
D'un site classé ?	☐	☑	Le projet se situe à plus de 4 km de l'Eglise Sainte-Marie de Baixas (Monument historique) et du Site Patrimonial remarquable de Baixas. Il se situe aussi à plus de 4km de la Porte fortifiée de Pézilla-la-Rivière (monument historique) et de l'Eglise Sainte-Marie de Toulouges (monument historique). La ZIP n'est donc pas concerné par le périmètre de protection des abords de monument historique.

6 Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veuillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	☐	☑	Aucun prélèvement d'eau superficielle ou souterraine n'est prévu durant toutes les phases du projet. Le projet ne nécessitera aucun raccordement d'alimentation en eau potable ou d'assainissement.
	Impliquera-t-il des drainages/ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	☐	☑	Aucun drainage, ni aucune modification de la masse d'eau souterraine n'est prévu durant toutes les phases du projet. En phase d'exploitation, le projet ne modifiera pas les conditions d'écoulement et d'infiltration des eaux de ruissellement. En effet, la conception du projet n'entraînera aucune artificialisation des sols et permettra aux eaux pluviales de continuer à s'infiltrer naturellement dans les sols.
	Est-il excédentaire en matériaux ?	☐	☑	Aucun terrassement / nivellement ne sera réalisé. Les déblais issus des tranchées de passage des câbles seront réutilisés sur site pour remblayer ces mêmes tranchées. Le projet ne produira aucun excédent de terre excavée.
	Est-il déficitaire en matériaux ?	☐	☑	Le projet ne nécessitera aucun apport de matériaux externe.
	Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	☐	☑	

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Est-il en adéquation avec les ressources disponibles, les équipements d'alimentation en eau potable/ assainissement ?	☑	☐	Le projet ne nécessitera aucun raccordement d'alimentation en eau potable ou d'assainissement. Il est donc en adéquation avec les ressources disponibles.
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	☑	☐	Les zones à enjeux font l'objet d'un évitement strict (murets, haies et arbres) et une zone tampon est conservée (6m entre les panneaux et la haie au Nord). Le chantier et l'entretien de la végétation entraîneront un dérangement ponctuel de la faune, mais les plannings éviteront les périodes sensibles. Remblaiement des ornières créées. Aucun travaux de nuit et aucun éclairage permanent n'est prévu. Des passages à faune, nichoirs et hibernaculums seront installés. Les impacts seront très localisés et temporaires.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	☐	☑	Aucun impact n'est attendu en phase de chantier sur les sites Natura 2000 au vu de la distance et de l'absence de lien fonctionnel. Sur un site Natura 2000, les incidences d'un projet doivent être considérées au regard des objectifs de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire pour lesquels le site a été désigné. Il peut donc être avancé qu'aucun seuil d'effet significativement dommageable n'étant atteint pour les espèces et les habitats ayant justifié la désignation des sites Natura 2000 les plus proches, leur conservation n'est pas mise en danger par le projet.
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	☐	☑	Le projet aussi bien en phase chantier qu'exploitation limitera son emprise à une partie de la ZIP. Conformément à l'arrêté du 29 décembre 2023 définissant les caractéristiques techniques des installations de production d'énergie photovoltaïque exemptées de prise en compte dans le calcul de la consommation d'espace naturels, agricoles et forestiers, le projet n'entraîne aucune artificialisation des sols assurant ainsi le maintien des espaces naturels(cf. Notice en Annexe 8).
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	☐	☑	Aucun risque technologique n'est identifié au droit ou à proximité de la ZIP. La commune ne possède aucun Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT).
	Est-il concerné par des risques naturels ?	☑	☐	Un Plan de Prévention du Risque Inondation est en vigueur sur la commune de Baho. La ZIP n'est pas concernée mais respectera les prescriptions permettant d'assurer la neutralité vis-à-vis du risque (transparence hydraulique notamment). La ZIP présente aussi un risque de feu de forêt, les prescriptions du SDIS 66,seront donc respectés (cf. Notice en Annexe 8). La commune de Baho est concernée par un risque sismique modéré.
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	☐	☑	Le projet n'est pas de nature à engendrer des risques sanitaires. La phase de travaux peut générer un faible risque de pollution accidentelle. Des mesures préventives et curatives sont prévues.
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	☐	☑	Non concerné.

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics ?	☑	☐	Les travaux nécessiteront l'acheminement sur le chantier des matériaux utiles à la construction de la centrale photovoltaïque. L'accès au chantier s'effectuera par les chemins communaux (Chemin de la Garrigue et Chemin de Baho à Baixas), et la RD616A, qui subiront ainsi une augmentation ponctuelle du trafic PL. En phase d'exploitation, le projet sera sans effet sur le trafic local, le parc nécessitant des interventions de maintenance 2 à 3 fois par an avec un véhicule léger.
	Est-il source de bruit ?	☑	☐	En phase chantier, une augmentation du bruit pourra être constatée dans le respect de la réglementation propre au bruit de chantier. En phase d'exploitation, les seuils réglementaires seront respectés.
	Est-il concerné par des nuisances sonores ?	☐	☑	Non concerné.
	Engendre-t-il des odeurs ?	☐	☑	Le projet n'engendrera pas d'odeur.
	Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	☐	☑	Non concerné.
	Engendre-t-il des vibrations ?	☑	☐	Le chantier (battage de pieux en particulier) peut entrainer des vibrations qui seront perceptibles par le personnel de chantier uniquement. La phase d'exploitation n'entraîne aucune vibration.
	Est-il concerné par des vibrations ?	☐	☑	Non concerné.
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ?	☐	☑	Il n'y aura pas de travaux la nuit (et donc pas d'éclairage). Aucun éclairage permanent n'est prévu sur le site en phase d'exploitation. Le projet n'est source d'aucune émission lumineuse.
	Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	☐	☑	Non concerné.
Émissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	☑	☐	En phase chantier, la circulation des engins de chantier sera à l'origine d'émission limitées et ponctuelles de gaz à effet de serre principalement. L'emploi d'entreprises locales sera privilégié afin de diminuer les émissions de gaz à effet de serre liées au déplacement des ouvriers sur chantier. En phase d'exploitation, le projet favorise la réduction des émissions de gaz à effet de serre en produisant une énergie verte.
	Engendre-t-il des rejets liquides ?	☐	☑	Le projet ne générera pas de rejets liquides. Des mesures préventives et curatives seront prévues en cas de pollution accidentelle (notamment un cahier des charges environnemental).
	Si oui, dans quel milieu ?	☐	☑	En cas de pollution accidentelle : vers les sols et les eaux de surface principalement.

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Émissions	Engendre-t-il des effluents ?	☑	☐	Durant les travaux, une base-vie sera mise en place pour le personnel de chantier sur le site de construction. Les effluents produits seront essentiellement de type "rejets domestiques" et seront traités par le système d'assainissement du chantier. Les entreprises seront encouragées à favoriser la collecte séparative des urines. Durant la phase d'exploitation, aucun système d'assainissement ne sera présent sur site (aucun effluent produit).
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	☑	☐	La phase de chantier produira des déchets inertes non dangereux et typiques de chantier (pièces d'usures, emballages, déchets ménagers...), qui seront collectés et triés dans des bennes dédiées, puis évacués dans les filières de traitement adaptées, conformément au plan départemental d'élimination des déchets du BTP. La phase d'exploitation ne générera pas de déchets. Le démantèlement engendrera très peu de déchets en raison du caractère recyclable des éléments constituant la centrale.
Patrimoine/Cadre de vie/Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	☑	☐	La ZIP n'est pas visible dans le grand paysage et très peu visible localement. La végétation existante limite les vues. Le chantier modifiera temporairement le paysage (3-6 mois). Les riverains les plus proches (300m) n'auront pas de visibilité sur le site (clôtures, végétation et haies masquant le site). Ainsi, le projet aura un impact paysager faible. Pas de visibilité avec les monuments historiques. Le risque de découverte archéologique fortuite est négligeable. Des photomontages sont disponibles en Annexe 7.
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol ?	☐	☑	Le terrain envisagé pour le projet est sans usage agricole effectif depuis plus de 15 ans. Le projet sera sans incidence sur la pratique agricole. Le projet prévoit une compatibilité avec une éventuelle activité agricole ou pastorale, possiblement un entretien par éco-pâturage avec un éleveur local. Le projet est compatible avec les documents d'urbanisme en vigueur (cf.Notice en Annexe 8).

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

☐ Oui ☑ Non

Si oui, décrivez lesquelles :

Plusieurs projets à construire et existants (déjà construits) de même nature (photovoltaïque) sont recensés autour du projet. En phase d'exploitation, ces projets auront un impact cumulé positif dans leur globalité, puisqu'ils participeront à la réduction des émissions de GES et donc à la lutte contre le réchauffement climatique. Le maître d'ouvrage INCIDENCES a déposé une demande d'examen au cas par cas, le 16 juin 2025 pour un autre projet de centrale photovoltaïque sur la commune de Baho (Projet Latour - demande n°2025-014912 dossier exempté d'étude d'impact). Ce projet situé à environ 1,4 km, fait l'objet d'une boucle d'Autoconsommation Collective distincte et vise ainsi un public différent. Les phases chantier de ces 2 projets seront décalées dans le temps afin qu'elles ne se superposent pas. Par conséquent, les impacts cumulés potentiels seront sensiblement réduits.

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

☐ Oui ☑ Non

Si oui, décrivez lesquelles :

Sans objet.

6.4 Description des principaux résultats disponibles issus des évaluations pertinentes des incidences sur l'environnement requises au titre d'autres législations applicables

Les incidences sont décrites dans la Notice d'information en Annexe 8. Le pré-diagnostic écologique complet est disponible en annexe de la Notice d'Information (cf.9.3.4).

6.5 Description, le cas échéant, des mesures et caractéristiques du projet susceptibles d'être retenues ou mises en œuvre pour éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (en y incluant les scénarios alternatifs éventuellement étudiés) et permettant de s'assurer de l'absence d'impacts résiduels notables. Il convient de préciser et de détailler ces mesures (type de mesures, contenu, mise en œuvre, suivi, durée).

Les mesures sont décrites dans la Notice d'information en Annexe 8.

7 Auto-évaluation (facultatif)

ⓘ Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Le projet consiste à la construction d'une centrale photovoltaïque, permettant la valorisation de l'énergie renouvelable produite en circuit-court, d'une superficie avoisinant 1ha, dans un secteur isolé. Les principaux impacts seront temporaires et concerneront la phase chantier (~3 à 6 mois). Durant la phase exploitation, la visibilité de la centrale sera imitée par la présence des haies végétales pré-existantes, par l'éloignement des habitations concernées et par la faible hauteur des structures. Les prescriptions du SDIS 66 seront respectées. Aucun impact n'est attendu sur les sites Natura 2000 alentours. Enfin, le projet aura un impact global positif (Autoconsommation Collective au bénéfice du territoire d'accueil, réduction des émissions de GES, retombées économiques et fiscales pour la commune...) qui répond aux objectifs territoriaux locaux.
La réalisation d'une évaluation environnementale ne semble donc pas nécessaire.

8 Annexes

8.1 Annexes obligatoires

	Objet	
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - **non publié**.	☑
2	Si le projet fait l'objet d'un examen au cas par cas dans le cadre du dispositif prévu aux I et II de l'article R.122-2-1 du code l'environnement (clause filet), la décision administrative soumettant le projet au cas par cas.	☐
3	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe).	☑
4	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain.	☑
5	Un plan du projet ou, pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6°a), b) et c), 7°a), 9°a),10°,11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36, 37°, 38°, 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé	☑
6	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6°a), b) et c), 7° a), 9°a), 10°,11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36, 37°, 38°, 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau	☑
7	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	☑

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou petitionaire

ⓘ Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent.

	Objet	
1	Photomontages en Annexe 7	☑
2	Notice d'information en Annexe 8	☑
3	Prédiagnostic environnemental en annexe de la Notice d'Information	☑
4		☐
5		☐

9 Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur avoir pris en compte les principaux résultats disponibles issus des évaluations pertinentes des incidences sur l'environnement requises au titre d'autres législations applicables ☑

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus ☑

Nom PASQUINET

Prénom Séverine

Qualité du signataire Directrice Générale

À Montpellier

Fait le 07/10/2025



Signature du (des) demandeur(s)

2 ANNEXE 1 – Informations nominatives relatives au maître d'ouvrage INCIDENCES

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Ministère chargé de l'environnement

Annexe n°1 à la demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une étude d'impact

Informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire
À JOINDRE AU FORMULAIRE CERFA N° 14734

NOTA : CETTE ANNEXE DOIT FAIRE L'OBJET D'UN DOCUMENT NUMÉRISÉ PARTICULIER LORSQUE LA DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS EST ADRESSÉE À L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

Personne physique					
Adresse					
Numéro		Extension		Nom de la voie	
Code Postal		Localité		Pays	
Tél		Fax			
Courriel	@				

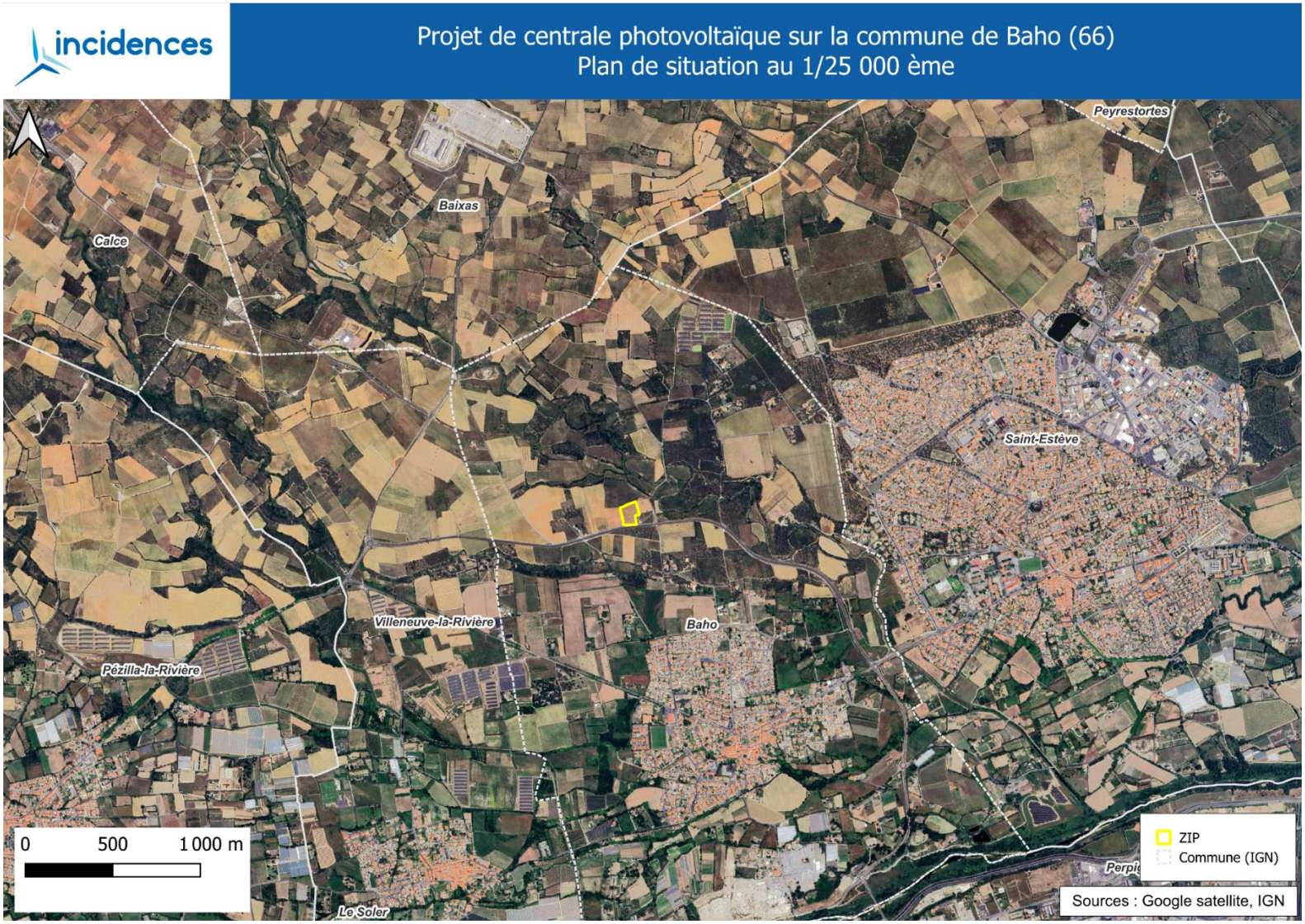
Personne morale					
Adresse du siège social					
Numéro	50	Extension		Nom de la voie	Rue Ray Charles
Code postal	3 4 0 0 0	Localité	MONTPELLIER	Pays	FRANCE
Tél	621801752	Fax			
Courriel	severine.pasquinet@incidences-enr.com				

Personne habilitée à fournir des renseignements sur la présente demande			
Nom	ROCCHI	Prénom	CORENTIN
Qualité	CHEF DE PROJETS		
Tél	788541057	Fax	
Courriel	corentin.rocchi@incidences-enr.com		

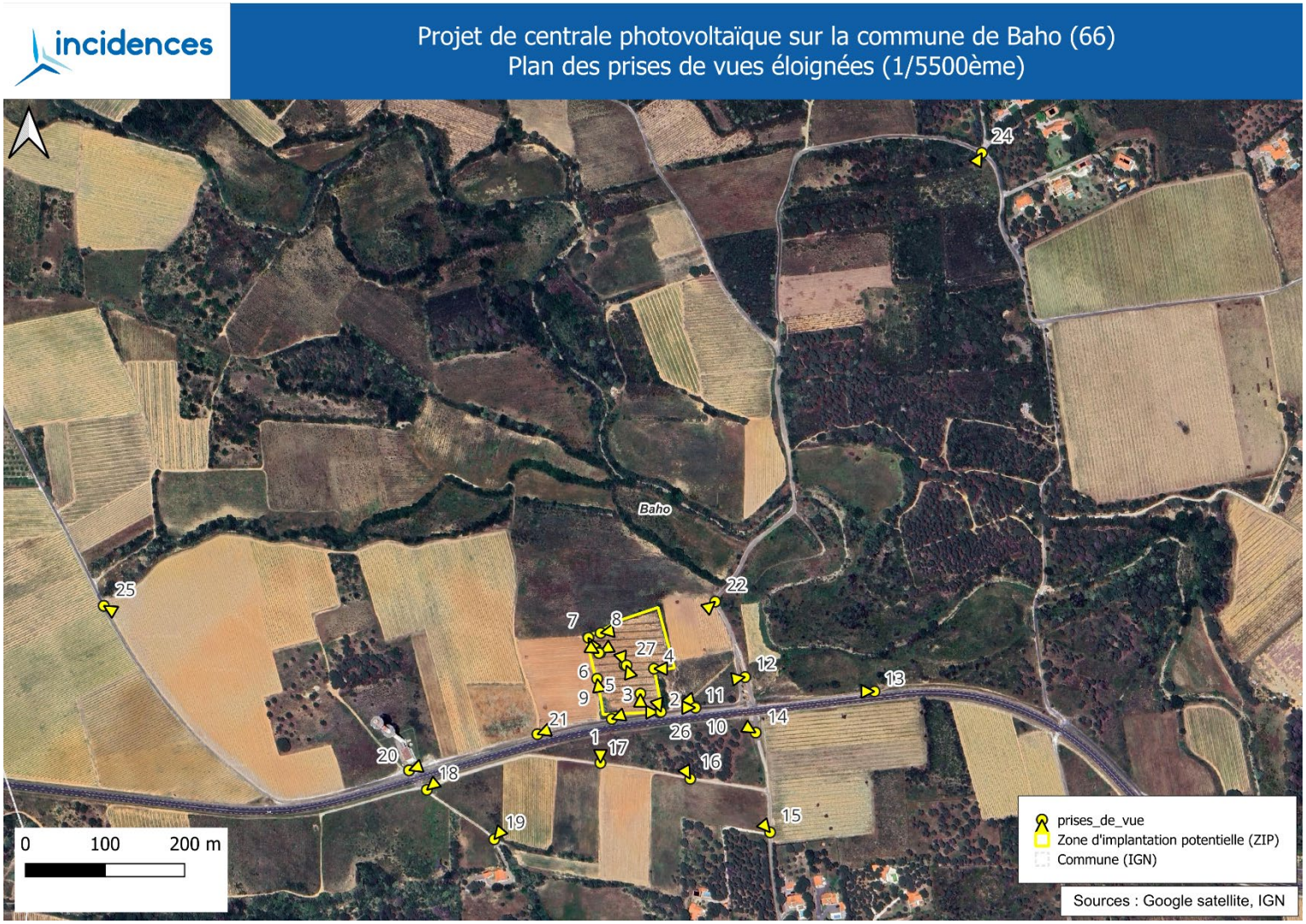
En cas de co-maîtrise d'ouvrage, listez au verso l'ensemble des maîtres d'ouvrage.

Co-maîtrise d'ouvrage

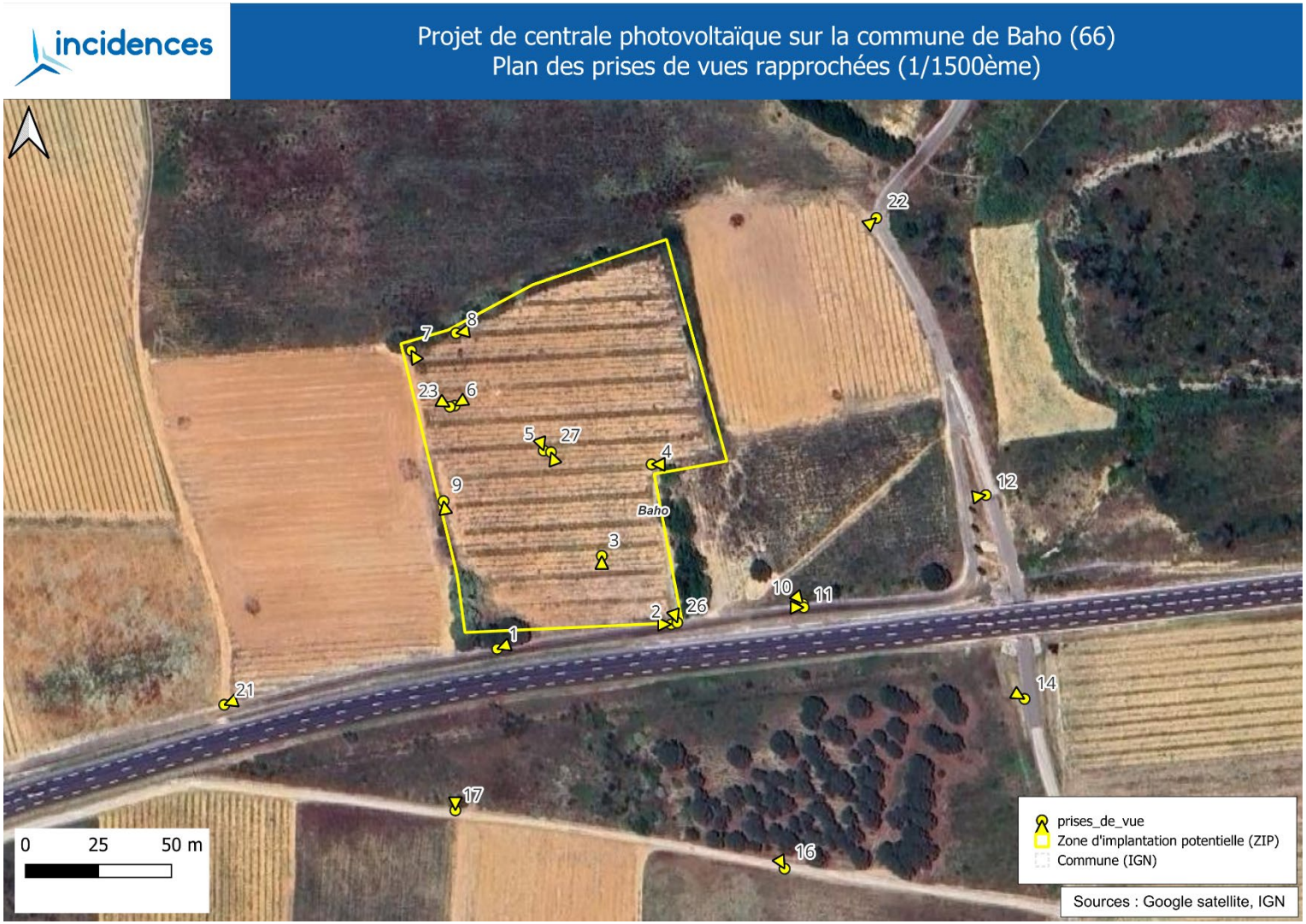
3 ANNEXE 2 – Plan de situation au 1/25 000ème



4 ANNEXE 3 – Photographies du site



Les photos présentées ci-après ont toutes été réalisées le 12/08/2025.

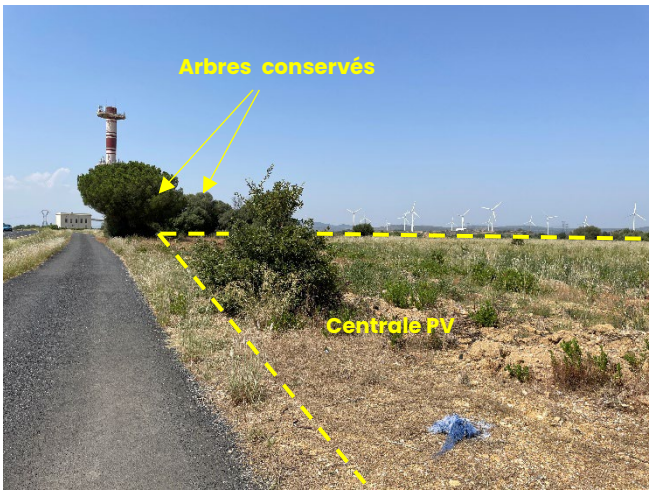


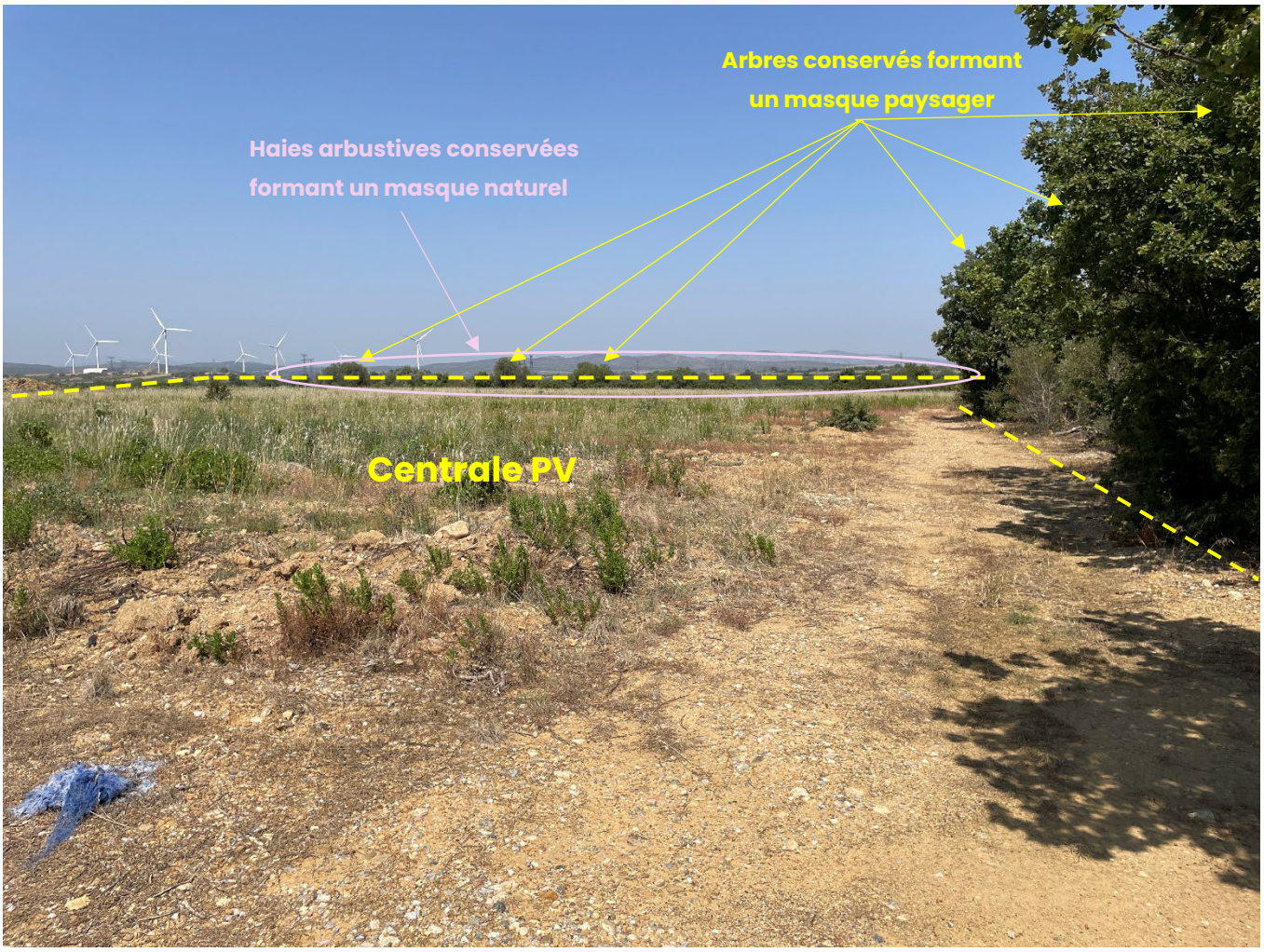
Les photos présentées ci-après ont toutes été réalisées le 12/08/2025.

Environnement proche

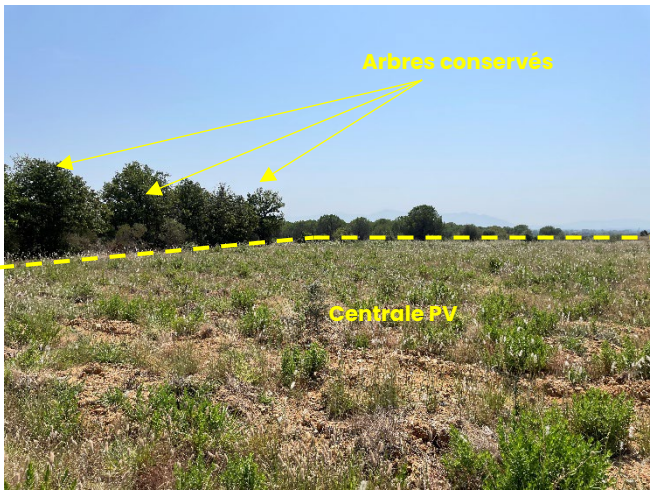
- Vues directes depuis les voies de circulation sur la centrale PV (dans l'ordre : points n°1, n°2 et n°26)

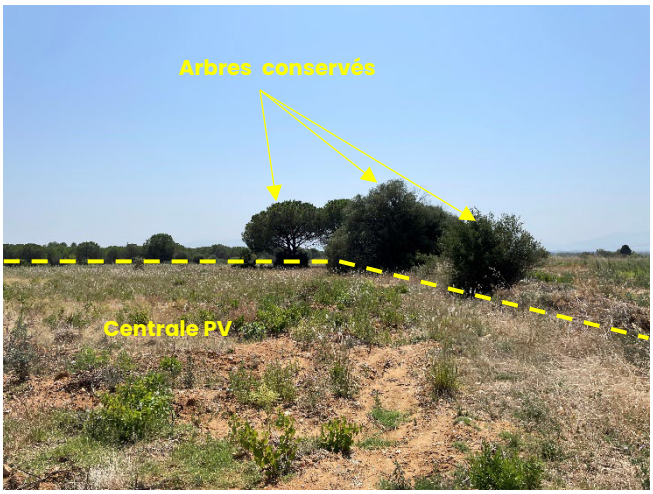


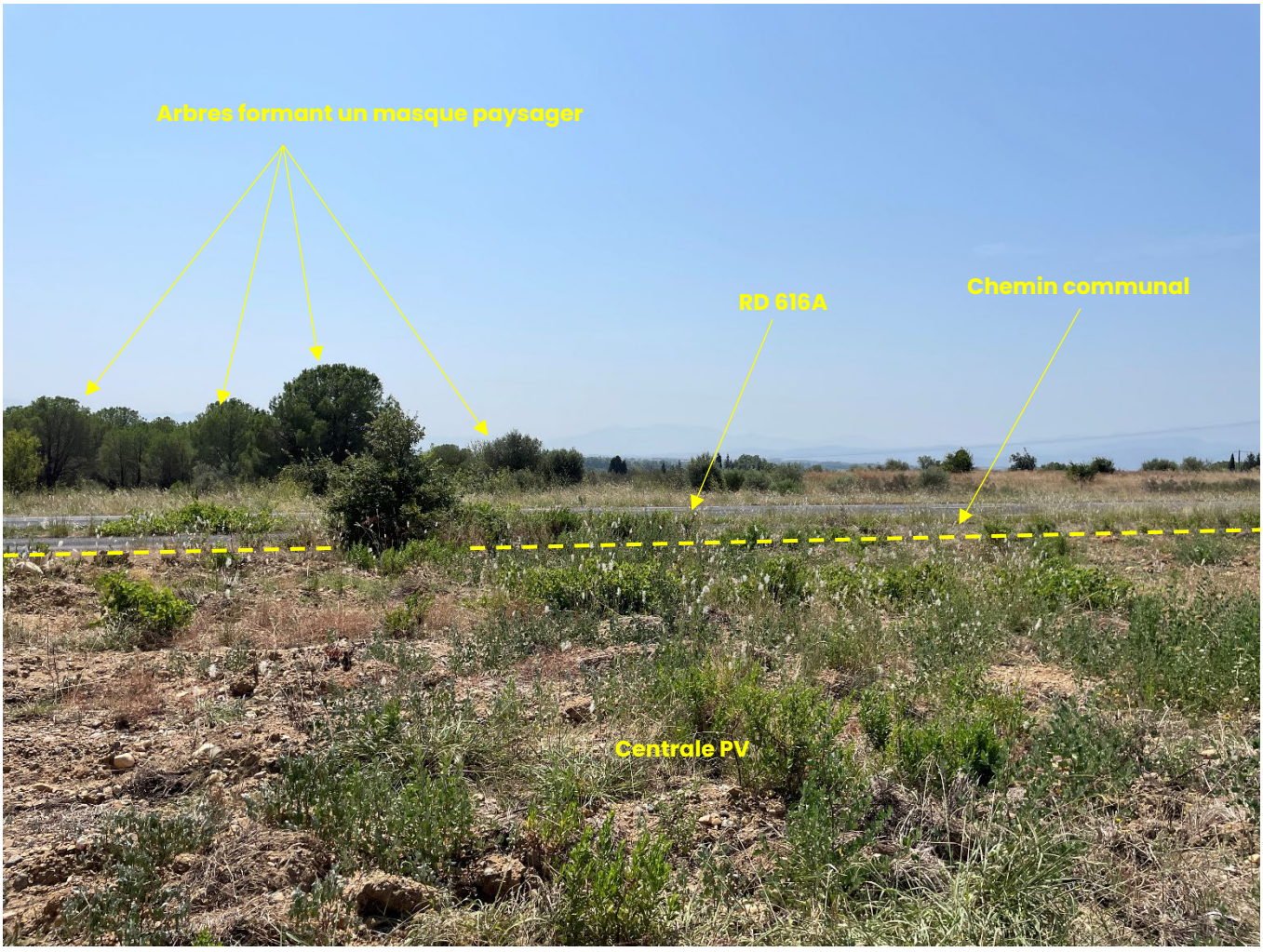




- Vues sur l'entrée de la centrale PV (dans l'ordre : points n°27, n°9 et n°3)

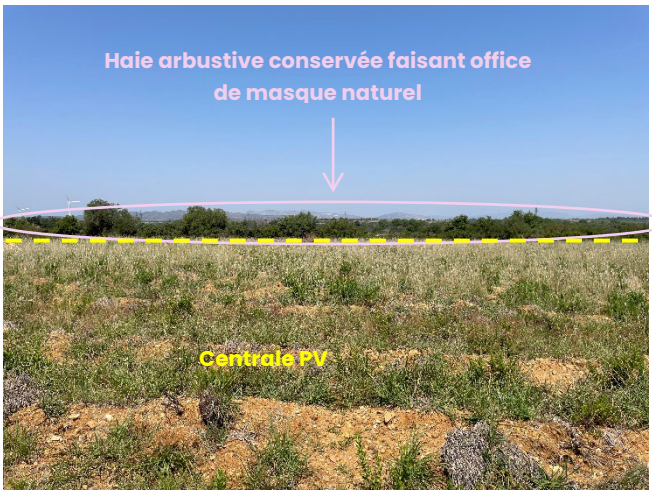


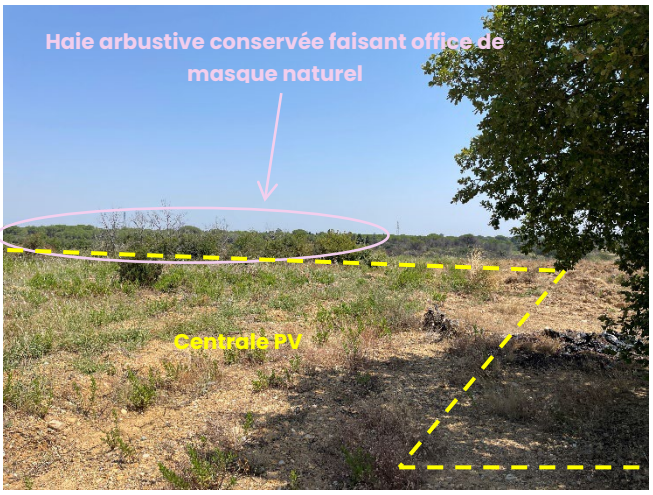




- Vues sur la végétation en périphérie immédiate (dans l'ordre : points n°6, n°4 et n°5)

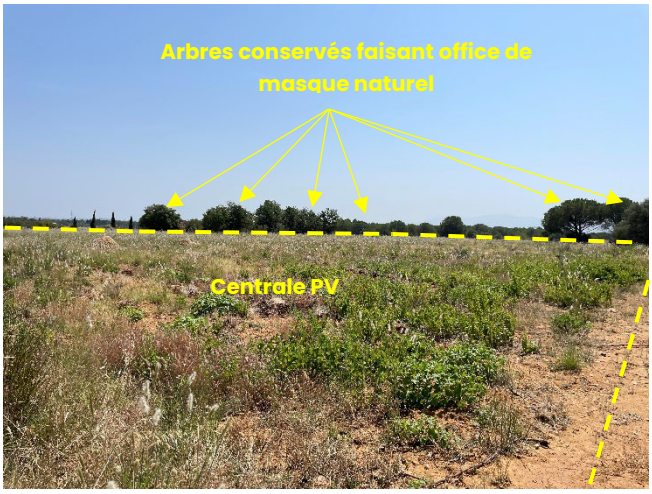


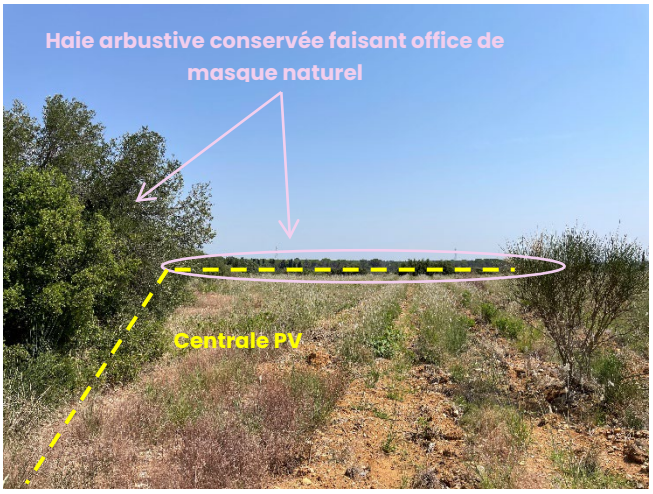




- Vues sur la végétation en périphérie immédiate (dans l'ordre : points n°23, n°7 et n°8)

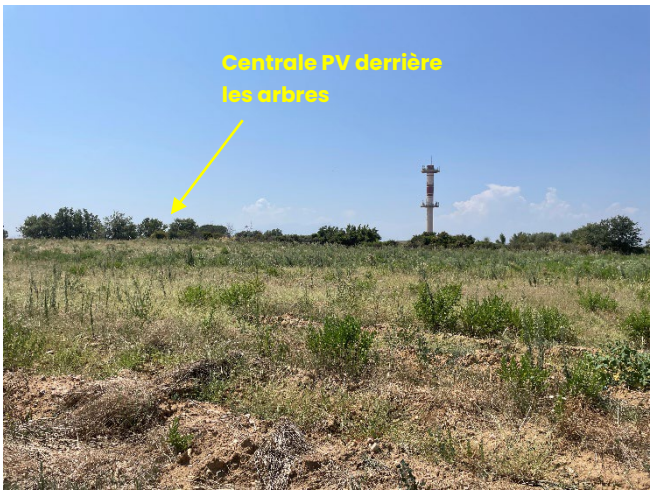






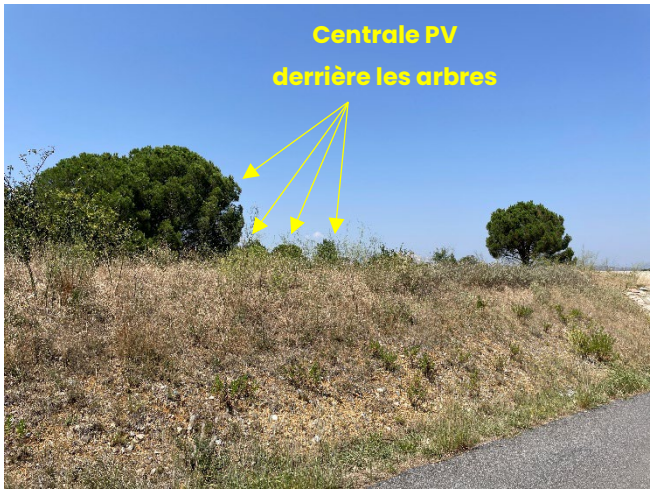
Paysage lointain

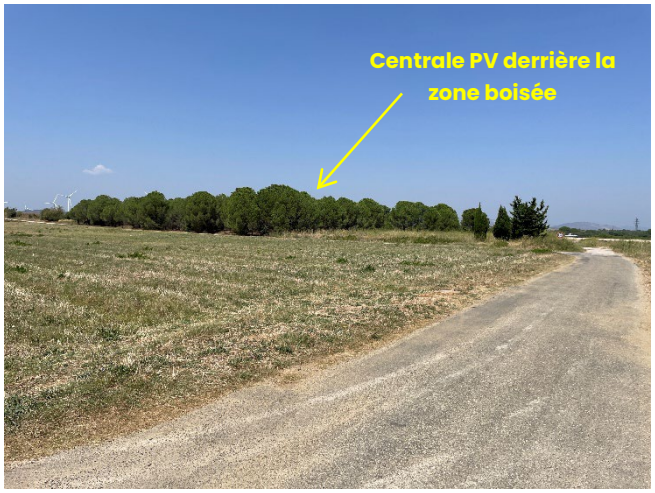
- Vues sur la centrale PV depuis le chemin de Baho à Baixas (points n°22 et n°12) – **visibilité très limitée**



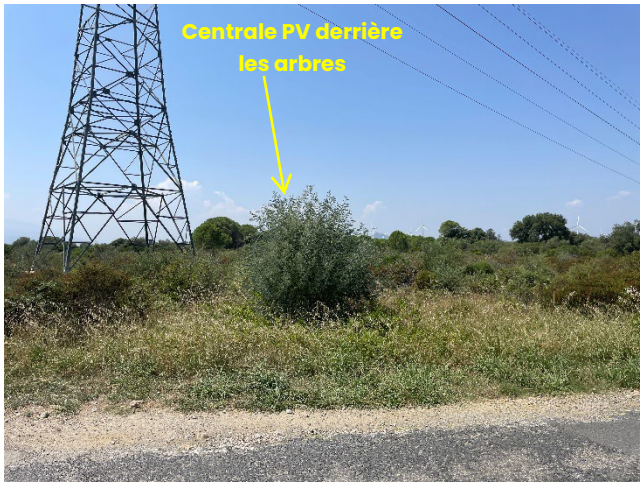


- Vues sur la centrale PV depuis le chemin de Baho à Baixas (points n°14 et n°15) – **absence de visbilité**





- Vue sur la centrale PV depuis le Chemin du Mas d'en Destros (point n°24) – **absence de visibilité**

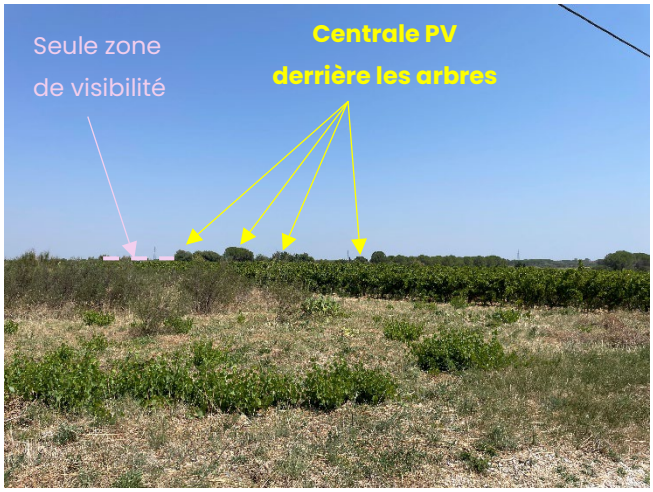


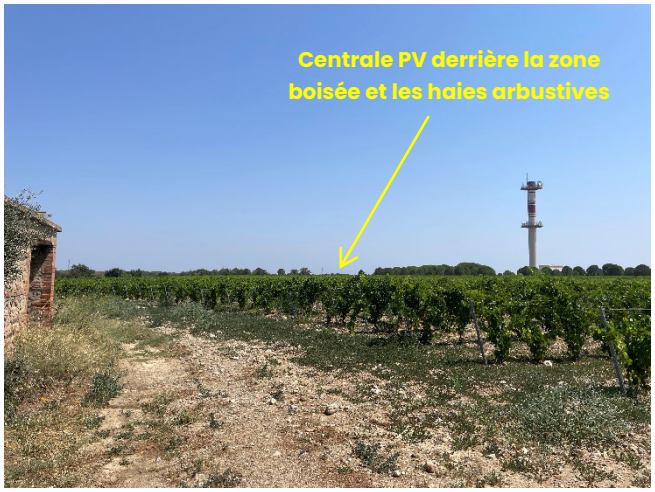
- Vues sur la centrale PV depuis le chemin de la garrigue (points n°25 et n°17) – **absence de visibilité**



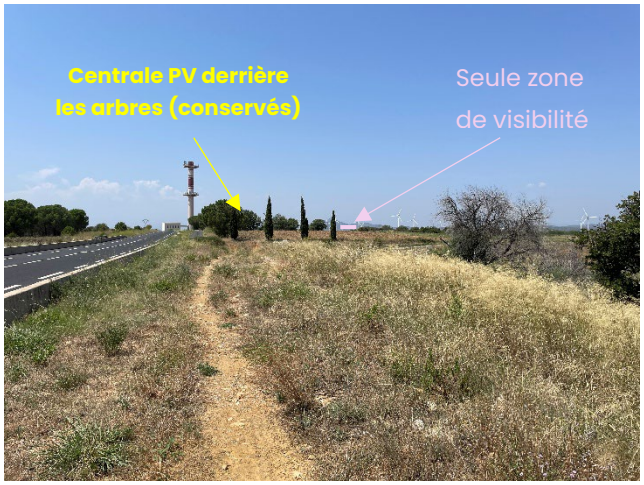


- Vues sur la centrale PV depuis le chemin de la Pedrera (points n°19 et n°25) – **visibilité très limitée**



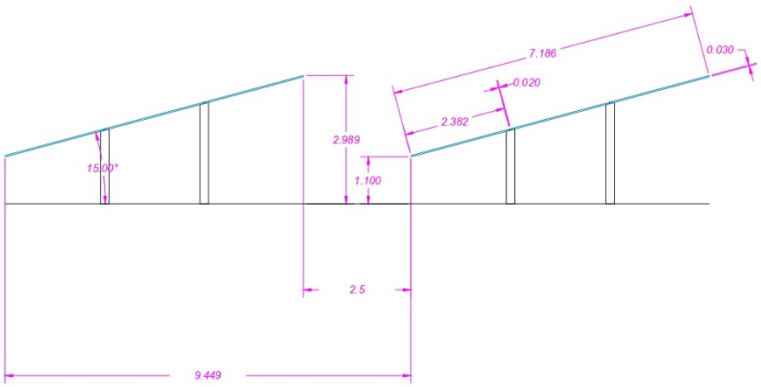


- Vue sur la centrale PV depuis le bord de la RD616A par l'Est (point n°13) – **visibilité très limité**



5 ANNEXE 4 – Plan du projet



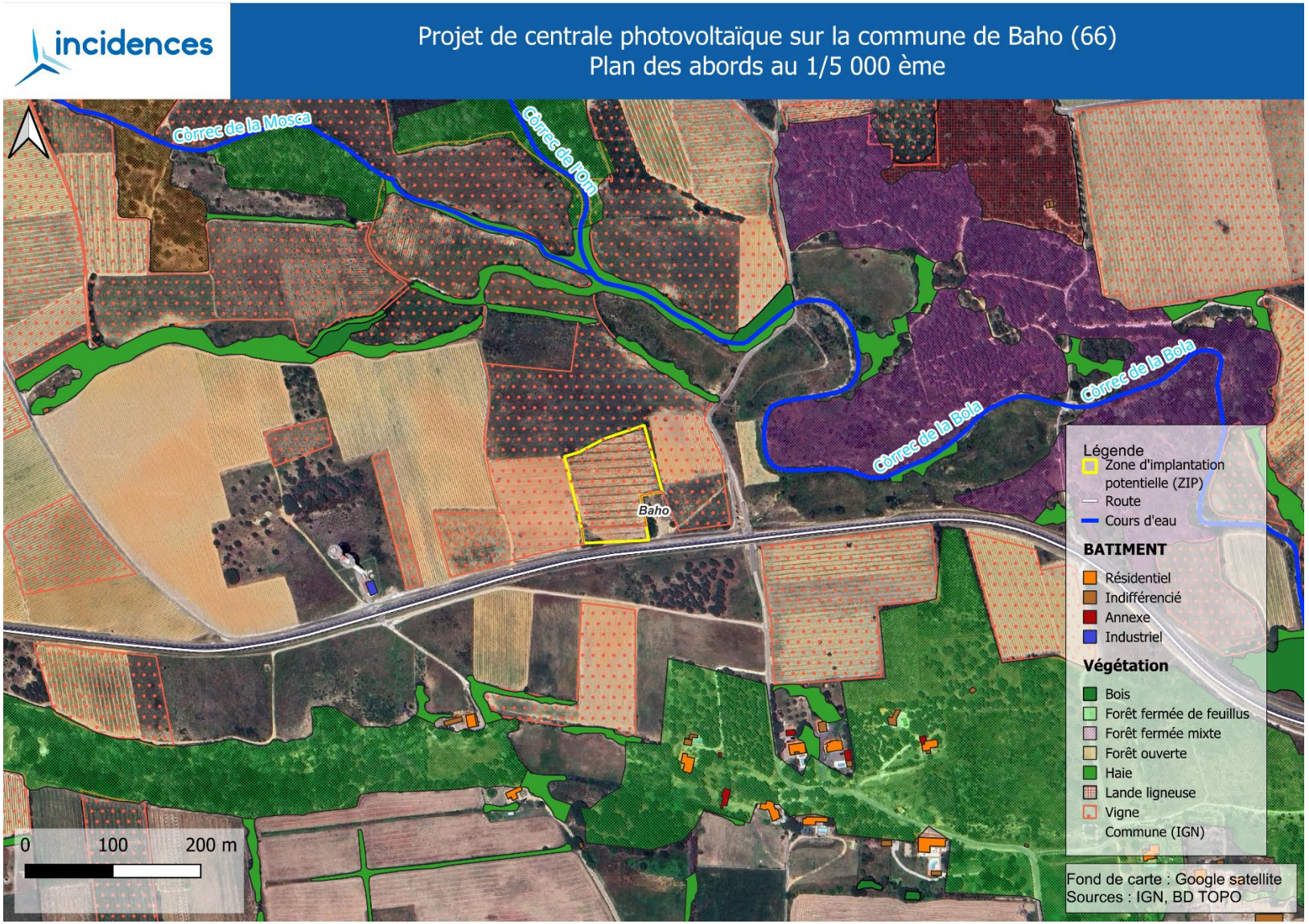


Ind	Date	Dess.	Vérif.	Appro.	Nature des modifications
D	-	-	-	-	-
C	-	-	-	-	-
B				-	
A	28/04/25	TCE	CRO	-	Création

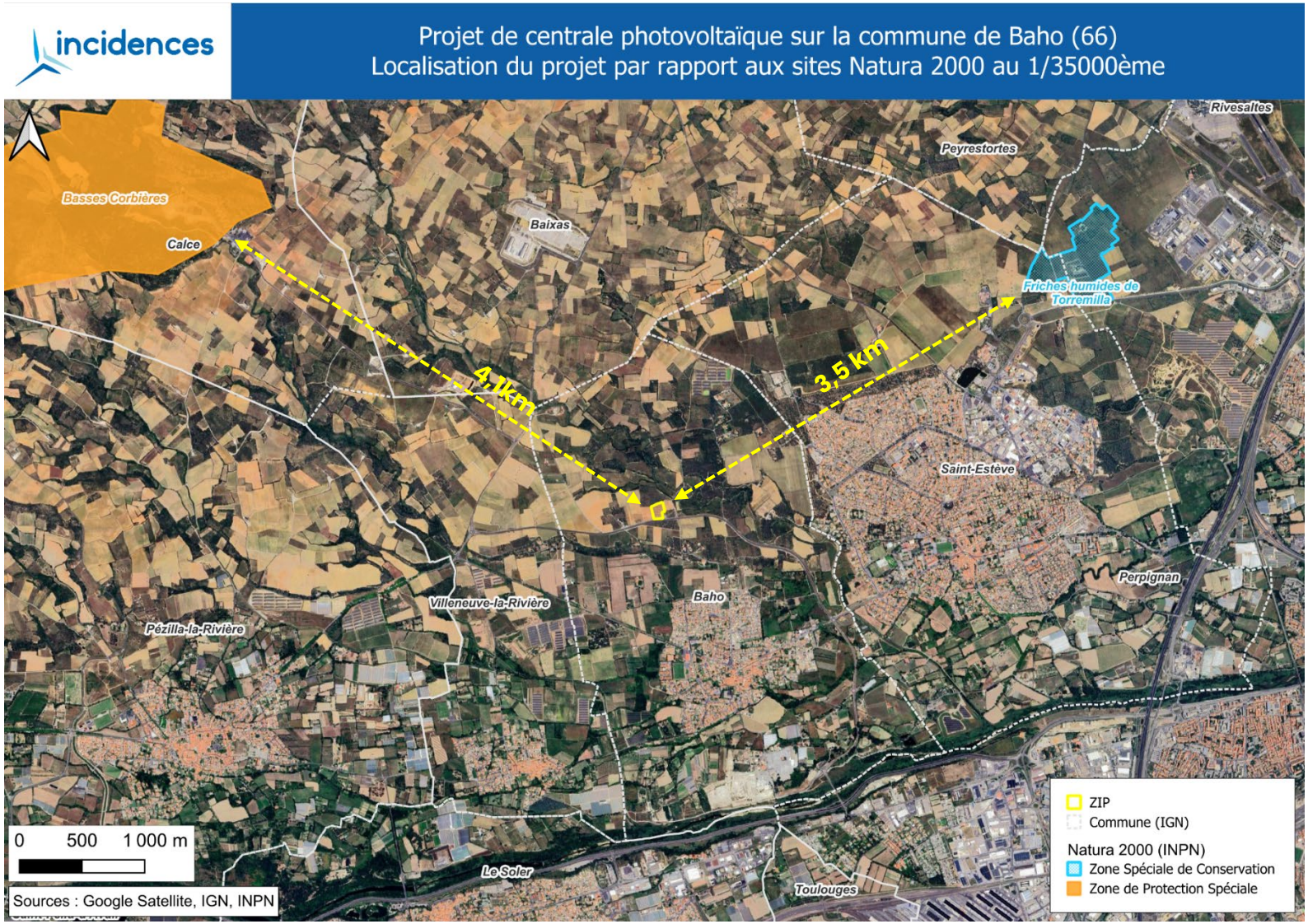
66_Baho
La Boule
Plan de coupe

Echelle : 1/100
Date : 28/04/2025
Plan : *ESQ*

6 ANNEXE 5 – Plan des abords



7 ANNEXE 6 – Plan de situation Natura 2000



8 ANNEXE 7 – Photomontages



État initial – Photo depuis l'extrémité Sud-Est de la centrale (Point n°2)



État Projet – Photomontage depuis l'extrémité Sud-Est de la centrale (Point n°2) (source : HOCH, 2025)



État initial – Photo depuis le prolongement du chemin communal de la garrigue (Point n°21)



État Projet – Photomontage depuis le prolongement du chemin communal de la garrigue (Point n°21) (source : HOCH, 2025)



État initial – Photo depuis le prolongement du chemin communal Cami de la Pedrera (Point n°19)



État projet – Photomontage depuis le prolongement du chemin communal Cami de la Pedrera (Point n°19)

9 ANNEXE 8 – Notice d'information

Table des matières

9.1. DESCRIPTION DU PROJET 38
9.1.1. Contexte 38
9.1.2. Présentation du maître d'ouvrage – INCIDENCES 38
9.1.3. Localisation 39
9.1.4. Objectifs 40
9.1.5. Autoconsommation Collective (ACC) 41
9.1.6. Caractéristiques techniques 42
9.1.7. Déroulement du projet 54
9.1.8. Cadre réglementaire 56
9.1.9. Documents d'urbanisme & de planification 56
9.2. DEMARCHE ERC : DE LA PROSPECTION A L'EXPLOITATION DE L'OUVRAGE 66
9.2.1. Méthode 66
9.2.2. Enjeux évités en phase amont 68
9.2.3. Évaluation des incidences potentielles du projet sur l'environnement & mesures ERC 70
9.2.4. Conclusion 84
9.3. ANNEXES 85
9.3.1. Compte-rendu du Conseil Municipal du 21 janvier 2025 85
9.3.2. Échanges mails avec la Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS 66) et validation du plan masse 91
9.3.3. Pré-diagnostic écologique – Bureau d'études LETICEEA 95

9.1. Description du projet

9.1.1. Contexte

Lors du printemps 2024, la société INCIDENCES a sollicité spontanément la commune de Baho, afin de valoriser une ancienne décharge communale de déchets inertes au Sud de son territoire. Ayant pour volonté de mettre en œuvre une **transition énergétique efficiente** sur son territoire, et souhaitant **s'inscrire dans les dispositions de la loi** n°2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'Accélération de la Production d'Énergies Renouvelables (loi APER), la collectivité a **saisi cette opportunité**. Ainsi, la commune a adhéré au projet porté par Incidences, et a délibéré en faveur de ce projet lors de son Conseil Municipal en date du 21 janvier 2025 (cf. Annexe 9.3.1).

Par ailleurs, **convaincue par la démarche** d'INCIDENCES, proposant la mise en place systématique d'une opération innovante de valorisation en circuit-court de l'énergie issue de l'unité de production, **l'Autoconsommation Collective**, **la commune a souhaité permettre à l'ensemble de ses administrés de bénéficier de cette énergie verte et locale**.

La commune et la société INCIDENCES ont donc conjointement étudié et sélectionné des emprises foncières pouvant permettre la mise en place rapide de ce dispositif, à l'échelle communale.

Ainsi, l'emprise privée, objet de ce dossier, située au lieu-dit de La Boule, au Nord de la commune de Baho a semblé favorable à l'installation d'un projet de valorisation de la production électrique en circuit-court, sous la forme d'une boucle d'Autoconsommation Collective (ACC). Ce modèle correspond avant tout à un projet d'intérêt collectif : l'électricité produite sera renouvelable, locale et consommée en circuit-court. Enfin, le projet a été conçu en tenant compte des enjeux identifiés sur le site à savoir : qualité paysagère, environnementale et préservation de l'écosystème existant.

9.1.2. Présentation du maître d'ouvrage – INCIDENCES

Productrice d'électricité verte à partir de ressources renouvelables sur le territoire national, la société INCIDENCES a été créée en février 2022 par trois anciens dirigeants expérimentés, Séverine Pasquinet, Julien Garçon et David Augeix, de la branche renouvelable de l'énergéticien national, dans le développement et l'exploitation de centrales solaires et éoliennes. Ces trois associés ont très rapidement ouvert le capital de la société à l'ancien Président et fondateur d'Eole RES, afin d'apporter une vision complémentaire et des conseils stratégiques hors-pairs pour le développement de la société. Elle dispose d'un **savoir-faire reconnu**, lui permettant d'identifier des projets de centrales photovoltaïques et de mener à bien leur **développement**, leur **financement**, leur **construction** et leur **exploitation**.

La politique d'INCIDENCES est de développer l'énergie renouvelable **de proximité** avec des **projets sur-mesure** pour construire un **avenir énergétique durable adapté aux enjeux locaux**.

Profil des fondateurs et actionnaires de INCIDENCES :



David Augeix
Président

Depuis 2000 il développe, construit et administre des centrales solaires et éoliennes. Chez EDF Renouvelables il assurait la direction du développement



Séverine Pasquinet
Directrice Générale

Auparavant Directrice adjointe développement chez EDF Renouvelables, elle cumule 19 années de développement de projets solaires et éoliens



Julien Garçon
Directeur Général

Ancien Directeur général de LUXEL, il a également travaillé chez EDF Renouvelables en tant que chef de projets puis Directeur projets Investissements



Jean-Marc Armitano
Associé - administrateur

Ancien dirigeant et co-fondateur d'EOLE-Res, pionnier des énergies renouvelables, il a été un des fondateurs d'Urbasolar

À la date de rédaction de ce document, la société INCIDENCES développe **250 MWc bruts** dont **3 MWc** sont dorénavant en production.

ALIGNAN DU VENT (34)

Projet de 1 MWc à destination de la commune et des riverains en opération d'Autoconsommation Collective (ACC), qui allie cet outil règlementaire récemment mis à disposition, à un outil de partage local de la production.

CC LANDES D'ARMAGNAC (40)

C'est la plus grande opération d'Autoconsommation Collective (ACC) de France, impliquant 27 communes associées à des contrats d'électricité privés (« corporate PPA » ou gré à gré) à destination des entreprises de la région.

9.1.3. Localisation

La Zone d'Implantation Potentielle (ZIP) se situe sur la **commune de Baho**, au sein de la Métropole de Perpignan, dans le département des Pyrénées-Orientales (66), en Région Occitanie.

Les parcelles cadastrales concernées sont les **numéros 0074 et 0075, section AE** (cf. Figure 2). La superficie totale de ces parcelles est de 10274 m², pour une **surface clôturée qui sera de l'ordre de 9 672 m² (soit environ 94% de la superficie totale)**.

Plus précisément, la ZIP se situe au Nord de la commune de Baho, à proximité de la D616A du côté Nord. Elle est **longée par un chemin goudronné** au Sud, parallèle à la route départementale.

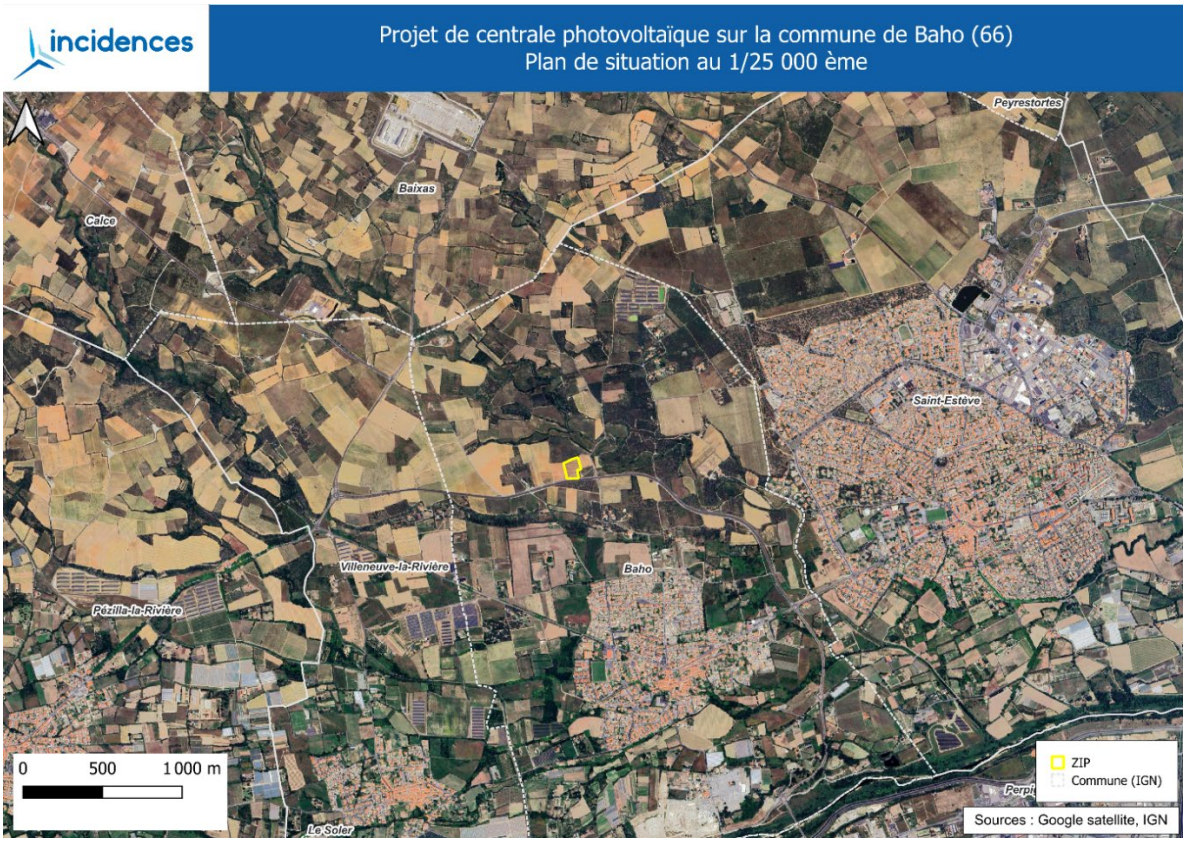


Figure 1 : Plan de situation au 1/25 000ème de la ZIP

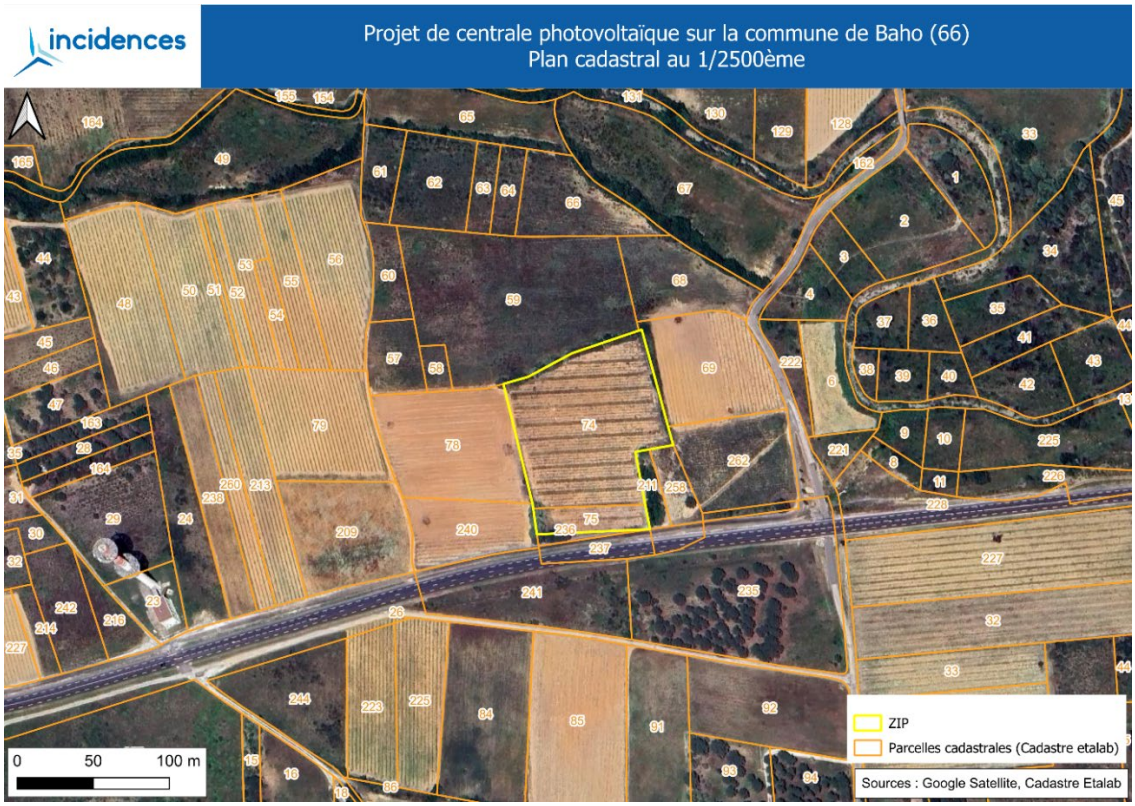


Figure 2 : Plan cadastral au droit de la ZIP

9.1.4. Objectifs

Le projet a pour objectif l'installation d'une **centrale de production d'énergie photovoltaïque** sur un terrain privé en friche sans usage agricole depuis plus de 18 ans.

Ce **projet d'intérêt collectif** s'intègre dans une stratégie territoriale menée par le conseil municipal, et dont l'objectif est le partage d'une **électricité verte à l'échelle de la commune de Baho**. L'électricité produite à partir de l'énergie solaire sera revendue prioritairement en **Autoconsommation Collective (ACC) auprès des particuliers et professionnels de la commune, et en revente directe pour le surplus non consommé localement**. La production envisagée pour le présent projet est d'environ **1 381 MWh/an**. Il contribuera donc à **l'accroissement de la part des énergies renouvelables** dans la production d'électricité locale et à la **réduction des émissions de gaz à effet de serre, tout en favorisant une autonomie énergétique du territoire**.

Les **avantages** associés à ce projet sont de :

- Valoriser un terrain sans usage actuel et source de coûts pour le propriétaire ;
- Valoriser la production d'énergies renouvelables au travers de la boucle d'une Autoconsommation Collective (ACC) à un prix compétitif pour les consommateurs locaux ;
- Générer des retombées fiscales pour la commune ;
- Générer des économies sur le budget de fonctionnement des bâtiments communaux en réduisant les charges liées à la fourniture d'électricité ;
- Agir pour le développement des énergies renouvelables, un objectif inscrit dans la Loi ;
- Permettre à la commune de contribuer à la démarche de transition écologique, en participant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et donc indirectement à la lutte contre le réchauffement climatique.

9.1.5. Autoconsommation Collective (ACC)

L'Autoconsommation Collective (ACC) est la valorisation de tout ou partie de la production d'électricité de la centrale photovoltaïque à **des consommateurs locaux, des particuliers aux professionnels en passant par les collectivités, en circuit-court**, favorisant l'indépendance énergétique locale du territoire.

L'ACC permet aux adhérents de bénéficier d'une **énergie à moindre coût, locale et provenant d'une source renouvelable**, sans aucun investissement ni travaux de leur part.

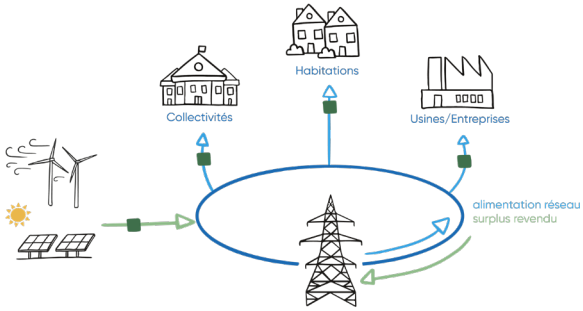


Figure 3 : Schéma de principe d'une boucle d'autoconsommation collective

La boucle d'ACC pour le présent projet couvre **une partie du Nord du centre-bourg de la commune de Baho, ainsi que les habitations isolées du territoire communal Nord, notamment au lieu-dit La Murtrara**. Elle permettra de fournir de l'électricité locale et issue d'énergie renouvelable à plus de **600 résidents**. Elle sera **ouverte aux particuliers et professionnels, ainsi qu'à la collectivité**.

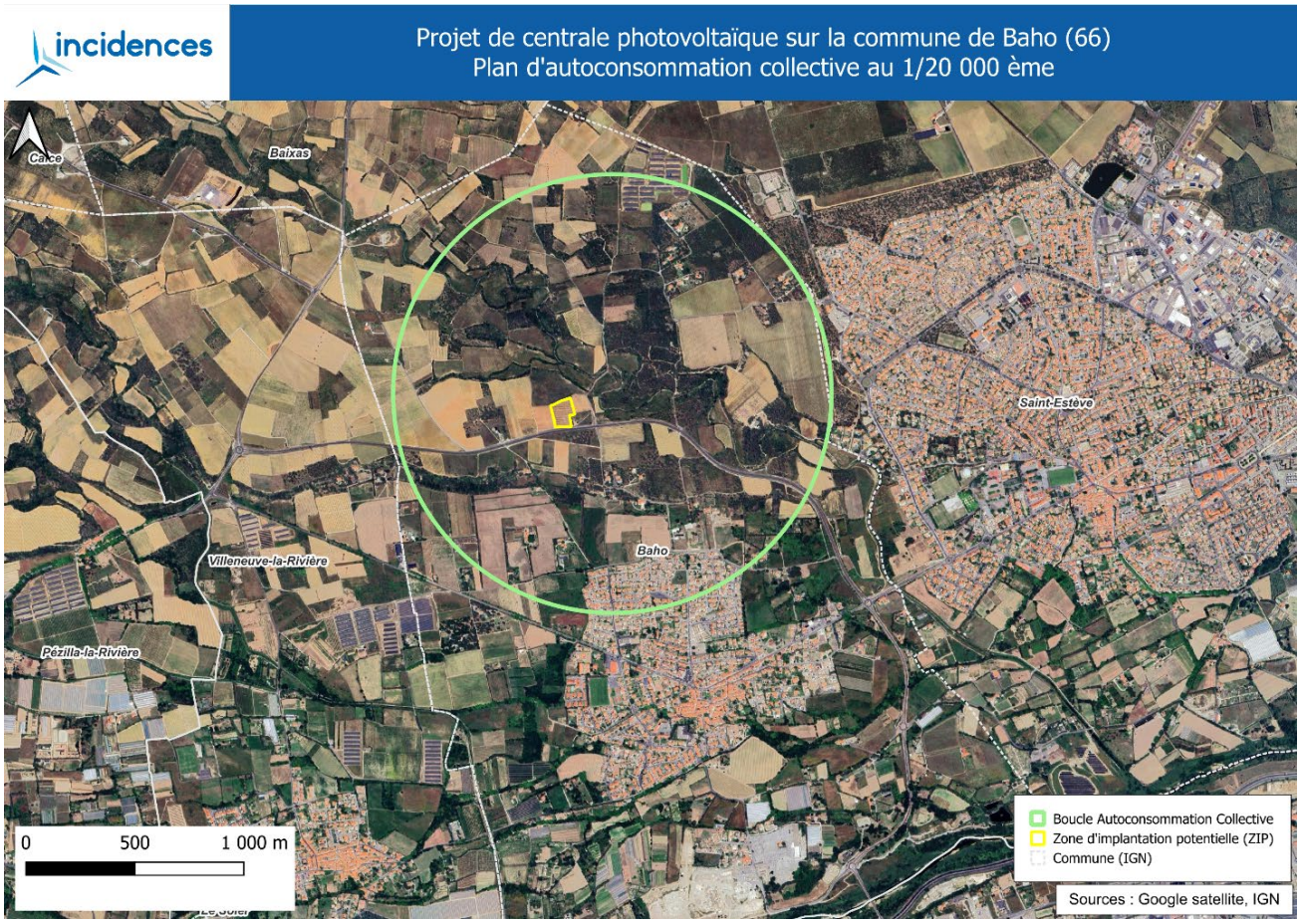


Figure 4 : Boucle d'Autoconsommation Collective – Baho Nord

9.1.6. Caractéristiques techniques

9.1.6.1. Solution retenue

Après **prise en compte des enjeux environnementaux** identifiés sur le site, afin de les éviter dans la mesure du possible (cf. chapitre 9.2.2), le design final de la centrale photovoltaïque est caractérisé par :

- Emprise clôturée (surface utile) : **9 672 m²**
- Technologie de fixation : les **pieux battus** seront privilégiés (à confirmer par l'étude géotechnique)
- Puissance installée : **993,75 kWc**
- Production annuelle estimée : **1 381 MWh**
- Équivalent consommation électrique annuelle : **environ 619 habitants**
- Émissions de CO_2 évitées : **environ 32 T / an**
- Prise en compte du risque incendie : **prescriptions SDIS 66 (cf. chapitre 9.1.6.6), dont 1 citerne 60 m³**
- Longueur du raccordement externe (réseau de distribution) : **400 m**
- **1** piste de circulation interne (**4 m de large**)
- Nombre de tables : **44**
- Nombre de panneaux PV : **1 590 unités**
- Surface projetée des panneaux PV : **4 239 m²**
- Espacement entre les panneaux PV : **2 cm**
- Inclinaison des panneaux PV : **15°**
- Distance entre 2 lignes de panneaux PV : **2,5 m**
- Hauteur point bas des panneaux PV : **1,10 m**
- Hauteur point haut des panneaux PV : **environ 3 m**
- **3** points de livraison (**3 x (1 495 mm x 990 mm x 495 mm)**)
- **3** tableaux généraux basse tension (**3 x (1 035 mm x 835 mm x 300 mm)**)
- **1** clôture de délimitation (**2 m de haut**)
- **1** portail d'accès (**4 m de large x 2 m de haut**)

Le projet s'étend sur l'ensemble de la parcelle, il ne nécessite **ni défrichement, ni déboisement, ni démolition**.

Les murets ainsi que les haies buissonnantes au Nord et à l'Est seront conservés et un recul de 6 m est prévu par rapport au panneaux photovoltaïques sur la face Nord.

Au Sud de la zone d'implantation potentielle, les pins et oliviers seront également conservés par le projet. Globalement, **toute la végétation permettant de masquer naturellement** l'implantation de la centrale photovoltaïque et limiter l'impact visuel sur l'environnement local, **sera conservée**.

Le chemin goudronné au Sud de la ZIP sera l'**itinéraire privilégié** pour accéder à la centrale photovoltaïque. Celui-ci est accessible par le chemin de la garrigue au niveau de la tour de télécommunication, depuis la RD616A qui est une route particulièrement empruntée et adaptée pour la circulation des poids lourds.

Les **accès existants** aux parcelles **seront garantis pendant toute la durée du projet**, tout comme la circulation sur le chemin d'accès, y compris en phase de chantier.



Figure 5 : Plan d'aménagement

9.1.6.2. Équipements photovoltaïques envisagés

Une centrale photovoltaïque est composée de **plusieurs équipements** :

- De panneaux PV et de structures métalliques pour les soutenir ;
- D'un réseau électrique comportant plusieurs postes de conversions (onduleurs) ;
- De câbles et de points de livraison pour le raccordement au réseau de distribution ;
- De chemins d'accès et d'une clôture pour sécuriser et entretenir le site ;
- De moyens de télécommunication afin de contrôler la centrale à distance pour des besoins de maintenance.

Le choix du matériel présenté dans les sous-chapitres suivants est donné à titre indicatif et au regard de l'état du marché photovoltaïque à la date de rédaction du présent document. Le choix final du matériel sera présenté et discuté avant le financement du projet.

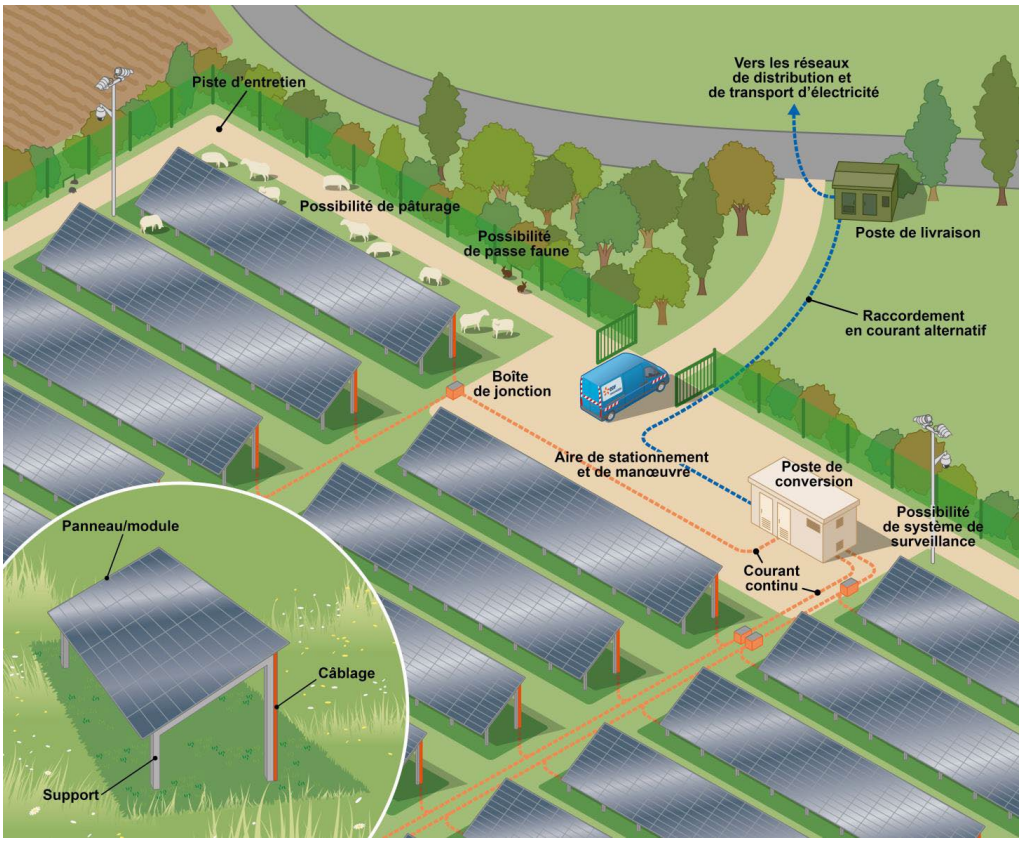


Figure 6 : Schéma de principe d'une centrale photovoltaïque (source : Guide de l'étude d'impact pour les installations photovoltaïques au sol, 2011)

Tous ces équipements se doivent de répondre aux **certifications requises par les normes en vigueur** :

- NFC 13-100 : Installations alimentées en haute-tension (HTA) ;
- NFC 15-100 : Installations électriques à basse-tension (BT) ;
- NFC 15-712-1 : Installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau de distribution.

9.1.6.2.1. Panneaux PV & structures

Les **panneaux PV** seront supportés par des **charpentes métalliques** (poteaux / poutres / pannes) galvanisées à chaud. Des bureaux d'études spécialisés (en structure et géotechnique) seront missionnés afin de déterminer les sections des fondations si nécessaires ou la profondeur de battement des pieux et autres éléments de charpente les plus adaptés.

Les structures les plus adaptées pour supporter les panneaux PV seront ancrées dans le sol par la **méthode des pieux battus** (profondeur moyenne de 1 m). Le battage mécanique des pieux n'entraine **pas d'excavation** du sol et ne produit **pas ou peu de matériaux en déblais**. Cette méthode sera privilégiée dans le cadre du projet et selon les résultats de l'étude géotechnique.

Ces structures seront **orientées vers le Sud** afin d'optimiser la production d'énergie solaire. L'avantage de cette solution est d'allier **moindre coût avec un faible besoin de maintenance**.

À noter que les structures **s'adaptent à la topographie**, ce qui permet d'éviter les terrassements trop importants.





Figure 7 : Exemples de structures fixes et fondations par la méthode des pieux battus

9.1.6.2.2. Onduleurs

Les onduleurs ont pour fonction de **convertir le courant continu** fourni par les panneaux PV **en un courant alternatif** utilisé par le réseau électrique français et européen. Ce sont donc des équipements indispensables au fonctionnement de la centrale.

Les onduleurs seront installés de manière **décentralisée** (directement fixés aux tables) et préférentiellement sur la bordure Ouest de la parcelle. Il n'y aura pas de **nuisances** (sonores et vibratoires) du fait de l'éloignement de la ZIP par rapport **aux habitations**.

9.1.6.2.3. Points de livraison, tableaux généraux basse tension & câblage

Trois **points de livraison** seront mis en place à l'entrée du site. Ils permettront :

- La sécurité de l'installation électrique ;
- Le relevé de la production électrique.

Les câbles reliant les points de livraison aux trois **Tableaux Généraux Basse Tension (TGBT)** seront **enfouis** à une profondeur de 0,80 m dans des fourreaux.

Ces postes et tableaux comprendront tous les accessoires de sécurité exigés par les **normes** (extincteur 6 L, gants isolants, affiches réglementaires extérieures et intérieures…) et notamment l'ensemble des équipements exigibles par la norme NFC15-100.

9.1.6.2.4. Raccordement

Le raccordement de la centrale photovoltaïque se fera sur une ligne HTA existante du **réseau public de distribution** situé à proximité du site. Ainsi, l'opération de raccordement sera menée par le gestionnaire du réseau, **Enedis**, qui en sera le maître d'ouvrage. Les câbles souterrains seront la propriété du gestionnaire de réseau. C'est ce dernier qui choisira le tracé du raccordement selon des caractéristiques techniques et économiques qui lui sont propres.

Par ailleurs, **le tracé du raccordement définitif ne peut être connu** qu'à l'issue de l'obtention de l'ensemble des autorisations administratives du projet et que lorsque la convention de raccordement sera finalisée par Enedis.

Pour le raccordement envisagé à ce stade d'étude, les **routes et chemins seront utilisés en priorité** et le cheminement s'effectuera **en souterrain** sous les voies existantes goudronnées, sur une distance d'environ 390 m. Le raccordement final devra se faire **sur un poste électrique où se trouve une ligne HTA aérienne existante**.

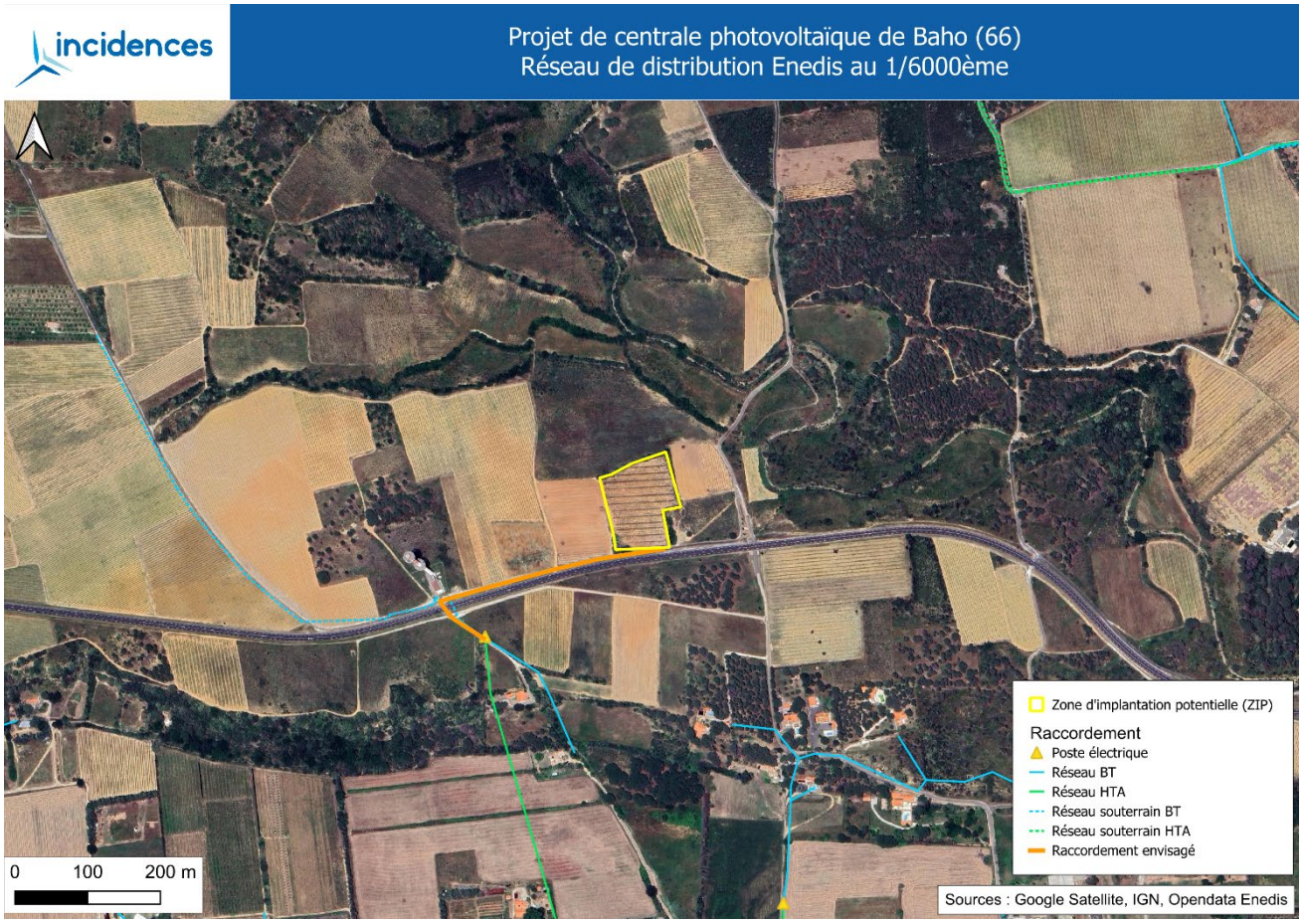


Figure 8 : Raccordement externe envisagé

9.1.6.3. Traitement des abords & accès

9.1.6.3.1. Clôture & portail

Dans le cadre de la fermeture et sécurisation du site, une **clôture verte grillagée en métal galvanisé** sera créée tout autour. D'une hauteur de 2 m, elle sera équipée de **passages pour la petite faune** (maillage assez large, minimum 10 cm de côté). Elle assurera également une **perméabilité supérieure à 80%** vis-à-vis des ruissellements d'eaux pluviales (cf. chapitre 9.1.6.4)

Il est envisagé de rendre le site accessible par un **portail** à deux ventaux de 4 m de largeur par 2 m de hauteur. Cette entrée permettra l'accès aux véhicules nécessaires à la maintenance de la centrale, mais aussi aux véhicules d'intervention en cas d'accident ou d'incendie (pompiers…).

Ce portail d'accès sera équipé d'un **système d'ouverture à clef polycoïse**, selon les **prescriptions du SDIS 66**.



Figure 9 : Exemple de passage pour la petite faune (source : LPO AURA)

9.1.6.3.2. Pistes

Une **piste « lourde » de circulation de 4 m de large** sera aménagée au sein de l'enceinte clôturée du site, afin de permettre le passage des équipes de maintenance, ainsi que de celles du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS 66) en cas d'incendie.

Une **piste intermédiaire traversante** d'Est en Ouest de **4 m de large**, au centre de l'installation, permettra également d'améliorer la sécurité et l'efficacité d'éventuelles interventions.

9.1.6.4. Artificialisation et gestion des eaux pluviales

La parcelle est occupée par une **friche agricole**. Le secteur est fortement concerné par l'enfrichement des parcelles agricoles, toutefois des parcelles agricoles sont toujours cultivées à proximité immédiate de la ZIP. La **pente naturelle** des terrains est très faible.

En **période de pluie**, les eaux s'infiltrent dans les terrains, en raison de ce caractère fortement agricole et faiblement artificialisé.

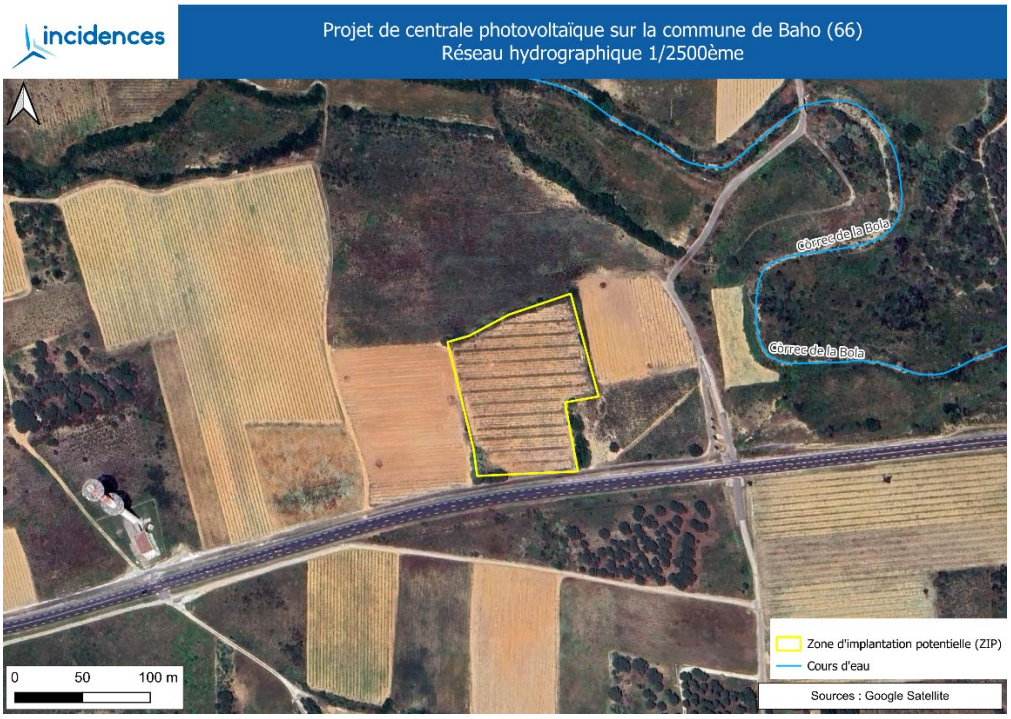


Figure 10 : Réseau hydrographique (source : Google satellite)

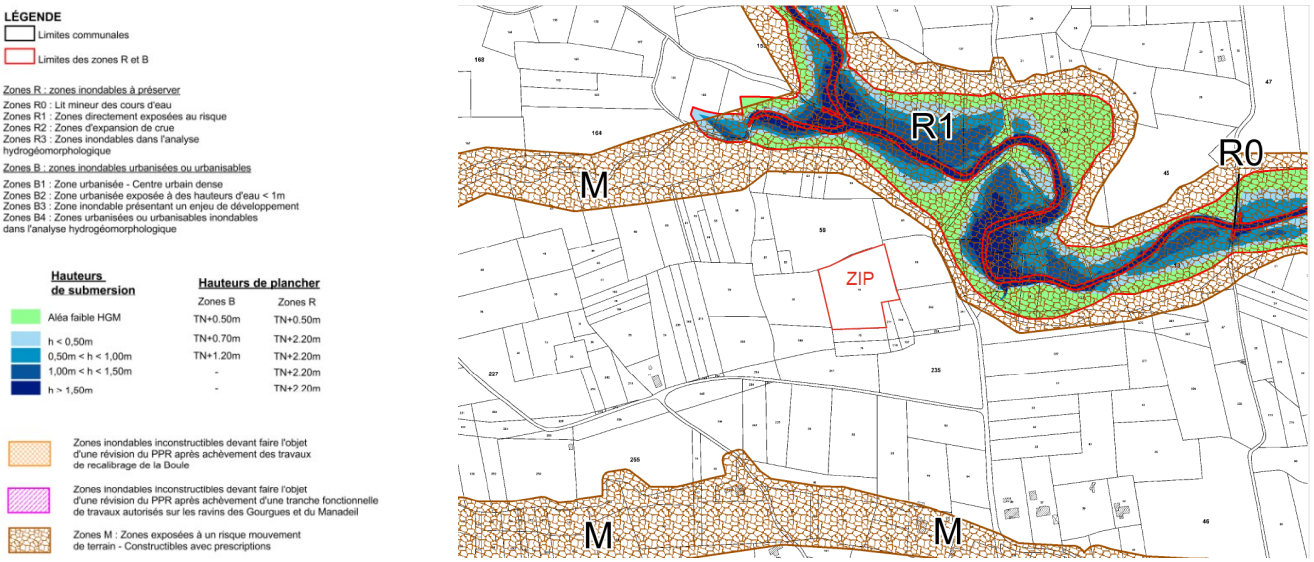


Figure 11 : Extrait de l'aléa inondation et mouvement de terrain au droit du site
(source : PPRNP Bassin versant de la Têt moyenne, 2014)

La commune de Baho est concernée par le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (PPRNP) du Bassin versant de la Têt Moyenne approuvé et annexé à l'arrêté préfectoral n°2014135-0007 du 15 mai 2014. Ce PPRNP contient une cartographie de l'état des connaissances du risque inondation et du risque mouvement de terrain. Le projet se situe hors de l'ensemble des zones qui y sont décrites.

Les eaux de pluies s'écouleront naturellement du fait de :

- L'inclinaison (15°) et la hauteur au point bas (1,10 m) des panneaux PV ;
- L'espacement entre les panneaux PV (2 cm) et celui entre 2 rangées de panneaux PV (2,50 m) ;
- La présence de pieux battus très ponctuels (solution privilégiée) ;
- La présence d'une clôture grillagée assurant la transparence hydraulique ;
- La conservation de l'enherbement du sol, permettant l'infiltration des pluies et le ralentissement des ruissellements ;
- L'absence de revêtement imperméable sur le site (notamment au niveau des pistes).

Le projet dans sa globalité n'entraînera **aucune modification des écoulements**. Les travaux feront l'objet de mesures de **prévention du risque** de dispersion de matières en suspension (par exemple : bottes de paille). En phase d'exploitation, un **suivi de la repousse végétale** et de **l'absence de création de ravinements** sera réalisé.

Conformément à l'arrêté du 29 décembre 2023 définissant les caractéristiques techniques des installations de production d'énergie photovoltaïque exemptées de prise en compte dans le calcul de la consommation d'espace naturels, agricoles et forestiers, **le projet dans sa globalité n'entraînera aucune artificialisation des sols et donc aucune modification des écoulements**.

9.1.6.5. Gestion du risque de pollution accidentelle

Durant la phase de travaux, des systèmes générant la production d'électricité (ex. groupes électrogènes) et des engins de chantier seront utilisés par le personnel de chantier. Le risque de pollution accidentelle

(hydrocarbures et huiles) sera géré via l'utilisation de **bacs de rétention** (mesure préventive). Ces bacs de rétention seront situés au sein de la base-vie. En cas de nécessité, des **kits antipollution** seront présents sur site et à proximité de chaque engin (mesure curative). Les fluides collectés seront acheminés vers les **centres de traitement adaptés**.

Le personnel sera également **formé et sensibilisé** sur les risques et l'environnement. Pour éviter tout risque de pollution accidentelle, le planning des travaux sera **adapté en fonction des conditions météorologiques**.

En phase d'exploitation, **le risque de pollution accidentelle est négligeable** (absence de substance polluante sur site). Seules les opérations de maintenance feront l'objet de mesures préventives et curatives (maintenance des panneaux PV, circulation sur la piste interne…).

9.1.6.6. Prise en compte du risque incendie

Le risque incendie est identifié comme **un risque majeur** dans le département des Pyrénées-Orientales (cf. Dossier Départemental des Risques Majeurs ou DDRM). Le département possède par ailleurs un **Plan Départemental de Protection des Forêts Contre l'Incendie (PDPFCI)** en vigueur jusqu'en 2025.

L'Agglomération de Perpignan, dont fait partie **Baho**, est caractérisée par une **inflammabilité forte** et une **vitesse de propagation rapide**. Elle se compose d'une grande plaine ouverte, à fortes dominances agricoles et urbaines, caractérisée par un boisement encore faible mais subissant un **phénomène d'enfrichement continu**.

Focus sur les Obligations Légales de Débroussaillement (OLD) :

L'arrêté préfectoral n°2019105-0001 du 15 avril 2019 fixe et précise les règles concernant le débroussaillement obligatoire qui incombe au propriétaire ou ayant droit.

En zone « non urbaine » (définie par les documents d'urbanisme : zones AU, N, D, NA, NC ou ND) : obligation de débroussailler dans un rayon d'au moins 50 m autour de toute construction, même dans le cas où cette distance dépasse les limites de propriété. L'intervention sur fond voisin doit être réalisée après obtention préalable d'une autorisation d'intervention par le propriétaire de la parcelle. Les voies d'accès aux propriétés bâties doivent être dégagées de toute végétation selon un gabarit de sécurité de 4 m de large sur 4 m de hauteur pour garantir l'accès aux véhicules de secours.

En été, l'accès aux massifs forestiers et la réalisation de certains travaux pouvant générer des étincelles sont réglementés par un arrêté préfectoral permanent.

La commune de Baho est concernée par les OLD d'après l'arrêté préfectoral n°2019105-0001 du 15 avril 2019.

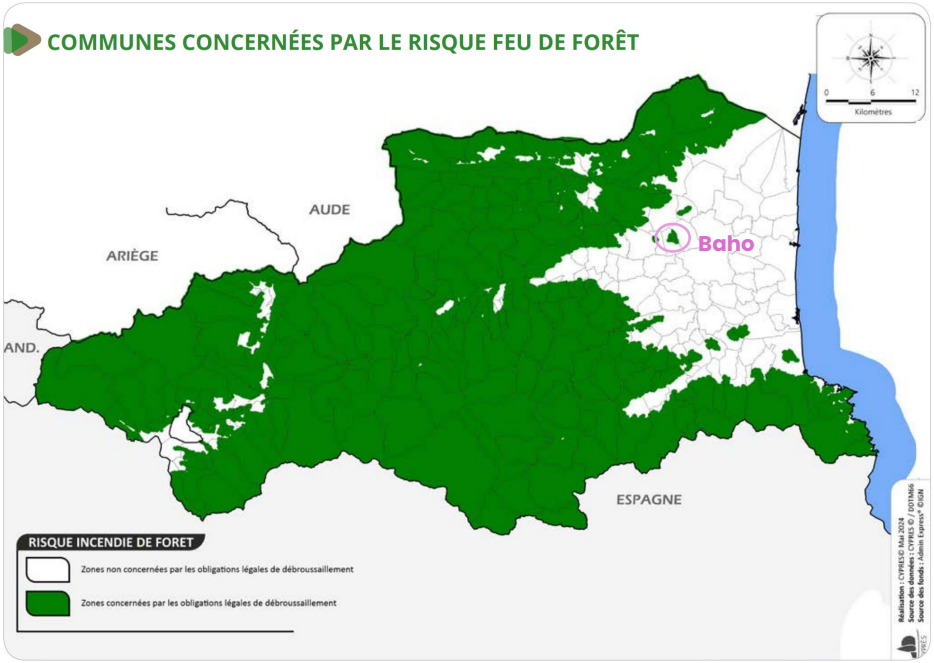


Figure 12 : Communes concernées par les obligations légales de débroussaillement (source : DDRM 66, mai 2024)

Les OLD (50 m) seront donc appliqués aux **zones de broussailles identifiées au Nord** (parcelle privée), au Sud-Est (parcelles privées) et **au Sud,** de l'autre côté de la D616A (parcelle appartenant au département), du projet ainsi que sur les parcelles agricoles à l'Est et à l'Ouest et en **tenant compte des enjeux environnementaux** recensés (cf. chapitre 9.2.3.2).

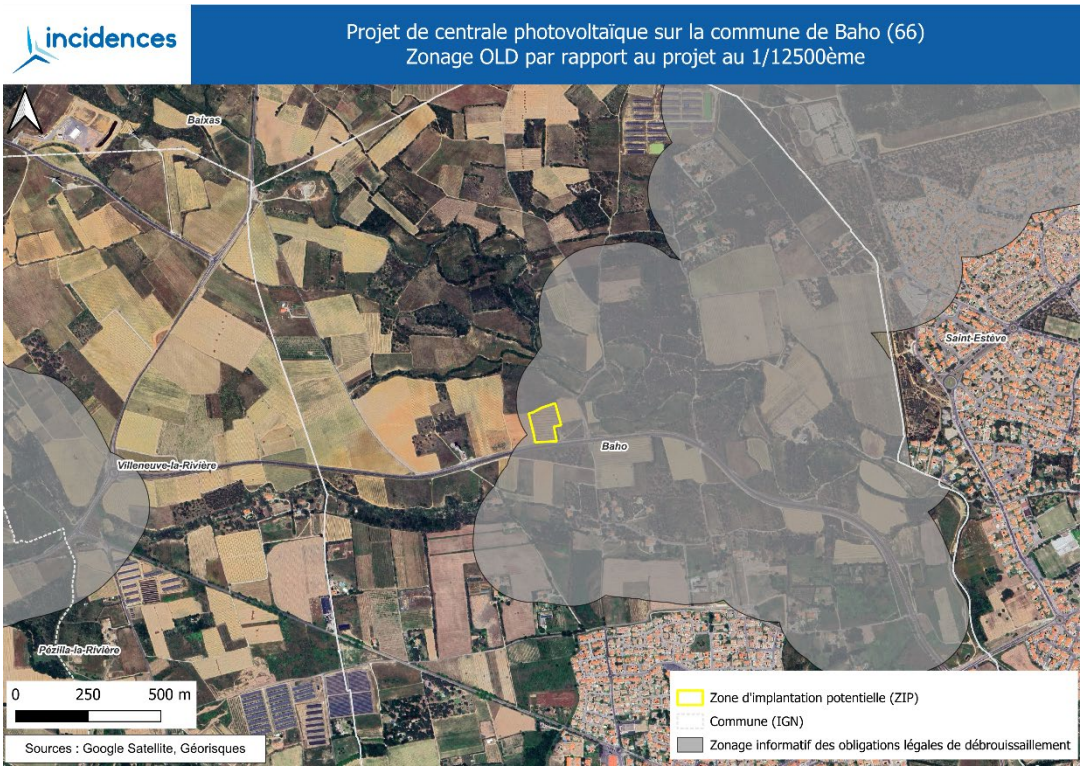


Figure 13 : Carte des OLD Baho

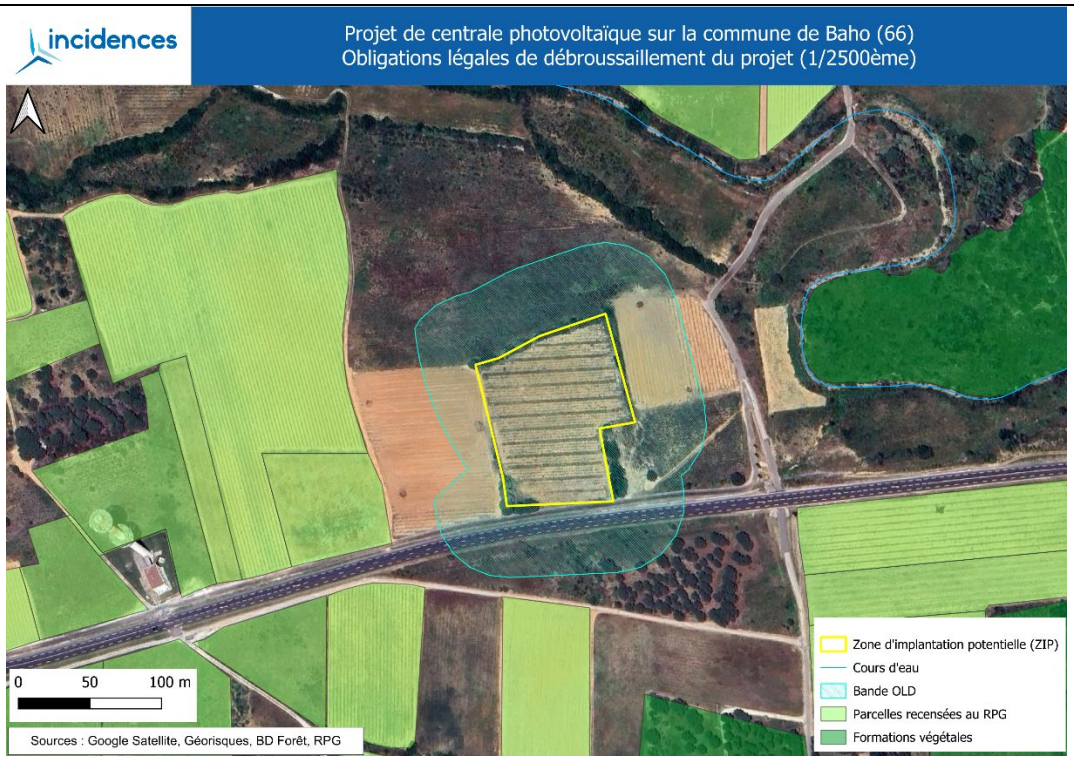


Figure 14 : Identification des OLD sur la ZIP

Le SDIS 66 a défini des **prescriptions pour les projets de centrales photovoltaïques** liées à l'accessibilité des secours et à la défense incendie. Les prescriptions pouvant concerner le projet sont :

- Accessibilité des services de secours :
  - Une voie stabilisée d'une largeur de 4 m en périphérie du site (**pris en compte dans la conception**) ;
  - Un passage carrossable d'une largeur de 3 m toutes les 5 rangées de structures (**pris en compte dans la conception, une largeur de 4 m est appliquée à la piste traversante centrale**) ;
  - Site clôturé et verrouillé par un portail à l'aide d'un cadenas sécable ou adapté aux dispositifs d'ouverture des sapeurs-pompiers (clé polycoise) (**pris en compte dans la conception**).
- Besoins en eau exigibles - 30m³/h pendant 2 h à assurer par l'une des deux solutions suivantes :
  - Poteau incendie de 1000 L/mn sous 1 bar implanté à moins de 400 m de l'entrée principale du site ;
  - Réserve d'eau d'au moins 60 m³ si l'emprise du projet est inférieure à 50 ha (**solution sélectionnée pour le présent projet : citerne implantée à proximité immédiate de l'entrée du site et de la clôture au Sud, à proximité du chemin d'accès**).
- Débroussaillement du site :
  - Débroussailler sur une bande de 50 m autour des emprises des futures constructions (arrêté préfectoral DDTM/SNAF/2023 087-0001, relatif aux mesures de débroussaillement obligatoire dans le cadre de la prévention des incendies de forêts dans les zones forestières des Pyrénées-Orientales) ;
  - Dans le cas où l'arrêté préfectoral 2013238-0011 ne s'applique pas, il convient de réaliser un débroussaillement régulier à l'intérieur du site (**une gestion de la végétation à l'intérieur de la centrale photovoltaïque sera réalisée par le maître d'ouvrage**).

Le SDIS 66 a fait l'objet d'une première **consultation par visioconférence** le 11 avril 2025, et d'une **consultation par mail** avec fourniture du plan masse et plan de coupe le 4 août 2025. Par retour de mail en date du 21 août 2025, **le SDIS66 a validé les plans** « *Au vu des éléments portés à la connaissance du sdis, le projet semble respecter les caractéristiques et prescriptions demandées.* » (cf. Annexe 9.3.2).

Les prescriptions du SDIS 66, telles qu'elles seront définies dans le cadre de l'instruction de la déclaration préalable, seront donc respectées.

9.1.6.7. Cadre de vie

9.1.6.7.1. Ambiance sonore

Conformément aux éléments figurant dans le Guide de l'étude d'impact pour les installations photovoltaïques au sol du MEDDTL de 2011, en phase d'exploitation, la plupart des éléments constitutifs de l'installation **ne sont pas émetteurs de bruits** : les **panneaux PV**, les **structures**, les **fondations** et les **câbles électriques**. Les **points de livraison** et les **tableaux généraux basse tension** sont uniquement équipés de disjoncteurs et compteurs EDF, ils **ne sont donc pas émetteurs de bruits**.

Les **sources sonores** proviennent essentiellement des **onduleurs** et **transformateurs**. Néanmoins, **aucun poste de transformation** ne sera mis en œuvre dans le cadre du projet. Les **onduleurs** sont installés de manière **décentralisée** (directement fixés aux tables) et **éloignés des habitations**. Ils émettent des bruits qui se propagent essentiellement **au travers des grilles d'aération**. Ces bruits sont générés par la mise en marche des **ventilateurs en périodes de fortes chaleurs (bruits intermittents)**. D'autre part, ces bruits ne peuvent avoir lieu qu'**en journée**, car la centrale photovoltaïque ne fonctionne pas la nuit.

Il est important de noter que les **éléments réfléchissants** (obstacles divers : haies, végétation, clôture, panneaux PV, etc.) participent à l'**atténuation des bruits**.

Ainsi, les installations photovoltaïques respecteront l'arrêté du 26 janvier 2007 relatif aux conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

Il est à noter que les habitations les plus proches se trouvent à environ 300m de la ZIP, l'enjeu sur les nuisances sonores est donc négligeable ici.

9.1.6.7.2. Champs électromagnétiques

Conformément aux éléments figurant dans le Guide de l'étude d'impact pour les installations photovoltaïques au sol du MEDDTL de 2011, en phase d'exploitation, les sources émettrices de champs électromagnétiques sont les **panneaux PV** et les **lignes de connexion en courant continu**, les **onduleurs** et les **transformateurs** permettant le raccordement au réseau en courant alternatif. Néanmoins, **aucun poste de transformation** ne sera mis en œuvre dans le cadre du projet.

Les principales sources de champs électromagnétiques sont les **onduleurs**, qui sont constitués d'éléments électroniques placés **dans un boitier métallique** relié à la terre.

Il peut exister des **interactions entre** le côté **courant continu** et le côté **courant alternatif**. En effet, le côté courant continu des onduleurs est relié par de **longs câbles** jusqu'aux panneaux PV. Les perturbations électromagnétiques générées par les onduleurs peuvent donc être conduites par ces câbles jusqu'aux **panneaux PV**. Ces câbles agissent alors comme une antenne et diffusent les perturbations électromagnétiques générées par les onduleurs. L'**importance de ce phénomène** de rayonnement électromagnétique, côté courant continu, croit avec la **longueur des câbles** et la **surface des panneaux PV**.

Une centrale photovoltaïque raccordée au réseau produit un champ électrique et magnétique **en journée uniquement**.

Les valeurs des champs électromagnétiques émises par ces équipements sont largement inférieures aux valeurs recommandées, à savoir 5 000 V/m pour le champ électrique et 100 μ T pour le champ magnétique, il n'y a aucun risque pour la santé des riverains.

9.1.6.8. Insertion paysagère & gestion de la végétation

9.1.6.8.1. Échelle du grand paysage

D'après les données paysagères disponibles (Atlas des paysages du Languedoc-Roussillon), la Communauté Urbaine de Perpignan Méditerranée Métropole s'insère dans l'**ensemble de paysage « Plaine du Roussillon »**. Le territoire se compose principalement de plaines et champs ouverts, délimités par les reliefs des Corbières, des Aspres et des Albères entre autres, mais se compose également d'une aire urbaine particulièrement dense qui regroupe les ¾ de la population du département et les principales infrastructures.

La commune de Baho s'inscrit plus précisément dans l'unité paysagère de « **L'agglomération de Perpignan** » qui s'identifie par un **étalement urbain important tout autour de la ville de Perpignan**, mais aussi par une concentration d'équipements de transports (aéroport, autoroute, ligne TGV), ainsi que par le fleuve de La Têt qui la traverse d'Ouest en Est.

Le phénomène d'étalement urbain peut entrer en **conflit** avec la qualité paysagère. En effet, le **relief quasi-nul** dévoile sans distinction les zones urbanisées depuis les reliefs délimitant la Plaine du Roussillon. **Au regard du caractère fortement urbanisé de cette unité paysagère, le projet s'insère en cohérence sur ce territoire.**

Il n'y a aucune co-visibilité possible entre la centrale photovoltaïque et les principaux enjeux paysagers recensés à grande échelle, notamment la vallée de La Têt (distance, topographie plane, végétation dense).



Figure 15 : « L'agglomération de Perpignan »

9.1.6.8.2. Échelle du site

Localement, la centrale photovoltaïque se trouve dans un **milieu ouvert, entourée par des vignes et des friches ainsi que la D616A au Sud**.

Côtés Nord, Est et Ouest les vues vers le projet seront **limitées.** En effet, la topographie est plane et la ZIP est entourée de parcelles agricoles et de zones boisées.

La centrale photovoltaïque se situe à **plus de 300 m des premières habitations au Sud** et à **environ 700 m du centre-bourg dense**. Il n'existe **aucune vue directe possible vers ces zones**, les seules vues directes seront depuis la route et les parcelles agricoles à proximité.

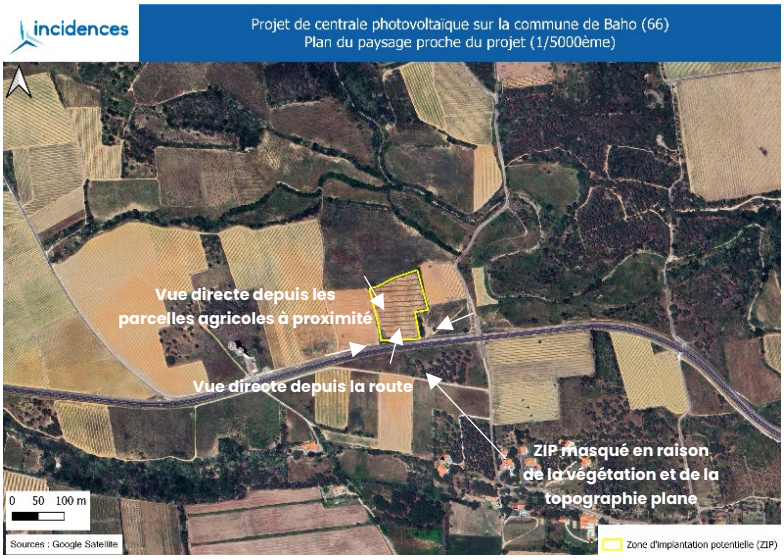


Figure 16 : Enjeux paysagers locaux

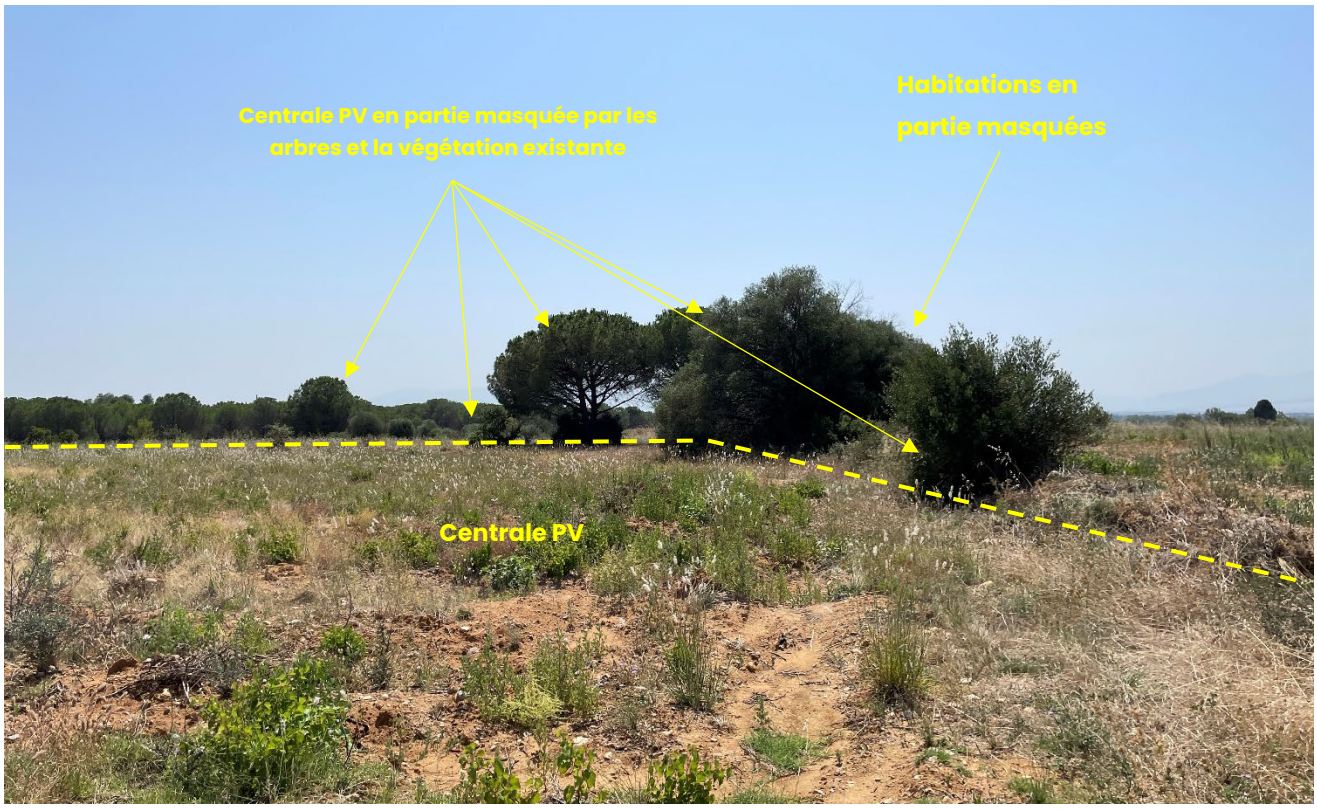


Figure 17 : Masque naturel boisé au Sud-Ouest et au Sud de la centrale photovoltaïque des habitations les plus proches de la centrale photovoltaïque au Sud-Ouest (Point de vue n°9, 29/04/2025)



Figure 18 : Boisement masquant la RD616A et la centrale photovoltaïque des habitations les plus proches de la centrale photovoltaïque au Sud-Est (Point de vue n°27, 29/04/2025)

9.1.6.8.3. Mesures paysagères et gestion de la végétation

Ainsi, considérant l'absence d'enjeux paysagers majeurs, **il n'est prévu aucune plantation** dans le cadre du présent projet. Les **masques végétaux existants et la topographie naturelle** permettront de **limiter les vues** sur le site. Ils seront **conservés dans leur intégralité**, limitant ainsi les impacts sur le paysage mais aussi sur la biodiversité qu'ils abritent. L'ensemble des **photomontages** du projet est présenté au chapitre 8.

Il s'agira de mettre en place une gestion de la végétation favorisant au mieux le **maintien des habitats naturels**. **Aucun produit phytosanitaire** ne sera utilisé sur le site. **L'entretien de la végétation herbacée** dans l'enceinte du site (sous les panneaux PV et entre les tables) sera **privilégiée** par une **convention d'éco-pâturage**, établie avec un exploitant local.

En cas de besoin, une prestation de service d'entretien avec une **entreprise d'espace vert locale** sera mise en œuvre. Les intervenants agiront **dans le respect des prescriptions du SDIS 66** (cf. chapitre 9.1.6.6) et des réglementations en vigueur visant à protéger la faune et la flore, notamment en **évitant les périodes sensibles pour le cycle de vie des oiseaux (nidification), dans la mesure du possible**.

Ainsi, **deux fauches annuelles** seront privilégiées, l'une en janvier/février et l'autre à partir du 15 juillet. Il s'agira également de favoriser une **gestion différenciée** pour avoir toujours une zone disponible avec de la végétation « haute » (herbacée à maturité si les OLD le permettent) et en floraison :

- **Zones en lisière** : fauche **1 fois par an** de la végétation spontanée (bande de 8 m de largeur concernée)
- **Zone des inter-rang** : fauche **2x/an** de la végétation spontanée avec un premier passage pour la fauche mécanique en janvier/février et un second passage tardif en juillet/août.

Ces périodes d'intervention seront privilégiées sous conditions de validation du SDIS 66. En cas de nécessité d'intervenir en dehors de ces périodes, ce sont les prescriptions du SDIS 66 qui seront suivies.

Les **déchets verts** issus de ces opérations seront **évacués immédiatement** afin d'être gérés ou valorisés dans les **filières de traitement adaptées**.

9.1.7. Déroulement du projet

9.1.7.1. Communication autour du projet

Dès l'obtention des autorisations, il a été convenu avec la commune d'envoyer un **dépliant explicatif** du projet, présentant l'unité de production et l'opération d'autoconsommation collective.

Par ailleurs, il sera également proposé à la suite de l'envoi des dépliants, de **participer à une réunion publique** sous une forme plutôt pédagogique (d'autres pourront être organisées en fonction du niveau de participation et des interrogations), pour présenter plus en détails le **dispositif d'autoconsommation collective**, sa mise en œuvre opérative et **répondre aux interrogations** que les bahotencqs pourraient se poser.

Enfin, une **campagne de recensement des potentiels adhérents** sera menée en parallèle de la phase de chantier, pour laquelle les modalités ne sont pour l'heure pas encore définies.

9.1.7.2. En phase de travaux

Le chantier se déroulera en **plusieurs opérations successives** :

- Amont des travaux : étude géotechnique ;
- Préparation du terrain : mise en place du balisage, de la plateforme, de la piste interne et localisation des points pour la pose des pieux battus ;

- Mise en place du réseau électrique avec ouverture des tranchées et pose des câbles ;
- Installation des pieux battus, montage des structures porteuses et installation des panneaux PV ;
- Réalisation des réseaux internes ;
- Installation des points de livraison, tableaux généraux basse tension, câblage et raccordement ;
- Nettoyage du site, mise en place de la clôture ;
- Installation de nichoirs et hibernaculums par un ingénieur-écologue ;
- Mise sous tension et mise en service.

Concernant la gestion des déchets, un **tri sélectif** (dans des bennes dédiées) sera mis en place sur site, avec une **évacuation à l'avancement** des déchets de travaux vers les filières de traitement ou de valorisation adaptées.

La durée du chantier est estimée à **environ 3 à 6 mois**.

Les **accès existants** aux parcelles agricoles **seront garantis pendant toute la durée du chantier**.

9.1.7.3. En phase d'exploitation

La centrale photovoltaïque sera mise en service **fin 2026**. Tous les équipements électriques seront dimensionnés pour une **durée d'exploitation égale à celle de la centrale photovoltaïque (a minima 30 ans).**

Une centrale photovoltaïque **ne génère pas de gaz à effet de serre** et ne produit **aucun déchet ou fluide dangereux** en phase d'exploitation.

La **végétation du site sera entretenue** conformément aux prescriptions du SDIS 66 et à la description présentée au chapitre 9.1.6.8.3, et ceci pendant toute la durée de vie du projet.

La centrale photovoltaïque sera **supervisée par un suivi à distance** réalisé par le maître d'ouvrage INCIDENCES (pas de présence humaine permanente). Annuellement, des passages seront nécessaires dans le cadre d'une **maintenance préventive**. Les opérations de maintenance curative seront, planifiées et pilotées par l'équipe d'exploitation.

9.1.7.4. En phase de démantèlement

La société INCIDENCES procédera au démantèlement de la centrale photovoltaïque **conformément à la réglementation en vigueur**.

Les panneaux PV seront **recyclés** par la filière de valorisation dédiée (via l'éco-organisme SOREN), les pieux et structures seront retirés du sol, la clôture et les éléments techniques seront démontés, et le site sera remis en état afin de rendre le terrain tel qu'à son **état initial**.



Figure 19 : Recyclage d'un panneau solaire (source : SOREN)

9.1.8. Cadre réglementaire

9.1.8.1. Projet non-soumis à la procédure d'évaluation environnementale systématique

L'article L.122-1 du Code de l'environnement précise que les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements publics et privés qui, par leur nature, leurs dimensions ou leur localisation sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement ou la santé humaine sont précédés d'une étude d'impact.

Ces projets sont soumis à évaluation environnementale en fonction de critères et / ou de seuils définis par voie réglementaire et, pour certains d'entre eux, après un examen au cas par cas effectué par l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement.

Considérant le tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement, le présent projet de construction d'une centrale photovoltaïque sur une friche privée sur le territoire communal de Baho relève nécessairement de la rubrique 30° « Installations photovoltaïques de production d'électricité », et est donc soumis à la procédure d'examen au « cas par cas ».

Identification des catégories de projet de l'article R.122-2
du Code de l'environnement auxquelles le projet est soumis

Catégorie de projet	Projet soumis à évaluation environnementale	Projet soumis à examen au cas par cas
30. Installations photovoltaïques de production d'électricité (hormis celles sur toitures, ainsi que celles sur ombrières situées sur des aires de stationnement)	Installations d'une puissance égale ou supérieure à 1 MWc, à l'exception des installations sur ombrières	Installations d'une puissance égale ou supérieure à 300 kWc

9.1.8.2. Autres réglementations

Le projet est également soumis à **déclaration préalable de travaux**. Un dossier sera déposé en Mairie de Baho une fois l'instruction du cas par cas finalisée.

Le présent dossier « cas par cas » tient lieu **d'évaluation des incidences Natura 2000**.

Le projet **n'est pas soumis aux rubriques de la Loi sur l'eau** (cf. analyse au chapitre 9.1.6.4).

9.1.9. Documents d'urbanisme & de planification

9.1.9.1. Application de la loi APER et du décret du 8 avril 2024 relatif aux conditions d'implantation des installations photovoltaïques sur des terrains agricoles, naturels ou forestiers

Dans le cadre de la transition énergétique et conformément aux objectifs de la loi n°2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'Accélération de la Production d'Énergies Renouvelables (loi APER), le projet de centrale photovoltaïque s'inscrit dans une démarche visant à **concilier la production d'électricité verte avec une utilisation raisonnée des sols**.

Le décret n°2024-318 du 8 avril 2024 précisant les conditions d'implantation des installations photovoltaïques sur des terrains agricoles, naturels ou forestiers, insiste notamment sur la nécessaire **préservation des sols** et sur la **compatibilité** des projets avec leur **environnement local**, la **réversibilité** des installations, **l'absence d'artificialisation permanente** des sols et la **préservation des paysages**. Ces principes sont applicables aux

terrains à vocation agricole, y compris lorsque ceux-ci, comme en l'espèce, **ne sont plus exploités depuis plus de 15 ans**.

Le terrain concerné **est resté inutilisé pendant plus de 15 ans, ce qui lui confère le statut de « terre inculte » au sens des dispositions légales**. Selon la définition donnée par la jurisprudence et la doctrine, une terre inculte désigne un terrain qui, du fait de son abandon prolongé, n'est ni exploité ni utilisé pour une activité productive ou récréative. Cette situation est conforme à l'article **L.111-29 du Code de l'urbanisme**, qui permet l'implantation d'installations photovoltaïques sur des terrains incultes ou non exploités, sous réserve de leur compatibilité avec une éventuelle activité agricole pastorale ou forestière.

Par ailleurs, il est prévu dans la loi APER que le **document-cadre** départemental définira les conditions et les zones où les projets de centrales photovoltaïques au sol sont envisageables. En attendant sa publication, des **dispositions transitoires** s'appliquent afin de garantir la continuité de l'instruction des projets. Le décret du 8 avril 2024 établit un régime dérogatoire spécifique pour les projets de centrales au sol compatibles avec une activité agricole, pastorale ou forestière répondant à l'article **L.111-29 du Code de l'urbanisme**. En effet, le décret s'appliquera aux demandes déposées un mois après la publication dudit document-cadre. **C'est dans ce cadre que s'inscrit le présent projet, dont la compatibilité avec la future activité agricole ou pastorale est justifiée dans le présent dossier**.

Conformément aux dispositions transitoires, dans l'attente de la publication du document-cadre départemental qui conditionnera l'entrée en vigueur du régime juridique défini à l'article L.111-29 du Code de l'urbanisme, **le projet peut être instruit au regard du droit actuellement applicable**. À ce titre, la compatibilité du projet avec une éventuelle reprise d'activité agricole est **garantie** ; il est en effet envisagé que la parcelle soit **mise à disposition d'un exploitant local via une convention spécifique**, permettant d'accueillir, par exemple, du pâturage extensif, ou la mise en place de ruches, ou d'autres formes d'agricultures compatibles permettant d'assurer une **coexistence fonctionnelle entre production d'électricité renouvelable et maintien d'un usage agricole** du sol, dans le respect des principes de réversibilité, de non-artificialisation permanente et de préservation des sols.

En respectant l'ensemble des principes de réversibilité, de non-artificialisation permanente et de compatibilité avec une éventuelle activité agricole ou pastorale de l'installation photovoltaïque, le projet s'inscrit pleinement dans les objectifs fixés par la loi APER et le décret du 8 avril 2024. Le document-cadre n'étant pas encore publié, le projet respecte donc les dispositions transitoires actuellement en vigueur, garantissant ainsi sa conformité réglementaire.

9.1.9.2. Compatibilité avec la loi Zéro Artificialisation Nette (ZAN) du 20 juillet 2023 visant à lutter contre l'artificialisation des sols

Compatibilité avec l'activité agricole ou pastorale : la parcelle concernée pourra être mise en valeur dans le cadre d'une convention d'exploitation visant à garantir la mise en œuvre d'une activité agricole ou pastorale compatible avec l'installation photovoltaïque. Ce dispositif permettra d'assurer une cohabitation harmonieuse entre la production d'électricité renouvelable et toute activité agricole ou pastorale éventuellement envisagée. À titre d'exemple, une activité de pâturage ovin sous les panneaux PV ou la mise en place de ruches pourraient être envisagées, permettant une mise en exploitation agricole du site sans impact sur la production énergétique. Cette démarche s'inscrit pleinement dans les principes de cohabitation et d'utilisation rationnelle des sols prévus par l'article L.111-4 du Code de l'urbanisme.

Non artificialisation des sols : les installations n'entraîneront aucune artificialisation des sols, conformément à l'arrêté du 29 décembre 2023, définissant les caractéristiques techniques des installations de production d'énergie photovoltaïque exemptées de prise en compte dans le calcul de la consommation d'espace naturels, agricoles et forestiers, et aux exigences de gestion économe de l'espace définies par l'article L.101-2 du Code de l'urbanisme. Comme détaillé au chapitre 9.1.6.4, les choix techniques (hauteur minimale des panneaux PV, voies d'accès perméables, absence de bases maçonnées) permettent de préserver les

fonctions biologiques et environnementales des terrains, répondant ainsi aux objectifs de la Loi ZAN (2023) et de la Loi Climat et Résilience (2021). Les caractéristiques techniques de ce projet sont de surcroît pleinement conformes à l'article L.111-32 du Code de l'urbanisme issu de la loi APER (2023), imposant la réversibilité des installations photovoltaïques et la remise en état des terrains concernés à la fin de leur exploitation.

Ainsi, à la fin de la période d'exploitation prévue pour une durée minimale de 30 ans, la centrale photovoltaïque sera démantelée et le terrain remis en état, conformément à la réglementation en vigueur (cf. chapitre 9.1.7.4).

Cohérence avec les objectifs locaux et gestion durable du foncier : le projet s'inscrit pleinement dans les orientations stratégiques de la Commune de Baho, respectant le cadre réglementaire en vigueur, en cohérence avec les objectifs de développement des énergies renouvelables tout en répondant notamment aux besoins énergétiques locaux. Le projet respecte les conditions d'autorisation prévues pour les équipements collectifs compatibles avec une activité agricole. Il n'est pas envisagé d'artificialisation des sols, ni de modification irréversible de leur usage. La conception du projet garantit la réversibilité totale des installations, permettant une gestion durable du sol, ainsi que le maintien des fonctionnalités agricoles, écologiques et paysagères du terrain. Enfin, le projet permettra une valorisation foncière maîtrisée, sans compromettre les usages futurs du site, dans le respect des orientations locales et du cadre juridique en vigueur.

Ce projet, en cohérence avec le cadre réglementaire en vigueur, permet de répondre aux besoins énergétiques locaux tout en valorisant un espace non utilisé. Il permet la compatibilité avec une activité agricole ou pastorale garantissant la réversibilité des installations, assurant ainsi une gestion durable des sols.

9.1.9.3. Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Plaine du Roussillon

La ZIP est située sur le territoire couvert par le **SCoT de la Plaine du Roussillon**, dont la dernière révision a été approuvée par le Comité Syndical en date du 2 juillet 2024.

Enjeux énergétiques

Dans son diagnostic de territoire, le SCoT affiche une volonté affirmée « *d'intensifier la transition énergétique* », conformément aux objectifs régionaux et nationaux et notamment en application « *de la stratégie de la Région Occitanie visant à devenir la première région européenne à énergie positive en 2050* ». Cette ambition implique la mise en œuvre d'une politique de « *réduction des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre […] conjuguée à une augmentation de la production d'énergies renouvelables* ». Cela passe par l'exploitation du potentiel de production, identifié notamment dans la plaine du Roussillon qui « *est naturellement bien dotée avec […] une insolation exceptionnelle* ».

Dans son Projet d'Aménagement et Développement Durables (PADD), le SCoT identifie les énergies renouvelables comme un axe prioritaire, via l'ambition générale **C – Préserver et s'adapter pour intégrer et anticiper les nouveaux enjeux environnementaux** : « *le SCoT se fixe des objectifs ambitieux visant en 2035 une réduction de 25% des consommations énergétiques et une production d'énergie renouvelable multipliée par trois (par rapport à la situation actuelle). Ces objectifs s'inscrivent dans des trajectoires énergétiques phasées dans le temps visant une réduction de 18% des consommations énergétiques et une production d'énergie renouvelable multipliée par 2,4 à horizon 2030 ; et une réduction de 29% des consommations énergétiques et une production d'énergie renouvelable multipliée par 3,6 à horizon 2040* ».

Plus précisément, dans l'ambition **C1 – Intensifier la transition énergétique, le développement maîtrisé de la production d'énergie renouvelable**, considérant que « *le développement de la production d'énergie renouvelable marque à la fois une contribution aux engagements supra-territoriaux et à l'essor de*

l'économie circulaire, une articulation avec les politiques menées par certains EPCI à travers leur Plan Climat Air Energie Territorial notamment, mais également une source potentielle de revenus pour le territoire ». Le territoire affirme sa volonté de structurer le circuit de l'énergie, dans le but « *d'intensifier localement la transition énergétique* » par le développement, la production, et la consommation au service du tissu local, à l'image de ce que le propriétaire foncier, la commune de Baho et la société INCIDENCES souhaitent mettre en œuvre par le biais de l'opération d'autoconsommation collective étendue à l'échelle communale. Cela rejoint également l'ambition **B1 – Promouvoir une stratégie de développement économique durable**, qui encourage une politique de développement permettant « *l'accroissement de l'indépendance du territoire (énergétique et alimentaire notamment)* ». Elle détaille aussi les axes « *pour conforter les synergies et amplifier l'efficacité économique* », et explique notamment que « *Les ressources locales sont aussi liées au climat. L'eau, le vent et le soleil, présents en relative abondance, ont permis l'éclosion et le développement d'une filière dédiée aux énergies renouvelables qu'il convient de renforcer* ».

Enjeux agricoles

L'enjeu est donc de « *favoriser le développement des énergies renouvelables tout en l'encadrant* ». Sans dicter de cadre strict, il est toutefois précisé que ce développement doit être « *[…] orienté géographiquement dans le but d'éviter la concurrence avec l'activité agricole et de limiter les impacts sur les paysages et la biodiversité* ».

De plus, l'axe **C.1.2 – Développer et encadrer la production d'énergies renouvelables de son Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO)**, le SCoT indique les zones où l'implantation de parcs solaires au sol n'est pas permise, notamment dans les cœurs de nature et les espaces agri-paysagers, et que « *Dans les autres espaces agricoles ou naturels, l'implantation de parcs au sol peut être autorisé, dans les conditions fixées par la loi d'accélération de la transition énergétique du 10 mars 2023 et ses décrets d'application, dès lors qu'elle ne porte pas atteinte à une activité agricole, pastorale ou forestière existante et, le cas échéant, sous réserve de mettre en œuvre les mesures définies pour éviter, réduire ou compenser les incidences probables sur l'environnement* ».

Face à la déprise agricole, le SCoT alerte sur l'augmentation du nombre de **friches agricoles délaissées**. Cela engendre plusieurs problématiques comme le **risque d'incendie**, lié au défaut d'entretien régulier, les **impacts paysagers** avec des « *risques supplémentaires de mise en décharge* », des problèmes sanitaires et environnementaux plus larges et un « ***manque à gagner économique*** ». Ce sont donc des espaces identifiés comme **valorisables**.

Le projet est implanté sur une **parcelle non exploitée depuis plus de 15 ans**, non déclarée au RPG depuis 2007, et donc sans concurrence avec une exploitation agricole existante ou potentielle. La parcelle relève d'une logique de **valorisation de friche** conformément aux orientations du SCoT.

Enjeux paysagers

D'autre part, au sein du DOO, l'Ambition **A.5 - Préserver et valoriser le socle paysager ainsi que le patrimoine catalan** indique que le patrimoine paysager du territoire est un atout qui « *participe à l'attractivité touristique et résidentielle* ». Afin de préserver sa qualité, son identité, les « *constructions admises en zone agricole et naturelle par le Code de l'urbanisme peuvent être tolérées sous réserve d'assurer une bonne intégration paysagère* ». Le SCoT a défini plusieurs objectifs pour veiller à l'intégration de nouveaux projets d'aménagements :

- « *respecter la topographie du lieu pour limiter au maximum les terrassements* » ;
- « *adapter ses dimensions en fonction de son impact paysager* » ;

- « *rechercher une intégration paysagère de qualité en limitant l'impact visuel à l'échelle lointaine, en identifiant des choix de matériaux adaptés au contexte local (pistes d'accès et aires de stationnement en matériaux perméables, etc…), en conservant la végétation existante à proximité, …* » ;
- Spécifiquement pour les projets d'installation d'énergies renouvelables : « *restreindre au maximum la covisibilité depuis les lieux d'habitation et les sites classés. De plus, pour ne pas nuire à l'attractivité touristique du territoire, l'objectif est de prendre en compte la visibilité depuis des itinéraires de découverte du territoire et d'éviter autant que possible le développement de projet en covisibilité de ces itinéraires* ». Il est expliqué que les projets photovoltaïques « *ne devront être perceptibles ni en situation de surplomb ni de frontalité afin de ne pas générer d'impact paysager […]* ».

Concernant le photovoltaïque, la cohérence paysagère entre les territoires limitrophes promeut « les projets de petite taille, dimensionnés selon des besoins locaux et qui se situent de préférence sur des friches industrielles ou terrains artificialisés afin d'éviter la « vitrification » des surfaces naturelles ». Le retour des sites vers des vocations naturelles, écologiques et/ou agricoles doit être motivé par les porteurs de projet : « les porteurs de projet anticipent la fin de l'activité d'exploitation et la résilience paysagère du site. […] Les éléments implantés devront pouvoir être démantelés et/ou recyclés / réemployés avec un moindre impact visuel ».

Le projet répond à ces exigences :

- surface limitée (≈1 ha clôturé),
- implantation isolée (>300 m du premier hameau, >700 m du centre urbain),
- visibilité réduite par la végétation maintenue,
- conception réversible avec recyclabilité des équipements.

Enjeux de biodiversité

En outre, le SCoT émet une évaluation des incidences notables prévisibles. Il y inscrit la volonté de « *concilier production d'énergies renouvelables et préservation de la biodiversité, des paysages et des terres agricoles* ».

Enfin, le DOO recommande de prendre en compte dans le choix d'implantation « *[…] les problématiques liées à l'environnement* » et « *la trame verte et bleue ainsi que les corridors écologiques* ».

Il finit par conclure à une évaluation des incidences positives en matière d'action pour la transition énergétique.

Un **pré-diagnostic écologique** (LETICEEA Environnement, **cf. Annexe 9.3.3**) a été réalisé : il a permis d'adapter le dimensionnement et de définir des mesures **ERC** limitant les incidences sur les habitats et espèces.

Compatibilité SCoT :

Le projet répond pleinement aux orientations du SCoT, en alliant production locale d'ENR, valorisation d'une friche, respect des paysages et insertion environnementale. **Le SCoT de la Plaine du Roussillon fixe des objectifs ambitieux, à l'image des objectifs régionaux ; le projet s'inscrit pleinement dans cette planification territoriale :**

- **Mise en œuvre d'un dispositif d'autoconsommation collective, favorisant un modèle de production d'énergie en circuit-court permettant des économies financières pour les participants et qui s'inscrit dans une dynamique de transition énergétique locale ;**
- **Commune de la petite couronne de Perpignan ayant une politique et une vision globale de son territoire favorisant la filière des énergies renouvelables ;**

- **ZIP en dehors des zones urbanisées de la commune de Baho, sur une parcelle ne faisait l'objet d'aucune activité agricole depuis 15 ans minimum. Le terrain n'a pas été déclaré au Registre Parcellaire Graphique (RPG) depuis au moins 2007. ;**
- **Implantation respectant les enjeux de sauvegarde des espaces naturels, des paysages et des surfaces à haut potentiel agronomique avec une implantation respectant le cadre réglementaire en vigueur et notamment la réversibilité de l'installation avec une remise en état du terrain ;**
- **Installation non comptabilisée dans la consommation d'espaces Naturels, Agricoles ou Forestiers (NAF) conformément à l'arrêté du 29 décembre 2023 : cf. chapitre 9.1.6.4 ;**
- **Projet en compatibilité avec l'exercice d'une activité agricole ou pastorale sur le terrain d'implantation : cf. argumentaire au chapitre 9.1.9.1. Etant précisé qu'à ce jour aucun bail rural ou toute autre convention d'occupation à vocation agricole n'a été signé entre le propriétaire et un exploitant, et aucune demande d'exploitation n'a été formulée par des agriculteurs auprès du propriétaire. Dès lors, le projet de centrale photovoltaïque ne vient pas concurrencer ni remettre en cause une exploitation agricole existante ou potentielle ;**
- **Implantation située dans un secteur isolé (environ 300m du premier hameau au Sud et plus de 700m du centre urbain), avec une visibilité limitée par la végétation existante qui sera conservée, et respectant les enjeux de coexistence avec l'activité touristique du territoire ;**
- **Limitation de la superficie du projet, en l'occurrence, l'emprise clôturée du projet présente une surface totale d'environ 1,0 ha ;**
- **Projet éloigné des secteurs protégés et/ou reconnus pour leur importance dans la conservation des habitats et des espèces protégées et/ou d'intérêt communautaire du type zone humide, corridors écologiques ;**
- **Enjeux naturalistes identifiés lors d'un pré-diagnostic réalisé par le bureau d'études LETICEEA Environnement (cf. Annexe 9.3.3). Les résultats de cette étude ont permis d'affiner le dimensionnement du projet et d'établir des mesures ERC adaptées, afin de limiter autant que possible les impacts du projet sur les milieux et les espèces sensibles (cf. chapitre 9.2). Le projet ne sera donc pas susceptible d'altérer les espaces naturels remarquables, ceux de qualité notable, la nature ordinaire, ou les continuités écologiques. Une attention particulière a été accordée à la bonne insertion environnementale du projet.**

Au regard de ces éléments, le projet est pleinement compatible avec les orientations du SCoT de la Plaine du Roussillon, tant dans sa philosophie que dans ses modalités techniques et environnementales de mise en œuvre.

9.1.9.4. Règlement National d'Urbanisme (RNU)

La ZIP est située sur le territoire de la commune de Baho soumise au **Règlement National d'Urbanisme (RNU)**. Dans ce cadre les règles applicables relèvent des dispositions de l'article L.111-4 du Code de l'urbanisme selon lesquelles : « Peuvent toutefois être autorisés en dehors des parties urbanisées de la commune : […] 2° Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole, à **des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole**, **pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées** ».

Le projet relève de cette disposition en tant qu'équipement collectif d'intérêt général, contribuant à l'atteinte des objectifs nationaux de transition énergétique fixés par la loi n° 2019-1147 relative à l'énergie et au climat

(2019) et réaffirmés par la loi APER (2023). Il s'inscrit dans une démarche d'Autoconsommation Collective, il répondant à un "besoin collectif" renforçant résilience énergétique locale.

La compatibilité agricole est assurée par la mise en place d'une gestion partagée des sols, via une convention d'exploitation permettant de maintenir une valorisation extensive (pâturage ovin, apiculture, ou autres pratiques agro-pastorales) sans compromettre la vocation agricole du terrain.

Enfin, le projet respecte les principes de sobriété foncière (article L.101-2 et L.101-2-1 du Code de l'urbanisme), relatifs à la gestion économe de l'espace, et la limitation de l'étalement urbain.

Ainsi, au regard du RNU, le projet présente un caractère recevable car :

- il constitue un **équipement collectif d'intérêt général**,
- il assure la **compatibilité avec une activité agricole**,
- il respecte les **objectifs de gestion économe de l'espace fixés** par le Code de l'urbanisme.

Ce projet, en cohérence avec les orientations fixées par la commune et le cadre réglementaire en vigueur, contribue à satisfaire des besoins énergétiques locaux, tout en valorisant un espace inoccupé. Il permet la compatibilité avec toute activité agricole ou pastorale, en garantissant la réversibilité des installations et la préservation des sols.

À noter : *un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) est en cours d'élaboration par la Communauté Urbaine de Perpignan Méditerranée Métropole. Dans ce cadre, la commune de Baho prévoit d'effectuer une demande auprès du service urbanisme pour intégrer l'emprise au zonage spécifique dédié à l'installation et la production photovoltaïque* ce qui renforcera à terme la cohérence réglementaire du projet. *Cette proposition ne préjuge pas de la règlementation actuelle mais témoigne d'une volonté d'inscrire ce type de projet dans la planification territoriale à venir. Le projet prévoit donc une compatibilité avec le futur PLUi.*

9.1.9.5. Charte relative à la production d'énergie photovoltaïque dans les Pyrénées-Orientales

La **Chambre d'agriculture** des Pyrénées-Orientales a élaboré une **charte, mise à jour en 2023**, visant à **encadrer le développement des projets photovoltaïques** sur son territoire. Elle insiste sur la nécessité d'un développement cohérent, maîtrisé et bénéfique pour l'agriculture et les collectivités locales.

Les **objectifs** principaux de cette charte sont les suivants :

- Un développement du solaire photovoltaïque ambitieux en cohérence avec les objectifs français (PPE) et traduit au niveau régional au sein du SRADDET ;
- L'intégration de projets de territoires, partagés par les citoyens et permettant des retombées économiques pour le territoire ;
- La préservation du foncier agricole et naturel.

La Chambre d'Agriculture « *encourage très fortement le développement de projets portés par les acteurs du territoire qui sont par définition par et pour le territoire (agriculteurs, collectivités, citoyens). A différentes échelles, avec des typologies d'installations différentes, avec ou sans revente du surplus, collectifs ou individuels, ces projets sont prometteurs et donc encouragés* ».

Le projet présenté ici s'inscrit pleinement dans cette orientation. Celui-ci est conçu, **en parfaite concertation avec la commune**, **qui soutient activement le projet**, spécifiquement, il repose sur un dispositif **d'autoconsommation collective** destiné à la collectivité, aux administrés et aux professionnels, sans aucun

investissement de leur part. Il vise à fournir une énergie verte locale tout en contribuant à la transition énergétique du territoire.

La charte souligne également que, la Chambre d'Agriculture « *Encourage et accompagne les réflexions dites « politiques » préalables des territoires pour planifier la production d'énergie en lien avec le secteur agricole* », ce qui est pleinement le cas ici, la commune intégrant cette opération dans une **stratégie globale de développement durable**.

Enfin, la Chambre d'Agriculture « *Encourage l'implication financière de ces acteurs territoriaux pour des retombées économiques qui vont au-delà des taxes et des compensations* ».

Ici encore, le projet répond aux attentes le projet répond pleinement à ces attentes, en générant des **économies directes** pour la commune et les participants grâce au modèle d'autoconsommation **collective**.

Conformité du projet à la charte

Le présent projet remplit donc les conditions définies par la Chambre d'Agriculture, au travers de sa charte EnR, pour les raisons suivantes :

- **Il s'agit d'un projet d'une puissance inférieure à 1 MW, sur une superficie clôturée réduite (~1,0 ha), il est considéré comme un petit projet ;**
- **Il est réversible, permettant la restitution future des sols à leur usage initial ;**
- **Il respecte les principes de la loi APER, en particulier ceux relatifs à l'implantation sur les terrains NAF garantissant sa compatibilité avec une activité agricole ou pastorale et a été conçu en cohérence avec les orientations réglementaires en vigueur ;**
- **Il a été conçu en concertation étroite avec la commune et les partenaires locaux, dans une logique de co-construction territoriale ;**
- **Il met en œuvre un dispositif d'autoconsommation collective, favorisant les retombées économiques locales et l'autonomie énergétique.**

Au vu des éléments susvisés, le projet répond en tous points aux orientations et recommandations de la Charte EnR de la Chambre d'Agriculture des Pyrénées-Orientales (2023), contribuant à un modèle d'énergie locale, durable et concertée.

9.1.9.6. Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée

La ZIP est située sur le territoire du **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2022-2027**, en vigueur depuis le 4 avril 2022. Le projet intègre les orientations fondamentales du SDAGE notamment en matière de gestion durable de l'eau, de préservation des milieux aquatiques et de lutte contre le changement climatique.

Principes généraux pris en compte :

- Les nouveaux aménagements et infrastructures sont conçus pour ne pas contribuer à l'aggravation du changement climatique par la hausse des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) : **le projet participera à la réduction des émissions de gaz à effet de serre par la production d'une énergie verte** ;
- Les projets mettent en œuvre la séquence « Éviter-Réduire-Compenser » (ERC) dès la conception : **la démarche ERC a été appliquée dès la phase amont du projet, elle est présentée au chapitre 9.2** ;
- Tout projet doit assurer la meilleure prise en compte des enjeux environnementaux, notamment des milieux aquatiques (cours d'eau, zones humides, ripisylves, boisements alluviaux, prairies inondables,

etc.), de la biodiversité associée, des zones protégées (Natura 2000, etc.) et des continuités écologiques : **l'ensemble des milieux aquatiques et la biodiversité associée ont été évités dès la conception du projet (Correc de la Bola et sa ripisylve au Nord et à l'Est ; absence de zones humides sur le site d'après le pré-diagnostic). Le projet ne se situe dans aucun zonage de protection ou d'inventaire patrimonial et les continuités écologiques locales seront conservées pendant toute la durée du projet (cf. éléments présentés au chapitre 9.2)**.

- Les projets doivent tenir compte des impacts des autres activités et installations existantes affectant les mêmes milieux, dans une logique de maîtrise des cumuls d'impacts : **l'analyse des impacts cumulés est présentée au chapitre 9.2.3.4** ;
- Les projets doivent fixer les modalités de suivi de la mise en œuvre et de l'efficacité des mesures ERC : **les mesures de suivi sont présentées aux chapitres 9.2.3.1 et 9.2.3.2** ;
- Les projets doivent mettre en œuvre une politique de prévention des risques de dégradation des milieux aquatiques et des ressources à fort enjeu de santé par rapport :
  - Aux pollutions accidentelles : **le risque de pollution accidentelle en phases de chantier et/ou d'exploitation fait l'objet de mesures ER présentées au chapitre 9.1.6.5** ;
  - Aux apports en phosphore et en azote dans les milieux aquatiques (il est notamment attendu le maintien des zones tampons telles que les surfaces enherbées, talus, haies, ripisylves, etc. de manière à limiter les transferts) : **aucun produit phytosanitaire ne sera utilisé sur le site pendant toute la durée du projet. De plus, l'ensemble des éléments végétaux recensés sera conservé (notamment les haies boisées au Nord et au Sud-Ouest, la ripisylve du Correc de la Bola), ainsi que l'enherbement du site (avec vérification de la repousse en phase d'exploitation)**.
  - Aux prélèvements dans la ressource en eau : **aucun prélèvement d'eau souterraine ou superficielle ne sera réalisé dans le cadre du projet**.
- La concertation autour de la construction d'un projet s'appuie sur les instances de gouvernance et peut être élargie jusqu'à la société civile : **les actions de communication autour du projet sont présentées au chapitre 9.1.7.1** ;
- Il est attendu une limitation de l'imperméabilisation des sols dans le cadre de nouveaux projets, tout projet doit viser à minima la transparence hydraulique et favoriser l'infiltration ou la rétention à la source : **le projet dans sa globalité n'entraînera aucune artificialisation des sols et donc aucune modification des écoulements. La transparence hydraulique sera assurée ainsi que l'infiltration des eaux pluviales à la source (cf. chapitre 9.1.6.4)**.
- Les projets doivent s'assurer de préserver les champs d'expansion des crues pour participer à la protection contre les inondations, notamment en évitant les remblais en zones inondables et en limitant le ruissellement à la source : **le projet n'aura aucun impact sur les zones inondables. Le projet n'est pas concerné par le du risque inondation définie par le PPRi** « Têt moyenne ».

Les projets organisent une gestion préventive et raisonnée des espèces exotiques envahissantes : **aucune espèce n'a été recensée d'après les inventaires de terrain (cf. Annexe 9.3.3)**.

Le projet est pleinement compatible avec le SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027. Il contribue à la lutte contre le changement climatique, assure la préservation des milieux aquatiques et s'inscrit dans une logique d'aménagement durable respectueuse des ressources naturelles. **Le maître d'ouvrage s'engage à respecter les prescriptions énoncées ci-avant dès la conception du projet.**

9.1.9.7. Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Nappes plio-quaternaires de la Plaine du Roussillon

La ZIP est située sur le territoire du **Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Nappes plio-quaternaires de la Plaine du Roussillon**, qui a été approuvé par arrêté inter-préfectoral n°DDTM/SER/2020094-000 le 3 avril 2020.

Les **règles** du SAGE **ne concernent pas le projet**. En effet, le projet **ne se situe pas dans un périmètre de protection de captage** d'alimentation en eau potable, **ni dans une zone de sauvegarde**, et il ne prévoit **pas de prélèvement d'eau** souterraine et/ou superficielle.

Le projet est compatible avec le SAGE Nappes plio-quaternaires de la Plaine du Roussillon.

9.2. Démarche ERC : de la prospection à l'exploitation de l'ouvrage

9.2.1. Méthode

Le présent chapitre vise à **définir les impacts** éventuels du projet sur l'environnement en fonction des sensibilités et des enjeux identifiés sur le territoire, et à proposer des **mesures adaptées**.

Une composante de l'environnement présente un **enjeu** lorsque, compte tenu de son état actuel ou prévisible, une portion de son espace ou de sa fonction présente une valeur au regard de préoccupations écologiques, urbanistiques, patrimoniales, culturelles, sociales, esthétiques, techniques, économiques, etc.

Le niveau d'enjeu est déterminé en considérant trois paramètres :

- La valeur de la composante et son état de conservation ;
- L'aire d'étude (au sens large) la plus sollicitée ;
- L'évolution de la composante et son pas de temps.

En bilan, les enjeux peuvent être hiérarchisés selon **cinq niveaux** (cf. grille ci-dessous).

Hiérarchisation des enjeux

Niveau d'enjeu	Description
Nul	Absence d'enjeu sur le territoire considéré.
Négligeable	La composante ne présente pas ou peu de valeur, elle est largement représentée dans la zone considérée, sans spécificité particulière.
Faible	La composante présente une valeur peu importante, et/ou est bien représentée dans la zone considérée, elle n'a pas de spécificité particulière, et/ou la ZIP ne semble pas particulièrement occupée / fréquentée par cette composante.
Modéré	La composante présente une valeur importante, et/ou est faiblement représentée dans la zone considérée, mais peut représenter une spécificité localement, et/ou la ZIP présente une valeur pour cette composante.
Fort	La composante présente une valeur très importante, et/ou est très faiblement représentée, voire rare dans la zone considérée, et/ou la ZIP présente une valeur très importante pour cette composante.

Les notions d'effets et d'incidences seront utilisées de la façon suivante :

- Un effet est la conséquence objective du projet sur l'environnement indépendamment du territoire qui sera affecté : par exemple, une installation engendrera la destruction de 10 ha de forêt ;
- L'incidence est la transposition de cet effet sur une échelle de valeur : à niveau d'effet égal, l'impact de cette installation sera plus fort si l'espèce est plus patrimoniale que si elle l'est moins.

L'évaluation d'un impact sera alors le croisement d'un enjeu (défini dans l'état initial) et d'un effet (lié au projet) :
ENJEU x EFFET = INCIDENCE

Une **grille d'analyse** est proposée afin de déterminer l'ensemble des effets directs, indirects, temporaires, permanents et cumulés de l'opération.

Ces effets peuvent être positifs ou négatifs. Les impacts agissent différemment selon s'ils se produisent de façon immédiate ou à long terme, ponctuellement ou sur une grande étendue.

Toutes les phases du projet doivent être considérées : construction, exploitation et démantèlement.

Grille d'analyse des impacts

Niveau d'enjeu	Description
Impact positif	Lorsque le projet offre l'opportunité d'améliorer la situation présentée dans l'état initial
Impact nul	Lorsque le projet n'est pas susceptible de modifier l'enjeu ou lorsque l'enjeu n'est pas présent
Impact négligeable	L'impact n'est pas bloquant et ne nécessite pas une adaptation du projet
Impact faible	L'impact n'est pas bloquant, mais nécessite une adaptation (géographique, technique ou temporelle) du projet, afin d'obtenir un impact résiduel négligeable à nul
Impact modéré	Lorsque le projet n'est pas nécessairement remis en cause, mais que des mesures spécifiques sont nécessaires pour permettre sa réalisation
Impact fort	Soit lorsque le projet peut être remis en cause (impacts non évitables), soit lorsque le projet s'inscrit au sein de périmètres réglementaires interdisant ou contraignant en l'état la mise en œuvre du projet

La **séquence Éviter – Réduire – Compenser (ERC)** est le fil conducteur de l'intégration de l'environnement dans les projets. Elle s'appuie pleinement sur le Guide THEMA « Évaluation environnementale, Guide d'aide à la définition des mesures ERC » du Ministère de la Transition Écologique et Solidaire, datant de 2018.

Les impacts d'un projet sur l'environnement peuvent se traduire par une dégradation de la qualité environnementale. La séquence ERC a pour objectif d'éviter les atteintes à l'environnement, de réduire celles qui n'ont pu être suffisamment évitées et, si possible, de compenser les effets notables qui n'ont pu être ni évités, ni suffisamment réduits. Le respect de l'ordre de cette séquence constitue une condition indispensable et nécessaire pour en permettre l'effectivité et ainsi favoriser l'intégration de l'environnement dans le projet.

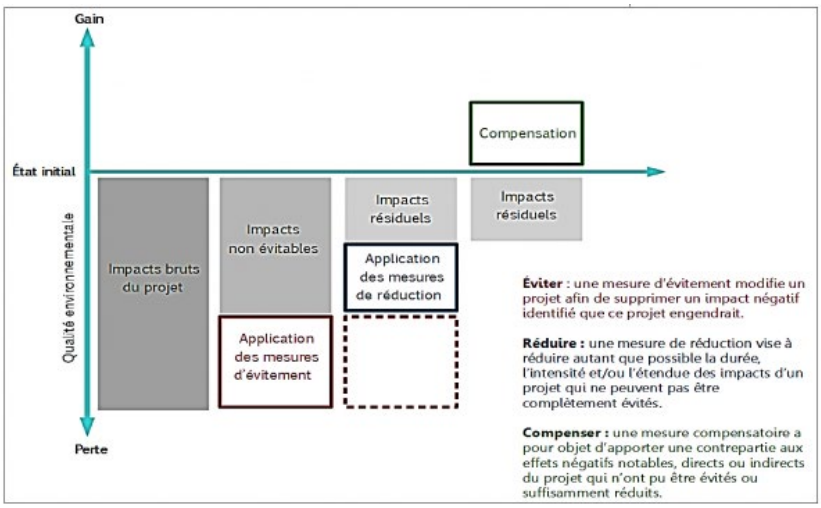


Figure 20 : Bilan écologique de la séquence éviter, réduire et compenser (source : CGDD)

Les **mesures d'évitement** comprennent l'évitement en phase amont lors de la conception (choix d'opportunité : vérifier si un projet est pertinent au vu des besoins/objectifs, des enjeux environnementaux et des solutions alternatives), l'évitement géographique (localisation alternative d'un projet) et l'évitement technique (retenir la solution technique la plus favorable).

Les **mesures de réduction** sont définies après l'évitement. Elles peuvent avoir plusieurs effets sur l'impact identifié. Elle peut agir en diminuant soit la durée de cet impact, soit son intensité, soit son étendue, soit la combinaison de plusieurs de ces éléments, ceci en mobilisant les meilleures techniques disponibles (moindre impact à un coût raisonnable). Les mesures de réduction sont mises en place au niveau de l'emprise du projet ou à sa proximité immédiate.

La Loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages du 8 août 2016 a réaffirmé et renforcé les principes permettant la mise en œuvre des **mesures de compensation**, à savoir :

- L'équivalence écologique, avec la nécessité de « compenser dans le respect de leur équivalence écologique » ;
- L'« objectif d'absence de perte nette voire de gain de biodiversité » ;
- La proximité géographique, avec la priorité donnée à la compensation « sur le site endommagé ou, en tout état de cause, à proximité de celui-ci afin de garantir ses fonctionnalités de manière pérenne » ;
- L'efficacité, avec « l'obligation de résultats » pour chaque mesure compensatoire ;
- La pérennité, avec l'effectivité des mesures de compensation « pendant toute la durée des atteintes ».

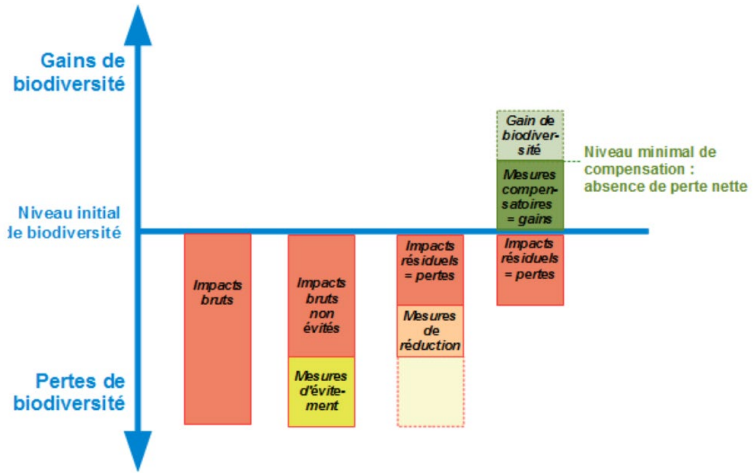


Figure 21 : Bilan écologique de la séquence éviter, réduire et compenser les atteintes à la biodiversité (source : Business and Biodiversity Offsets Programme modifié)

Les **mesures d'accompagnement** ne s'inscrivent pas dans un cadre réglementaire ou législatif obligatoire. Elles peuvent être proposées en compléments pour renforcer la pertinence et l'efficacité des mesures ERC, mais ne sont pas en elles-mêmes suffisantes pour assurer une compensation.

9.2.2. Enjeux évités en phase amont

9.2.2.1. À l'échelle locale

Le présent projet s'insère **dans un zonage** de protection ou d'inventaire patrimonial : la Zone Naturelle d'Intérêts Écologique, Faunistique et Floristique de type 1 n°0000-5099 « Plaine viticole de Baixas » au niveau de sa limite Sud-Est.

Aucun impact n'est attendu sur le Correc de la Bola, situés au Nord et à l'Est, en dehors du périmètre d'étude. Dans le cadre du **pré-diagnostic écologique** réalisé par le bureau d'études LETICEEA (cf. Annexe 9.3.3), les principaux enjeux recensés sur la friche communale **concernent les haies boisées d'oliviers et de pins constituées également de murets embroussaillés présentes au Nord, à l'Est et au Sud-Ouest** :

- Arbres gîtes favorables à **enjeux modérés** ;
- Haies buissonnantes et murets favorables à **enjeux forts** ;

Les enjeux sont également importants concernant la friche en elle-même :

- Friche herbacée propice au territoire de chasse à enjeux modérés sur les chiroptères.

À l'inverse, des **enjeux Faibles** sont identifiés dans la **friche herbacée** de la parcelle, notamment concernant les invertébrés, les amphibiens, la flore et les habitats naturels.





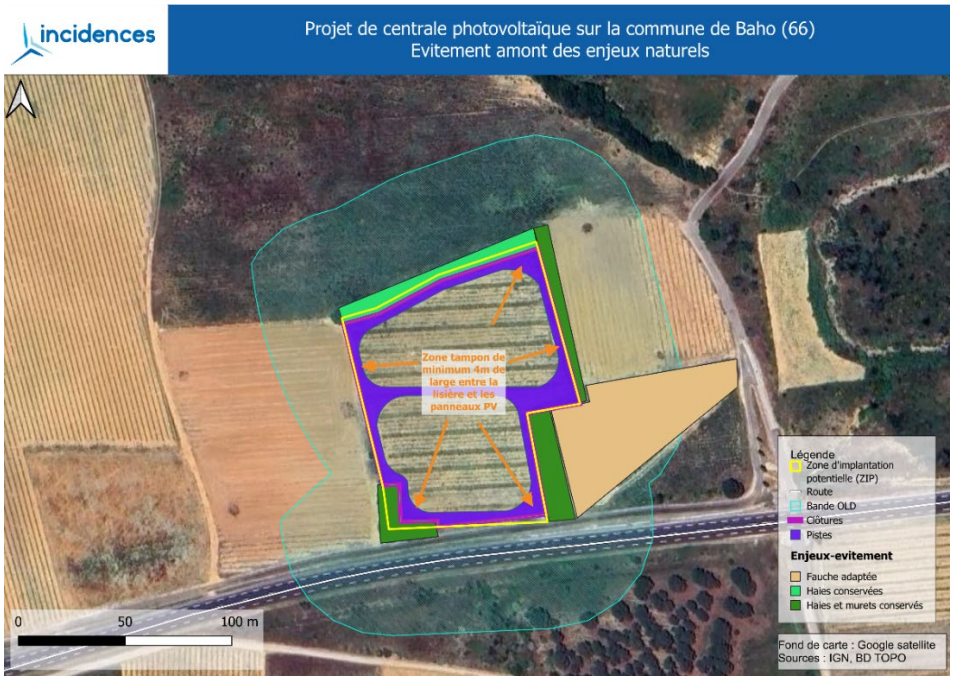
Figure 22 : Muret embroussaillé et Vue aérienne des habitats de la parcelle (source : LETICEEA)

Des **mesures d'évitement amont** ont ainsi été définies **en concertation** avec le bureau d'études LETICEEA et **respectées dans la conception du projet**, à savoir :

- **Éviter strictement et conserver** les haies, murets et bosquets de pins présents en bordure de la parcelle (enjeux forts et modérés) ;
- Limiter les effets de pièges sensoriels (confusion avec un habitat aquatique, collision) en espaçant au maximum les inter-rangées ;
- En lisière Nord, **laisser un couloir libre de 5 m** entre les haies périphériques et les premiers panneaux PV. Cette zone tampon permettra de conserver un **corridor de déplacement** pour les chiroptères et la petite faune terrestre notamment.

Ainsi, la conception du projet permet de **limiter les impacts sur la faune et la flore**.

Des mesures complémentaires d'évitement, de réduction et de suivi sont proposées dans le chapitre 9.2.3 suivant pour compléter l'application de la séquence ERC.



9.2.3. Évaluation des incidences potentielles du projet sur l'environnement & mesures ERC

Les tableaux suivants récapitulent les enjeux environnementaux, les incidences potentielles identifiées et les mesures ERC proposées par le maître d'ouvrage en phases de travaux et d'exploitation du projet.

Seuls les coûts des mesures non inclus dans le coût total de l'investissement sont présentés dans les tableaux suivants.

9.2.3.1. En phase de travaux

Thème	Composante	État initial	Niveau d'enjeu sur la ZIP	Impact brut	Niveau d'impact brut	Mesures ERCA-S et coûts	Niveau d'impact résiduel
Milieu physique	Topographie	Topographie plane, autour de 74 m NGF.	Négligeable	Tranchées de passage des câbles à 0,80 m de profondeur : déblais réutilisés sur site pour remblayer ces tranchées (aucun excédent / apport). Technique des pieux battus privilégiée (à confirmer par l'étude géotechnique) et ponctuellement appliquée sur site.	Faible	<u>Évitement (E)</u> : - Travaux circonscrits aux emprises chantier réduites au strict minimum (plan des installations) - Balisage chantier (évitement des habitats remarquables) - Gestion environnementale du chantier (organisation du chantier, modalités de gestion des déchets, plan d'intervention en cas de pollution accidentelle, etc.) - Mesures préventives des pollutions accidentelles (bacs de rétention, formation du personnel, etc.) - Absence d'utilisation de produit phytosanitaire - Prise en compte des risques naturels dès la conception - Respect des prescriptions du SDIS 66 - Évitement strict et conservation des haies, murets, lisières et bosquets pins (mise en défens : *2,50 € HT / ml, soit 875 € HT pour 350 ml)* - Absence de travaux de nuit, aucun éclairage (respect de la trame noire) - Gestion des découvertes fortuites (application du Code du patrimoine) - Conservation des accès aux cultures à tout moment	Négligeable à Faible
	Géologie / Pédologie	Unité géologique : Fxb1 : Riss : alluvions fluviatiles anciennes Sols : Fersiasol (Géoportail) Sol des terrasses quaternaires : Sols très caillouteux des basses et moyennes terrasses, à galets de quartz gneiss et micaschistes sur sous-sol caillouteux (appelés localement « Crest »). (Carte des sols du Roussillon, E.Servat et G.Callot)	Faible	Risque de pollution accidentelle des sols inhérent à tout chantier et lié à l'utilisation de groupes électrogènes / engins motorisés (principales substances polluantes : hydrocarbures et huiles). Risque néanmoins peu probable et mesures préventives / curatives à mettre en œuvre. Notamment, les produits polluants seront stockés dans des bacs de rétention au sein de la base-vie et placés au-dessus de la cote de référence de +0,5 m afin d'éviter tout risque de pollution en cas d'inondation (cf. chapitre 9.1.6.5). Base-vie mise en place pour le personnel de chantier. Effluents produits de type « rejets domestiques » à traiter par le système d'assainissement de chantier. Entreprises aussi encouragées à favoriser la collecte séparative des urines. Mise en place d'un tri sélectif, avec évacuation des déchets à l'avancement vers un centre habilité. Entreprises aussi encouragées à réduire leur consommation en énergies fossiles.	Faible		Négligeable à Faible
	Eaux superficielles	Aucun cours d'eau ou plan d'eau sur la ZIP. Présence d'un cours d'eau temporaire à environ 130m au Nord et à l'Est de la ZIP : Correc de la Bola. Son sens d'écoulement est Ouest-Est. C'est un affluent du fleuve côtier de la Têt.	Faible	Aucuns travaux n'est prévu sur le cours d'eau / fossé et leurs ripisylves. Un balisage sera mis en place pour éviter tout risque d'impact, notamment de pollution accidentelle. Un plan de circulation sera mis en œuvre pour ne pas entrainer d'impacts indirects sur ces écoulements. Projet compatible avec le SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027 et le SAGE Nappes plio-quaternaires de la Plaine du Roussillon.	Faible		Négligeable à Faible
	Eaux souterraines	2 masses d'eaux souterraines : - 1 masse d'eau affleurante alluviale : « Alluvions quaternaires du Roussillon » (FRDG351), en partie libre et captive, en bon état global ; - 1 masse d'eau profonde à dominante sédimentaire non alluviale : « Multicouche pliocène du Roussillon » (FRDG243), entièrement captive, en bon état chimique mais en état quantitatif médiocre. La Nappe n'est pas sensible ni vulnérable : - Niveaux piézométriques supérieurs à 10 m de profondeur sous le sol d'après les données disponibles au piézomètre à proximité immédiate du site et à altitude similaire.	Fort	Aucun prélèvement d'eau / drainage, ni aucune modification des masses d'eaux souterraines ne sera réalisée dans le cadre des travaux. Aucuns travaux en période de fortes pluies. Engagement du maître d'ouvrage à n'utiliser aucun produit phytosanitaire. Projet compatible avec le SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027 et le SAGE Nappes plio-quaternaires de la Plaine du Roussillon.	Faible		Négligeable à Faible

Thème	Composante	État initial	Niveau d'enjeu sur la ZIP	Impact brut	Niveau d'impact brut	Mesures ERCA-S et coûts	Niveau d'impact résiduel
		- ZIP située dans une zone non sujette à débordements de nappe ni aux inondations de caves cependant fiabilité Faible (Géorisques). - Aucun captage en eau potable ou périmètre de protection à proximité immédiate de la ZIP. - Aucun captage à usage domestique, industriel, agricole ou collectif dans un rayon de 300m. ZIP située en : - Zone de Réparation des Eaux souterraines. Nappe affleurante (« Alluvions quaternaires du Roussillon ») et nappe profonde (« Multicouche pliocène du Roussillon ») ; - Zone sensible à l'eutrophisation. ZIP non classée en Zone vulnérable à la pollution par les nitrates d'origine agricole.				<u>Réduction (R)</u> : -Sensibilisation environnementale du personnel - Remise en état en fin de travaux - Optimisation de la gestion des déblais / remblais (réutilisation sur site) - Mesures curatives des pollutions accidentelles (kits anti-pollution…) *(1 000 € HT pour 15 kits absorbants tous liquides 45 L)* - Dispositifs de gestion des eaux de ruissellement et sanitaires de chantier - Adaptation du planning en fonction des conditions météorologiques - Respect du calendrier écologique : période à éviter pour la préparation du chantier et le terrassement de mars à fin-juillet ; préparation des travaux privilégiée entre début août et fin octobre - Éventuelles ornières créées par les engins régulièrement comblées (matériaux extraits sur place dans la mesure du possible) - Information et concertation du public en amont des travaux - Respect des horaires de chantier et seuils réglementaires sonores, atmosphériques, etc. - Adaptation des modalités de circulation (plan de circulation, panneaux de circulation aux entrées) *(300 € HT pour 2 panneaux de circulation)*	
	Risques naturels	Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) qui identifie la commune de Baho comme à risque inondation (débordement de cours d'eau La Têt ; plan de prévention des risques naturels prévisibles : Bassin versant de la Têt moyenne), sismique (modéré), radon (modéré) retrait-gonflement des argiles (modéré). ZIP spécifiquement concernée par un risque modéré de retrait-gonflement des argiles et un risque de feu de forêt élevé (boisements à proximité), en conséquence zone concernée par les obligations légales de débroussaillement (OLD). Pas de risque de mouvements de terrain.	Modéré	Risques naturels pris en compte dans la conception du projet. Respect des prescriptions du SDIS 66 pendant toute la durée de vie du projet. Adaptation du planning en fonction des conditions météorologiques (fortes chaleurs, fortes pluies…).	Faible à Modéré		Faible
Milieu naturel	Natura 2000	Aucun périmètre Natura 2000 n'est recoupé par la ZIP (cf. Plan de situation Natura 2000 au chapitre 7). La zone de protection spéciale (ZPS) la plus proche se situe à plus de 4,4km au Nord-Ouest de la ZIP (Z.P.S. n°FR9110111 « Basses Corbières ») et la zone spéciale de conservation « friches humides de Torremilla » la plus proche la plus proche se trouve à 3,5km au Nord-Est de la ZIP.	Faible	Aucun impact n'est attendu en phase de chantier sur les sites Natura 2000 au vu de la distance et de l'absence de lien fonctionnel. *Le présent dossier tient lieu d'évaluation des incidences Natura 2000.*	Négligeable		Négligeable
	Plans Nationaux d'Action (PNA)	L'aire d'étude se situe au sein du P.N.A du Lézard ocellé, espèce à très fort enjeu de conservation. Si l'espèce n'est pas attendue au niveau de la parcelle de labour, elle pourrait fréquenter les milieux périphériques (murets, haies, vignes et friches, etc.) D'autres P.N.A sont situés sur la zone d'implantation potentielle : -Le P.N.A Chiroptère -Le P.N.A Faucons crécerellette dortoirs -Le P.N.A Odonates -Le P.N.A Pie-Grièche à Tête Rousse	Fort	Impacts bruts pressentis : - Dégradation d'habitats remarquables identifiés ; - Perturbations des espèces par la dégradation de sites liés à la physiologie des espèces ; - Risques de perturbation liés au dérangement. Les travaux seront circonscrits à la zone délimitée par le plan du chantier. Un plan de circulation sera mis en œuvre pour limitée la circulation des engins et ainsi éviter les impacts indirects. Les habitats remarquables sont mis en défens ainsi que les écotones (lisère) présents. Le calendrier de chantier est adapté pour limiter le dérangement.	Modéré		Faible
	Zonages d'inventaires patrimoniaux	L'aire d'étude rapprochée est concernée par la Z.N.I.E.F.F. de type I n°0000-5099 « Plaine viticole de Baixas ». La Z.N.I.E.F.F. « Plaine viticole de Baixas » est située dans la plaine du Roussillon, à l'Ouest de la ville de Perpignan. Elle englobe un peu plus de 1943 ha de coteaux viticoles dans la vallée de la Têt, entre le village de Baixas au Nord-Est et celui de Pézilla-la-Rivière au Sud.	Modéré				
	Zones humides	D'après l'Inventaire Départemental des Pyrénées Orientales (CD 66 - 2014), l'aire d'étude rapprochée n'est pas concernée par une Zone Humide potentielle.	Négligeable	Aucun impact n'est attendu en phase de chantier sur les zones humides. Les travaux seront circonscrits à la zone délimitée par le	Négligeable		Négligeable

Thème	Composante	État initial	Niveau d'enjeu sur la ZIP	Impact brut	Niveau d'impact brut	Mesures ERCA-S et coûts	Niveau d'impact résiduel
				plan du chantier. Un plan de circulation sera mis en œuvre pour éviter les impacts indirects sur des zones humides.		Suivi (S) : - Contrôle et supervision de la bonne application des mesures (responsabilité du maître d'ouvrage), par rédaction d'un cahier des charges environnemental à joindre aux dossiers de consultation des entreprises travaux et suivi du respect des prescriptions durant tout le chantier - Faire appel à un bureau d'études expert en environnement (ingénieur-écologue) pour le suivi du chantier *(700 € / jour, soit 3 500 € pour 5 jours*)	
	Habitats	En termes d'habitats naturels, l'aire d'étude rapprochée accueille une Friches Code CORINE Biotopes 87.1 : On y relève notamment Immortelle d'Italie (*Helichrysum italicum),* Asperge sauvage (*Asparagus acutifolius*), Inule visqueuse (*Dittrichia viscosa*), Fenouil (*Foeniculum vulgare*), Avoine barbue (*Avena barbata),* ainsi que des pieds de vignes (V*itis vinifera*). Ces friches présentent des indicateurs sur une future et probable évolution vers un faciès de pelouses sèches Code CORINE Biotopes 34.51 d'intérêt communautaire Code EUR27 6220. La friche est bordée d'Olivier sauvage *Olea europaea* Code CORINE Biotopes 32.121 et de quelques Pins Code Corine Biotopes 32.14	Modéré	Impacts bruts pressentis : Destruction des habitats naturels. Les travaux seront circonscrits à la zone délimitée par le plan du chantier. Un plan de circulation sera mis en œuvre pour limitée la circulation des engins et ainsi éviter les impacts indirects.	Modéré		Négligeable à Faible
	Flore	Plusieurs espèces floristiques protégées ou patrimoniales sont recensées sur la commune de Baho mais aucune n'est présente sur l'aire d'étude.	Faible	Impacts bruts pressentis : Destruction des individus.	Faible		Négligeable à Faible
	Avifaune	142 espèces d'oiseaux sont mentionnées sur la commune, comprenant des espèces uniquement de passage et les espèces nicheuses. 28 espèces ont été observées pendant les inventaires dans la zone d'étude et en périphérie. La zone d'étude est un milieu dont les caractéristiques sont généralement peu favorables à la nidification de l'avifaune locale. Aucune espèce nicheuse n'a été recensée dans cette parcelle lors des inventaires de 2025. Les milieux ouverts sont en revanche favorable à la chasse des rapaces locaux. On peut citer le Faucon crécerelle (observé à plusieurs reprises sur le site) et le Circaète Jean-le-Blanc notamment. Néanmoins, l'intérêt du site est limité au vu de la faible surface concernée. La zone d'étude est bordée de haies buissonnantes favorable à l'avifaune, notamment à la nidification d'espèces à enjeu modéré telles que la Fauvette mélanocéphale et la Linotte mélodieuse. Des espèces comme le Serin cini (enjeu Modéré) peuvent nicher dans les grands pins en bordure de site. Un mâle Pie-grièche à tête rousse a été observé à environ 200m de la zone d'étude dans un secteur très favorable composé de milieux semi-ouverts (haies, vignes et friches). C'est une espèce à fort enjeu de conservation. Il est possible que l'espèce vienne ponctuellement chasser dans la zone d'étude, cependant, les habitats les plus favorables sont situés en périphérie. Ainsi, à l'échelle de la zone d'étude, les secteurs de nidification sont situés au niveau des haies et grands arbres qui la bordent. Les principaux enjeux liés aux espèces inféodées aux milieux ouverts et semi-ouverts (Cochevis huppé, Alouette lulu, Pie-grièche à tête rousse, Cisticole des joncs, etc.) sont localisés en périphérie du site et en dehors de la ZIP.	Modéré (pins et haies) Faible (friches)	Impacts bruts pressentis : Destruction d'individus, destruction d'habitat de reproduction, impact des OLD, dérangement en phase travaux, perte de territoire de chasse/alimentation. La conception du projet permet d'éviter strictement et de conserver les haies buissonnantes et les grands arbres (secteurs de nidification). Des mesures de protection (balisage) seront mises en œuvre en phase de chantier pour éviter tout impact. Les travaux seront circonscrits à la zone délimitée par le plan du chantier. Concernant les milieux ouverts, des mesures de réduction seront mises en œuvre pour limiter les impacts sur les espèces inféodées, notamment un calendrier de chantier adapté (travaux réalisés hors période de forte sensibilité). Cette mesure vise à éviter le dérangement et la destruction de nichées au cours de la période de reproduction. La période à éviter pour la préparation du chantier et le terrassement est donc de mars à fin-juillet. La préparation des travaux sera privilégiée entre début août et fin octobre.	Faible à Modéré		Faible

Thème	Composante	État initial	Niveau d'enjeu sur la ZIP	Impact brut	Niveau d'impact brut	Mesures ERCA-S et coûts	Niveau d'impact résiduel
	Amphibiens	7 espèces d'amphibiens sont mentionnées sont recensés sur la commune de Baho. Aucune espèce d'amphibien n'a été contactée dans la zone d'étude ainsi qu'en périphérie lors des inventaires de 2025. A l'échelle de la zone d'étude, seuls les murets et haies offrent potentiellement des habitats terrestres à certaines espèces (hivernage). Néanmoins, étant donné l'absence d'habitat de reproduction à proximité, cette potentielle fréquentation est probablement très limitée.	Négligeable	Impacts bruts pressentis : Destruction d'individus, d'habitat de reproduction et d'habitat terrestre (hibernage). Des mesures de protection (balisage) seront mises en œuvre en phase de chantier pour éviter tout impact. Les travaux seront circonscrits à la zone délimitée par le plan du chantier. Un plan de circulation sera mis en œuvre pour ne pas entrainer d'impacts indirects sur ces zones. Afin d'éviter la création de sites de pontes favorables, les éventuelles ornières créées par les engins devront être régulièrement comblées. Ce comblement pourra être réalisé dans la mesure du possible, à partir des matériaux extraits sur place ou par l'apport de sable.	Négligeable		Négligeable
	Reptiles	8 espèces de reptiles sont mentionnées dans la base de données communales. Deux espèces de reptile ont été observées dans la zone d'étude et en périphérie lors des inventaires de 2025. Il s'agit de : - La Tarente de Maurétanie : (Plusieurs individus, enjeu patrimonial faible) - Le Psammodrome algire : (Un individu, enjeu patrimonial fort) Le centre de la zone d'étude, n'est pas favorable aux reptiles. En revanche, les haies buissonnantes qui bordent le site et qui comportent des murets sont des milieux attractifs pour diverses espèces dont les espèces contactées lors des inventaires. Certaines espèces comme la Couleuvre de Montpellier sont potentiellement présentes au niveau de ces milieux. A l'échelle de la zone d'étude, les enjeux sont localisés en bordure au niveau des haies et murets ainsi qu'en périphérie plus éloignée pour le Psammodrome d'Edwards, espèce à fort enjeu présente sur la commune, et Lézard ocellé, espèce à très fort enjeu de conservation.	Faible (Friche) à Modéré (Haies/pierriers)	Impacts bruts pressentis : Destruction d'individus et d'habitat, dérangement en phase travaux. Concernant les milieux ouverts, des mesures de réduction seront mises en œuvre pour limiter les impacts sur les espèces inféodées, notamment un calendrier de chantier adapté (travaux réalisés hors période de forte sensibilité). Cette mesure vise à éviter le dérangement et la destruction au cours de la période de reproduction et d'hivernage. La préparation des travaux sera privilégiée entre début août et fin octobre.	Modéré à Fort		Négligeable à Faible
	Mammifères terrestres	12 espèces de mammifères terrestres sont mentionnées dans la base de données communales, dont certaines avec un statut patrimonial. La présence du Sanglier est avérée dans la zone d'étude lors des inventaires (empreintes observées). Les milieux ouverts présents à l'échelle de la zone d'étude sont favorables à la recherche alimentaire d'espèces communes comme le Sanglier, le Lièvre d'Europe ou encore le Renard roux. Aucun gîte n'a été identifié au sein du site et les zones refuge apparaissent limitées.	Faible	Impacts bruts pressentis : Destruction d'individus et d'habitat Des mesures de protection (balisage) seront mises en œuvre en phase de chantier pour éviter tout impact. Les travaux seront circonscrits à la zone délimitée par le plan du chantier.	Faible		Négligeable à Faible
	Chiroptères	La bibliographie mentionne 20 espèces potentielles sur la zone d'étude, dont 8 inscrites au PNA Chiroptères. La déclinaison régionale du PNA prévoit, en autres, une action de conservation vis-à-vis de l'aménagement du territoire et le rétablissement des corridors écologiques. Le cœur de biodiversité le plus proche se situant à environ 2 500m de la ZIP, l'influence du projet sur le cortège chiroptérologique est fortement réduit. À l'échelle de l'aire d'étude éloignée (30 km), de nombreux gîtes sont utilisés par le Minioptère de Schreibers, principalement regroupés le long du fleuve de la Têt. L'inventaire acoustique a mis en évidence une richesse spécifique de 8 espèces sur la ZIP : Minioptère de Schreibers, Noctule de Leisler, Oreillard sp, Pipistrelle de Kuhl, Pipistrelle	Modéré	Impacts bruts pressentis : Destruction d'habitat de chasse, perturbations des corridors de déplacement. Les travaux seront circonscrits à la zone délimitée par le plan du chantier. Aucun éclairage ne sera mis en place, les travaux seront réalisés de jour uniquement.	Faible à Modéré		Faible

Thème	Composante	État initial	Niveau d'enjeu sur la ZIP	Impact brut	Niveau d'impact brut	Mesures ERCA-S et coûts	Niveau d'impact résiduel
		commune, Pipistrelle pygmée, Sérotine commune, Vespère de Savi. L'échantillonnage de la vigne en friche, en avril 2025, met en évidence une activité de chasse forte de l'Oreillard, ainsi qu'une activité de chasse « modéré » des pipistrelles.					
	Invertébrés	La majorité des espèces de Lépidoptères contactées sont assez abondantes dans le département. Aucune espèce protégée n'a été relevée dans l'aire d'étude rapprochée lors des inventaires. Bien que certaines espèces protégées d'odonates aient été recensées sur la commune, aucune espèce (commune ou protégée) n'a été observée sur l'aire d'étude rapprochée. Le groupe présente peu de potentialités spécifiques car l'aire d'étude est dépourvue de milieux aquatiques permanents. Le département abrite plusieurs espèces de Coléoptères protégées. Les Orthoptères et Coléoptères recensés sur la zone d'étude, lors des inventaires, sont des espèces communes ou ubiquistes et ne représentent pas d'enjeux.	Faible	Impacts bruts pressentis : Destruction des habitats naturels Les travaux seront circonscrits à la zone délimitée par le plan du chantier. Un plan de circulation sera mis en œuvre pour ne pas entrainer d'impacts indirects sur ces zones.	Faible		Négligeable à Faible
Paysage et patrimoine	Paysage	ZIP située au sein de l'unité paysagère « L'agglomération de Perpignan », caractérisée par un étalement urbain, des équipements de transports et le fleuve de La Têt. Le relief quasi-nul du territoire peut entrainer des visibilités sur les zones urbanisées. Le projet s'insère en cohérence avec le caractère urbanisé du territoire. Il n'y a pas de co-visibilité possible entre la ZIP et la Têt (distance, topographie plane, végétation dense). Localement, la ZIP se situe dans un milieu ouvert, délimité par des haies, murets, broussailles et arbres, et est entouré de parcelles de vignes et des friches. Au Sud, elle donne sur un chemin goudronné et la D616A. La ZIP se situe à environ 300 m des premières habitations au Sud et à plus de 650 m du centre-bourg dense. Il n'existe aucune vue directe possible vers ses zones (distance, topographie plane, végétation dense).	Modéré	Modification locale et temporaire du paysage par la présence du chantier. Impact limité dans le temps (environ 3 à 6 mois) et circonscrit à la ZIP. Mise en place d'un tri sélectif, avec évacuation des déchets à l'avancement vers un centre habilité. En amont des travaux : les riverains seront conviés à une réunion d'information.	Modéré		Faible
	Patrimoine culturel	Aucun site classé ou inscrit n'est recensé près de la ZIP. Monuments historiques les plus proches : - A 4km « Eglise Sainte-Marie » de Baixas (Monument historique) et du Site Patrimonial remarquable de Baixas. - A 4,2km « Ancienne porte fortifié » à Pézilla-la-Rivière (monument historique). - A 4,5km « Eglise Sainte-Marie » de Toulouges (monument historique). Il n'existe aucune co-visibilité entre la ZIP et ces enjeux (distance, topographie plane, végétation dense).	Négligeable	Modification locale et temporaire du paysage (cf. Paysage ci-avant). Les monuments historiques les plus proches se trouvent à distance (environ 4,2km), sans visibilité possible vers le projet. On considère l'absence d'atteinte au patrimoine culturel.	Négligeable		Négligeable
	Archéologie	ZIP non située en Zone de Présomption de Prescription Archéologique (ZPPA).	Négligeable	Risque de découverte fortuite de vestiges archéologiques durant les travaux dans les sols (tranchées, battage de pieux). Par rapport aux faibles surfaces concernées, ce risque est négligeable.	Négligeable		Négligeable

Thème	Composante	État initial	Niveau d'enjeu sur la ZIP	Impact brut	Niveau d'impact brut	Mesures ERCA-S et coûts	Niveau d'impact résiduel
Milieu humain	Cadre de vie	Zone rurale. Une dizaine de bâtis résidentiels identifiés à environ 300m de la ZIP.	Faible	Dérangement classique des riverains (émissions sonores, faibles vibrations, polluants atmosphériques, gêne paysagère, production de déchets, etc.). Mais impact limité dans le temps (environ 3 à 6 mois) et circonscrit à la ZIP. Travaux réalisés uniquement en journée. Production de déchets inertes non dangereux et typiques de chantier (pièces d'usures, emballages, déchets ménagers...) géré par mise en place d'un tri sélectif, avec évacuation des déchets à l'avancement vers un centre habilité. Chemins d'accès vers les habitations et les boisements garantis accessibles à tout moment. En amont des travaux : les riverains seront conviés à une réunion d'information.	Modéré		Faible
				Sollicitation des entreprises locales pour les travaux, dans la mesure du possible.	Positif		Positif
	Occupation du sol	La Zone d'Implantation Potentielle est un terrain privé en friche, sans activité agricole depuis plus de 15 ans. L'usage a toujours été agricole avec des vignes depuis les années 60-70. Il est bordé par des haies buissonnantes et broussailles à l'ouest et au nord. Au sud on retrouve des arbres et le terrain donne sur un chemin goudronné.	Faible	Aucuns travaux de terrassement / nivellement. Tranchées de passage des câbles : déblais réutilisés sur site pour remblayer ces tranchées (aucun apport de terre). Végétation herbacée qui repartira une fois les tranchées refermées. Travaux circonscrits à la ZIP et sans impact sur les boisements alentours. Accès vers les habitations et les boisements garantis accessibles à tout moment.	Faible		Négligeable
	Transports	ZIP desservie par un chemin goudronné. Il est lui-même relié au « chemin de Baho à Baixas » et au « chemin de la Garigue ». La route départementale 616, en parallèle, est le principal accès au chemin de la Garigue et par conséquent à la parcelle.	Faible	Trafic routier limité à la livraison des engins / matériels et ponctuellement augmenté pour l'acheminement. Utilisation d'engins récents, régulièrement entretenus et répondant aux normes en vigueur. Chemins d'accès vers les habitations et les boisements garantis accessibles à tout moment.	Faible		Faible
	Risques industriels et sites pollués	Aucun risque technologique ou site et sol pollué n'est identifié au droit ou à proximité de la ZIP. Cependant, d'après le DDRM, la commune est classée à risque pour l'aléa de rupture de barrage et à risque de transport de matières dangereuses au titre des routes principales.	Faible	Aucun impact n'est attendu.	Nul		Nul

9.2.3.2. En phase d'exploitation

Thème	Composante	État initial	Niveau d'enjeu sur la ZIP	Impact brut	Niveau d'impact brut	Mesures ERCA-S et coûts	Niveau d'impact résiduel
Milieu physique	Topographie	Topographie plane, autour de 74 m NGF.	Négligeable	Aucun impact n'est attendu.	Nul	<u>Évitement (E)</u> : - Respect du plan masse : conception du projet avec des inter-rangées de 2.5 m - Absence de substance polluante sur site - Absence de sanitaires et aucun raccordement en eaux usées / eau potable - Absence d'utilisation de produit phytosanitaire - Prise en compte des risques naturels dès la conception	Nul
	Géologie / Pédologie	Unité géologique : Fxb1 : Riss : alluvions fluviatiles anciennes Sols : Fersiasol (Géoportail) Sol des terrasses quaternaires : Sols très caillouteux des basses et moyennes terrasses, à galets de quartz gneiss et micaschistes sur sous-sol caillouteux (appelés localement « Crest »). (Carte des sols du Roussillon, E.Servat et G.Callot)	Faible	Risque de pollution accidentelle des sols négligeable (absence de substance polluante sur site). Mise en place de mesures préventives / curatives pour les opérations de maintenance.	Négligeable		Négligeable
	Eaux superficielles	Aucun cours d'eau ou plan d'eau sur la ZIP. Présence d'un cours d'eau temporaire à environ 130m au Nord et à l'Est de la ZIP : Correc de la Bola. Son sens d'écoulement est Ouest-Est. C'est un affluent du fleuve côtier de la Têt.	Faible	Aucune modification des conditions d'écoulement et d'infiltration des eaux de ruissellement n'est attendue : la conception du projet n'entraîne aucune artificialisation des sols et permet une gestion des eaux pluviales à la parcelle (infiltration naturelle dans les sols). Principe de transparence hydraulique appliqué : clôture grillagée de perméabilité supérieure à 80%, absence de revêtement	Négligeable		Négligeable

Thème	Composante	État initial	Niveau d'enjeu sur la ZIP	Impact brut	Niveau d'impact brut	Mesures ERCA-S et coûts	Niveau d'impact résiduel
				imperméable (pistes en matériaux perméables), tables et poteaux alignés selon un axe Ouest / Est. Projet compatible avec le SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027 et le SAGE Nappes plio-quaternaires de la Plaine du Roussillon.		- Respect des prescriptions du SDIS 66 *(6 000 € pour une citerne de 60 m³)* - Respect des prescriptions vis-à-vis du risque inondation (PPRi en vigueur) : équipements techniques au-dessus de la cote +0.5 m NGF, sous-face des panneaux PV à +1.1 m au-dessus de la cote de référence, etc. - Évitement strict et conservation des haies, murets, lisières et bosquets avec une zone tampon supérieure à 4 m entre la clôture de la centrale PV et la lisière - Maintien de la végétation herbacée et vérification de la bonne repousse - Respect des prescriptions constructives des documents d'urbanisme en vigueur (locaux techniques de couleur ; hauteur des panneaux conforme) - Respect de l'arrêté du 26 janvier 2007 relatif aux conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique et respect des valeurs seuils pour les émissions de champs électromagnétiques (onduleurs éloignés au maximum des habitations) - Conservation des accès garantie à tout moment	
	Eaux souterraines	2 masses d'eaux souterraines : - 1 masse d'eau affleurante alluviale : « Alluvions quaternaires du Roussillon » (FRDG351), en partie libre et captive, en bon état global ; - 1 masse d'eau profonde à dominante sédimentaire non alluviale : « Multicouche pliocène du Roussillon » (FRDG243), entièrement captive, en bon état chimique mais en état quantitatif médiocre. Niveaux piézométriques supérieurs à 10 m de profondeur sous le sol d'après les données disponibles au piézomètre à proximité immédiate du site. ZIP située dans une zone non sujette à débordements de nappe ni aux inondations de caves cependant fiabilité Faible (Géorisques). Aucun captage en eau potable ou périmètre de protection à proximité immédiate de la ZIP. ZIP située en : - Zone de Réparation des Eaux souterraines. Nappe affleurante (« Alluvions quaternaires du Roussillon ») et nappe profonde (« Multicouche pliocène du Roussillon ») ; - Zone sensible à l'eutrophisation. ZIP non classée en Zone vulnérable à la pollution par les nitrates d'origine agricole.	Fort	Aucun prélèvement d'eau / drainage, ni aucune modification des masses d'eaux souterraines ne sera réalisée dans le cadre de l'exploitation. Aucun besoin d'alimentation en eau potable ou d'assainissement. Engagement du maître d'ouvrage à n'utiliser aucun produit phytosanitaire. Projet compatible avec le SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027 et le SAGE Nappes plio-quaternaires de la Plaine du Roussillon.	Négligeable		Négligeable
	Risques naturels	Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) qui identifie la commune de Baho comme à risque inondation (débordement de cours d'eau La Têt ; plan de prévention des risques naturels prévisibles : Bassin versant de la Têt moyenne), sismique (modéré), radon (modéré) retrait-gonflement des argiles (modéré). ZIP spécifiquement concernée par un risque modéré de retrait-gonflement des argiles et un risque de feu de forêt élevé (boisements à proximité), en conséquence zone concernée par les obligations légales de débroussaillement (OLD). Pas de risque de mouvements de terrain.	Modéré	Risques naturels pris en compte dans la conception du projet. Respect des prescriptions du SDIS 66 et entretien de la végétation du site pendant toute la durée de vie du projet.	Faible		Négligeable
Milieu naturel	Natura 2000	Aucun périmètre Natura 2000 n'est recoupé par la ZIP (cf. Plan de situation Natura 2000 au chapitre 7). La zone de protection spéciale (ZPS) la plus proche se situe à plus de 4,1km au Nord-Ouest de la ZIP (Z.P.S. n°FR9110111 « Basses Corbières ») et la zone spéciale de conservation « friches humides de Torremilla » la plus proche la plus proche se trouve à 3,5km au Nord-Est de la ZIP.	Faible	Aucun impact n'est attendu en phase d'exploitation sur les sites Natura 2000 au vu de la distance et de l'absence de lien fonctionnel. *Le présent dossier tient lieu d'évaluation des incidences Natura 2000.*	Négligeable		Négligeable
	Plans Nationaux d'Action (PNA)	L'aire d'étude se situe au sein du P.N.A du Lézard ocellé, espèce à très fort enjeu de conservation. Si l'espèce n'est pas attendue au niveau de la parcelle de labour, elle pourrait fréquenter les milieux périphériques (murets, haies, vignes et friches, etc.) D'autres P.N.A sont situés sur la zone d'implantation potentielle : -Le P.N.A Chiroptère	Fort	Site pouvant être recolonisé par la faune (passages pour la petite faune dans la clôture, pose de nichoirs et mise en place d'hibernaculums). L'ajout des nichoirs et des hibernaculums, ont un effet positif sur l'avifaune, les amphibiens et les reptiles (chasse, repos, alimentation, nidification…).	Faible à positif		Négligeable

Thème	Composante	État initial	Niveau d'enjeu sur la ZIP	Impact brut	Niveau d'impact brut	Mesures ERCA-S et coûts	Niveau d'impact résiduel
		-Le P.N.A Faucons crécerellette dortoirs -Le P.N.A Odonates -Le P.N.A Pie-Grièche à Tête Rousse		Planning d'entretien de la végétation conçu de manière à éviter les périodes sensibles, notamment pour les oiseaux. Absence d'éclairage permanent sur site : éviter l'impact sur les chiroptères.		<u>Réduction (R)</u> : - Conception du projet assurant une transparence hydraulique (clôture de perméabilité supérieure à 80%, pistes en matériaux perméables, tables et poteaux alignés selon un axe Ouest / Est, etc.) et infiltration des eaux pluviales au plus proche de l'état initial - Absence d'éclairage permanent (respect de la trame noire) - Gestion de la végétation herbacée au sein de la clôture : convention d'éco-pâturage privilégiée, sinon faire appel à une entreprise d'espace vert locale (fauche dans le respect des prescriptions du SDIS 66 et du calendrier écologique : éviter la période de mars à juillet dans la mesure du possible) - Création et entretien des passages pour la petite faune dans la clôture (maillage du grillage assez large : minimum 10 cm de côté) pour le respect de la continuité écologique - Installation de 2 nichoirs en béton de bois avec orifice compris entre 6 et 7 cm ; entretien à prévoir 1 fois par an en octobre par un ingénieur-écologue - Installation de 2 hibernaculums par un ingénieur-écologue *(1 000 € HT pour 2 gîtes artificiels + 250 € HT pour 2 nichoirs + 700 € HT pour la pose)* - Information et concertation du public - Gestion des déchets verts conformément à la réglementation en vigueur	
	Zonages d'inventaires patrimoniaux	L'aire d'étude rapprochée est concernée par la Z.N.I.E.F.F. de type I n°0000-5099 « Plaine viticole de Baixas ». La Z.N.I.E.F.F. « Plaine viticole de Baixas » est située dans la plaine du Roussillon, à l'Ouest de la ville de Perpignan. Elle englobe un peu plus de 1943 ha de coteaux viticoles dans la vallée de la Têt, entre le village de Baixas au Nord-Est et celui de Pézilla-la-Rivière au Sud.	Modéré				
	Zones humides	D'après l'Inventaire Départemental des Pyrénées Orientales (CD 66 - 2014), l'aire d'étude rapprochée n'est pas concernée par une Zone Humide potentielle.	Négligeable	Aucun impact n'est attendu en phase d'exploitation.	Nul		Nul
	Habitats	En termes d'habitats naturels, l'aire d'étude rapprochée accueille une Friches Code CORINE Biotopes 87.1 : On y relève notamment Immortelle d'Italie (*Helichrysum italicum),* Asperge sauvage (*Asparagus acutifolius*), Inule visqueuse (*Dittrichia viscosa*), Fenouil (*Foeniculum vulgare*), Avoine barbue (*Avena barbata),* ainsi que des pieds de vignes (V*itis vinifera*). Ces friches présentent des indicateurs sur une future et probable évolution vers un faciès de pelouses sèches Code CORINE Biotopes 34.51 d'intérêt communautaire Code EUR27 6220. La friche est bordée d'Olivier sauvage *Olea europaea* Code CORINE Biotopes 32.121 et de quelques Pins Code Corine Biotopes 32.14	Modéré	Maintien de la végétation herbacée et vérification de la bonne repousse. Une convention d'éco-pâturage sera privilégiée pour la gestion de cette végétation. En cas de besoin, le maître d'ouvrage fera appel à une entreprise d'espace vert locale pour une fauche dans le respect du calendrier écologique (évitement de la période de nidification).	Faible		Négligeable à Faible
	Flore	Plusieurs espèces floristiques protégées ou patrimoniales sont recensées sur la commune de Baho mais aucune n'est présente sur l'aire d'étude.	Faible	Maintien de la végétation en strate herbacée et vérification de la bonne repousse. Une convention d'éco-pâturage sera privilégiée pour la gestion de cette végétation. En cas de besoin, le maître d'ouvrage fera appel à une entreprise d'espace vert locale pour une fauche dans le respect du calendrier écologique (évitement de la période de nidification).	Faible		Négligeable à Faible
	Avifaune	142 espèces d'oiseaux sont mentionnées sur la commune, comprenant des espèces uniquement de passage et les espèces nicheuses. 28 espèces ont été observées pendant les inventaires dans la zone d'étude et en périphérie. La zone d'étude est un milieu dont les caractéristiques sont généralement peu favorables à la nidification de l'avifaune locale. Aucune espèce nicheuse n'a été recensée dans cette parcelle lors des inventaires de 2025. Les milieux ouverts sont en revanche favorable à la chasse des rapaces locaux. On peut citer le Faucon crécerelle (observé à plusieurs reprises sur le site) et le Circaète Jean-le-Blanc notamment. Néanmoins, l'intérêt du site est limité au vu de la faible surface concernée. La zone d'étude est bordée de haies buissonnantes favorable à l'avifaune, notamment à la nidification d'espèces à enjeu modéré telles que la Fauvette mélanocéphale et la Linotte mélodieuse. Des espèces comme le Serin cini (enjeu Modéré) peuvent nicher dans les grands pins en bordure de site.	Modéré (pins et haies) Faible (friche)	La conception du projet permet d'éviter strictement et de conserver les haies buissonnantes et murets au Nord (milieux à enjeu fort), avec une zone tampon de 6 m avec les panneaux de la centrale PV pour maintenir le corridor écologique. De même, les haies et pins au Sud seront conservés. Maintien de la végétation herbacée et vérification de la bonne repousse. Une convention d'éco-pâturage sera privilégiée pour la gestion de cette végétation. En cas de besoin, le maître d'ouvrage fera appel à une entreprise d'espace vert locale pour une fauche dans le respect du calendrier écologique (évitement de la période de nidification). Les opérations de maintenance technique, tout comme les obligations légales de débroussaillement seront réalisées hors période de forte sensibilité écologique. Installation de nichoirs pour des espèces.	Faible à Modéré		Faible

Thème	Composante	État initial	Niveau d'enjeu sur la ZIP	Impact brut	Niveau d'impact brut	Mesures ERCA-S et coûts	Niveau d'impact résiduel
		Un mâle Pie-grièche à tête rousse a été observé à environ 200m de la zone d'étude dans un secteur très favorable composé de milieux semi-ouverts (haies, vignes et friches). C'est une espèce à fort enjeu de conservation. Il est possible que l'espèce vienne ponctuellement chasser dans la zone d'étude, cependant, les habitats les plus favorables sont situés en périphérie. Ainsi, à l'échelle de la zone d'étude, les secteurs de nidification sont situés au niveau des haies et grands arbres qui la bordent. Les principaux enjeux liés aux espèces inféodées aux milieux ouverts et semi-ouverts (Cochevis huppé, Alouette lulu, Pie-grièche à tête rousse, Cisticole des joncs, etc.) sont localisés en périphérie du site et en dehors de la ZIP.				<u>Suivi (S)</u> : - Contrôle et supervision de la bonne application des mesures (responsabilité du maître d'ouvrage), par rédaction d'un cahier des charges environnemental à joindre aux dossiers de consultation des entreprises de maintenance, et suivi du respect des prescriptions pendant toute la durée de vie du projet - Faire appel à un bureau d'études expert en environnement (ingénieur-écologue) : pour l'entretien des nichoirs *(1 fois par an)*, pour le suivi acoustique des gites artificiels *(3 fois par an sur 5 ans)*, pour le contrôle des abris artificiels *(3 fois par an sur 30 ans)* *→ Soit un total de 31 500 € HT sur 30 ans*	
	Amphibiens	7 espèces d'amphibiens sont mentionnées sont recensés sur la commune de Baho. Aucune espèce d'amphibien n'a été contactée dans la zone d'étude ainsi qu'en périphérie lors des inventaires de 2025. A l'échelle de la zone d'étude, seuls les murets et haies offrent potentiellement des habitats terrestres à certaines espèces (hivernage). Néanmoins, étant donné l'absence d'habitat de reproduction à proximité, cette potentielle fréquentation est probablement très limitée.	Faible à Négligeable	La conception du projet permet d'éviter strictement les murets et haies. Une zone tampon supérieure à 5 m entre la centrale PV et le muret/haies au Nord sera conservée pour maintenir le corridor écologique. Des passages pour la petite faune seront mis en place dans la clôture.	Faible à Négligeable		Négligeable
	Reptiles	8 espèces de reptiles sont mentionnées dans la base de données communales. Deux espèces de reptile ont été observées dans la zone d'étude et en périphérie lors des inventaires de 2025. Il s'agit de : - La Tarente de Maurétanie : (Plusieurs individus, enjeu patrimonial faible) - Le Psammodrome algire : (Un individu, enjeu patrimonial fort) Le centre de la zone d'étude, n'est pas favorable aux reptiles. En revanche, les haies buissonnantes qui bordent le site et qui comportent des murets sont des milieux attractifs pour diverses espèces dont les espèces contactées lors des inventaires. Certaines espèces comme la Couleuvre de Montpellier sont potentiellement présentes au niveau de ces milieux. A l'échelle de la zone d'étude, les enjeux sont localisés en bordure au niveau des haies et murets ainsi qu'en périphérie plus éloignée pour le Psammodrome d'Edwards, espèce à fort enjeu présente sur la commune, et Lézard ocellé, espèce à très fort enjeu de conservation.	Faible (friche) et Modéré (Haies/pierriers)	Maintien de la végétation herbacée et vérification de la bonne repousse. Une convention d'éco-pâturage sera privilégiée pour la gestion de cette végétation. En cas de besoin, le maître d'ouvrage fera appel à une entreprise d'espace vert locale pour une fauche dans le respect du calendrier écologique. La conception du projet permet d'éviter strictement les murets et haies. Une zone tampon supérieure à 5 m entre la centrale PV et le muret/haies au Nord sera conservée pour maintenir le corridor écologique Des passages pour la petite faune seront mis en place dans la clôture. Installation de 2 hibernaculums dans des secteurs ensoleillés de la centrale PV.	Modéré		Faible à Négligeable
	Mammifères terrestres	12 espèces de mammifères terrestres sont mentionnées dans la base de données communales, dont certaines avec un statut patrimonial. La présence du Sanglier est avérée dans la zone d'étude lors des inventaires (empreintes observées). Les milieux ouverts présents à l'échelle de la zone d'étude sont favorables à la recherche alimentaire d'espèces communes comme le Sanglier, le Lièvre d'Europe ou encore le Renard roux. Aucun gîte n'a été identifié au sein du site et les zones refuge apparaissent limitées.	Faible	La conception du projet permet d'éviter strictement les murets et haies. Une zone tampon supérieure à 5 m entre la centrale PV et le muret/haies au Nord sera conservée pour maintenir le corridor écologique. Des passages pour la petite faune seront mis en place dans la clôture ainsi qu'une clôture « perméable » avec maille large.	Faible		Faible à Négligeable

Thème	Composante	État initial	Niveau d'enjeu sur la ZIP	Impact brut	Niveau d'impact brut	Mesures ERCA-S et coûts	Niveau d'impact résiduel
	Chiroptères	La bibliographie mentionne 20 espèces potentielles sur la zone d'étude, dont 8 inscrites au PNA Chiroptères. La déclinaison régionale du PNA prévoit, en autres, une action de conservation vis-à-vis de l'aménagement du territoire et le rétablissement des corridors écologiques. Le cœur de biodiversité le plus proche se situant à environ 2 500m de la ZIP, l'influence du projet sur le cortège chiroptérologique est fortement réduit. À l'échelle de l'aire d'étude éloignée (30 km), de nombreux gîtes sont utilisés par le Minioptère de Schreibers, principalement regroupés le long du fleuve de la Têt. L'inventaire acoustique a mis en évidence une richesse spécifique de 8 espèces sur la ZIP : Minioptère de Schreibers, Noctule de Leisler, Oreillard sp, Pipistrelle de Kuhl, Pipistrelle commune, Pipistrelle pygmée, Sérotine commune, Vespère de Savi. L'échantillonnage de la vigne en friche, en avril 2025, met en évidence une activité de chasse forte de l'Oreillard, ainsi qu'une activité de chasse « modéré » des pipistrelles.	Modéré	La conception du projet permet d'éviter strictement et de conserver les pins et haies en bord de parcelle (milieux à enjeu modéré). Maintien de la végétation herbacée et vérification de la bonne repousse. Une convention d'éco-pâturage sera privilégiée pour la gestion de cette végétation. En cas de besoin, le maître d'ouvrage fera appel à une entreprise d'espace vert locale pour une fauche dans le respect du calendrier écologique. Aucun éclairage permanent ne sera mis en place sur le site.	Modéré à faible		Faible à Négligeable
	Invertébrés	La majorité des espèces de Lépidoptères contactées sont assez abondantes dans le département. Aucune espèce protégée n'a été relevée dans l'aire d'étude rapprochée lors des inventaires. Bien que certaines espèces protégées d'odonates aient été recensées sur la commune, aucune espèce (commune ou protégée) n'a été observée sur l'aire d'étude rapprochée. Le groupe présente peu de potentialités spécifiques car l'aire d'étude est dépourvue de milieux aquatiques permanents. Le département abrite plusieurs espèces de Coléoptères protégées. Les Orthoptères et Coléoptères recensés sur la zone d'étude, lors des inventaires, sont des espèces communes ou ubiquistes et ne représentent pas d'enjeux.	Faible	La conception du projet permet d'éviter strictement et de conserver les pins et haies en bord de parcelle (milieux à enjeu modéré). Maintien de la végétation herbacée et vérification de la bonne repousse. Une convention d'éco-pâturage sera privilégiée pour la gestion de cette végétation. En cas de besoin, le maître d'ouvrage fera appel à une entreprise d'espace vert locale pour une fauche dans le respect du calendrier écologique.	Faible		Faible à Négligeable
Paysage et patrimoine	Paysage	ZIP située au sein de l'unité paysagère « L'agglomération de Perpignan », caractérisée par un étalement urbain, des équipements de transports et le fleuve de La Têt. Le relief quasi-nul du territoire peut entrainer des visibilités sur les zones urbanisées. Le projet s'insère en cohérence avec le caractère urbanisé du territoire. Il n'y a pas de co-visibilité possible entre la ZIP et la Têt (distance, topographie plane, végétation dense). Localement, la ZIP se situe dans un milieu ouvert, délimité par des haies, murets, broussailles et arbres, et est entouré de parcelles de vignes et des friches. Au Sud, elle donne sur un chemin goudronné et la D616A. La ZIP se situe à environ 300 m des premières habitations au Sud et à plus de 650 m du centre-bourg dense. Il n'existe aucune vue directe possible vers ses zones (distance, topographie plane, végétation dense).	Modéré	Modification locale et à long terme du paysage. Mais impact limité par la distance avec les habitations et par des mesures d'insertion paysagère adaptées : - Arbres, haies et murets évités et conservés ; -Ouvrages respectant les prescriptions constructives des documents d'urbanisme en vigueur. En amont des travaux : les riverains seront conviés à une réunion d'information.	Faible		Faible
	Patrimoine culturel	Aucun site classé ou inscrit n'est recensé près de la ZIP. Monuments historiques les plus proches : - A 4km « Eglise Sainte-Marie » de Baixas (Monument historique) et du Site Patrimonial remarquable de Baixas.	Négligeable	Modification locale et à long terme du paysage (cf. Paysage ci-avant). Les monuments historiques les plus proches se trouvent à distance environ 4,2 km), sans visibilité possible vers le projet. On considère l'absence d'atteinte au patrimoine culturel.	Négligeable		Négligeable

Thème	Composante	État initial	Niveau d'enjeu sur la ZIP	Impact brut	Niveau d'impact brut	Mesures ERCA-S et coûts	Niveau d'impact résiduel
		- A 4,2km « Ancienne porte fortifié » à Pézilla-la-Rivière (monument historique). - A 4,5km « Eglise Sainte-Marie » de Toulouges (monument historique). Il n'existe aucune co-visibilité entre la ZIP et ces enjeux (distance, topographie plane, végétation dense).					
	Archéologie	ZIP non située en Zone de Présomption de Prescription Archéologique (ZPPA).	Négligeable	Aucun impact n'est attendu.	Nul		Nul
Milieu humain	Cadre de vie	Zone rurale. Une dizaine de bâtis résidentiels identifiés à environ 300m de la ZIP.	Faible	Aucune gêne (sonore, lumineuse, vibratoire, etc.) n'est attendue. Les ouvrages se doivent de respecter les seuils réglementaires en vigueur. Les onduleurs, en fonctionnement la journée, peuvent être sources de nuisances sonores. Néanmoins, au vu de la présence de locaux fermés, d'obstacles (végétation, clôture, arbres de haut jet, etc.), le seuil réglementaire de 30 dB(A) sera respecté. De plus, les onduleurs seront placés les plus éloignés possibles des habitations. Concernant les champs électromagnétiques, les valeurs attendues seront largement inférieures aux valeurs recommandées, à savoir 5 000 V/m pour le champ électrique et 100 μT pour le champ magnétique, ainsi qu'à de nombreux appareils électroménagers. Déchets verts issus de l'entretien de la végétation sur le site traités conformément à la réglementation en vigueur. Chemins d'accès vers les habitations et les boisements garantis accessibles à tout moment.	Négligeable		Négligeable
				Projet d'intérêt collectif ayant plusieurs effets positifs localement : - Répond à un besoin communal ; - Valoriser un terrain non-utilisé et source de coût pour le propriétaire ; - Permet de couvrir une consommation d'électricité équivalente à 600 habitants sous la boucle d'une Autoconsommation Collective et à prix compétitif ; - Génère des retombées fiscales pour la commune ; - Génère des économies sur le budget communal (charges réduites sur la fourniture d'électricité) ; - Contribue à l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique ; - Contribue à réduire les émissions de gaz à effet de serre (environ 32 tonnes de CO_2 / an évitées).	Positif		Positif
				Sollicitation d'un berger local ou d'une entreprise locale de gestion des espaces verts pour l'entretien de la végétation.	Positif		Positif
	Occupation du sol	La Zone d'Implantation Potentielle est un terrain privé en friche, sans activité agricole depuis plus de 15 ans. L'usage a toujours été agricole avec des vignes depuis les années 60-70. Il est bordé par des haies buissonnantes et broussailles à l'ouest et au nord. Au sud on retrouve des arbres et le terrain donne sur un chemin goudronné.	Faible	Utilisation d'un foncier privé inutilisé. Centrale PV circonscrite a plan masse et sans impact sur les boisements et haies alentours. Accès vers les habitations et les boisements garantis accessibles à tout moment.	Positif		Positif
	Transports	ZIP desservie par un chemin goudronné puis un chemin rural. Ce chemin goudronné est lui-même relié au « chemin de Baho » et au « chemin de la garigue »	Négligeable	Aucun impact n'est attendu. Interventions de maintenance 2 à 3 fois par an à l'aide d'un véhicule léger (ponctuellement d'une nacelle motorisée). Accès vers les habitations et les boisements garantis accessibles à tout moment.	Négligeable		Négligeable
	Risques industriels et sites pollués	Aucun risque technologique ou site et sol pollué n'est identifié au droit ou à proximité de la ZIP. Cependant le DRRM	Faible	Aucun impact n'est attendu.	Nul		Nul

Thème	Composante	État initial	Niveau d'enjeu sur la ZIP	Impact brut	Niveau d'impact brut	Mesures ERCA-S et coûts	Niveau d'impact résiduel
		a classé la commune à risque pour l'aléa de rupture de barrage et à risque de transport de matières dangereuses au titre des routes principales.					

9.2.3.3. En phase de démantèlement

Étant donné que les travaux à effectuer lors de la phase de démantèlement feront appel aux **mêmes techniques et aux mêmes moyens** que pendant la phase de travaux, se référer au chapitre 9.2.3.1. Il est important de noter que l'aménagement sera **entièrement réversible**, c'est-à-dire qu'une fois le démantèlement effectué, le site sera remis en état avec un retour possible à l'état initial.

9.2.3.4. Impacts du raccordement externe

Le raccordement externe **privilégié** (**sous réserve du choix effectif de ce tracé par Enedis**) est présenté au chapitre 9.1.6.2.4.

Pour rappel, ce tracé est **envisagé exclusivement en liaison souterraine sous routes et chemins** (environ 420 m), puis raccordé au niveau d'une liaison aérienne HTA existante. Le tableau ci-dessous présente les principaux enjeux identifiés et impacts potentiels en **phase de chantier**, qui sera **temporaire** (chantier généralement estimé à **1 semaine pour 500 m**) et **localisé**. **Aucun impact n'est attendu en phase d'exploitation**, les câbles étant souterrains et ne nécessitant pas de maintenance particulière.

Thème	Principaux enjeux identifiés	Impacts potentiels en phase de chantier et adaptations techniques
Milieu physique	Aucun cours d'eau traversé,	Aucun impact n'est attendu sur les lits des cours d'eau, ni sur leurs ripisylves, ni sur les écoulements (conservés à leur état initial). Le risque de pollution accidentelle fera l'objet de mesures préventives et curatives identiques à la phase chantier du présent projet de centrale PV, y compris vis-à-vis du risque inondation (bacs de rétention en au-dessus de la cote de référence, veille météorologique, etc.). Les travaux seront privilégiés en période de sécheresse pour éviter d'impacter une nappe potentiellement affleurante.
Milieu naturel	Aucun zonage écologique traversé. Tracé le long d'un boisement de feuillus.	Aucun impact n'est attendu sur le milieu naturel, notamment les boisements alentours qui seront conservés à leur état initial. Le tracé suivra strictement les voiries pour éviter tout impact sur les milieux naturels avoisinants. Les travaux seront effectués en journée uniquement (pas d'impact sur la faune nocturne).
Paysage et patrimoine	Aucun enjeu patrimonial.	Aucun impact n'est attendu sur le patrimoine.
Milieu humain	3 routes empruntées : - Chemin de la Garrigue ; - Traversée de la D616A ; - Allée du Mas Sarmet ; 1 seule habitation à proximité du point de raccordement final. Potentiels réseaux souterrains sous la voirie.	Les nuisances sur le cadre de vie seront temporaires et très ponctuelles : bruits, poussières, impact sur le trafic routier. Une circulation sur demi-chaussée ou une circulation alternée sera mise en place dans la mesure du possible. Une communication avec les riverains et la commune sera réalisée en amont des travaux. Les tranchées seront remblayées avec la terre déblayée et la route sera remise en état à l'avancement. Une DT/DICT sera réalisée en amont des travaux pour éviter d'impacter de potentiels réseaux souterrains existants. Les prescriptions des gestionnaires de réseaux seront respectées.

9.2.3.5. Impacts cumulés

Une recherche des projets existants ou approuvés a été réalisée **dans un périmètre de 5 km** autour du présent projet. Ont notamment été recherchés, les projets ayant fait l'objet d'une décision **dans les 4 années précédentes**. Les **projets ayant fait l'objet d'une décision** depuis 2022 et l'analyse des impacts cumulés sont présentés dans le tableau suivant.

Nom du projet	Distance de la ZIP	Puissance	Décision	Analyse des impacts cumulés potentiels
Projet de construction d'une centrale photovoltaïque sur la commune de Baho	1.4 km	993 kWc	Dispense d'étude d'impact Date de l'avis/décision : 05/08/2025	Site en friche post-agricole inutilisé depuis plus de 15 ans. Les données disponibles indiquent qu'aucun impact significatif n'est attendu sur l'environnement. Chantier estimé entre 3 et 6 mois. Au regard de la situation géographique des deux sites, aucun impact cumulé significatif n'est attendu en phase de chantier. Phase d'exploitation : impact cumulé positif (réduction des émissions de gaz à effet de serre et lutte contre le réchauffement climatique).

Nom du projet	Distance de la ZIP	Puissance	Décision	Analyse des impacts cumulés potentiels
Projet de construction d'une centrale photovoltaïque sur une friche privée du Soler	5 km	994 kWc	Dispense d'étude d'impact Date de l'avis/décision : 14/08/2025	Site privé voué à l'urbanisation. Les données disponibles indiquent qu'aucun impact significatif n'est attendu sur l'environnement. Chantier estimé entre 3 et 6 mois. Au regard de la situation géographique des deux sites, aucun impact cumulé n'est attendu en phase de chantier. Phase d'exploitation : impact cumulé positif (réduction des émissions de gaz à effet de serre et lutte contre le réchauffement climatique).
Projet de construction d'une centrale photovoltaïque sur une friche à Le Soler	4.1 km	993 kWc	Dispense d'étude d'impact Date de l'avis/décision : 30/07/2025	Site communal partiellement exploité. Les données disponibles indiquent qu'aucun impact significatif n'est attendu sur l'environnement. Chantier estimé entre 3 et 6 mois : il est peu probable que les phases de chantier des 2 projets se superposent, donc aucun impact cumulé n'est attendu en phase de chantier. Phase d'exploitation : impact cumulé positif (réduction des émissions de gaz à effet de serre et lutte contre le réchauffement climatique).
Projet d'aménagement du parking de la clinique Supervaltech sur la commune de Saint-Estève	3 km	/	Dispense d'étude d'impact Date de l'avis/décision : 26/02/2025	Site anthropisé. Au vu de la nature du projet et de sa situation géographique par rapport à la ZIP étudiée, les impacts cumulés potentiels sont négligeables voire inexistants en phase de chantier et en phase d'exploitation.
Construction d'un poste de transformation et de stockage d'électricité sur le site de Baixas	2.5 km	72MW Capacité : 144MWh	Soumis à étude d'impact Date de l'avis/décision : 15/11/2024	Site agricole en jachère de moins de 5 ans. Considérant la nature du projet, des impacts sur l'environnement sont attendus. Au regard de la situation géographique du projet par rapport à la ZIP étudiée, les impacts cumulés potentiels sont négligeables en phase de chantier. En phase d'exploitation, les impacts cumulés seront positifs : meilleure régulation du mix énergétique et facilitation des îlots énergétiques permettant la diminution de la consommation d'énergies carbonées et donc la réduction des émissions de gaz à effet de serre.
Requalification du Secteur Méditerranée de Saint-Estève	2.2 km	/	Dispense d'étude d'impact Date de l'avis/décision : 23/09/2024	Site anthropisé (requalification d'une zone urbaine). Au vu de la nature (projet urbain) et de la distance de ce projet, aucun impact cumulé n'est attendu en phase de chantier. De plus, les données disponibles indiquent qu'aucun impact significatif n'est attendu sur l'environnement pour ce projet. Phase d'exploitation : aucun impact cumulé n'est attendu.
Construction d'un local commercial "Le Pain du Jour" à Saint-Estève	3 km	/	Dispense d'étude d'impact Date de l'avis/décision : 06/09/2024	Site en zone d'activité urbaine. Au vu de la nature et de la distance de ce projet, aucun impact cumulé n'est attendu en phase de chantier. De plus, les données disponibles indiquent qu'aucun impact significatif n'est attendu sur l'environnement pour ce projet. Phase d'exploitation : aucun impact cumulé n'est attendu.
Construction de panneaux photovoltaïques supports de filets "insect-proof" au lieu-dit "L'Oratori" sur la commune de Le Soler	4.7 km	3,5 MWc	Dispense d'étude d'impact Date de l'avis/décision : 24/07/2024	Projet de production de légumes en agriculture raisonnée (serres agricoles). Les données disponibles indiquent qu'aucun impact significatif n'est attendu sur l'environnement, notamment sur le Ruisseau de Sainte Eugénie (commun avec notre projet). Chantier estimé entre 2 et 4 mois : il est peu probable que les phases de chantier des 2 projets se superposent, donc aucun impact cumulé n'est attendu. Phase d'exploitation : des impacts cumulés positifs sont attendus, car les 2 projets s'inscrivent dans l'agriculture (éco-pâturage envisagé pour notre projet) et participeront à la réduction des émissions de gaz à effet de serre / lutte contre le réchauffement climatique.
Construction de serres arboricoles photovoltaïques sur la commune de Baho	1 km	3 MWc	Dispense d'étude d'impact Date de l'avis/décision : 04/06/2024	Projet de production de cerises bio (serres agricoles). Les travaux étaient initialement prévus pour la fin d'année 2024, sur les 3 mois d'hiver : les phases de chantier des 2 projets ne se superposeront donc pas, aucun impact cumulé n'est attendu. Phase d'exploitation : des impacts cumulés positifs sont attendus, car les 2 projets s'inscrivent dans l'agriculture (éco-pâturage envisagé pour notre projet) et participeront à la réduction des émissions de gaz à effet de serre / lutte contre le réchauffement climatique.
Création d'une Bretelle d'accès à la RN 116 au niveau du pont de la RD39 sur la commune de le Soler	3.2 km	/	Dispense d'étude d'impact Date de l'avis/décision : 03/06/2024	Au vu de la nature (projet routier) et de la distance de ce projet, les impacts cumulés potentiels concernent essentiellement le trafic routier en phase de chantier, mais dans le cadre du présent projet de centrale PV, aucune perturbation n'est attendue. Phase d'exploitation : aucun impact cumulé n'est attendu.
Création de serres arboricoles photovoltaïques sur la commune de Villeneuve-La-Rivière	1 km	6 MWc	Dispense d'étude d'impact Date de l'avis/décision : 12/04/2023	Projet de production d'avocats (serres agricoles). Les travaux étaient initialement prévus pour la fin d'année 2023, sur 3 mois : les phases de chantier des 2 projets ne se superposeront donc pas, aucun impact cumulé n'est attendu. Phase d'exploitation : des impacts cumulés positifs sont attendus, car les 2 projets s'inscrivent dans l'agriculture (éco-pâturage envisagé pour notre projet) et participeront à la réduction des émissions de gaz à effet de serre / lutte contre le réchauffement climatique.

Nom du projet	Distance de la ZIP	Puissance	Décision	Analyse des impacts cumulés potentiels
Création d'un magasin alimentaire ALDI sur la commune de Perpignan	4 km	/	Dispense d'étude d'impact Date de l'avis/décision : 07/02/2023	Site anthropisé (création d'un magasin alimentaire avec mise en place de panneaux photovoltaïques en toiture du bâtiment). Au vu de la nature (projet urbain) et distance de ce projet, aucun impact cumulé n'est attendu en phase de chantier. De plus, les données disponibles indiquent qu'aucun impact significatif n'est attendu sur l'environnement pour ce projet. Phase d'exploitation : impact cumulé positif (réduction des émissions de gaz à effet de serre et lutte contre le réchauffement climatique).
Projet d'un dispositif agrivoltaïque sur le territoire de la commune de Villeneuve-la-Rivière	1.5 km	508 kWc	Dispense d'étude d'impact Date de l'avis/décision : 04/08/2022	Projet d'ombrières couvrant des arbres fruitiers (cerisiers). Permis de construire déjà accepté le 29/09/2021 (dossier n°PC 066 228 21 F0003) par la mairie de Villeneuve-La-Rivière. Il est ainsi peu probable que les phases de chantier de ces 2 projets se superposent au vu de la date d'obtention de la dispense d'étude d'impact. Aucun impact cumulé n'est attendu en phase de chantier. Phase d'exploitation : des impacts cumulés positifs sont attendus, car les 2 projets s'inscrivent dans l'agriculture (éco-pâturage envisagé pour notre projet) et participeront à la réduction des émissions de gaz à effet de serre / lutte contre le réchauffement climatique.
AVIS MRAE				
Projet de lotissement « Les portes du soleil » sur la commune de Perpignan	5 km	/	Avis MRAE du 26 mars 2025 / 2025-014296	Projet de lotissement sur une ancienne friche industrielle. e projet est une composante du projet plus vaste d'aménagement du secteur « La Vigneronne » (~5,8 ha), lequel a déjà été soumis à étude d'impact. Aucun impact cumulé n'est attendu, ni en phase chantier, ni en phase exploitation.
Projet d'extension de la zone d'activités économiques « Saint-Charles » à Perpignan	5 km	/	Avis MRAE du 29 juin 2024 / 2024-13189	Site d'extension d'urbanisation en partie sur des terres agricoles ou naturelles avec des enjeux agricoles et zones humides identifiés. Aucun impact cumulé n'est attendu, ni en phase chantier, ni en phase exploitation.
Projet de Centrale photovoltaïque au sol "Al Bosc" à Saint-Estève	2.7 km	2,75 MWc	Absence d'avis MRAE du 22 avril 2022 / 2022-10282	Projet PV sur une ancienne décharge communale (site anthropisé). Ce projet est déjà construit, aucun impact cumulé n'est possible en phase de chantier. Phase d'exploitation : impact cumulé positif (réduction des émissions de gaz à effet de serre et lutte contre le réchauffement climatique).
Rationalisation du système d'assainissement des eaux usées de Perpignan	1.5 km	/	Avis MRAE du 9 janvier 2025 / 2024-13997	Aucun impact cumulé n'est attendu au vu de la nature de ce projet (assainissement).
Projet d'extension de la zone d'activités économiques "Saint-Charles" à Perpignan	4.3 km	/	Avis MRAE du 29 juin 2024 / 2024-13189	Site anthropisé (ZAE). Au vu de la nature (projet urbain) et de la distance de ce projet, aucun impact cumulé n'est attendu en phase de chantier. De plus, les données disponibles indiquent qu'aucun impact significatif n'est attendu sur l'environnement pour ce projet. Phase d'exploitation : aucun impact cumulé n'est attendu.
Projet de parc photovoltaïque au sol au lieu-dit du Mas Romeu à Perpignan	4.3 km	17,03 MWc	Avis MRAE du 25 janvier 2023 / 2022-011243	La surface occupée est de 16 hectares et son implantation en humide élémentaire. Au vu de la distance de ce projet, aucun impact cumulé n'est attendu en phase de chantier. Phase d'exploitation : impact cumulé positif (réduction des émissions de gaz à effet de serre et lutte contre le réchauffement climatique).

Plusieurs **projets existants** (déjà construits) **de même nature** (photovoltaïque) sont recensés autour du présent projet, notamment sur les **communes suivantes** : Le Soler, Saint-Estève, Pézilla-La-Rivière, Baho, Villeneuve-La-Rivière, Perpignan, Thuir, Rivesaltes. En phase d'exploitation, ces projets auront un **impact cumulé positif dans leur globalité**, puisqu'ils participeront à la **réduction des émissions de gaz à effet de serre** et donc à la **lutte contre le réchauffement climatique**.

À noter :

Le maître d'ouvrage INCIDENCES prévoit le dépôt d'une autre demande d'examen au cas par cas pour un autre projet de centrale photovoltaïque au sol sur une ancienne décharge communale, également sur la commune de Baho. Ce projet situé à environ 2,3 km au Sud du présent projet, d'une puissance d'environ 625 kWc, avec une surface projetée de 2680 m² pour un espace clôturé de 5660 m². Il mettra également en œuvre une boucle d'Autoconsommation Collective (ACC) distincte (partie centre urbain de la commune du Soler) et vise ainsi un public différent.

Les phases de chantier de ces deux projets seront décalées dans le temps afin qu'elles ne se superposent pas. Chaque projet nécessitant une période de travaux de 3 à 6 mois maximum, ils pourront donc être réalisés successivement tout en respectant le calendrier écologique des espèces (préparation du terrain en fin d'été / début d'automne et travaux lourds hors période favorable de mars à août). En évitant la superposition des travaux, les impacts cumulés potentiels sur la faune seront sensiblement réduits (impacts temporaires localisés dans la commune et non à plusieurs endroits en simultané, milieux de report disponibles, etc.), de même sur les riverains et notamment vis-à-vis de l'impact paysager (présence du chantier temporaire et localisée). En phase d'exploitation, aucun impact cumulé n'est attendu, hormis un impact global positif puisque ces 2 projets participeront à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et donc à la lutte contre le réchauffement climatique.

On rappelle que dans le cadre de chaque projet, le pré-diagnostic écologique a permis d'identifier et de conserver les principaux enjeux et de définir des mesures adaptées. Aucun impact sur les sites Natura 2000 les plus proches n'est attendu. Les prescriptions du SDIS 66 seront respectées. Aucun produit phytosanitaire ne sera utilisé sur les sites et des conventions d'éco-pâturage seront envisagées.

Considérant que ces 2 projets prévoient des mesures d'évitement et de réduction permettant d'obtenir des impacts résiduels négligeables à faibles, il n'y a pas d'impact cumulé attendu durant toutes les phases des projets.

9.2.4. Conclusion

Le projet de construction d'une centrale photovoltaïque sur une friche privée sur le territoire de Baho constitue un impact limité (~ 1 ha), sur un terrain sans activité effective. Le projet a fait l'objet d'une concertation étroite avec la commune et fera l'objet d'une communication auprès des riverains dès que les autorisations sont obtenues. Il présente des retombées bénéfiques notables pour la commune (fiscales et économies sur le budget de fourniture d'électricité) et la population via la mise en place d'une opération d'Autoconsommation Collective qui couvrira en partie le centre urbain et un hameau.

Les principales incidences attendues du projet sur l'environnement sont associées à la phase de travaux, qui sera temporaire – environ 3 à 6 mois (faibles volumes de déblais / remblais, faible risque de pollution accidentelle inhérent à tout chantier, dérangement classique de chantier…). Les impacts sur le milieu naturel seront limités par l'évitement des principaux enjeux liés aux habitats (haies et murets) et par la mise en place d'un calendrier de chantier adapté aux sensibilités écologiques. Les mesures ont été déterminées selon une évaluation rigoureuse de l'état initial du site lors de la réalisation d'un pré-diagnostic écologique.

En phase d'exploitation, l'impact visuel du projet constituera sera limité par la conservation des masques paysagers (zones boisées) déjà existants et l'absence de riverains à proximité immédiate. De plus, une zone tampon de 6m entre les panneaux et la haie au Nord sera conservée, des passages à petite faune seront intégrés dans la clôture, des nichoirs et hibernaculums pérennes seront installés par un ingénieur-écologue.

Aucun produit phytosanitaire ne sera utilisé sur site. L'entretien de l'enherbement du site sera privilégié via une convention d'éco-pâturage avec un berger local, ou en faisant appel à une entreprise d'espace vert locale. Les OLD seront réalisées dans le respect des prescriptions du SDIS 66 et des réglementations en vigueur visant à protéger la faune et la flore. Le projet n'aura pas d'impact sur les sites Natura 2000.

Les installations photovoltaïques respecteront l'arrêté du 26 janvier 2007 relatif aux conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

Les prescriptions du PPRi seront respectées durant toutes les phases du projet. Les eaux de pluies s'écouleront naturellement et la transparence hydraulique sera assurée par la conception du projet. Le risque incendie sera quant à lui géré par le respect des prescriptions du SDIS 66.

Le raccordement externe envisagé aura un impact temporaire sur le trafic routier.

Des mesures d'évitement et de réduction sont proposées par le maître d'ouvrage, afin de limiter les impacts causés par le projet et d'obtenir uniquement des impacts résiduels faibles, voire négligeables. Il est important de noter que le projet n'entraînera aucune artificialisation des sols, l'aménagement sera entièrement réversible.

<u>Au regard de l'analyse des impacts potentiels explicitée dans ce document, il ne semble donc pas nécessaire de réaliser une évaluation environnementale.</u>

Enfin, le projet global aura à terme un impact positif, car :

- **Il répondra à un besoin communal ;**
- **Il permettra de valoriser un terrain sans usage effectif ;**
- **Il permettra de couvrir une partie de la consommation des bahotencqs au travers du dispositif d'Autoconsommation Collective (circuit-court) et à un prix compétitif ;**
- **Il génèrera des retombées fiscales et des économies sur le budget de fourniture d'électricité de la commune ;**
- **Il contribuera à l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique ;**
- **Il contribuera à réduire les émissions de gaz à effet de serre par la production d'une énergie verte (environ 32 tonnes de CO_2 / an évitées).**

9.3. Annexes

9.3.1. Compte-rendu du Conseil Municipal du 21 janvier 2025

Département des Pyrénées-Orientales

République Française
COMMUNE DE BAHO

Nombre de membres en exercice: 23	**Séance du 21 janvier 2025**
Présents : 17	L'an deux mille vingt-cinq et le vingt-et-un janvier l'assemblée régulièrement convoquée le 21 janvier 2025, s'est réunie sous la présidence de
Votants: 20	**Sont présents:** Patrick GOT, Jeanne OUROS, Bruno ANIEN, Gérard SOLÉ, Paul GRAND, Jean Philippe HIDALGO, Chantal BENOIT, Alain SERRAT, Stéphan GYBELY, Jean François VORMS, Olivia FORNOUS NOYÉ, Stéphanie MANNINO, Nicolas BARDETIS, Roger DUCASSY, Jérôme ROFES, Mélanie IGLESIAS, Johanna MARIN **Représentés:** Catherine PORTAS par Patrick GOT, Christine TIGNOL par Bruno ANIEN, Stéphanie FORCADA par Alain SERRAT **Excuses:** **Absents:** Catalina BERIOT, Isabelle MINGORANCE, Raphaël ROS **Secrétaire de séance:** Jeanne OUROS

Objet: Convention avec Perpignan Méditerranée Métropole CU pour les prestations complémentaires relatives à la compétence déchet - DE_2025_002

OBJET : Convention avec Perpignan Méditerranée Métropole CU pour les prestations complémentaires relatives à la compétence déchets

M. le Maire présente à l'assemblée, la proposition de convention avec Perpignan Méditerranée Métropole CU (PMMCU) pour les prestations complémentaires relatives aux compétences déchets.

La commune assurera pour le compte de PMMCU les prestations de collecte des déchets verts et d'enlèvement des déchets aux abords des points de collecte volontaire. Les dépenses liées à ces prestations de service sont estimées à 25 000€ et feront l'objet d'une facturation par la Commune à la Communauté urbaine dans la limite de ce montant selon les conditions exposées dans la convention.

Le Conseil ouï l'exposé de son Président et après en avoir délibéré, décide à l'unanimité

- D'APPROUVER la convention avec Perpignan Méditerranée Métropole CU pour les prestations complémentaires relatives à la compétence déchets
- D'AUTORISER le Maire à signer ladite convention

Ainsi fait et délibéré à BAHO, les jours, mois et an que dessus

Objet: Extension de la régie de recettes communale pour l'encaissement des cartes du réseau des bibliothèques de Perpignan MMéditerranée Métropole CU - DE_2025_003

OBJET : Extension de la régie de recettes communale pour l'encaissement des cartes "Resolu" du réseau des bibliothèques de Perpignan Méditerranée Métropole CU

M. le Maire confirme à l'assemblée l'ouverture de la nouvelle bibliothèque dans les locaux de la Maison des associations.

Notre structure fait partie du réseau des bibliothèques de la Communauté urbaine et à ce titre elle doit distribuer la carte « Resolu » pour le compte de PMMCU. Cette carte permet en outre d'accéder à toutes les bibliothèques du territoire communautaire.

La commune encaissera le prix de vente des cartes distribuées et en reversera chaque année l'intégralité à la communauté urbaine. Pour permettre à la commune d'encaisser les sommes issues de ces ventes, il convient de rajouter cette prestation à la régie de recettes communale.

Le Conseil ouï l'exposé de son Président et après en avoir délibéré, décide à l'unanimité

- D'APPROUVER l'extension de la régie de recettes communales pour l'encaissement des cartes "Resolu" du réseau des bibliothèques de Perpignan Méditerranée Métropole CU
-

Ainsi fait et délibéré à BAHO, les jours, mois et an que dessus

Objet: Modification du règlement intérieur de la crèche municipale "Au petit Monde" - DE_2025_004

OBJET : Modification du règlement intérieur de la crèche municipale « Au Petit Monde »

M. le Maire propose de modifier le règlement intérieur de la crèche municipale "Au Petit Monde", pour y ajouter des mesures d'évictions temporaires pour les enfants atteint de maladies contagieuses, et ceci afin de préserver la santé des autres enfants, du personnel de la crèche et ainsi le fonctionnement de la structure.

Il s'agit de la bronchiolite (7 jours), de la conjonctivite (24h), de la maladie pieds, mains bouche (3 jours) et de la varicelle (5 jours).

Le Conseil ouï l'exposé de son Président et après en avoir délibéré, décide à l'unanimité

- D'APPROUVER la modification du règlement intérieur de la crèche municipale en y ajoutant les mesures d'éviction énoncées ci-dessus.

Ainsi fait et délibéré à BAHO, les jours, mois et an que dessus

Objet: Modification du tableau des effectifs du personnel communal - DE_2025_005

OBJET : Modification du tableau des effectifs du personnel communal

M. le Maire propose à l'assemblée de modifier le tableau des effectifs du personnel communal afin de permettre l'avancement de grades de certains agents.

- Création :

2 postes d'adjoint technique principal de 1ere classe

1 poste d'adjoint administratif principal de 1ere classe

1 poste d'adjoint d'animation principal de 2e classe à 17/35e

-Suppression à compter de la nomination des agents:

2 postes d'adjoint technique principal de 2e classe

1 poste d'adjoint administratif principal de 2e classe

1 poste d'adjoint d'animation à 17/35e

Le Conseil ouï l'exposé de son Président, et après en avoir délibéré décide à l'unanimité

-DE MODIFIER le tableau des effectifs du personnel communal selon les éléments portés ci-dessus.
-DE PUBLIER à compter du 1er mars 2025 le nouveau tableau des effectifs du personnel communal

TABLEAU DES EFFECTIFS DU PERSONNEL COMMUNAL AU 1er MARS 2025

PERSONNEL TITULAIRE A TEMPS COMPLET

Direction :
1 Directeur Général des Services des communes de 2 000 à 10 000hbts
Services administratifs :
1 attaché principal
1 rédacteur principal 1ere classe
1 adjoint administratifs principal de 1ere classe
1 adjoint administratif principal de 2e classe
Ecole/cantine :
1 adjoint administratif principal de 1ere classe
Services techniques :
2 adjoints techniques principaux de 1ere classe
5 adjoints techniques principaux de 2e classe
1 adjoint technique
Police municipale :
1 brigadier-chef principal
Crèche :
1 éducateur principal de jeunes enfants
2 auxiliaires de puériculture principaux de 1ere classe

PERSONNEL TITULAIRE A TEMPS NON COMPLET

Services administratifs :
1 rédacteur territorial à 27/35e
Ecole maternelle :
3 ATSEM principaux de 1ere classe à 28/35e
1 ATSEM principal de 2e classe à 28/35e
1 adjoint technique principal de 2e classe à 28/35e
Cantine :
1 adjoint technique principal de 1ere classe à 24/35e
1 adjoint technique principal de 2e classe à 23/35e
1 adjoint technique principal de 2e classe à 28/35e
1 adjoint technique à 30/35e
Périscolaire :
1 adjoint technique à 19/35e
1 adjoint technique de 2e classe à 29/35e
1 adjoint d'animation de principal de 2e classe à 17/35e
Entretien des bâtiments scolaires :
1 adjoint technique principal de 2e classe à 26/35e
1 adjoint technique principal de 2e classe à 33/35e
Crèche :

1 adjoint technique à 32/35e
3 adjoints techniques principaux de 2e classe à 32/35e

D'autre part le Conseil municipal autorise M. le Maire à recruter selon les besoins des services en application des dispositions de l'article 3 de la loi du 16 janvier 1984 modifiée, pour des périodes et des durées hebdomadaires à déterminer par arrêté municipal :
2 agents contractuels pour les services administratifs
4 agents contractuels pour les services techniques
4 agents pour les services scolaires et périscolaires
2 agents contractuels pour la crèche halte-garderie

Ainsi fait et délibéré à BAHO, les jour, mois et an que dessus.

Objet: Ouverture anticipée des crédits en investissement 2025 - DE_2025_006

OBJET : Ouverture anticipée des crédits en investissement 2025

M. le Maire informe l'assemblée que dans l'attente du vote du nouveau budget, il est possible d'autoriser l'engagement des dépenses d'investissement de l'année 2025 dans la limite de 25% des prévisions globales d'investissement de l'année 2024.

Celles-ci se sont élevées, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette, à 1 052 000€.

Ce qui permet d'ouvrir par anticipation les crédits d'investissement 2025 pour un montant maximum de 263 000€.

Le Maire propose de procéder à la répartition d'une partie de cette somme de la manière suivante :

Chapitre/Opération	Articles	Montants €
21/ Immobilisations corporelles	2131 bâtiments publics 2135 Installations générales 2157 Matériel et outillage technique 21752 Installations de voirie 2183 Matériel informatique 2184 Matériel bureau et mobilier 2188 Divers	30 000 50 000 10 000 20 000 5 000 10 000 70 000
Opération 940 Réalisation maison des associations	231	5 000
TOTAL		200 000

Le Conseil ouï l'exposé de son Président et après en avoir délibéré, décide à l'unanimité

- D'APPROUVER l'ouverture anticipée des crédits en investissements pour l'année 2025 selon la répartition détaillées ci-dessus

Ainsi fait et délibéré à BAHO, les jours, mois et an que dessus

Objet: Convention avec le SYDEEL pour la mise en esthétique des réseaux de la rue des Mésanges et de l'avenue du Canigou - DE_2025_007

OBJET : Convention avec le SYDEEL66 pour la mise en esthétique des réseaux électriques, d'éclairage public et de télécom de la rue des Mésanges et de l'avenue du Canigou

M. le Maire donne lecture à l'assemblée des projets de mise en esthétique des réseaux d'électricité, d'éclairage public et de télécom de la rue des Mésanges et de l'avenue du Canigou dont la maîtrise d'oeuvre sera assurée par le SYDEEL66. Il convient d'approuver la participation financière de la commune pour chaque opération.

Plan de financement des travaux de la rue des Mésanges

Coût total de l'opération	108 157.20€ TTC
Cout autofinancement commune	27 219.60€ TTC
Coût autofinancement PMMCU	26 698.00€ TTC

Plan de financement des travaux de l'avenue du Canigou

Coût total de l'opération	373 411.20€ TTC
Cout autofinancement commune	47 685.60€ TTC
Coût autofinancement PMMCU	254 954.80€ TTC

Le Conseil ouï l'exposé de son Président et après en avoir délibéré, décide à l'unanimité

- D'APPROUVER la participation communale pour le financement des travaux de mise en esthétique des réseaux d'électricité, d'éclairage public et de télécom de la rue des Mésanges et de l'avenue du Canigou
- D'INSCRIRE ces dépenses au budget de la Commune
-

Ainsi fait et délibéré à BAHO, les jours, mois et an que dessus

Objet: Convention en vue de l'étude d'un projet photovoltaïque au sol valant promesse unilatérale de bail emphytéotique et de constitution de servitudes - DE_2025_008

OBJET : Convention avec la société Incidences en vue de l'étude d'un projet photovoltaïque au sol valant promesse unilatérale de bail emphytéotique et de constitution de servitudes

M. le Maire donne lecture à l'assemblée de la proposition de convention avec la société Incidences en vue de l'étude d'un projet photovoltaïque au sol valant promesse unilatérale de bail emphytéotique et de constitution de servitudes.

La centrale photovoltaïque est envisagée sur la parcelle communale AP 260 sur une surface d'environ 1ha. Le bail serait consenti pour une durée de 30 ans après une période d'étude de 3 ans maximum. Le loyer annuel du bail est fixé dans la convention.

Le projet de convention est examiné par le Conseil municipal

Le Conseil ouï l'exposé de son Président et après en avoir délibéré, décide à l'unanimité

- D'APPROUVER la convention avec la société Incidences en vue de l'étude d'un projet photovoltaïque au sol valant promesse unilatérale de bail emphytéotique et de constitution de servitudes

- D'AUTORISER le Maire à signer la convention approuvée ainsi que tous les actes et pièces qui se rapporteront à la présente délibération

Ainsi fait et délibéré à BAHO, les jours, mois et an que dessus

Objet: Convention pour l'organisation d'opérations de marketing territorial avec Perpignan Méditerranée Métropole CU - DE_2025_009

OBJET : Convention pour l'organisation d'opérations conjointes de marketing territorial avec Perpignan Méditerranée Métropole CU

M. le Maire expose à l'assemblée que dans le cadre de ses compétences et dans le souci de favoriser le rayonnement communautaire, Perpignan Méditerranée Métropole CU souhaite consacrer une partie de ses actions de marketing territorial à des manifestations et actions de communication mettant en valeur le territoire.

Aussi la Communauté urbaine souhaite s'associer aux communes membres pour des manifestations et actions de marketing territorial.

La commune de BAHO a ainsi présenté un programme de manifestations pour un budget prévisionnel de 12 877€ TTC. Dans le cadre de sa participation Perpignan Méditerranée Métropole CU prendra en charge un montant de 5 000€

Le projet de convention est examiné par le Conseil municipal

Le Conseil ouï l'exposé de son Président et après en avoir délibéré, décide à l'unanimité

- D'APPROUVER la convention pour l'organisation avec Perpignan Méditerranée Métropole CU d'opérations conjointes de marketing territorial à rayonnement communautaire
- D'AUTORISER le Maire à signer ladite convention

Ainsi fait et délibéré à BAHO, les jours, mois et an que dessus

Le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission en Préfecture

POUR EXTRAIT CONFORME
En Mairie, le 22 janvier 2025
Le Maire, Patrick GOT

9.3.2. Échanges mails avec la Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS 66) et validation du plan masse

Corentin ROCCHI

De: Florian BATAILLE <florian.bataille@sdis66.fr>
Envoyé: jeudi 21 août 2025 12:32
À: Corentin ROCCHI
Cc: Laurent ROYA; Julie Pasero
Objet: RE: Prescriptions PPV SDIS66

Bonjour,
Au vu des éléments portés à la connaissance du sdis, le projet semble respecter les caractéristiques et prescriptions demandées.
Concernant les pénétrantes intérieures, l'espacement entre les rangées ppv devra permettre un passage pompier en cas de besoin.
Il sera également nécessaire de prendre en compte le débroussaillement intérieur du parc.
L'ensemble de ces prescriptions seront vérifiées lors du dépôt de permis de construire.
Enfin, la DDTM rendra un avis sur l'analyse du risque feux de forêt et d'espaces naturels.
Je suis à disposition si besoin
Bonne journée

Capitaine Florian BATAILLE
Chef de service
Service aménagement du territoire
et outils opérationnels
Groupement prévention préparation opérationnelle
Pôle opérationnel
SDIS des Pyrénées-Orientales
1 rue du Lieutenant Gourbault
BP 19935 - 66962 Perpignan Cedex 09
@ : florian.bataille@sdis66.fr
Standard : 04 68 63 78 18
Assistance de pôle : 04 68 63 78 53
Portable : 07 86 55 11 93

De : Corentin ROCCHI <corentin.rocchi@incidences-enr.com>
Envoyé : lundi 18 août 2025 14:26
À : Florian BATAILLE <florian.bataille@sdis66.fr>
Cc : Laurent ROYA <laurent.roya@sdis66.fr>; Julie Pasero <julie.pasero@incidences-enr.com>
Objet : RE: Prescriptions PPV SDIS66

Bonjour Monsieur Bataille,

Je me permets de revenir vers vous, concernant le mail ci-dessous, afin de savoir si les plans définitifs de deux projets photovoltaïques de moins de 1ha situés sur la commune de Baho vous semblent cohérent vis-à-vis du risque incendie ?

Je vous remercie et vous souhaite une belle journée,
Bien à vous,

incidences
l'énergie au sens propre
Corentin ROCCHI
Chef de projets
Tél. **07.88.54.10.57.**
E-mail. corentin.rocchi@incidences-enr.com
Web www.incidences-enr.com
50 Rue Ray Charles, Le Doramar, 34000 Montpellier

Ce message est exclusivement destiné aux personnes dont le nom figure ci-dessus. Il peut contenir des informations confidentielles dont la divulgation est à ce titre rigoureusement interdite. Dans l'hypothèse où vous avez reçu ce message par erreur, merci de le renvoyer

1

à l'adresse e-mail ci-dessus et de détruire toute copie.
The information contained in this message is confidential or protected by law. If you are not the intended recipient, please contact the sender and delete this message. Any unauthorised copying of this message or unauthorised distribution of the information contained herein is prohibited.

De : Corentin ROCCHI
Envoyé : lundi 4 août 2025 15:11
À : Florian BATAILLE <florian.bataille@sdis66.fr>
Cc : Laurent ROYA <laurent.roya@sdis66.fr>
Objet : RE: Prescriptions PPV SDIS66

Bonjour Monsieur Bataille,

Suite à nos récents échanges, je vous adresse, comme convenu, les plans d'implantation définitifs des nouveaux projets que nous souhaitons soumettre à votre avis.
Vous trouverez en pièce jointe les plans correspondants à chacun des projets.

Vous trouverez ci-dessous les coordonnées GPS ainsi que les références cadastrales des sites concernés :

- **Baho – Déchetterie** : 42.69206879572654, 2.828857860915664 / Baho (66012), section AP, parcelle n°260
- **Baho – La Boule** : 42.711843933545445, 2.815147372875813 / Baho (66012), section AE, parcelle n°74 et 75

Nous avons notamment bien pris en compte les éléments suivants :

- Un portail d'accès de 4 m
- Une piste périphérique interne de 4 m
- Des inter-rangées adaptées à chaque site :
  - Baho – Déchetterie : 2,8 m => la disposition du site rend particulièrement complexe la mise en œuvre de la piste carrossable entre les rangées de panneaux
  - Baho – La Boule : 2,5 m avec une piste carrossable de 4m toutes les 5 rangées de panneaux
- Une citerne de 60 m^3 installée à proximité immédiate de l'accès au site

Pourriez-vous m'indiquer si ces implantations vous semblent cohérentes vis-à-vis du risque incendie ?

En vous remerciant par avance, je vous souhaite une excellente journée.
Bien à vous,

incidences
l'énergie au sens propre

Corentin ROCCHI
Chef de projets

Tél. **07.88.54.10.57.**
E-mail. corentin.rocchi@incidences-enr.com
Web www.incidences-enr.com
50 Rue Ray Charles, Le Doramar, 34000 Montpellier

Ce message est exclusivement destiné aux personnes dont le nom figure ci-dessus. Il peut contenir des informations confidentielles dont la divulgation est à ce titre rigoureusement interdite. Dans l'hypothèse où vous avez reçu ce message par erreur, merci de le renvoyer à l'adresse e-mail ci-dessus et de détruire toute copie.
The information contained in this message is confidential or protected by law. If you are not the intended recipient, please contact the sender and delete this message. Any unauthorised copying of this message or unauthorised distribution of the information contained herein is prohibited.

De : Florian BATAILLE <florian.bataille@sdis66.fr>
Envoyé : vendredi 11 avril 2025 14:12
À : Corentin ROCCHI <corentin.rocchi@incidences-enr.com>
Cc : Laurent ROYA <laurent.roya@sdis66.fr>
Objet : Prescriptions PPV SDIS66

Bonjour,

Si elles sont applicables, vous trouverez ci-dessous les prescriptions de sécurité du SDIS 66 concernant les projets de construction d'installations photovoltaïques ou agri photovoltaïques :

- **Accessibilité des services de secours :**

Une voie stabilisée d'une largeur de 4m devra être créé en périphérie du site et un passage carrossable d'une largeur de 3m toutes les 5 rangées de structures afin de pouvoir intervenir en vue d'éteindre un incendie ou de traiter tout autre intervention.
Dans le cas où l'installation est clôturée et fermée par un portail, il est préférable que celui-ci soit verrouillé à l'aide d'un cadenas sécable où adapté aux dispositifs d'ouverture des sapeurs-pompiers afin d'assurer la pénétration sur le site dans les plus brefs délais. Les caractéristiques de ces dispositifs d'ouverture sont présentes en PJ : document Annexe 2 Polycoise.

- **Besoin en eau exigibles :**

Les parcs photovoltaïques et installations similaires sont classés comme "risque courant faible" par le Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI).

Besoins en eau exigibles : 30m3/h disponibles pendant 2h.
Assurer, à moins qu'elle n'existe déjà, la défense extérieure contre l'incendie par l'une des deux solutions ci-après :
a : Un poteau de 100 mm normalisé (NFS 61-213 et NFS 62.200) assurant un débit minimum de 1000l/mn, sous une pression dynamique de 1 bar, implanté à une distance maximale de 400m de l'entrée principale du site. En outre, ce poteau d'incendie doit être implanté en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à 5m de celle-ci. Il doit être réceptionné en présence d'un représentant du Service Départemental d'Incendie et de Secours, dès sa mise en eau.
b : Une réserve d'eau (naturelle ou artificielle) d'au moins 60 m3 (pour un parc photovoltaïque ou installation similaire dont l'emprise surfacique est inférieure à 50 ha) si la première solution ne peut être obtenue.
La réserve d'eau doit être située à moins de 400m du risque à défendre.

A défaut de pouvoir réaliser cet équipement dans le respect de ces caractéristiques minimales, il doit être proposé des moyens de défense en eau supplétifs qui doivent être soumis à l'approbation du Service Départemental Incendie et de Secours.

- **Débroussaillement du site :**

Débroussailler sur une bande de 50 mètres autour des emprises des futures constructions (arrêté préfectoral DDTM/SNAF/2023 087-0001, relatif aux mesures de débroussaillement obligatoire dans le cadre de la prévention des incendies de forêts dans les zones forestières des Pyrénées-Orientales).

Dans le cas où l'arrêté préfectoral 2013238-0011 ne s'applique pas, il convient de réaliser un débroussaillement régulier à l'intérieur du site.

Prescription spécifique aux ombrières agri photovoltaique :
Dans le cas spécifique des projets de construction de centrale agri photovoltaïque, pour des questions de productivité électrique et de biens être des cultures se trouvant au sol, il est parfois impossible d'élever la structure métallique de support des panneaux photovoltaïques à une hauteur supérieur à 3m (comme prescrit ci-dessus). Dans la mesure ou la prescription relative à la création de cheminement intérieur ayant une hauteur de 3m minimum ne peut être respecté, l'exploitant s'assurera de :

- Laisser un espace libre de 1.8m ayant une pente inférieure à 10% permettant aux sapeurs-pompiers de tirer un dévidoir de tuyaux,
- L'absence de végétaux en tout temps, autres que ceux de la culture, afin de ne pas participer à la propagation d'un incendie intérieur ou extérieur au site. L'absence de ces végétaux permettra aux sapeurs-pompiers d'intervenir sous la structure métallique et de progresser, en sécurité, dans un milieu dépourvu de combustible autres que ceux de la culture.

L'ensemble de ces prescriptions de sécurité seront détaillées lors de l'instruction de ces projets de construction de centrale photovoltaïque. Lors de l'instruction de ce dossier, nous aurons besoin de connaitre la localisation précise de ce projet afin d'étudier sa faisabilité par rapport au Porté à Connaissance Feux de Forêts, que vous pouvez retrouver sur le site de la préfecture des Pyrénées-Orientales.

Je me tiens à votre disposition, je reste disponible par téléphone en cas de besoin.

Cordialement.

Capitaine BATAILLE Florian
Groupement Prévention - Préparation Opérationnelle
Chef du service Aménagement du Territoire et outils opérationnels
Défense des Forêts Contre l'Incendie – Défense Extérieure Contre l'Incendie
SDIS des Pyrénées-Orientales
1, rue du lieutenant Gourbault – 66 000 PERPIGNAN
Tél : 07 86 55 11 93
Florian.bataille@sdis66.fr

9.3.3. Pré-diagnostic écologique – Bureau d'études LETICEEA

incidences
l'énergie au sens propre

PROJET PHOTOVOLTAÏQUE « LA BOULE »
A BAHO

PREDIAGNOSTIC ECOLOGIQUE
ET PRECONISATIONS AU PROJET

Date : 17 juillet 2025

LETICEEA
ENVIRONNEMENT
TERRITOIRE
INGÉNIERIE
CONSEILS
ETUDES
ECOLOGIE
AMÉNAGEMENTS

OPQIBI
L'INGÉNIERIE QUALIFIÉE
CERTIFICAT N° 15 04 2920

Bureau d'études LETICEEA Environnement
Tél : 06.23.21.00.58 – Mail : l.rodriguez@leticeea.com – Web : www.leticeea.com
SIRET : 804 222 925 00013

SOMMAIRE

1 Présentation simplifiée du projet 6

2 Protection du milieu naturel 8
2.1 Protection européenne : Natura 2000 8
2.2 Plans Nationaux d'Action pour les espèces protégées 8

3 Zones écologiques d'intéret patrimonial 11
3.1 Z.N.I.E.F.F., ... 11
3.2 Z.I.C.O. et E.N.S. 14
3.3 Zones Humides selon la bibliographie 14

4 Habitats naturels, faune et flore 16
4.1 Habitats naturels et flore 16
4.2 Zones Humides selon les critères sol et végétation 19
4.2.1 Rappel de la règlementation des zones humides 19
4.2.2 Détermination de la flore et des habitats naturels humides 19
4.2.3 Détermination de l'hydromorphie de la pédologie 19
4.2.4 Analyse de l'aire d'étude rapprochée 20
4.2.4.1 Flore et des habitats naturels 20
4.2.4.2 Hydromorphie de la pédologie 20
4.3 Faune 23
4.3.1 Avifaune 23
4.3.1.1 Données bibliographiques 23
4.3.1.2 Espèces observées 23
4.3.1.3 Enjeux des espèces observées 24
4.3.1.4 Synthèse des enjeux pressentis pour l'avifaune 25
4.3.2 Amphibiens 27
4.3.2.1 Données bibliographiques 27
4.3.2.2 Espèces observées 27
4.3.2.3 Synthèse des enjeux pressentis pour les amphibiens 27
4.3.3 Reptiles 28
4.3.3.1 Données bibliographiques 28
4.3.3.2 Espèces observées 28
4.3.3.3 Synthèse des enjeux pressentis pour les reptiles 28
4.3.4 Mammifères hors chiroptères 29
4.3.4.1 Données bibliographiques 29
4.3.4.2 Espèces observées 30
4.3.4.3 Enjeux des espèces observées 30
4.3.4.4 Synthèse des enjeux pressentis pour les mammifères hors chiroptères 30
4.3.5 Chiroptères 33
4.3.5.1 Données bibliographiques 33
4.3.5.2 Diversité spécifique et niveau d'activité relevés 35
4.3.5.3 Habitats de chasse et voies de déplacement 36
4.3.5.4 Gîtes 37
4.3.5.5 Synthèse des enjeux pressentis pour les chiroptères 37
4.3.6 Invertébrés 42
4.3.6.1 Lépidoptères 42
4.3.6.2 Odonates 42
4.3.6.3 Coléoptères et Orthoptères 42
4.3.6.4 Synthèse des enjeux pressentis pour les invertébrés 42

5 Impacts bruts pressentis du projet 43

6 Préconisations pour éviter et réduire les effets négatifs potentiels du projet sur le milieu naturel 45
6.1 Mesures d'évitement des incidences 46
6.1.1 ME01 - Adaptation de la conception du projet 46
6.1.2 ME02 - Adaptation de l'emprise du projet Evitement des zones à enjeu Fort 46
6.1.3 ME03 - Adaptation de l'emprise du chantier 46
6.2 Mesures de réduction des incidences en phase de chantier 47
6.2.1 MR01 - Adaptation du planning du chantier 47
6.2.2 MR02 - Limitation de l'attractivité de la zone de chantier pour les amphibiens 47
6.2.3 MR03 - Mise en place d'un chantier « vert » 47
6.3 Mesures de réduction des incidences en phase d'exploitation 48
6.3.1 MR04 - Clôture perméable à la faune 48
6.3.2 MR05 - Adaptation des éclairages au sein du projet pour les chiroptères 48
6.3.3 MR06 - Gestion de la végétation 49
6.3.3.1 Au sein du parc 49
6.3.3.2 Dans la zone des OLD 49
6.3.4 MR07 - Pose de nichoirs 49
6.3.5 MR08 - Mise en place d'hibernaculum 50
6.4 Synthèse des préconisations et bilan des impacts résiduels pressentis 53

7 Méthodologie 58
7.1 Méthodologie globale 58
7.2 Délimitation de l'aire d'étude et période de prospections 58
7.1 Méthodologie d'inventaires de terrain 59
7.1.1 Flore et habitats naturels 59
7.1.1.1 Code CORINE Biotope 59
7.1.1.2 Flore 60
7.1.2 Avifaune 60
7.1.3 Batrachofaune 62
7.1.4 Chiroptères 62
7.1.5 Entomofaune 66
7.1.6 Herpétofaune 66
7.1.7 Mammofaune hors chiroptères 67
7.2 Limite de la méthode scientifique 67
7.3 Critères d'évaluation des enjeux 68
7.3.1 Intérêt patrimonial 68
7.3.2 Hiérarchisation des enjeux et définition des critères de sensibilité 69
7.3.3 Enjeux régionaux de conservation 69
7.4 Noms et qualités du ou des auteurs de l'étude et des études qui ont contribué à sa réalisation 70

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Table des cartes

- Carte 1 : Localisation sur photoaérienne au 1/ 2 100° 6
- Carte 2 : Sites Natura 2000 au 1/ 35 000° 8
- Carte 3 : Plans Nationaux d'Action pour les espèces protégées au 1/ 7 500° 8
- Carte 4 : Zones écologiques d'intérêt patrimonial au 1/ 17 500° 12
- Carte 5 : Zones Humides connues au 1/ 7 500° 14
- Carte 6 : Habitats naturels au 1/ 1 500° 16
- Carte 7 : Contexte pédologique local au 1/ 25 000° 20
- Carte 8 : Avifaune patrimoniale et rapaces 25
- Carte 9 : Observations de l'herpétofaune et des mammifères hors chiroptères 30
- Carte 10 : Sensibilité pour l'avifaune, l'herpétofaune et les mammifères (hors chiroptères) ... 30
- Carte 11 : Diversité spécifique des chiroptères et utilisation des habitats 37
- Carte 12 : Synthèse des enjeux chiroptères 40
- Carte 13 : Localisation des hibernaculums proposés 51
- Carte 14 : Aires d'étude pour le recueil des données chiroptérologiques – SYMBIOSE Expertise 63
- Carte 15 : Plan d'échantillonnage acoustique des chiroptères 64

Table des figures

- Figure 1 : Séquence « Eviter, Réduire et Compenser » 45
- Figure 2 : Bilan écologique de la séquence « Eviter, Réduire et Compenser » 45
- Figures 3 : Exemple de clôture mobile pour le balisage de l'aire de chantier 46
- Figure 4 : Nichoir Schwegler pour Chevêche d'Athéna, Petit-duc scops, Huppe fasciée et Rollier d'Europe (source : lpo.fr) 50
- Figure 5 : Exemple d'hibernaculum 51
- Figure 6 : Détecteur à chiroptères SM2bat/SM4bat 64

Table des photographies

- Photographie 1 : Vue de l'aire d'étude rapprochée en direction du Nord 18
- Photographie 2 : Vue de l'aire d'étude rapprochée vue depuis le centre en direction de l'Ouest 18
- Photographie 3 : Vue de l'aire d'étude rapprochée vue depuis le centre en direction de l'Ouest après labour de la parcelle 18
- Photographie 4 : Haie buissonnante en bordure favorable à la Fauvette mélanocéphale notamment 25
- Photographie 5 : Muret embroussaillé favorable aux reptiles en bordure de la zone d'étude 29
- Photographie 6 : Vue aérienne des habitats à l'Ouest du site - Hervé Puis (Fractal) 34
- Photographie 7 : Vue aérienne des habitats à l'Est du site - Hervé Puis (Fractal) 34
- Photographie 8 : Habitat échantillonné sur la zone d'étude (friche) 37
- Photographie 9 : Habitats présents sur le point d'échantillonnage témoin hors zone d'étude (rec de la Bolà) 37

Liste des tableaux

- Tableau 1 : Espèces végétales déterminantes et remarquables recensées au sein de la Z.N.I.E.F.F. de type I « Plaine viticole de Baixas »..... 11
- Tableau 2 : Espèces animales déterminantes et remarquables recensées au sein de la Z.N.I.E.F.F. de type I « Plaine viticole de Baixas »..... 11
- Tableau 3 : Quelques espèces nicheuses à enjeu recensées sur la commune de Baho ces cinq dernières années..... 23
- Tableau 4 : Enjeux pour les espèces d'avifaune recensées dans la zone d'étude et en périphérie..... 24
- Tableau 5 : Amphibiens recensés sur la commune de Baho..... 27
- Tableau 6 : Espèces de reptiles recensées sur la commune de Baho..... 28
- Tableau 7 : Quelques mammifères terrestres patrimoniaux recensés sur la commune de Baho..... 29
- Tableau 8 : Enjeux pour les espèces de mammifères hors chiroptères recensées dans la zone d'étude et en périphérie..... 30
- Tableau 9 : Données bibliographiques sur les chiroptères..... 33
- Tableau 10Niveau d'activité par espèce..... 36
- Tableau 11 : Synthèse des enjeux espèces et habitats d'espèces pour les Chiroptères..... 39
- Tableau 12 : Impacts bruts pressentis..... 43
- Tableau 13 : Sensibilité temporelle des différents taxons présents sur la zone d'étude..... 47
- Tableau 14 : Synthèse des préconisations..... 53
- Tableau 15 : Bilan des impacts résiduels pressentis..... 54
- Tableau 16 : Phase de consultations bibliographiques..... 58
- Tableau 17 : Calendrier des investigations de terrain..... 59
- Tableau 18 : Périodes optimales d'inventaires écologiques recommandées pour le secteur. 61
- Tableau 19 : Référentiel d'activité utilisé pour évaluer les niveaux d'activité (source : .xls MED, MNHN, 2020)..... 66

1 PRESENTATION SIMPLIFIEE DU PROJET

La future installation photovoltaïque sera implantée sur la commune de Baho au droit de l'emprise telle que représentée par l'aire d'étude rapprochée sur la cartographie en page suivante.

L'aire d'étude élargie correspond à une zone tampon de 50 m pouvant être éventuellement concernée par des Obligations Légales de Débroussaillement si le projet est réalisé.

- Carte 1 : Localisation sur photoaérienne au 1/ 2 100°

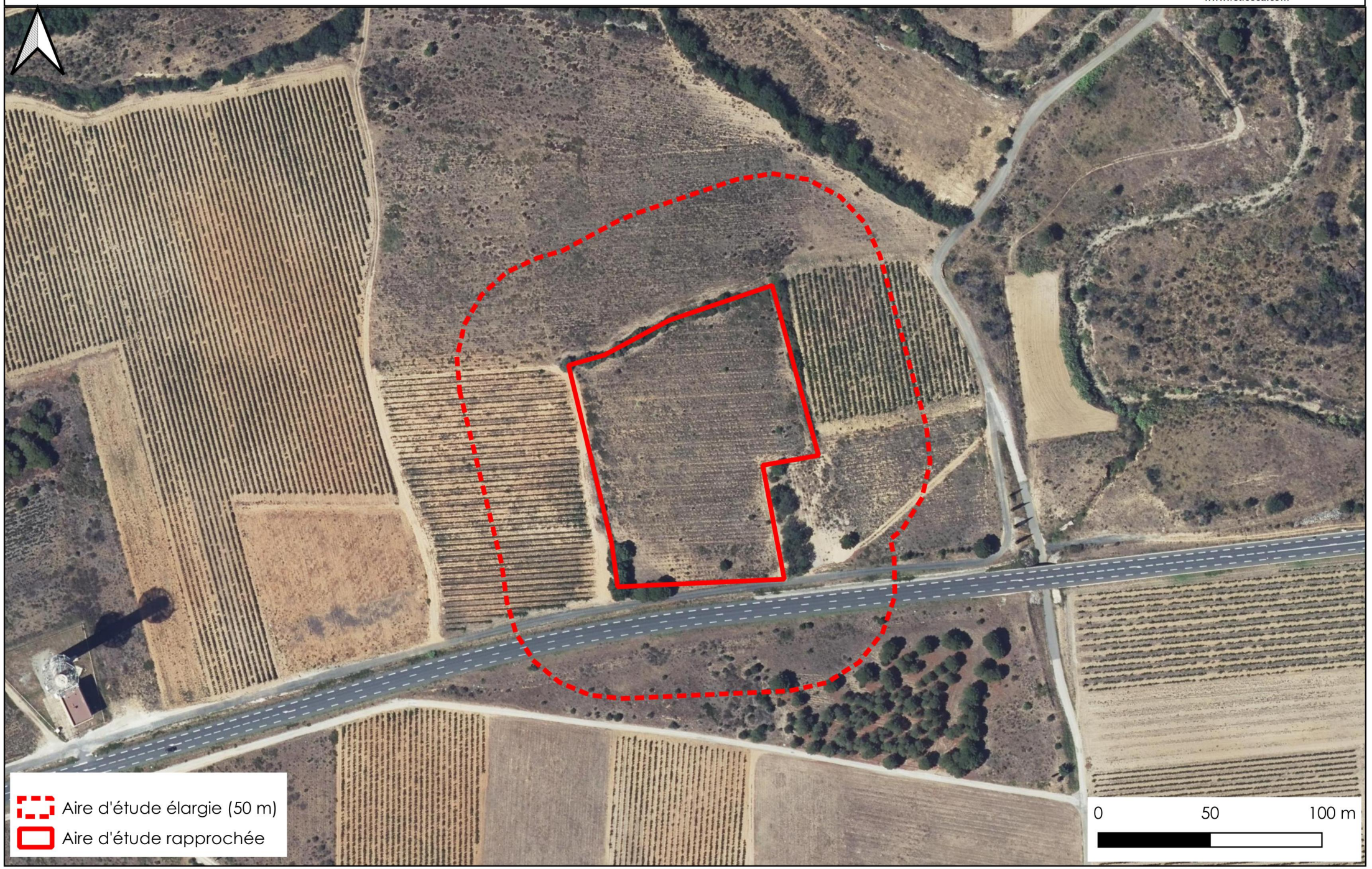
C'est dans ce cadre que le bureau d'études en environnement LETICEEA ENVIRONNEMENT a été sollicité afin de réaliser un prédiagnostic écologique.

Projet photovoltaïque

Localisation sur photoaérienne

Source : Photoaérienne

LETICEEA ENVIRONNEMENT
Bureau d'études
Tél : 06.23.21.00.58 – Fax : 09.57.45.90.99
Mail : l.rodriguez@leticeea.com
www.leticeea.com



2 PROTECTION DU MILIEU NATUREL

2.1 Protection européenne : Natura 2000

Natura 2000 est un réseau européen qui s'insère dans une politique de développement durable pour garantir la préservation de la faune, de la flore ainsi que des habitats naturels. Les sites désignés au titre des directives « Oiseaux » (1979 remplacée en 2009) et « Habitats Faune Flore » (1992) sont :

- les Zones Spéciales de Conservation (Z.S.C.) classées au titre de la directive « Habitats » sont des sites maritimes et terrestres qui comprennent des habitats naturels ou des habitats d'espèces de faune et de flore sauvages ;
- les Sites d'Intérêt Communautaire (S.I.C.) classés au titre de la directive « Habitats » sont une étape dans la procédure de classement en Z.S.C ;
- les Zones de Protection Spéciale (Z.P.S.) classées au titre de la directive « Oiseaux » sont des sites maritimes et terrestres particulièrement appropriés à la survie et à la reproduction d'espèces d'oiseaux sauvages.

L'aire d'étude rapprochée n'est pas concernée par des sites Natura 2000.
Le site Natura 2000 le plus proche (Z.S.C. n°FR9102001 « Friches Humides de Torremilla ») se situe à environ 3,4 km au Nord-Est.

- Carte 2 : Sites Natura 2000 au 1/ 35 000°

2.2 Plans Nationaux d'Action pour les espèces protégées

Les Plans Nationaux d'Actions visent à définir les actions nécessaires à la conservation et à la restauration des espèces les plus menacées. Cet outil de protection de la biodiversité est mis en œuvre par la France depuis une quinzaine d'année. Ces plans ont été renforcés suite au Grenelle Environnement.

L'aire d'étude rapprochée se situe au sein des P.N.A du Lézard ocellé, de la Pie-grièche à tête rousse et des Odonates.

- Carte 3 : Plans Nationaux d'Action pour les espèces protégées au 1/ 7 500°

Projet photovoltaïque

Sites Natura 2000

Sources : DREAL & Photoaérienne

LETICEEA ENVIRONNEMENT
Bureau d'études
Tél : 06.23.21.00.58 – Fax : 09.57.45.90.99
Mail : l.rodriguez@leticeea.com
www.leticeea.com

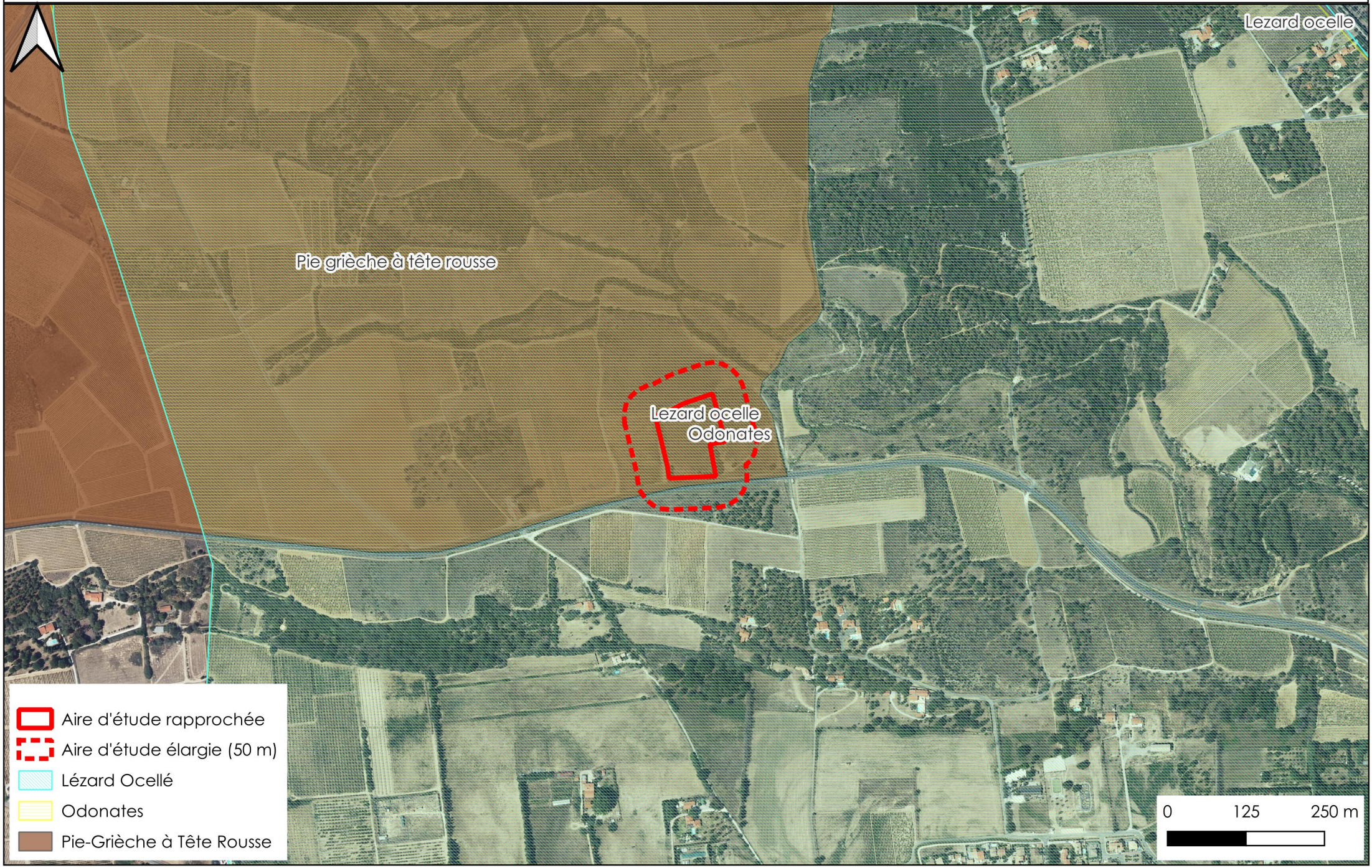


Projet photovoltaïque

Plans Nationaux d'Action

Sources : DREAL & Photoaérienne

LETICEEA ENVIRONNEMENT
Bureau d'études
Tél : 06.23.21.00.58 – Fax : 09.57.45.90.99
Mail : l.rodriguez@leticeea.com
www.leticeea.com



3 ZONES ECOLOGIQUES D'INTERET PATRIMONIAL

3.1 Z.N.I.E.F.F.,

Les Zones Naturelles d'Intérêts Écologique, Faunistique et Floristique sont des secteurs terrestre, fluvial et/ou marin particulièrement intéressants sur le plan écologique, en raison de l'équilibre ou de la richesse des écosystèmes, de la présence d'espèces végétales ou animales rares et menacées. Cet inventaire écologique est cartographié afin d'améliorer la prise en compte des espaces naturels avant tout projet et de permettre une meilleure détermination de l'incidence des aménagements sur ces milieux. On distingue deux types de Z.N.I.E.F.F. :

- les zones de type I : secteurs d'une superficie en général limitée, caractérisés par la présence d'espèces ou de milieux rares, remarquables, ou caractéristiques du patrimoine naturel. Ces zones sont particulièrement sensibles à des équipements ou à des transformations même limitées ;
- les zones de type II : grands ensembles naturels (massif forestier, vallée, plateau, estuaire,...) riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. Dans ces zones, il importe de respecter les grands équilibres écologiques.

Les Z.N.I.E.F.F. constituent une preuve de la richesse écologique des espaces naturels et de l'opportunité de les protéger mais l'inventaire n'a pas, en lui-même, de valeur juridique directe et ne constitue pas un instrument de protection réglementaire des espaces naturels.

L'aire d'étude rapprochée est concernée par la Z.N.I.E.F.F. de type I n°0000-5099 « Plaine viticole de Baixas ».

La Z.N.I.E.F.F. « Plaine viticole de Baixas » est située dans la plaine du Roussillon, à l'Ouest de la ville de Perpignan. Elle englobe un peu plus de 1943 ha de coteaux viticoles dans la vallée de la Têt, entre le village de Baixas au Nord-Est et celui de Pézilla-la-Rivière au Sud. L'altitude varie entre 60 et 200 m.

Son périmètre est essentiellement matérialisé par des routes (dont R.D.1 et R.D.614) et des limites de parcelles viticoles ou urbanisées (centre de valorisation des déchets et centre d'enfouissement technique notamment). Au Sud, la délimitation contourne le village de Pézilla-la-Rivière en longeant un ruisseau et une route.

La Z.N.I.E.F.F. est recouverte de vignobles entrecoupés de quelques parcelles en friches plus ou moins boisées. Elle est traversée par plusieurs ruisseaux temporaires dont les ripisylves sont réduites et discontinues.

Tableau 1 : Espèces végétales déterminantes et remarquables recensées au sein de la Z.N.I.E.F.F. de type I « Plaine viticole de Baixas »

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
Polygonum romanum subsp. gallicum	Renouée de France	stricte
Sideritis endress subsp. endressi var. littoralis	Crapaudine du littoral	stricte

Tableau 2 : Espèces animales déterminantes et remarquables recensées au sein de la Z.N.I.E.F.F. de type I « Plaine viticole de Baixas »

Oiseaux		
Nom scientifique	**Nom vernaculaire**	**Déterminance**
Burhinus oedicnemus	Œdicnème criard	à critères
Calandrella brachydactyla	Alouette calandrelle	stricte

Reptiles		
Nom scientifique	**Nom vernaculaire**	**Déterminance**
Psammodromus hispanicus	Psammodrome d'Edwards	stricte
Timon lepidus	Lézard ocellé	stricte

L'alternance de zones de pelouse plus ou moins buissonnantes (friches) et de parcelles cultivées permet la présence de deux espèces déterminantes d'oiseau :

- l'Œdicnème criard (*Burhinus oedicnemus*), en déclin en Europe et originaire des steppes méridionales. Cet oiseau insectivore s'est notamment adapté aux paysages variés de l'agriculture. Il est protégé en France et en Europe ;
- l'Alouette calandrelle (*Calandrella brachydactyla*), en régression lente mais continue depuis le siècle dernier. C'est une espèce migratrice qui bénéficie d'une protection européenne.

Les friches associant pelouses rases et broussailles abritent deux espèces de reptiles méditerranéens franco-ibériques :

- le Psammodrome d'Edwards (*Psammodromus hispanicus*), protégé au niveau national ;
- le Lézard ocellé (*Timon lepidus*), protégé au niveau national également.

Sont aussi notées dans le périmètre deux plantes déterminantes :

- la Renouée de France (*Polygonum romanum subsp. gallicum*), une endémique languedocienne protégée au niveau régional, caractéristique des mares temporaires. Elle est présente dans moins de dix communes de la plaine de Béziers et du Roussillon. Ce sont les seules stations françaises ;
- la Crapaudine du littoral (*Sideritis endressii subsp. endressii var. littoralis*), une espèce considérée comme endémique de la plaine catalane.

La principale menace concernant la faune est la mise en culture de parcelles actuellement en friches qui accueillent ces espèces. Le contexte viticole de la Z.N.I.E.F.F. peut avoir plusieurs types d'impact négatif sur le patrimoine naturel :

- destruction des populations d'insectes dont se nourrissent les espèces faunistiques décrites ;
- comblement des zones humides temporaires, pollution des eaux.

Carte 4 : Zones écologiques d'intérêt patrimonial au 1/ 17 500°

Projet photovoltaïque

Zones écologiques d'intérêt patrimonial

Sources : DREAL & Photoaérienne

LETICEEA ENVIRONNEMENT
Bureau d'études
Tél : 06.23.21.00.58 – Fax : 09.57.45.90.99
Mail : l.rodriguez@leticeea.com
www.leticeea.com



3.2 Z.I.C.O. et E.N.S.

A noter que l'aire d'étude rapprochée n'est pas concernée par le zonage des Espaces Naturels Sensibles (Schéma départemental des Espaces Naturels des Pyrénées-Orientales).

La directive européenne n°79-409 du 6 avril 1979 relative à la conservation des oiseaux sauvages préconise de prendre « toutes les mesures nécessaires pour préserver, maintenir ou rétablir une diversité et une superficie suffisante d'habitats pour toutes les espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen ». Dans ce cadre, la France a établi un inventaire des Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (Z.I.C.O.), à savoir les sites d'intérêt majeur qui hébergent des effectifs d'oiseaux sauvages jugés d'importance communautaire ou européenne. Cet inventaire sert de base pour la désignation des Zone de Protection Spéciale (Z.P.S.) au titre de la directive Oiseaux.

L'aire d'étude rapprochée n'est pas concernée par des Z.I.C.O. ; les plus proches se situent à environ 4,6 km au Nord-Ouest (Basses Corbières).

3.3 Zones Humides selon la bibliographie

D'après l'Inventaire Départemental des Pyrénées Orientales (CD 66 - 2014), l'aire d'étude rapprochée n'est pas concernée par une Zone Humide potentielle.

- Carte 5 : Zones Humides connues au 1/ 7 500°

Projet photovoltaïque

Zones Humides selon bibliographie

Sources : DREAL & Photoaérienne

LETICEEA ENVIRONNEMENT
Bureau d'études
Tél : 06.23.21.00.58 – Fax : 09.57.45.90.99
Mail : l.rodriguez@leticeea.com
www.leticeea.com



4 HABITATS NATURELS, FAUNE ET FLORE

4.1 Habitats naturels et flore

En termes d'habitats naturels, l'aire d'étude rapprochée accueille une **Friches Code CORINE Biotopes 87.1** : On y relève notamment Immortelle d'Italie (*Helichrysum italicum),* Asperge sauvage (*Asparagus acutifolius*), Inule visqueuse (*Dittrichia viscosa*), Fenouil (*Foeniculum vulgare*), Avoine barbue (*Avena barbata),* ainsi que des pieds de vignes (*Vitis vinifera*).

Ces friches présentent des indicateurs sur une future et probable évolution vers un faciès de pelouses sèches Code CORINE Biotopes 34.51 d'intérêt communautaire Code EUR27 6220.

A noter que durant notre étude, la friche a été labourée, détruisant le faciès évolutif en pelouse sèches.

La friche est bordée **d'Olivier sauvage *Olea europaea* Code CORINE Biotopes 32.121** et de quelques **Pins Code Corine Biotopes 32.14**

Aucun des habitats naturels relevés n'est caractéristique de Zone Humide selon les critères de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié le 1er octobre 2009.

Plusieurs espèces floristiques protégées ou patrimoniales sont citées par la bibliographie sur le territoire communal de Baho :

- Euphorbe de Terracine *Euphorbia terracina* (floraison : avril-septembre, écologie : lieux sablonneux et coteaux),
- Linaire de Grèce *Kickxia commutata* (floraison : mai-août, écologie : pelouses sableuses humides l'hiver),
- Salicaire à feuilles de thym *Lythrum thymifolia* (floraison : mai-juillet, écologie : lieux sablonneux inondés l'hiver),

Aucune espèce floristique patrimoniale ni protégée n'a été observée sur l'aire d'étude rapprochée.

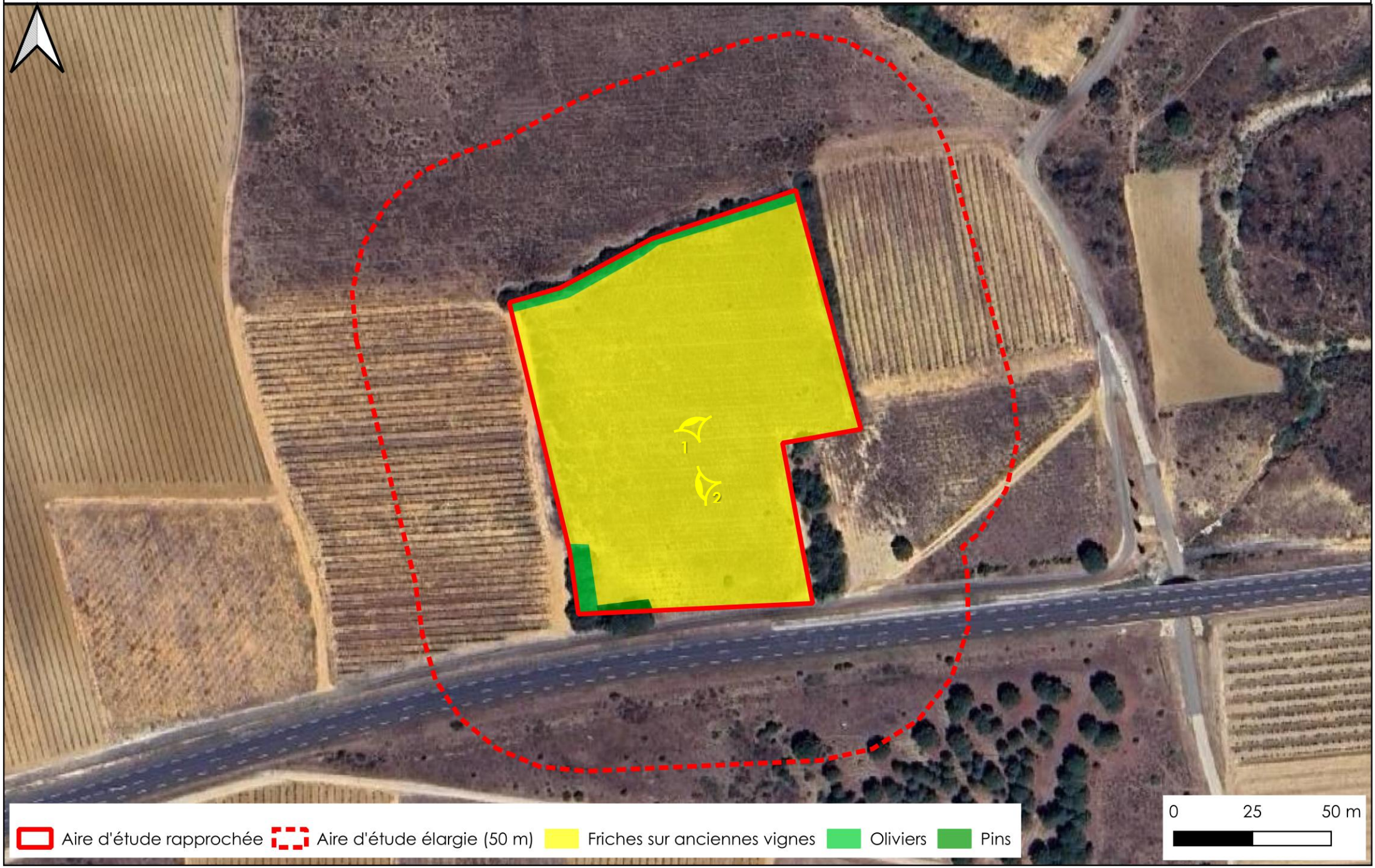
Carte 6 : Habitats naturels au 1/ 1 500°

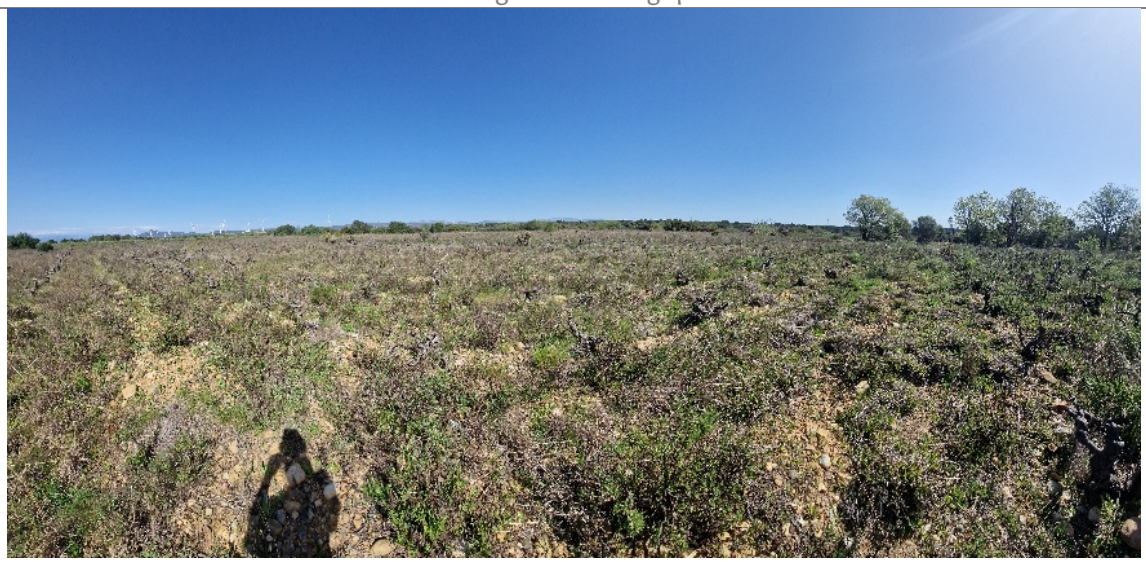
Projet photovoltaïque

Habitats naturels

Sources : Relevés in situ 04/2025 & Photoaérienne

LETICEEA ENVIRONNEMENT
Bureau d'études
Tél : 06.23.21.00.58 – Fax : 09.57.45.90.99
Mail : l.rodriguez@leticeea.com
www.leticeea.com





Photographie 1 : Vue de l'aire d'étude rapprochée en direction du Nord



Photographie 2 : Vue de l'aire d'étude rapprochée vue depuis le centre en direction de l'Ouest

A noter que durant notre étude, la friche a été labourée, détruisant le faciès évolutif en pelouse sèches.



Photographie 3 : Vue de l'aire d'étude rapprochée vue depuis le centre en direction de l'Ouest après labour de la parcelle

4.2 Zones Humides selon les critères sol et végétation

4.2.1 Rappel de la règlementation des zones humides

L'article L. 211-1 du Code de l'Environnement instaure et définit l'objectif d'une gestion équilibrée de la ressource en eau. Il vise en particulier la préservation des Zones Humides, dont il donne la définition en droit français :

« On entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire, la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ».

L'arrêté du 24 juin 2008 modifié le 1er octobre 2009 explicite les critères de définition et de délimitation des zones humides.

La circulaire du 18 janvier 2010 relative à la délimitation des zones humides en application des articles L.214-7-1 et R.211-108 du Code de l'Environnement en précise les modalités de mise en œuvre.

D'après l'article 1 de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié, pour la mise en œuvre de la rubrique 3. 3. 1. 0 « Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais » du régime de déclaration ou autorisation des installations, ouvrages, travaux et activités au titre de la Loi sur l'Eau (articles L. 214.1 et R. 214-1 du Code de l'Environnement), une zone est considérée comme humide si elle présente l'un des critères suivants :

- Les **sols** correspondent à un ou plusieurs types pédologiques, exclusivement parmi ceux mentionnés dans la liste figurant à l'annexe 1. 1 et identifiés selon la méthode figurant à l'annexe 1. 2 de l'arrêté.
- Une **végétation** caractérisée par :
  - soit des espèces identifiées et quantifiées selon la méthode et la liste d'espèces figurant à l'annexe 2. 1 de l'arrêté ;
  - soit des habitats caractéristiques de zones humides, identifiées selon la méthode et la liste correspondante figurant à l'annexe 2. 2 de l'arrêté.

4.2.2 Détermination de la flore et des habitats naturels humides

L'examen de la végétation consiste à déterminer si celle-ci est hygrophile à partir directement des espèces végétales, et des communautés d'espèces végétales dénommées « habitats » selon les espèces ou les habitats naturels caractéristiques de zones humides listés en annexe II, table A, de l'arrêté de juin 2008 modifié.

4.2.3 Détermination de l'hydromorphie de la pédologie

Lorsque des données ou cartes pédologiques sont disponibles à une échelle de levés appropriée (1 / 1 000 à 1 / 25 000 en règle générale), la lecture de ces cartes ou données vise à déterminer si les sols présents correspondent à un ou des types de sols de zones humides parmi ceux mentionnés dans la liste présentée au 1. 1. 1.

L'engorgement des sols par l'eau peut se révéler dans la morphologie des sols sous forme de traces qui perdurent dans le temps appelées « traits d'hydromorphie ». Les sols de zones humides se caractérisent généralement ainsi par la présence d'un ou plusieurs traits d'hydromorphie. Pour l'identification des sols de zones humides, l'arrêté du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 2 octobre 2009 s'appuie sur une règle générale basée sur la morphologie des sols, et sur des cas particuliers.

De cette règle générale et de ces cas particuliers sont déduits les types de sols de zones humides. Les sols des zones humides correspondent :

- à tous les HISTOSOLS car ils connaissent un engorgement permanent en eau qui provoque l'accumulation de matières organiques peu ou pas décomposées ; Ces sols correspondent aux classes d'hydromorphie H du GEPPA modifié.
- à tous les REDUCTISOLS car ils connaissent un engorgement permanent en eau à faible profondeur se marquants par des traits réductiques débutant à moins de 50 centimètres de profondeur dans le sol ; Ces sols correspondent aux classes VI (c et d) du GEPPA.
- aux autres sols caractérisés par :
    - des traits rédoxiques débutant à moins de 25 centimètres de profondeur dans le sol et se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur. Ces sols correspondent aux classes V (a, b, c, d) du GEPPA ;
    - ou des traits rédoxiques débutant à moins de 50 centimètres de profondeur dans le sol, se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur, et des traits réductiques apparaissant entre 80 et 120 centimètres de profondeur. Ces sols correspondent à la classe IVd du GEPPA.

Ainsi, lorsque des investigations sur le terrain sont nécessaires, l'examen des sols doit porter prioritairement sur des points à situer de part et d'autre de la frontière supposée de la zone humide. Chaque sondage pédologique sur ces points doit être d'une profondeur de l'ordre de 1, 20 mètres si c'est possible. L'examen du sondage pédologique vise à vérifier la présence :

- d'horizons histiques (ou tourbeux) débutant à moins de 50 centimètres de la surface du sol et d'une épaisseur d'au moins 50 centimètres ;
- ou de traits réductiques débutant à moins de 50 centimètres de la surface du sol ;
- ou de traits rédoxiques débutant à moins de 25 centimètres de la surface du sol et se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur ;
- ou de traits rédoxiques débutant à moins de 50 centimètres de la surface du sol, se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur, et de traits réductiques apparaissant entre 80 et 120 centimètres de profondeur.

Si ces caractéristiques sont présentes, le sol peut être considéré comme sol de zone humide.

4.2.4 Analyse de l'aire d'étude rapprochée

4.2.4.1 Flore et des habitats naturels

Cf. ci-avant. Aucun des habitats naturels relevés n'est caractéristique de Zone Humide selon les critères de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié le 1er octobre 2009.

4.2.4.2 Hydromorphie de la pédologie

Au titre de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié le 1er octobre 2009, lorsque des données ou cartes pédologiques sont disponibles à une échelle de levés appropriée (1 / 1 000 à 1 / 25 000 en règle générale), la lecture de ces cartes ou données vise à déterminer si les sols présents correspondent à un ou des types de sols de zones humides.

La lecture de la carte pédologique du Roussillon permet de constater qu'aucun sol caractéristique de Zones Humides n'est recensé. Les sols sur l'aire d'étude sont des sols très caillouteux des basses et moyennes terrasses, à galets de quartz, gneiss et micaschistes sur sous-sol caillouteux.

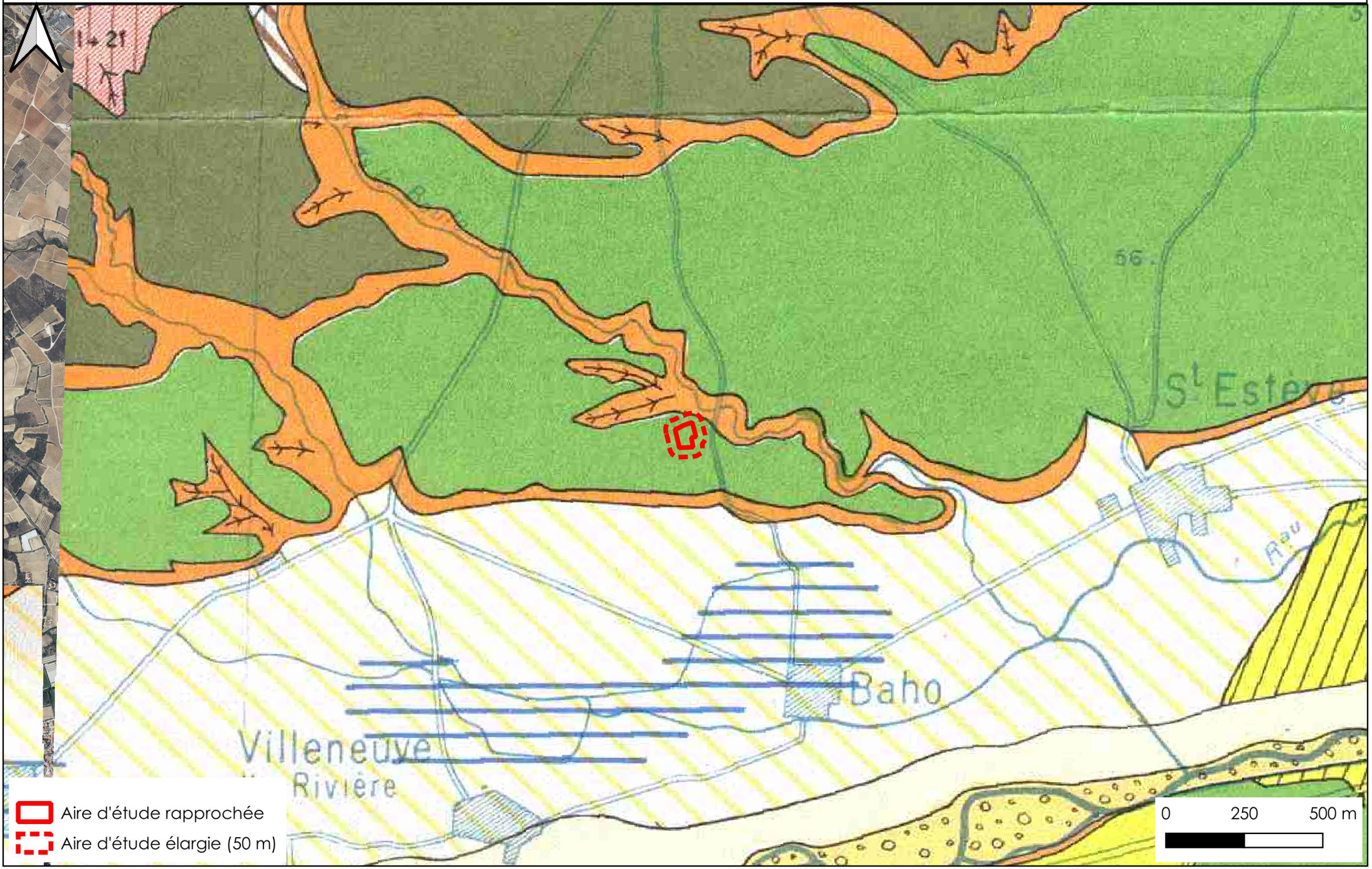
- Carte 7 : Contexte pédologique local au 1/ 25 000°

Projet photovoltaïque

Contexte pédologique local

Source : Carte des sols du Roussillon, E.Servat & G. Callot.

LETICEEA ENVIRONNEMENT
Bureau d'études
Tél : 06.23.21.00.58 – Fax : 09.57.45.90.99
Mail : l.rodriguez@leticeea.com
www.leticeea.com



Projet photovoltaïque

Contexte pédologique local

Source : Carte des sols du Roussillon, E.Servat & G. Callot.

LETICEEA ENVIRONNEMENT
Bureau d'études
Tél : 06.23.21.00.58 – Fax : 09.57.45.90.99
Mail : l.rodriguez@leticeea.com
www.leticeea.com

I. — SOLS D'ALLUVIONS RÉCENTES

1 — **Sols sableux du cordon littoral.**

2 / 2' — **Sols à texture hétérogène des lits de rivières,** très caillouteux dans les lits majeurs (2), généralement sableux dans les lits mineurs (2').

3 — **Sols sableux de débordements récents,** sur ancien sol limoneux, de 50 à 100 cm d'épaisseur.

4 — **Sols sablo-limoneux d'Elne et de Perpignan** (maraîchers).

5 — **Sols limono-sableux de la Salanque,** profonds, uniformes, nettement calcaires dans la partie Nord, à taches de salant dans la partie Est.

5' — **Sols limono-sableux d'Estagel,** calcaires, analogues aux précédents parfois plus sableux et légèrement caillouteux.

6 — **Sols sableux à limono-sableux des vallées et de la plaine d'Elne,** brun-jaune, plus caillouteux près des reliefs, plus riches en sables grossiers dans la basse vallée du Réart.

7 — **Sols hydromorphes maritimes, généralement halomorphes,** limono-argileux, à gley moyen ou très profond.

Sols marécageux saumâtres à phragmités :

8 — **Sols tourbeux des grandes sagnes d'Opoul.**

8' — **Sols limono-argileux des sagnes.**

8" — **Sols anthropiques d'anciens marécages,** drainés et aménagés en bordure de l'étang de Salses.

II. — SOLS CALCAIRES DE BORDURE DES CORBIÈRES ET DE THUIR

9 / 9' — **Sols rouges discontinus sur calcaires compacts,** argileux, caillouteux pouvant passer à une rendzine rouge.
9' Sols sur calcaires marno-gréseux.

10 — **Sols rouges caillouteux du camp de Rivesaltes** (ancien cône de déjection du Roboul).

Sols rouges méditerranéens sur brèche de pente ou croûte calcaire :

11 — **Sols rouges argileux, caillouteux,**

11' — **Sols rouges limono-argileux,** généralement peu caillouteux.

11" — **Sols « roses » sablo-argileux,** caillouteux.

12 — **Sols noirs sur marnes schisteuses crétacées,** profonds, peu caillouteux au Nord d'Espira de l'Agly, plus caillouteux dans la région de Tautavel, de Maury.

13 — **Sols rouges alluviaux de la dépression de Thuir,** hydromorphes, argileux.

III. — SOLS DES TERRASSES QUATERNAIRES

14 — **Sols très caillouteux des hautes terrasses,** à galets quartzeux sur sous-sol argileux rouge.

15 — **Sols très caillouteux des basses et moyennes terrasses,** à galets de quartz, gneiss et micaschistes sur sous-sol caillouteux (appelés localement « Crest »).

16 — **Sols limono-sableux,** de débordements récents des ruisseaux sur les terrasses.

16' — **Sols noirs hydromorphes de Toulouges,** sur sous-sol caillouteux.

17 — **Sols sablo-limoneux d'Ille-sur-Têt,** sur sous-sol sableux, (basse terrasse de la Têt).

18 — **Sols sableux de la moyenne terrasse du Tech,** riches en éléments grossiers, (graviers quartzeux).

19 — **Sols de terrasses à fragments schisteux** et galets quartzeux :
Sols très caillouteux, squelettiques de la région de Thuir.

19' — **Sols sablo-argileux,** brun-foncé sur sous-sol argileux rouge.

19" — **Sols limono-argileux « roses »** sur sous-sol argileux rouge.

IV. — SOLS DE PIÉMONT DES MASSIFS SCHISTO-CRISTALLINS (ALBERES — CANIGOU)

20 — **Sols d'arènes granitiques.**

21 — **Sols sur colluvions schisteux,** peu profonds, très caillouteux.

Sols des cônes de déjection torrentiels des Albères :

22 — **Sols caillouteux** à galets quartzeux, gneissiques et micaschisteux.

22' — **Sols sableux et graveleux** sur sous-sol caillouteux.

22" — **Sols sableux** sur la terrasse du Tech.

V. — SOLS DES FORMATIONS PLIOCÈNES (ASPRES ET BORDURE DU BASSIN DU ROUSSILLON)

23 — **Sols limono-argileux de Llupia,** généralement calcaires, de couleur jaune, caillouteux en bordure des reliefs calcaires, non caillouteux et à tendance hydromorphe dans les bas fonds.

24 — **Sols limono-argileux brun à rouge,** généralement calcaires.

25 — **Sols argileux et graveleux brun-rouge** (graviers quartzeux).

25' — **Sols argileux et caillouteux,** jaune à rouge.
à fragments schisteux et gneissiques au pied des Albères,
à graviers quartzeux dans les Aspres,
à éclats calcaires en bordure des Corbières.

26 — **Sols sableux et graveleux des Aspres** et de la basse vallée du Réart.

27 — **Sols argileux hydromorphes des dépressions** intérieures.

5 + 15 — Mélange de sols.

Hydromorphie secondaire (gley moyen à très profond.)

Ravinement.

Limite du salant permanent.

4.3 Faune

4.3.1 Avifaune

4.3.1.1 Données bibliographiques

142 espèces d'oiseaux sont mentionnées sur la commune. Ce chiffre comprend à la fois les espèces uniquement de passage localement (migration, hivernage, halte migratoire) et les espèces nicheuses. Parmi elles, certaines présentent un caractère patrimonial de par leur statut de conservation. Le tableau suivant présente certaines espèces nicheuses recensées localement et qui représentent un enjeu supérieur ou égal à « modéré » d'après la DREAL (Hiérarchisation de 2019).

Tableau 3 : Quelques espèces nicheuses à enjeu recensées sur la commune de Baho ces cinq dernières années

Nom vernaculaire	Protection nationale	Annexe I directive Oiseaux	Liste Rouge Nationale (nicheurs 2016)	Liste Rouge régionale (nicheurs 2015) LR	Enjeu DREAL Occitanie 2019
Cisticole des joncs	Article 3		VU	LC	**MODERE**
Coucou geai	Article 3		LC	EN	**MODERE**
Guêpier d'Europe	Article 3		LC	VU	**MODERE**
Hirondelle rousseline	Article 3		VU	VU	**FORT**
Pic épeichette	Article 3		VU	LC	**MODERE**
Pie-grièche à tête rousse	Article 3		VU	VU	**FORT**

4.3.1.2 Espèces observées

28 espèces ont été observées :

- Alouette lulu
- Bruant proyer
- Bruant zizi
- Circaète Jean-le-Blanc
- Cisticole des joncs
- Cochevis huppé
- Corneille noire
- Etourneau sansonnet
- Faucon crécerelle
- Fauvette mélanocéphale
- Goéland leucophée
- Grive draine
- Hirondelle rustique
- Huppe fasciée
- Hypolaïs polyglotte
- Linotte mélodieuse
- Loriot d'Europe
- Merle noir
- Mésange charbonnière
- Moineau domestique
- Perdrix rouge
- Pie-grièche à tête rousse
- Pigeon ramier
- Pouillot de Bonelli
- Rossignol philomèle
- Rougequeue noir
- Serin cini
- Tarier pâtre

4.3.1.3 Enjeux des espèces observées

Tableau 4 : Enjeux pour les espèces d'avifaune recensées dans la zone d'étude et en périphérie

Nom vernaculaire	Protection nationale	Annexe I directive Oiseaux	Liste Rouge Nationale (nicheurs 2016)	Liste Rouge régionale (nicheurs 2024) Occitanie	Enjeu DREAL Occitanie 2019
Alouette lulu	Article 3	X	LC	LC	**FAIBLE**
Bruant proyer	Article 3		LC	LC	**FAIBLE**
Bruant zizi	Article 3		LC	LC	**FAIBLE**
Circaète Jean-le-Blanc	Article 3	X	LC	NT	**MODERE**
Cisticole des joncs	Article 3		VU	LC	**MODERE**
Cochevis huppé	Article 3		LC	NT	**MODERE**
Corneille noire	-		LC	LC	**NON HIERARCHISE**
Etourneau sansonnet	-		LC	LC	**NON HIERARCHISE**
Faucon crécerelle	Article 3		NT	LC	**FAIBLE**
Fauvette mélanocéphale	Article 3		NT	LC	**MODERE**
Goéland leucophée	Article 3		LC	LC	**FAIBLE**
Grive draine	-		LC	LC	**NON HIERARCHISE**
Hirondelle rustique	Article 3		NT	NT	**MODERE**
Huppe fasciée	Article 3		LC	LC	**MODERE**
Hypolaïs polyglotte	Article 3		LC	LC	**FAIBLE**
Linotte mélodieuse	Article 3		VU	NT	**MODERE**
Loriot d'Europe	Article 3		LC	LC	**FAIBLE**
Merle noir	-		LC	LC	**FAIBLE**
Mésange charbonnière	Article 3		LC	LC	**FAIBLE**
Moineau domestique	Article 3		LC	LC	**FAIBLE**
Perdrix rouge	-		LC	DD	**NON HIERARCHISE**
Pie-grièche à tête rousse	Article 3		VU	VU	**FORT**
Pigeon ramier	-		LC	LC	**NON HIERARCHISE**
Pouillot de Bonelli	Article 3		LC	LC	**FAIBLE**
Rossignol philomèle	Article 3		LC	LC	**FAIBLE**
Rougequeue noir	Article 3		LC	LC	**FAIBLE**
Serin cini	Article 3		VU	LC	**MODERE**
Tarier pâtre	Article 3		NT	NT	**FAIBLE**

4.3.1.4 Synthèse des enjeux pressentis pour l'avifaune

La zone d'étude est une ancienne friche évolutive qui a été labourée durant le printemps 2025. Ce genre de milieu est globalement peu favorable à la nidification de l'avifaune locale. Certaines espèces comme le Cochevis huppé et l'Alouette lulu, inféodées aux milieux ouverts, pourrait néanmoins y trouver des sites de nidification. Cependant les contacts avec ces espèces ont eu lieu dans les milieux périphériques au site. Aucune espèce nicheuse n'a été recensée dans cette parcelle lors des inventaires de 2025.

Ce type de milieux ouverts est en revanche favorable à la chasse des rapaces comme le Faucon crécerelle observé à plusieurs reprises localement et le Circaète Jean-le-Blanc notamment. Soulignons néanmoins la faible surface de la zone d'étude et l'habitat qui limitent l'intérêt du site pour la chasse.

La zone d'étude est bordée de haies buissonnantes favorable à l'avifaune, notamment à la nidification d'espèces à enjeu Modéré telles que la Fauvette mélanocéphale et la Linotte mélodieuse.

De grands Pins sont également présent en bordure du site. Des espèces comme le Serin cini (enjeu Modéré) peuvent y nicher.

Soulignons la nidification probable d'une espèce à Fort enjeu de conservation en périphérie de la zone d'étude : la Pie-grièche à tête rousse. Un mâle a été observé à environ 200m de la zone d'étude dans un secteur très favorable composé de milieux semi-ouverts (haies, vignes et friches). Il est possible que l'espèce vienne ponctuellement chasser dans la zone d'étude, cependant, les habitats les plus favorables sont situés en périphérie.

Ainsi, à l'échelle de la zone d'étude, les secteurs de nidification sont situés au niveau des haies et grands arbres qui la bordent. Les principaux enjeux liés aux espèces inféodées aux milieux ouverts et semi-ouverts (Cochevis huppé, Alouette lulu, Pie-grièche à tête rousse, Cisticole des joncs, etc.) sont localisés en périphérie du site.



Photographie 4 : Haie buissonnante en bordure favorable à la Fauvette mélanocéphale notamment

Les secteurs identifiés en sensibilité forte correspondent aux haies buissonnantes qui bordent la zone d'étude et qui sont favorables à la nidification de passereaux patrimoniaux. U

Les secteurs identifiés en sensibilité modérée correspondent aux pins situés en bordure de la zone d'étude. Ces milieux sont favorables à la nidification de passereaux à enjeu modéré.

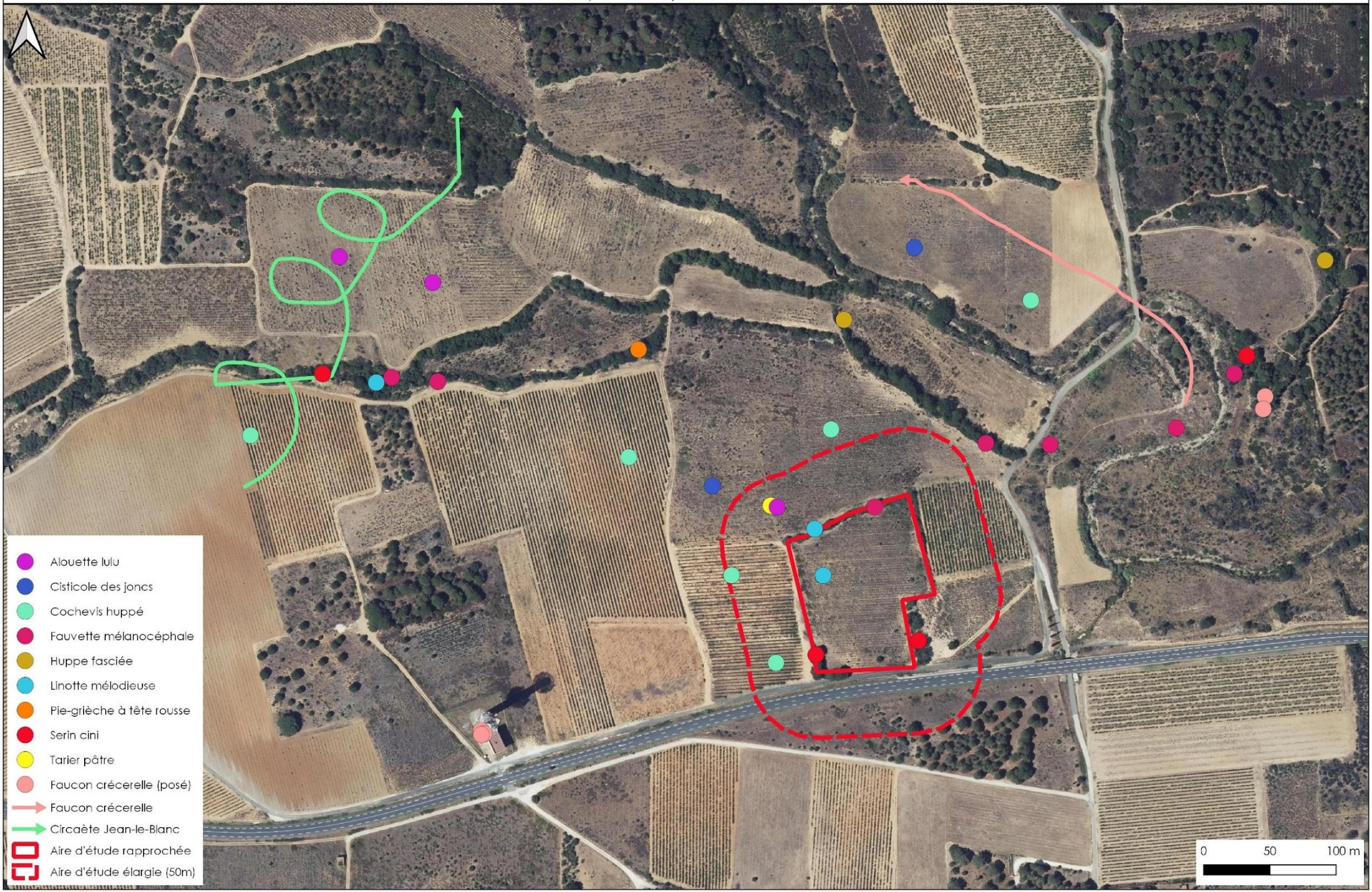
Carte 8 : Avifaune patrimoniale et rapaces

Projet photovoltaïque

Localisation des observations de l'avifaune patrimoniale et des rapaces (contacts sur l'ensemble du suivi)

Sources : Relevés in situ 2025 par Antoine Pujol & Photoaérienne

LETICEEA ENVIRONNEMENT
Bureau d'études
Tél : 06.23.21.00.58 – Fax : 09.57.45.90.99
Mail : l.rodriguez@leticeea.com
www.leticeea.com



4.3.2 Amphibiens[1]

4.3.2.1 Données bibliographiques

7 espèces d'amphibiens sont mentionnées dans la base de données communales dont une à enjeu fort à très fort.

Tableau 5 : Amphibiens recensés sur la commune de Baho

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Protection nationale	Directive Habitat	Liste rouge française	Liste rouge régionale	Déterminance ZNIEFF LR	Enjeu DREAL Occitanie 2019
Epidalea calamita	Crapaud calamite	Art. 2	Ann. IV	LC	LC	-	**FAIBLE**
Discoglossus pictus	Discoglosse peint	-	Ann. IV	Non évalué	Non évalué	Introduit	**INTRODUIT**
Pelophylax perezi / Pelophylax kl. grafi	Grenouille de Pérez / Grenouille de Graf	Art. 3	Ann. V	NT	VU	déterminante stricte	**FORT à TRES FORT**
Pelodytes punctatus	Pélodyte ponctué	Art. 2	-	LC	LC	-	**FAIBLE**
Hyla meridionalis	Rainette méridionale	Art. 2	Ann. IV	LC	LC	-	**FAIBLE**
Triturus marmoratus	Triton marbré	Art. 2	Ann. IV	NT	NT	à critères cortege	**MODERE**
Lissotriton helveticus	Triton palmé	Art. 3	-	LC	LC	-	**FAIBLE**

1 donné du SINP est disponible à l'échelle des aires d'étude rapprochées et élargies du site : la Grenouille de Pérez contactée le 06/03/2011.

4.3.2.2 Espèces observées

Aucune espèce d'amphibien n'a été contactée dans la zone d'étude ainsi qu'en périphérie lors des inventaires de 2025.

4.3.2.3 Synthèse des enjeux pressentis pour les amphibiens

Aucun habitat aquatique n'a été relevé lors des inventaires. La zone d'étude ne comporte ainsi aucune zone favorable à la reproduction d'amphibiens. Le lit d'un cours d'eau est présent à un peu plus de 100m de la zone d'étude mais celui-ci était à sec lors des inventaires. La donnée de Grenouille de Pérez (enjeu fort) qui date de 2011 (SINP) provient probablement de ce cours d'eau.

A l'échelle de la zone d'étude, seuls les murets et haies offrent potentiellement des habitats terrestres à certaines espèces (hivernage). Néanmoins, étant donné l'absence d'habitat de reproduction à proximité, cette potentielle fréquentation est probablement limitée.

[1] Tous les amphibiens sont protégés au niveau national hormis les espèces exotiques envahissantes (arrêté du 08 janvier 2021 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection), néanmoins, les espèces ne présentent pas toutes le même niveau d'enjeu (Cf. Patrimonialité DREAL LR).

4.3.3 Reptiles[2]

4.3.3.1 Données bibliographiques

8 espèces de reptiles sont mentionnées dans la base de données communales. Parmi elles, cinq possèdent un enjeu patrimonial modéré et une possède un enjeu fort.

Tableau 6 : Espèces de reptiles recensées sur la commune de Baho

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Protection nationale	Directive Habitats	Liste rouge française	Liste rouge régionale	Déterminance ZNIEFF LR	Enjeu DREAL Occitanie 2019
Natrix astreptophora	Couleuvre astreptophore	Art. 2	Ann. IV	LC	LC	-	**FAIBLE**
Malpolon monspessulanus	Couleuvre de Montpellier	Art. 3	-	LC	NT	-	**MODERE**
Natrix maura	Couleuvre vipérine	Art. 2	-	LC	LC	-	**MODERE**
Podarcis liolepis	Lézard catalan	Art.2	-	LC	LC	-	**MODERE**
Psammodromus algirus	Psammodrome algire	Art. 3	-	LC	NT	Remarquable	**MODERE**
Psammodromus edwarsianus	Psammodrome d'Edwards	Art. 3	-	NT	VU	déterminante stricte	**FORT**
Chalcides striatus	Seps strié	Art. 3	-	NT	LC	-	**MODERE**
Tarentola mauritanica	Tarente de Maurétanie	Art. 3	-	LC	LC	-	**FAIBLE**

4.3.3.2 Espèces observées

Deux espèces de reptile ont été observées dans la zone d'étude et en périphérie lors des inventaires de 2025. Il s'agit de :

- La Tarente de Maurétanie : Plusieurs individus ont été observés dans la zone d'étude au niveau de murets. Il s'agit d'une espèce typiquement méditerranéenne qui fréquente les milieux anthropisées tels que les villages, les vieilles villes mais aussi les grandes agglomérations. Dans certaines régions plus restreintes, telles que dans les Pyrénées-Orientales et en Provence, la Tarente de Maurétanie se rencontre également hors des villes, dans les vignes, la garrigue, les vergers ou encore les oliveraies (murs de pierre, cabanons, etc.).
- Le Psammodrome algire : Un individu a été observé en bordure d'une zone buissonnante. L'espèce fréquente les milieux buissonnants qui lui offre des abris. On le retrouve ainsi dans les zones de garrigue, les chênaies, les pinèdes, les abords de vignes, etc.

4.3.3.3 Synthèse des enjeux pressentis pour les reptiles

Le centre de la zone d'étude, à savoir une ancienne friche évolutive qui a été labourée durant le printemps 2025, n'est pas favorable aux reptiles. En effet, ces derniers affectionnent les micro-habitats tels que les lisières, zones buissonnantes, murets, etc. où ils trouvent des abris et des zones pour thermoréguler. Une zone labourée n'offre pas ces divers éléments essentiels aux espèces. En revanche, les haies buissonnantes qui bordent le site et qui comportent des murets sont attractives pour diverses espèces dont la tarente de Maurétanie et le Psammodrome algire (espèces contactées lors des inventaires). Certaines espèces comme la Couleuvre de Montpellier sont potentiellement présentes au niveau de ces milieux.

[2] Tous les reptiles sont protégés au niveau national hormis les espèces exotiques envahissantes (arrêté du 08 janvier 2021 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection), néanmoins, les espèces ne présentent pas toutes le même niveau d'enjeu (Cf. Patrimonialité DREAL LR).

Le Psammodrome d'Edwards, espèce à fort enjeu présente sur la commune, n'est pas attendu à l'échelle de la zone d'étude (labour). En revanche, un secteur de friche rase situé en bordure du site est favorable à l'espèce qui est ainsi potentiellement présente dans ce secteur.

La zone d'étude est située dans le zonage PNA du Lézard ocellé, espèce à très fort enjeu de conservation. Si l'espèce n'est pas attendue au niveau de la parcelle de labour, elle pourrait fréquenter les milieux périphériques (murets, haies, vignes et friches, etc.)

Ainsi, à l'échelle de la zone d'étude, les enjeux sont localisés en bordure au niveau des haies et murets ainsi qu'en périphérie plus éloignée.



Photographie 5 : Muret embroussaillé favorable aux reptiles en bordure de la zone d'étude

Les secteurs identifiés en sensibilité forte correspondent :

- aux haies buissonnantes et murets qui bordent la zone d'étude et qui sont favorables au Lézard ocellé (potentialité).
- à la friche située en bordure immédiate de la zone d'étude, potentiellement fréquentée par le Psammodrome d'Edwards.

4.3.4 Mammifères hors chiroptères

4.3.4.1 Données bibliographiques

12 espèces de mammifères terrestres sont mentionnées dans la base de données communales. Parmi elles, certaines possèdent un statut patrimonial de par leur enjeu ou leur protection à l'échelle nationale.

Tableau 7 : Quelques mammifères terrestres patrimoniaux recensés sur la commune de Baho

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Protection nationale	Directive Habitat	Liste rouge française	Déterminance ZNIEFF LR	Enjeu DREAL Occitanie 2019
Erinaceus europaeus	Hérisson d'Europe	Art. 2	-	LC	-	**FAIBLE**
Sciurus vulgaris	Ecureuil roux	Art. 2	-	LC	-	**FAIBLE**
Oryctolagus cuniculus	Lapin de garenne	-	-	NT	-	**MODERE**
Lutra lutra	Loutre d'Europe	Art. 2	Ann. II / IV	LC	Déterminante stricte	**FORT**

4.3.4.2 Espèces observées

Des empreintes de Sanglier ont été découvertes sur le site lors des inventaires de 2025. Cette espèce commune et ubiquiste se retrouve dans tous types de milieux (forêts, milieux agricoles, marais, bocages, garrigue, etc.).

4.3.4.3 Enjeux des espèces observées

Tableau 8 : Enjeux pour les espèces de mammifères hors chiroptères recensées dans la zone d'étude et en périphérie

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Protection nationale	Directive Habitat	Liste rouge française	Déterminance ZNIEFF LR	Enjeu DREAL Occitanie 2019
Sus scrofa	Sanglier	-	-	LC	-	**NON HIERARCHISE**

4.3.4.4 Synthèse des enjeux pressentis pour les mammifères hors chiroptères

Les milieux ouverts présents à l'échelle de la zone d'étude sont favorables à la recherche alimentaire d'espèces communes localement comme le Sanglier, le Lièvre d'Europe ou encore le Renard roux. Aucun gîte n'a été identifié au sein du site et les zones refuge apparaissent limitées. Les enjeux pressentis concernant les mammifères apparaissent globalement faibles à l'échelle de la zone d'étude.

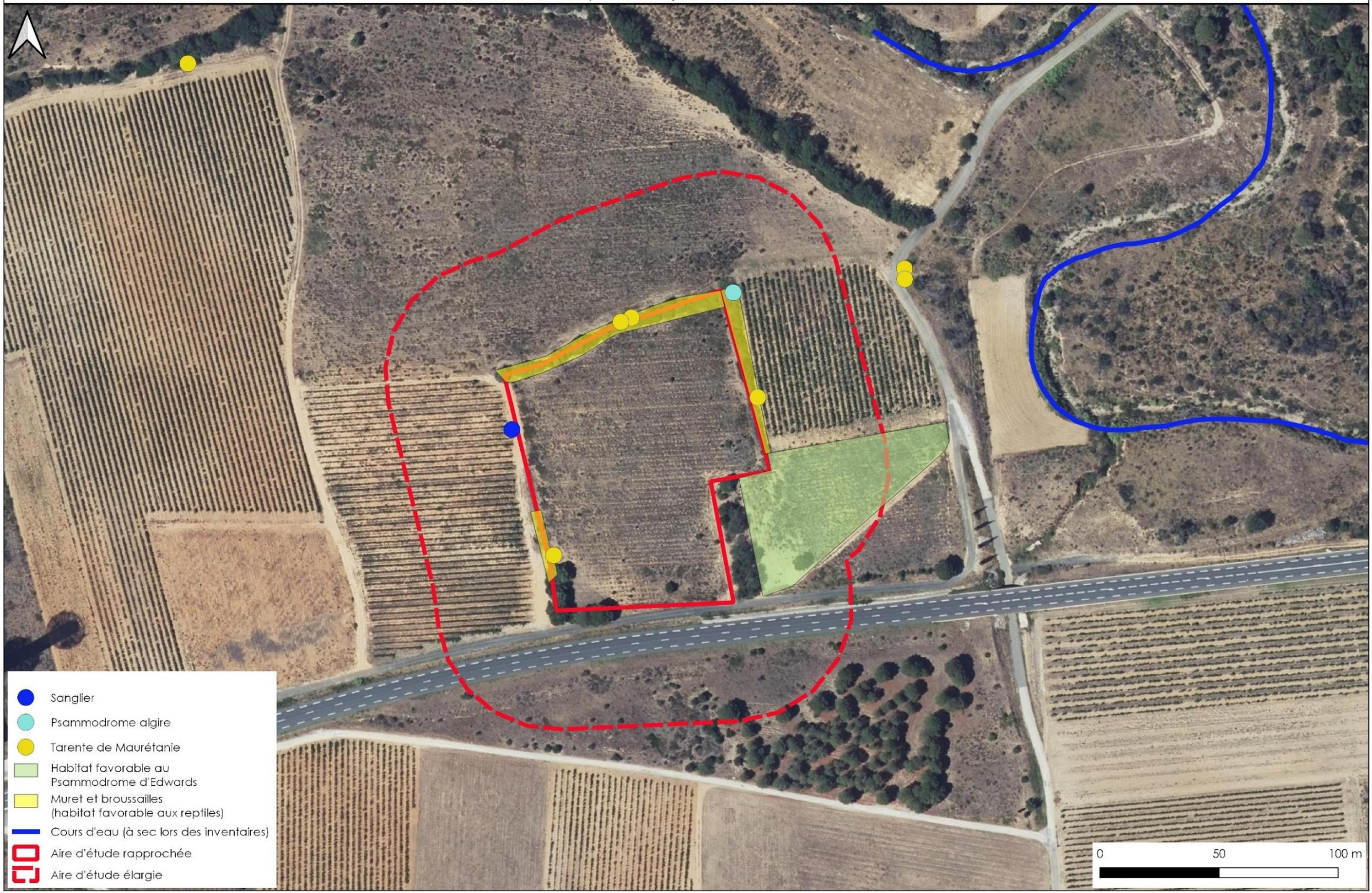
- Carte 9 : Observations de l'herpétofaune et des mammifères hors chiroptères
- Carte 10 : Sensibilité pour l'avifaune, l'herpétofaune et les mammifères (hors chiroptères)

Projet photovoltaïque

Localisation des observations liées à l'herpétofaune et aux mammifères (hors chiroptères)

Sources : Relevés in situ 2025 par Antoine Pujol & Photoaérienne

LETICEEA ENVIRONNEMENT
Bureau d'études
Tél : 06.23.21.00.58 - Fax : 09.57.45.90.99
Mail : l.rodriguez@leticeea.com
www.leticeea.com



Projet photovoltaïque

Synthèse des enjeux (avifaune, herpétofaune et mammifères hors chiroptères)

Sources : Relevés in situ 2025 par Antoine Pujol & Photoaérienne

LETICEEA ENVIRONNEMENT
Bureau d'études
Tél : 06.23.21.00.58 - Fax : 09.57.45.90.99
Mail : l.rodriguez@leticeea.com
www.leticeea.com



4.3.5 Chiroptères[3]

4.3.5.1 Données bibliographiques

Le recueil des données existantes sur la commune de Baho et dans les communes limitrophes du projet mentionnent la présence des espèces suivantes :

Tableau 9 : Données bibliographiques sur les chiroptères

Espèce	Présence potentielle sur la zone étudiée	Baho	Baixas	Saint-Estève	Perpignan	Le Soler
Barbastelle d'Europe	X		x			
Grand rhinolophe	X	x	x		x	
Minioptère de Schreibers	X	x	x		x	
Molosse de Cestoni	X	x	x	x	x	x
Murin de Capaccini	X	x	x			
Murin de Daubenton	X	x	x			
Murin de Grande Taille	X		x			
Murin à oreilles échancrées	X	x	x			
Noctule commune	X				x	
Noctule de Leisler	X	x	x		x	
Oreillard gris	X	x	x			
Oreillard roux	X				x	
Oreillard Non Identifié	X		x			
Petit murin	X		x			
Petit rhinolophe	X		x			
Pipistrelle commune	X	x	x		x	x
Pipistrelle de Kuhl	X	x	x		x	
Pipistrelle de Nathusius	X	x	x		x	
Pipistrelle pygmée	X	x	x		x	x
Sérotine commune	X	x	x		x	
Vespère de Savi	X	x	x		x	

Parmi ces espèces potentielles du site, nous retrouvons 8 espèces inscrites au PNA Chiroptères (et sa déclinaison régionale) présentées en gras dans le tableau ci-dessous. La déclinaison régionale du PNA, ciblant les espèces Rhinolophe euryale, Petit rhinolophe, Grand rhinolophe, Minioptère de Schreibers, Sérotine de Nilsson, Sérotine commune, Oreillard montagnard, Noctule commune, Grande noctule, Noctule de Leisler, Pipistrelle commune, Pipistrelle de Nathusius, Petit murin, Murin de Capaccini, Murin d'Escalera, Murin de Bechstein, prévoit une action de conservation (action 3) vis-à-vis de l'aménagement du territoire et le rétablissement des corridors écologiques, qui intéresse le projet faisant l'objet de ce rapport.

La synthèse des données mentionne 20 espèces dont la présence est potentielle sur la zone d'étude. La Têt et ses boisements rivulaires, qui constituent un cœur de biodiversité majeur à l'échelle des Pyrénées-Orientales pour les Chiroptères est distant de 2 400 m de la zone d'étude. La Têt n'est pas connectée directement avec la zone d'étude, réduisant fortement l'influence de celle-ci sur le cortège chiroptérologique de la zone d'étude.

Le correc de la Bolà passe à 70m de la zone d'étude, sa végétation riveraine boisée lui permet d'avoir le rôle fonctionnel de corridor écologique pour les chiroptères. Ses boisements rivulaires ne semblent pas fournir de gite pour les chiroptères, car ils sont constitués majoritairement de Pin et de feuillus de petites tailles.

La zone d'étude est située dans une plaine viticole, avec un maillage de parcelles cultivées et de friches. Les boisements de Pins visibles à l'Est du site est formé par la pinède de Saint Estève qui ceinture le village dans sa périphérie Nord-Ouest.

[3] Tous les chiroptères sont protégés au niveau national, néanmoins, les espèces ne présentent pas toutes le même enjeu (Cf. Patrimonialité DREAL LR).



Photographie 6 : Vue aérienne des habitats à l'Ouest du site - Hervé Puis (Fractal)



Photographie 7 : Vue aérienne des habitats à l'Est du site - Hervé Puis (Fractal)

A l'échelle de l'aire d'étude éloignée (30 km), le département des Pyrénées-Orientales, abrite de nombreux gîtes utilisés par le Minioptère de Schreibers (mise-bas, hibernation, transit), conférant au département une responsabilité forte pour la conservation de l'espèce. Le Minioptère est capable d'effectuer des déplacements saisonniers de quelques dizaines à quelques centaines de kilomètres entre ses différents gites d'hiver et d'été (en utilisant des gites dit de « transit »). Dans la vallée de la Têt, plusieurs gites de l'espèce sont connus (gite de Canaveilles, gite du barrage de Vinça, gite de Corbère-les-Cabanes, gite de Canohès) ce qui concentre le flux de l'espèce le long du fleuve, formant un axe majeur de déplacements Est/Ouest, alimenté par les colonies de mise-bas et d'hibernation d'enjeu international (inscrits au réseau Natura 2000) situées sur le Canigou (commune d'Estoher – site Natura 2000 du Canigou Conques de la Prestes) et dans les Fenouillèdes (commune de Montalba-le-Château – site Natura 2000 Chiroptères des Pyrénées-Orientales).

4.3.5.2 Diversité spécifique et niveau d'activité relevés

L'inventaire acoustique réalisé sur la période de gestation des chauves-souris, a mis en évidence une richesse spécifique de 8 espèces (pour 222 contacts enregistrés sur 16h d'écoute) sur la zone d'étude : Minioptère de Schreibers, Noctule de Leisler, Oreillard sp, Pipistrelle de Kuhl, Pipistrelle commune, Pipistrelle pygmée, Sérotine commune, Vespère de Savi.

Toutes les espèces françaises de Chiroptères sont protégées. En l'absence de liste rouge des Chiroptères d'Occitanie, pour évaluer le niveau d'enjeu des espèces détectées sur le site on se base sur la référence publiée par la DREAL en 2019 (synthèse des enjeux en LR et en Occitanie), que nous actualisons par l'évaluation des degrés de menaces pour certaines espèces au sein de la région Occitanie (source : J. Penvern, ARB, GCLR, 2023).

Ainsi, parmi les espèces détectées, on note une espèce d'enjeu régional actualisé « Très Fort » : le Minioptère de Schreibers.

Les tendances des populations mesurées par le MNHN (Bas Y, Kerbiriou C & Julien JF, mars, 2024) pour certaines espèces que l'on pouvait considérer comme « commune » retiennent notre attention ici du fait de la baisse significative de leur population à l'échelle française : Pipistrelle commune.

Sur la zone d'étude on peut classer les espèces inventoriées en 3 guildes, ayant des écologies et des caractéristiques ultrasonores équivalentes :

- Long Range Emission ou dites de « plein ciel » : ce sont des espèces évoluant principalement en altitude pour chasser et se déplacer. Sur le site du projet, ce groupe concerne les espèces identifiées suivantes : Vespère de Savi, Noctule de Leisler, Sérotine commune.
- Middle Range Emission ou « flexibles » : ce sont des espèces plastiques qui utilisent de manière plus ou moins opportunistes les ressources alimentaires du milieu qu'elles fréquentent, soit en plein ciel, soit près de la végétation. Pour le site d'étude, ce sont les pipistrelles : Minioptère de Schreibers, Pipistrelles de Kuhl, Pipistrelle commune, Pipistrelle pygmée. Elles exploitent les habitats présents sur un site au gré de l'émergence de la ressource alimentaire.
- Short Range Emission ou dites de « contacts » : ce sont des espèces évoluant près de la végétation. Elles ont besoin d'habitats structurés en linéaires (formant des corridors) plus ou moins étagés (avec des strates buissonnantes à arborées) et/ou avec une topographie du terrain variée pour se déplacer. Les éléments linéaires constituent pour ces espèces des corridors entre les habitats utilisés par les chauves-souris pour s'alimenter (territoire de chasse) et s'abriter (gite). Les linéaires sont aussi utilisés pour chasser, l'activité est alors plus intense. Sur le site, ce groupe concerne les espèces détectées suivantes : Oreillard sp

Le niveau d'activité par espèce est classé selon les intervalles de références publiés par le Muséum National d'Histoire Naturelle. Pour chacune des espèces et pour chacun des points d'échantillonnage nous avons traduit la quantité de contacts identifiés en niveau d'activité. La tableau présente la récurrence du niveau d'activité par espèce sur l'ensemble des points de détection.

Tableau 10Niveau d'activité par espèce

Espèces	Récurrence du niveau d'activité « faible »	Récurrence du niveau d'activité « moyen »	Récurrence du niveau d'activité « fort »	Récurrence du niveau d'activité « Très fort »	Nombre total de détection à l'échelle des points d'écoutes (n=2)	Synthèse de l'utilisation des milieux échantillonnés par espèce
Minioptère de Schreibers	1	0	0	0	1/2	Témoin : rec de la Bolà : transit Vigne en friche : non détecté
Noctule de Leisler	1	0	0	0	1/2	Témoin : rec de la Bolà : transit Vigne en friche : non détecté
Oreillard non identifié	0	1	1	0	1/2	Témoin : rec de la Bolà : transit Vigne en friche : chasse active
Pipistrelle commune	2	0	0	0	2/2	Témoin : rec de la Bolà : chasse Vigne en friche : chasse
Pipistrelle de Kuhl	0	2	0	0	2/2	Témoin : rec de la Bolà : chasse Vigne en friche : chasse
Pipistrelle pygmée	0	2	1	0	2/2	Témoin : rec de la Bolà : chasse Vigne en friche : chasse
Sérotine commune	1	0	0	0	2/2	Témoin : rec de la Bolà : transit Vigne en friche : non détecté
Vespère de Savi	1	0	0	0	1/2	Témoin : rec de la Bolà : non détecté Vigne en friche : transit

L'analyse de la diversité et de l'activité chiroptérologique au regard des habitats présents sur la zone d'étude permettent d'analyser les fonctionnalités écologiques du site, ceci fait l'objet du paragraphe suivant.

4.3.5.3 Habitats de chasse et voies de déplacement

La vigne en friche forme un habitat homogène de 1 ha au sein de la zone d'étude. Quelques buissons épars sont présents ainsi que des jeunes oliviers.

L'échantillonnage de la vigne en friche (PT1), en avril 2025, met en évidence une activité de chasse forte de l'Oreillard, ainsi qu'une activité de chasse « modéré » des pipistrelles.

Afin de comparer cet habitat homogène où de faibles enjeux étaient pressentis, nous avons échantillonné le Rec de la Bolà passant à coté et pouvant attirer une diversité spécifique autre. Nous avons constaté qu'à cette période, la zone témoin près du Rec de la Bolà est plus fréquentée que la zone d'étude, notamment par le Minioptère de Schreibers et de la Noctule de Leisler. Ainsi ces deux espèces doivent probablement passer aussi sur la zone d'étude, même si l'enregistreur posé en avril ne le met pas en évidence.

A noter aussi, que l'Oreillard va favoriser les habitats en friche de la zone d'étude par rapport au cours d'eau. Indiquant, classiquement, sa préférence pour la technique de chasse en glanage au sol sur un milieu ouvert.

Le Niveau d'enjeu de l'habitat « friche herbacée » en avril 2025 est qualifié de MODERE.



Photographie 8 : Habitat échantillonné sur la zone d'étude (friche)



Photographie 9 : Habitats présents sur le point d'échantillonnage témoin hors zone d'étude (rec de la Bolà)

Carte 11 : Diversité spécifique des chiroptères et utilisation des habitats

4.3.5.4 Gîtes

La zone d'étude ne présente aucun gite favorable.

4.3.5.5 Synthèse des enjeux pressentis pour les chiroptères

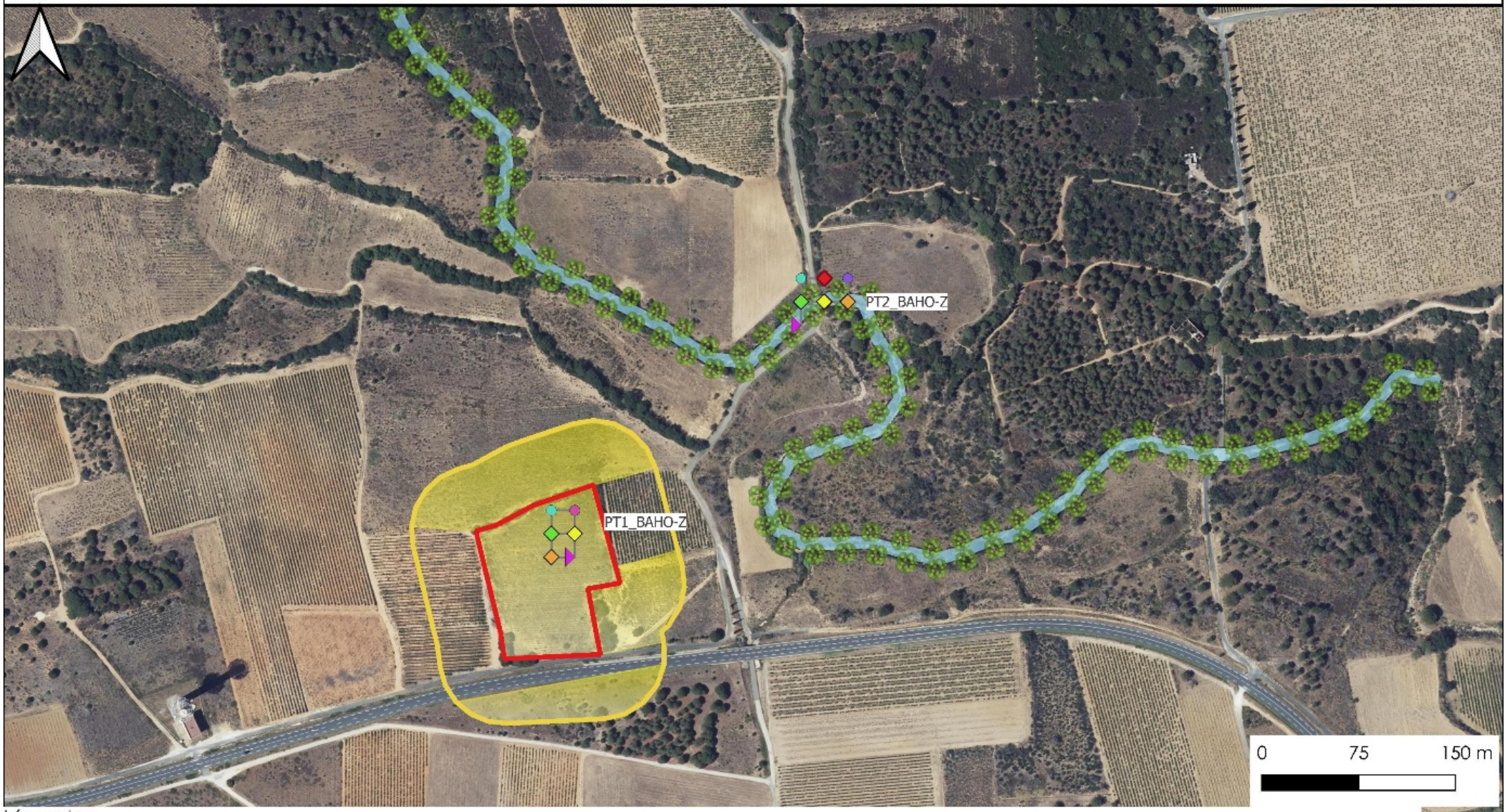
Cf. pages suivantes.

Projet photovoltaïque

CHIROPTERES : diversité spécifique et utilisation des habitats

Source : IGN

LETICEEA ENVIRONNEMENT
Bureau d'études
Tél : 06.23.21.00.58 – Fax : 09.57.45.90.99
Mail : l.rodriguez@leticeea.com
www.leticeea.com



Légende :

- Oreillard sp
- Noctule de Leisler
- Vespère de Savi
- Sérotine commune
- Minioptère de Schreibers
- Pipistrelle commune
- Pipistrelle de Kuhl
- Pipistrelle pygmée

Utilisation des habitats :

Corridor :

- Cours d'eau

Habitat de chasse :

- friche

Aires d'étude:

- Aire d'étude rapprochée
- OLD_Aires d_étude élargie

Tableau 11 : Synthèse des enjeux espèces et habitats d'espèces pour les Chiroptères

Nom vernaculaire	Nom scientifique	Statuts règlementaire des espèces (source DREAL, 2022)			Enjeu Regional Occitanie (DREAL 2019), actu 2025 (symbiose-indicateurs Penvern+MNHN)	Evaluation sommaire de la zone d'étude pour les chiroptères		
		Statut de protection	Statut Natura 2000	Liste rouge UICN France		Sensibilité de l'espèce au projet Projet = «PV»	Type de contacts sur le site	Niveau d'enjeu pressenti pour le site
Minioptère de Schreibers	*Miniopterus schreibersii*	Nationale, article 2	Annexes II et IV	VU	FORT	Non évaluable sur 1 saison	Déplacement Chasse possible	TRES FORT
Noctule de Leisler	*Nyctalus leisleri*	Nationale, article 2	Annexe IV	NT	MODE	Non évaluable sur 1 saison	Déplacement Chasse possible	MODERE
Oreillard sp	*Plecotus sp*	Nationale, article 2	Annexe IV	LC	MODE	Non évaluable sur 1 saison	Déplacement Chasse	MODERE
Pipistrelle commune	*Pipistrellus pipistrellus*	Nationale, article 2	Annexe IV	LC	MODE	Non évaluable sur 1 saison	Déplacement Chasse	MODERE
Pipistrelle de Kuhl	*Pipistrellus kuhlii*	Nationale, article 2	Annexe IV	LC	FAIBLE	Non évaluable sur 1 saison	Déplacement Chasse	FAIBLE
Pipistrelle pygmée	*Pipistrellus pygmaeus*	Nationale, article 2	Annexe IV	LC	MODE	Non évaluable sur 1 saison	Déplacement Chasse	MODERE
Sérotine commune	*Eptesicus serotinus*	Nationale, article 2	Annexe IV	LC	FAIBLE	Non évaluable sur 1 saison	Déplacement Chasse	FAIBLE
Vespère de Savi	*Hypsugo savii*	Nationale, article 2	Annexe IV	LC	MODE	Non évaluable sur 1 saison	Déplacement	MODERE
Barbastelle d'Europe	*Barbastella barbastellus*	Nationale, article 2	Annexes II et IV	LC	MODE	Non évaluable sur 1 saison	BIBLIO	MODERE
Murin de Capaccini	*Myotis Capaccini*	Nationale, article 2	Annexes II et IV	NT	TRFO	Non évaluable sur 1 saison	BIBLIO	TRES FORT
Murin de Daubenton	*Myotis Daubentonii*	Nationale, article 2	Annexe IV	LC	MODE	Non évaluable sur 1 saison	BIBLIO	MODERE
Grand rhinolophe	*Rhinolophus ferrumequinum*	Nationale, article 2	Annexes II et IV	NT	FORT	Non évaluable sur 1 saison	BIBLIO	FORT
Molosse de Cestoni	*Tadarida teniotis*	Nationale, article 2	Annexe IV	LC	FORT	Non évaluable sur 1 saison	BIBLIO	FORT
Noctule commune	*Nyctalus noctula*	Nationale, article 2	Annexe IV	NT	TRFO	Non évaluable sur 1 saison	BIBLIO	FORT
Murin de grande taille	*Myotis cf. myotis*	Nationale, article 2	Annexes II et IV	NT	FORT	Non évaluable sur 1 saison	BIBLIO	FORT
Murin à oreilles échancrées	*Myotis emarginatus*	Nationale, article 2	Annexes II et IV	LC	MODE	Non évaluable sur 1 saison	BIBLIO	MODERE

Nom vernaculaire	Nom scientifique	Statuts règlementaire des espèces (source DREAL, 2022)			Enjeu Regional Occitanie (DREAL 2019), actu 2025 (symbiose-indicateurs Penvern+MNHN)	Evaluation sommaire de la zone d'étude pour les chiroptères		
		Statut de protection	Statut Natura 2000	Liste rouge UICN France		Sensibilité de l'espèce au projet Projet = «PV»	Type de contacts sur le site	Niveau d'enjeu pressenti pour le site
Petit Rhinolophe	*Rhinolophus hipposideros*	Nationale, article 2	Annexes II et IV	LC	MODE	Non évaluable sur 1 saison	BIBLIO	MODERE
Pipistrelle de Nathusius	*Pipistrellus nathusii*	Nationale, article 2	Annexe IV	NT	MODE	Non évaluable sur 1 saison	BIBLIO	MODERE

- Carte 12 : Synthèse des enjeux chiroptères

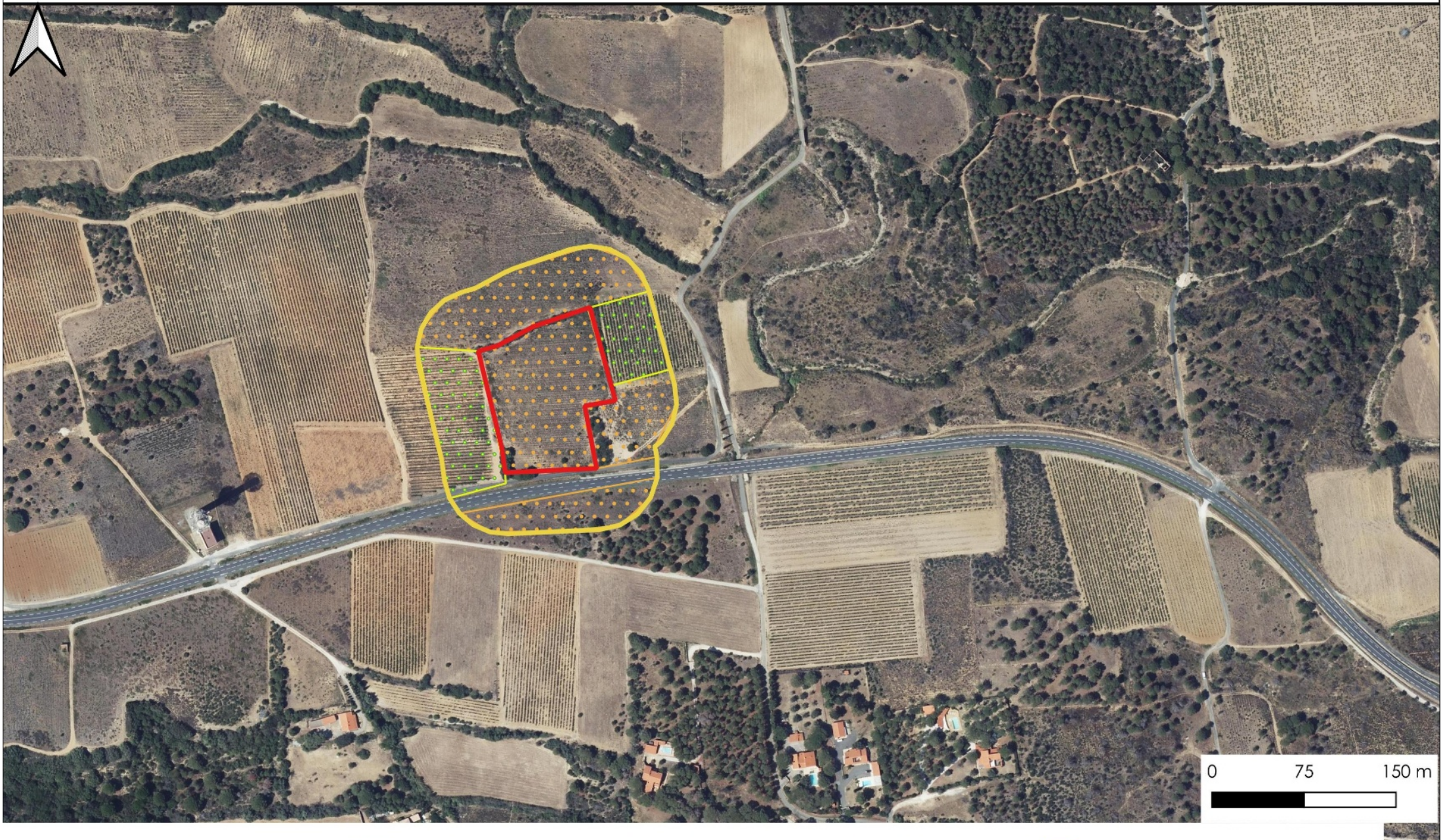
La zone d'étude a un niveau d'enjeu qualifié de Modéré. De ce fait, des mesures de réduction des incidences potentielles sur les chiroptères sont préconisées (cf. chapitre 5 « Préconisations pour éviter et réduire les effets négatifs potentiels du projet sur le milieu naturel » en page 45 et suivantes).

Projet photovoltaïque

CHIROPTERES : niveux d'enjeux pressentis des habitats

Source : IGN

LETICEEA ENVIRONNEMENT
Bureau d'études
Tél : 06.23.21.00.58 – Fax : 09.57.45.90.99
Mail : l.rodriguez@leticeea.com
www.leticeea.com



Niveau d'enjeu des habitats de chasse
MODERE
FAIBLE

Aires d'étude
Aires d'étude rapprochée
OLD_Aires d'étude élargie

4.3.6 Invertébrés

4.3.6.1 Lépidoptères

Concernant les Lépidoptères (papillons de jour), la grande majorité des espèces contactées sont assez abondantes dans la région et dans les Pyrénées-Orientales telles que l'Argus vert *Callophrys rubi,* Vulcain *Vanessa atalanta*, Souci *Colias crocea*, Citron de Provence *Gonepteryx cleopatra*, Mégère *Lasiommata megara*, etc. **Aucun lépidoptère protégé n'a été relevé dans l'aire d'étude rapprochée.**

4.3.6.2 Odonates

Les Odonates représentent un élément important des écosystèmes aquatiques. Comme prédateurs à tous les états actifs, ils jouent un rôle non négligeable dans la régulation d'une partie de la faune de ces biotopes. Comme proies, ils contribuent au maintien et au développement d'autres espèces animales. Leur présence est donc un indice sur la richesse faunistique des eaux douces.

Sur le territoire communal, les données bibliographiques notent la présence des espèces protégées suivantes : Agrion de Mercure *Coenagrion mercuriale* et Oxycordulies à corps fin *Oxygastra curtisii*.

Aucune espèce commune n'a été observée, l'aire d'étude rapprochée étant dépourvu de milieux aquatiques pérennes, le groupe présente peu de potentialités spécifiques.

4.3.6.3 Coléoptères et Orthoptères

Concernant les Coléoptères, il s'agit du groupe taxonomique le plus important en nombre d'espèce. Le récent catalogue des Coléoptères de France recense plus de 12 500 taxons dans notre pays. À l'instar de la majorité des expertises entomologiques portant sur des groupes faunistiques délicats, la détermination des Coléoptères ne peut que très rarement être réalisée in situ, en dehors de quelques taxons ne posant pas de problèmes d'identification particuliers, ceci autant pour des raisons matérielles (obligation de faire appel à un dispositif optique performant), que scientifiques (rigueur et difficulté des déterminations qui nécessitent très souvent une dissection). Le département des Pyrénées-Orientales abrite plusieurs espèces de Coléoptères protégés (Grand capricorne *Cerambix cerdo*, Rosalie des Alpes *Rosalia alpina*, …). Les espèces protégées sont, par contre, reconnaissables à vue et ne nécessitent ni prélèvements ni manipulations. Les Coléoptères recensés sont des espèces communes à l'échelle de la région et du département. Aucune espèce contactée ne représente un enjeu.

Concernant les Orthoptères, avec près de 230 espèces en France, ils sont régulièrement employés dans les études portant sur les écosystèmes, que ce soit en matière de potentialités alimentaires pour l'avifaune présente, d'écologie du paysage ou de gestion des milieux. En effet, les Orthoptères (criquets, sauterelles, grillons ...), animaux dont la biomasse est, en général, importante dans les systèmes prairiaux, sont sensibles aux modifications de la structure végétale et représentent donc de bons indicateurs des perturbations anthropiques sur les milieux ouverts. Les Orthoptères recensés sont essentiellement des espèces communes ou des espèces ubiquistes tels que le Criquet cendré *Locusta migratoria migratorioides.*

4.3.6.4 Synthèse des enjeux pressentis pour les invertébrés

Les espèces détectées et potentielles sont communes localement. L'enjeu pour ce groupe taxonomique est Faible.

5 IMPACTS BRUTS PRESSENTIS DU PROJET

Tableau 12 : Impacts bruts pressentis

TAXON	ENJEUX PRESSENTIS	IMPACTS BRUTS PRESSENTIS	NIVEAU D'IMPACTS BRUTS PRESSENTIS DU PROJET
Habitats naturels et Flore	Friches à probable évolution vers un faciès de pelouses sèches d'intérêt communautaire : Modéré durant notre étude, la fricheévolutive a été labourée : Faible	Destruction des habitats naturels	**Faible**
Avifaune	Haies et pins : Modéré Friche labourée : Faible	Destruction d'individus	**Modéré**
		Destruction d'habitat de reproduction	
		Impact des OLD	
		Dérangement en phase travaux	
		Perte de territoire de Chasse/alimentation	**Faible**
Batrachofaune	Très Faible	Destruction d'habitat de reproduction	**Très Faible**
		Destruction d'habitat terrestre (hivernage)	
		Destruction d'individu	
Reptiles	Friche labourée : Très Faible Haies/pierriers : Modéré	Destruction d'habitat	**Modéré à Fort**
		Destruction d'individu et dérangement en phase travaux	
Mammifères hors chiroptères	Faible	Destruction d'habitat et d'individu	**Faible**

Chiroptères	Modéré Minioptère de Schreibers et toutes les autres espèces d'enjeux modéré à faible	Destruction d'habitat de chasse	**Modéré**
	Modéré Toutes les autres espèces d'enjeux modéré à faible	Perturbation des corridors de déplacement	**Faible**
	Aucune espèce concernées	Destruction de Gîtes	**Nul**
Invertébrés	Faible	Destruction des habitats naturels	**Faible**

6 PRECONISATIONS POUR EVITER ET REDUIRE LES EFFETS NEGATIFS POTENTIELS DU PROJET SUR LE MILIEU NATUREL

La séquence Eviter – Réduire – Compenser, dite ERC, est apparue en France en 1976 avec la loi du 10 juillet relative à la protection de la nature. Puis, le cadre législatif a évolué du fait de la transposition du droit communautaire en droit français, de la loi Grenelle II en 2010, de la Loi Biodiversité en 2016, etc.

Ainsi, dès la conception de leur projet, les maîtres d'ouvrage doivent définir les mesures adaptées pour éviter, réduire et, lorsque cela est nécessaire et possible, compenser leurs impacts négatifs notables/significatifs sur l'environnement.

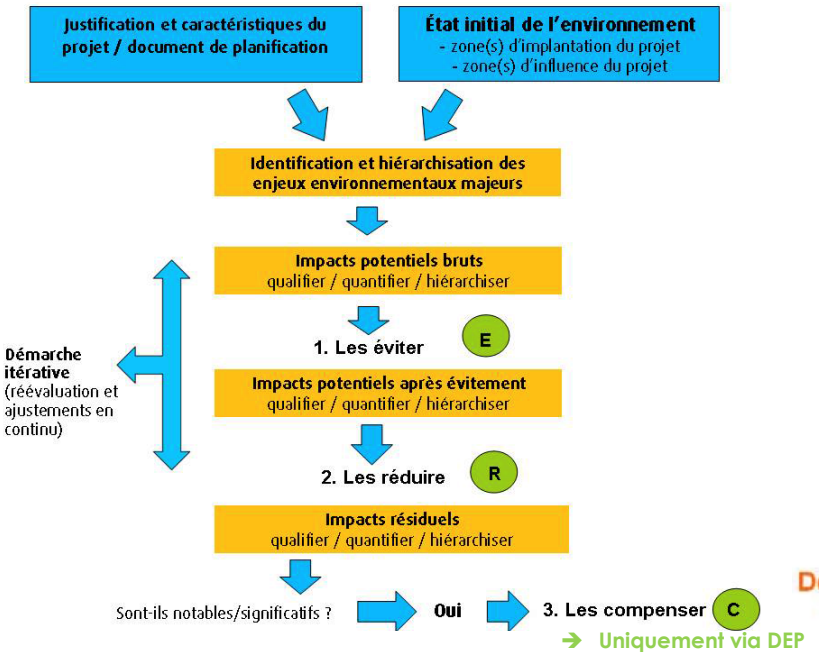


Figure 1 : Séquence « Eviter, Réduire et Compenser »

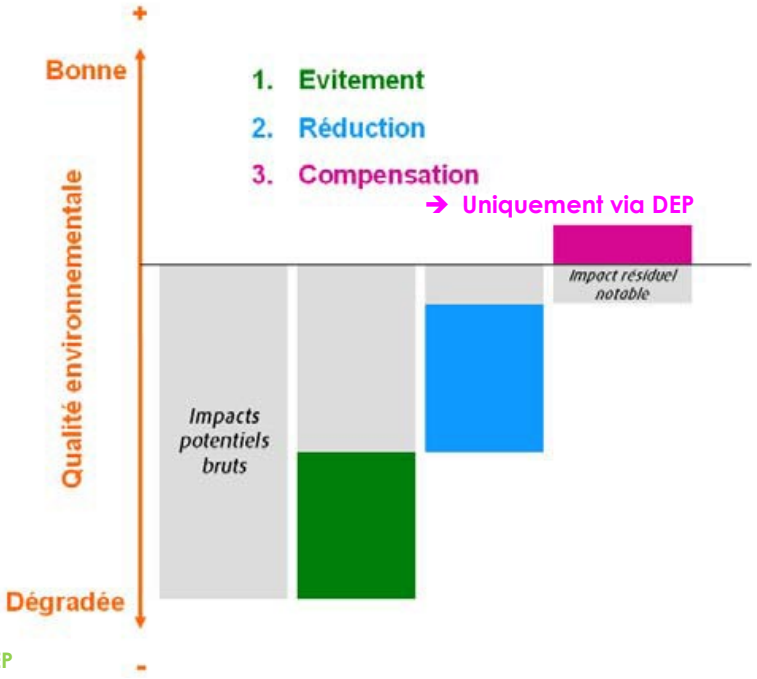


Figure 2 : Bilan écologique de la séquence « Eviter, Réduire et Compenser »

Les impacts du projet entraînant une dégradation de la qualité environnementale, la meilleure façon de protéger la nature est de s'attacher, en premier lieu, à **éviter** ces impacts. Dès lors que les impacts négatifs sur l'environnement n'ont pu être pleinement évités, il convient de **réduire** la dégradation restante par des solutions techniques :

- spécifiques à la phase de chantier (comme l'adaptation de la période de réalisation des travaux pour éviter la période de nidification de certaines espèces) ;
- spécifiques au projet lui-même (comme la mise en place de plantations permettant de conserver des continuités écologiques).

En dernier recours, si des impacts négatifs significatifs persistent, des mesures compensatoires doivent être entreprises pour apporter une contrepartie positive « en nature ».

La valeur écologique de certaines composantes de l'aire d'étude rapprochée appelle une certaine vigilance en termes de protection de l'environnement.

6.1 Mesures d'évitement des incidences

6.1.1 ME01 - Adaptation de la conception du projet

- Limiter, tant que faire se peut, la distance entre le cœur de parc et la lisière, c'est-à-dire construire des centrales de forme allongée.
- Limiter les effets de pièges sensoriels (confusion avec un habitat aquatique, collision) en espaçant au maximum les inter-rangées.

6.1.2 ME02 - Adaptation de l'emprise du projet Evitement des zones à enjeu Fort

Aucune atteinte ne devra être portée aux haies, murets et bosquets de pins présents en bordure de la parcelle (enjeux forts et modérés). Cf. carte 10 « Sensibilité pour l'avifaune, l'herpétofaune et les mammifères (hors chiroptères) ». Une zone tampon de 5 m entre les haies périphériques et les premiers panneaux PV sera conservée.

La friche favorable au Psammodrome d'Edwards située à l'extérieure du site ne devra pas être impactée non plus lors des travaux, une attention particulière sera notamment portée à l'accès au chantier, aux bases de vie de chantier et au passage des véhicules.

6.1.3 ME03 - Adaptation de l'emprise du chantier

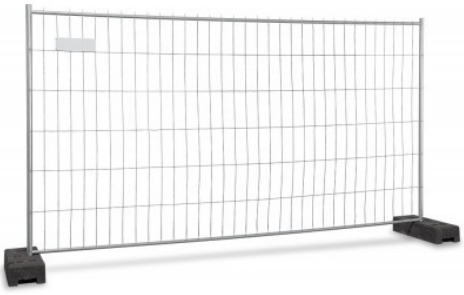
Afin de limiter les atteintes sur les milieux périphériques à la zone d'étude lors de la phase de travaux, les emprises de chantier seront réduites à leur strict minimum et devront impérativement être contenues dans la zone d'étude. Ainsi, les habitats naturels situés en bordure extérieure du site devront être parfaitement conservés et en aucun cas impactés.

En phase de travaux, mes mesures adéquates pour éviter toute incidence sur les zones écologiques périphériques consistent à adapter les caractéristiques techniques des installations de chantier et à matérialiser le périmètre. **Ainsi, avant démarrage des travaux, un plan d'installation de chantier devra être réalisé** et comprendra notamment : l'emplacement des installations et matériels et les zones de circulation des engins. Ce plan sera soumis par la Maître d'Ouvrage à un écologue qui le visera et le validera ou indiquera les modifications à apporter. Après visa du plan d'installation de chantier, et préalablement à l'ouverture du chantier, l'emprise des installations devra être délimitée et balisée à l'aide d'une clôture souple ou mobile de 1 à 2 m de hauteur.

De ce fait, l'emprise du chantier devra être strictement limitée à la zone de travaux.

Les activités auxiliaires du chantier devront être localisées au sein de la zone d'emprise délimitée, de manière à ne pas induire d'impact direct ou indirect sur les éléments périphériques. Les plates-formes techniques, installations de chantiers provisoires (aire de vie), zones de stockage des engins de chantier, parking, zones de stockage des matériaux, etc. devront être compris dans cette emprise.

L'itinéraire de circulation des engins et des véhicules de chantier devra respecter un plan de circulation strict de sorte à ne pas induire d'impacts directs ou indirects sur les milieux proches. Les véhicules ne devront pas s'écarter des accès définis.





Figures 3 : Exemple de clôture mobile pour le balisage de l'aire de chantier

6.2 Mesures de réduction des incidences en phase de chantier

6.2.1 MR01 - Adaptation du planning du chantier

Concernant les travaux de défrichages de l'emprise, afin d'éviter la destruction d'individus et de réduire le dérangement sur les différentes espèces (avifaune et herpétofaune notamment), il est préconisé de réaliser ces travaux hors période de plus forte sensibilité.

Concernant l'avifaune, cette mesure vise ainsi à éviter le dérangement et la destruction de nichées au cours de la période de reproduction, période cruciale dans le déroulement du cycle biologique des oiseaux. Ainsi, la période à éviter en ce qui concerne les travaux de défrichement et de terrassement est comprise entre mars et fin-juillet, couvrant ainsi la période de reproduction des espèces ainsi que l'élevage des jeunes.

Concernant la petite faune, la période de plus forte sensibilité concerne en particulier les reptiles et correspond à la période de reproduction et d'hivernage. Néanmoins, dans la mesure où les haies et murets ne sont pas concernés par des travaux, le risque de destruction d'individus est très faible au niveau de la parcelle labourée (milieu peu favorable aux reptiles).

Les périodes de chantier les plus sensibles pour les espèces patrimoniales présentes sont résumées ci-après :

Tableau 13 : Sensibilité temporelle des différents taxons présents sur la zone d'étude

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Avifaune												
Reptiles												

Légende : rouge : période sensible, travaux à proscrire ; jaune : période à éviter si possible ; vert : période non sensible, travaux possibles

Ainsi, afin de limiter les incidences, le démarrage des travaux de débroussaillements et défrichements (décapage de la zone de travaux) devront être privilégiés entre début aout et fin octobre.

Une fois les travaux susceptibles d'impacter des spécimens terminés, et les habitats de repos ou de reproduction potentiels rendus défavorables sur les surfaces de chantier, zones « décapées » et surtout investiguées par le matériel de chantier, les travaux pourront alors se poursuivre et être réalisés sans contrainte particulière de calendrier.

6.2.2 MR02 - Limitation de l'attractivité de la zone de chantier pour les amphibiens

Certaines espèces d'amphibiens sont capables de coloniser rapidement des milieux remaniés. Afin d'éviter la création de sites de pontes favorables en phase de chantier, les éventuelles ornières créées par les engins devront être régulièrement comblées. Ce comblement pourra être réalisé à partir des matériaux extraits sur place ou par l'apport de sable.

6.2.3 MR03 - Mise en place d'un chantier « vert »

Afin de réduire les risques de pollutions accidentelles, notamment par les hydrocarbures et les huiles issues des engins de chantier, **des précautions seront prises et inscrites dans le cahier des charges des entreprises retenues** :

- Les engins et véhicules de chantier ne seront pas stationnés en dehors des zones déjà utilisées pour l'exploitation des serres limitrophes. Les hydrocarbures ne seront pas stockés sur la zone de chantier. Les réservoirs des engins de chantier qui seront remplis sur site le seront uniquement à l'aide de pompes à arrêt automatique. Le ravitaillement des engins

sera effectué autant que possible à l'extérieur du site. Les huiles usagées des vidanges ainsi que les liquides hydrauliques éventuels seront récupérés, stockés puis évacués dans des réservoirs étanches et conformément à la législation en vigueur.

- Les eaux usées du chantier seront traitées, y compris l'eau des sanitaires (WC / sanitaire chimique, pompage par entreprise spécialisée).
- Tous matériaux et fournitures utilisés sur le chantier seront entreposés avec soin, si possible à l'abri des dégradations et des intempéries, de sorte à ne pas risquer de polluer les sols ni de générer des ruissellements polluants.
- Les déchets des éventuelles opérations de défrichement ne devront pas être brulés sur place, ils seront exportés et brûlés dans un lieu adapté, hors site. La collecte et le tri des déchets seront obligatoires.
- Aucun grand arbre ne sera concerné par le projet. S'il s'avérait nécessaire, l'emploi de produits chimiques de dévitalisation ne devra être utilisé qu'exceptionnellement, en accord avec le maître d'ouvrage, en utilisant une préparation homologuée pour le respect de la faune. Les modes d'utilisation et les précautions d'emplois fournis par le fabricant devront être respectés.
- Un plan d'alerte et d'intervention en cas de pollution accidentelle devra être mis en place afin de pallier à toute pollution du sol et des eaux. Des kits antipollution devront être disponibles sur le chantier.
- Les apports de matériaux (pierres, terres, etc.) exogènes seront évités au maximum, afin de limiter le développement de plantes invasives. En outre, il est préconisé d'utiliser des substrats non pollués, pauvres en substances nutritives et appropriés aux conditions pédologiques du site.
- Aucun éclairage ne sera mis en place, les travaux seront réalisés de jour uniquement.

6.3 Mesures de réduction des incidences en phase d'exploitation

6.3.1 MR04 - Clôture perméable à la faune

Afin de permettre à la petite faune, notamment les reptiles et les petits mammifères (Lapin de garenne présent sur le site), de traverser le site, la mise en place d'une clôture perméable à ces espèces sera effectuée.

Pour cela, deux solutions sont possibles :

- Mise en place d'un grillage avec passage à faune tous les 30 m (ouverture au ras du sol de 20 cm x 20 cm) ;
- Mise en place d'un grillage surélevé de 20 cm par rapport au sol sur toute sa longueur.

Dans tous les cas, le maillage du grillage devra être assez large (minimum 10cm de côté).

6.3.2 MR05 - Adaptation des éclairages au sein du projet pour les chiroptères

Il s'agira d'éviter l'éclairage du parc, mais si un éclairage est indispensable sur le local technique, le prévoir à détection de mouvement avec un déflecteur vers le bas.

6.3.3 MR06 - Gestion de la végétation

6.3.3.1 Au sein du parc

Il s'agira de mettre en place une gestion favorisant au mieux le maintien des habitats naturels par l'évolution naturelle du site,

Aucun produit phytosanitaire ne devra être utilisé sur le site photovoltaïque.

Il s'agira de favoriser la gestion de la végétation par le pâturage d'ovins et d'éviter la fauche.

En cas de fauche nécessaire, l'entretien de cette végétation devra être réalisé hors période de nidification et en tenant compte des contraintes liées au fonctionnement du parc. Ainsi, il sera possible de réaliser deux fauches annuelles, l'une en janvier/février et l'autre à partir du 15 juillet.

Il s'agira également de favoriser une gestion différenciée pour avoir toujours une zone disponible avec de la végétation « haute » (herbacée à maturité si les OLD le permettent) et en floraison :

- Zones en lisière: fauche 1 fois par an de la végétation spontanée ;
- Zone des inter-rang : fauche 2x/an de la végétation spontanée : premier passage pour la fauche mécanique en janvier/février et second passage en juillet/août.

6.3.3.2 Dans la zone des OLD

En lien avec la prévention des incendies, un débroussaillement périphérique sera réalisé autour du parc sur un rayon de 50 m. Cet entretien, qui durera tout au long de la phase d'exploitation du parc, devra être réalisé hors période de sensibilité pour la faune (éviter la période de mars à juillet). L'utilisation de produits phytosanitaires sera proscrite tant au sein qu'en périphérie du parc.

6.3.4 MR07 - Pose de nichoirs

Une mesure simple à mettre en place permettra d'augmenter le potentiel d'accueil du site pour l'avifaune sera la pose de deux nichoirs installés au sein du parc, fixés sur les poteaux des deux tours à chiroptères prévues.

Les nichoirs sélectionnés devront comporter un orifice compris entre 6 et 7 centimètres de diamètre de manière à ce qu'il puisse être occupé par différentes espèces cibles comme la Huppe fasciée, le Petit-duc scops ou encore la Chevêche d'Athéna.

En effet, au regard des habitats présents, ces espèces sont susceptibles de coloniser le site dans la mesure où des sites de nidification appropriés sont présents.

Pour une meilleure durabilité, ces nichoirs devront être en béton de bois (durée de vie minimale de 20 ans). Un modèle qui répond aux exigences de ces espèces est disponible en vente auprès de la LPO (Nichoir Schwegler 1CGA - Ø 65 mm).



Figure 4 : Nichoir Schwegler pour Chevêche d'Athéna, Petit-duc scops, Huppe fasciée et Rollier d'Europe (source : lpo.fr)

Une fois par an, en octobre, un entretien des nichoirs devra être effectué. Celui-ci aura lieu après la saison de reproduction, en octobre. Après avoir vérifié que le nichoir n'est bien plus occupé, ce dernier devra être vidé (ancien nid, matériaux, coquilles d'œufs, etc.) et ses parois intérieures seront frottées avec une brosse métallique.

6.3.5 MR08 - Mise en place d'hibernaculum

La mise en place d'un hibernaculum est une mesure simple et peu coûteuse qui permet d'offrir un micro-habitat favorable à l'herpétofaune locale.

Deux hibernaculums seront installés au sein du parc, dans des secteurs ensoleillés.

Divers matériaux trouvés sur place lors des travaux seront utilisés (branches, troncs, pierres, etc.). Un écologue sera présent lors de la confection de ces abris (conseils pour la localisation et la confection).

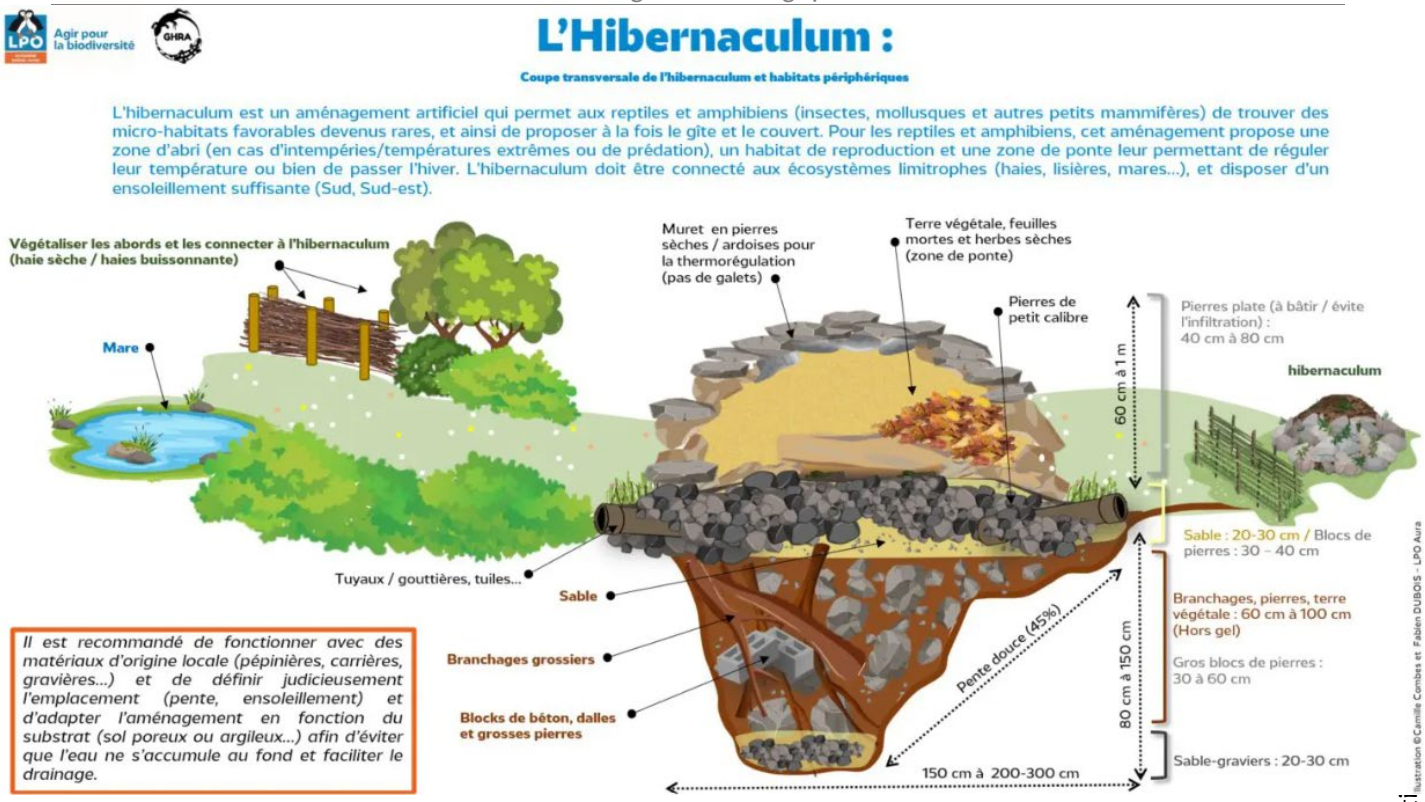


Figure 5 : Exemple d'hibernaculum

Carte 13 : Localisation des hibernaculums proposés

Préconisations pour éviter et réduire les effets négatifs potenti

Projet photovoltaïque

Localisation des hibernaculums prévus

Sources : Photoaérienne

LETICEEA ENVIRONNEMENT
Bureau d'études
Tél : 06.23.21.00.58 – Fax : 09.57.45.93.99
Mail : l.rodriguez@leticeea.com
www.leticeea.com



6.4 Synthèse des préconisations et bilan des impacts résiduels pressentis

Tableau 14 : Synthèse des préconisations

Type de mesure	Intitulé de la mesure	
Evitement par la conception du projet	Mesure d'évitement ME01	Adaptation de la conception du projet
	Mesure d'évitement ME02	Adaptation de l'emprise du projet
Evitement en phase de chantier	Mesure d'évitement ME03	Adaptation de l'emprise du chantier
Réduction en phase de chantier	Mesure de réduction MR01	Adaptation du planning du chantier
	Mesure de réduction MR02	Limitation de l'attractivité de la zone de chantier pour les amphibiens
	Mesure de réduction MR03	Mise en place d'un chantier « vert »
Réduction en phase d'exploitation	Mesure de réduction MR04	Clôture perméable à la faune
	Mesure de réduction MR05	Adaptation des éclairages au sein du projet pour les chiroptères
	Mesure de réduction MR06	Gestion de la végétation Au sein du parc et dans la zone des OLD
	Mesure de réduction MR07	Pose de nichoirs
	Mesure de réduction MR08	Mise en place d'hibernaculum

Les mesures préconisées dans ce rapport ont vocation à réduire les impacts résiduels du projet à un niveau d'incidence faible permettant à priori d'éviter l'élaboration d'un dossier de demande de dérogation pour destruction d'espèces ou d'habitats d'espèces protégées.

Les sites Natura 2000 les plus proches (dont la Z.S.C. n°FR9102001 « Friches Humides de Torremilla ») se situent à environ 3,4 km au Nord-Est.

La Directive Habitats 92/43/Cee du 21 mai 1992 relative à la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore vise à assurer la préservation de la diversité biologique européenne par des mesures qui tiennent compte des exigences économiques, sociales et culturelles, ainsi que des particularités régionales et locales.

La Directive Oiseaux 79/409/CEE du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages vise à maintenir la population de toutes les espèces d'oiseaux visées à l'article 1er à un niveau qui corresponde notamment aux exigences écologiques, scientifiques et culturelles, compte tenu des exigences économiques et récréationnelles.

Ces deux Directives n'interdisent donc pas la conduite de nouvelles activités sur un site Natura 2000, mais permettent de s'assurer que les projets ne portent pas atteinte à l'intégrité des sites Natura 2000.

Sur un site Natura 2000, les incidences d'un projet doivent être considérées au regard des objectifs de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire pour lesquels le site a été désigné.

Il peut donc être avancé qu'aucun seuil d'effet significativement dommageable n'étant atteint pour les espèces et les habitats ayant justifié la désignation des sites Natura 2000 les plus proches, leur conservation n'est pas mise en danger par le projet.

Tableau 15 : Bilan des impacts résiduels pressentis

TAXON	ENJEUX PRESSENTIS	IMPACTS BRUTS PRESSENTIS	NIVEAU D'IMPACTS BRUTS PRESSENTIS DU PROJET	MESURES D'EVITEMENT	MESURES DE REDUCTION	NIVEAU D'IMPACTS RESIDUELS PRESSENTIS
Habitats naturels et Flore	Friches à probable évolution vers un faciès de pelouses sèches d'intérêt communautaire : Modéré durant notre étude, la fricheévolutive a été labourée : Faible	Destruction des habitats naturels	**Faible**		• Maintien d'une strate herbacée naturelle au sein du parc	**Très faible**
Avifaune	Haies et pins : Modéré Friche labourée : Faible	Destruction d'individus	**Modéré**	• Phasage du chantier en dehors de la période sensible • Eviter les haies et les Pins en bordure de parcelles		**Faible**
		Destruction d'habitat de reproduction			• Pose de nichoirs	
		Impact des OLD			• Planning adapté des OLD	
		Dérangement en phase travaux				
		Perte de territoire de Chasse/alimentation	**Faible**		• Maintien d'une strate herbacée au sein du parc	

isations pour éviter et réduire les effets négatifs potentiels du projet sur le milieu naturel

TAXON	ENJEUX PRESSENTIS	IMPACTS BRUTS PRESSENTIS	NIVEAU D'IMPACTS BRUTS PRESSENTIS DU PROJET	MESURES D'EVITEMENT	MESURES DE REDUCTION	NIVEAU D'IMPACTS RESIDUELS PRESSENTIS
Batrachofaune	Très Faible	Destruction d'habitat de reproduction	**Très Faible**	• Eviter les haies et les Pins en bordure de parcelles • Phasage du chantier en dehors de la période sensible		**Négligeable**
		Destruction d'habitat terrestre (hivernage)			• Mise en place de deux hibernaculums	
		Destruction d'individu			• Comblement des éventuelles ornières de chantier	
Reptiles	Friche labourée : Très Faible Haies/pierriers : Modéré	Destruction d'habitat	**Modéré à Fort**	• Eviter les haies et les Pins en bordure de parcelles • Phasage du chantier en dehors de la période sensible	• Maintien d'une strate herbacée au sein du parc • Mise en place de deux hibernaculums	**Très faible**
		Destruction d'individu et dérangement en phase travaux				
Mammifères hors chiroptères	Faible	Destruction d'habitat et d'individu	**Faible**	• Eviter les haies et les Pins en bordure de parcelles • Phasage du chantier en dehors de la période sensible	• Clôture « perméable » avec maille large	**Très Faible**

TAXON	ENJEUX PRESSENTIS	IMPACTS BRUTS PRESSENTIS	NIVEAU D'IMPACTS BRUTS PRESSENTIS DU PROJET	MESURES D'EVITEMENT	MESURES DE REDUCTION	NIVEAU D'IMPACTS RESIDUELS PRESSENTIS
Chiroptères	Modéré Minioptère de Schreibers et toutes les autres espèces d'enjeux modéré à faible	Destruction d'habitat de chasse	**Modéré**	• Eviter les éclairages du parc	• Phasage du chantier en dehors de la période sensible • Limiter la distance entre le cœur de parc et la lisière, c'est-à-dire construire des centrales de forme allongée. • Limiter les effets de pièges sensoriels (confusion avec un habitat aquatique, collision) en espaçant au maximum les inter-rangées. • Protection des habitats lors des travaux • Maintien et renforcer la strate herbacée au sein du parc • Maintenir les éléments arborés dans leur intégralité en bordure du site	**Faible**

TAXON	ENJEUX PRESSENTIS	IMPACTS BRUTS PRESSENTIS	NIVEAU D'IMPACTS BRUTS PRESSENTIS DU PROJET	MESURES D'EVITEMENT	MESURES DE REDUCTION	NIVEAU D'IMPACTS RESIDUELS PRESSENTIS
					• Gestion de la végétation (herbacée, arbustive et arborée) adaptée pour maintenir une ressource en insectes proies	
	Modéré Toutes les autres espèces d'enjeux modéré à faible	Perturbation des corridors de déplacement	**Faible**	• Eviter les éclairages du parc	• Implantation des premiers panneaux PV à une distance de 5 m de la lisière des haies	**Très faible**
	Aucune espèce concernées	Destruction de Gîtes	**Nul**			**Nul**
Invertébrés	Faible	Destruction des habitats naturels	**Faible**		• Maintien d'une strate herbacée au sein du parc • Eviter les haies et les Pins en bordure de parcelles	**Très faible**

7 METHODOLOGIE

7.1 Méthodologie globale

Lors de la première phase, une recherche bibliographique permet de recueillir une somme importante d'informations pour identifier les enjeux faunistiques et floristiques connus sur le secteur.

Le recueil de données bibliographiques a notamment été appuyé par une consultation de :

Tableau 16 : Phase de consultations bibliographiques

Structure	Personne contactée	Données demandées	Résultat de la demande
DREAL	base de données en ligne Picto-Occitanie	Connaissance d'enjeux faunistiques et floristiques en général	Fiches ZNIEFF, ZICO et Natura 2000
INPN OpenObs	base de données en ligne	Consultation des données géoréférencées d'espèces	Localisation d'espèces observées
Faune LR	base de données en ligne	Connaissance d'enjeux faunistiques en général	Listes d'espèces observées
SINP Occitanie	base de données en ligne	Consultation des données géoréférencées d'espèces	Localisation d'espèces observées
Tela-Botanica	Carnet en ligne	Consultation des données géoréférencées d'espèces végétales	Localisation d'espèces observées

Ensuite, lors de la deuxième phase, les investigations de terrain ont été réalisées.

Enfin, lors de la dernière phase, une analyse des résultats des deux phases précédentes a été rédigée de sorte à déterminer les sensibilités de la faune, de la flore et des habitats naturels par rapport au projet.

7.2 Délimitation de l'aire d'étude et période de prospections

L'aire d'étude rapprochée correspond au secteur étudié pour les aménagements prévus, et où des incidences directes sont attendues sur la faune, la flore et les habitats naturels.

L'aire d'étude rapprochée est identifiée telle que représentée sur l'ensemble des cartographies. Elle s'étend sur une superficie de l'ordre de 1,02 ha.

Les inventaires écologiques sont soumis à des contraintes saisonnières. Plusieurs passages doivent être effectués dans les périodes optimales selon les groupes d'espèces visées afin de fournir les meilleures conditions à la détection de celles-ci en cas de présence.

Cette étude est un prédiagnostic écologique dans la mesure où les campagnes de terrain n'ont couvert que l'unique saison printanière dans l'objectif de définir les potentialités d'accueil d'espèces patrimoniales ou protégées et les enjeux écologiques pressentis.

Tableau 17 : Calendrier des investigations de terrain

Date	Taxons visés par le ou les experts	Durée d'observation
07/03/2025	Avifaune nocturne et amphibiens (A. PUJOL)	Soirée et début de nuit
14/03/2025	Chiroptères (diurne) : analyse des habitats par drone (M-O DURAND)	Demi-journée
21/03/2025	Chiroptères (diurne) : recherche de gîtes (M-O DURAND)	Demi-journée
06/04/2025	Flore, invertébrés et habitats naturels (L. RODRIGUEZ)	Demi-journée
08/04/2025	Chiroptères (nocturne) (M-O DURAND)	Une nuit complète d'enregistrements
09/04/2025	Avifaune diurne : passereaux nicheurs et rapaces, reptiles (A. PUJOL)	Demi-journée
12/05/2025	Avifaune diurne : passereaux nicheurs et rapaces, reptiles (A. PUJOL)	Demi-journée
20/05/2025	Flore, invertébrés et habitats naturels (L. RODRIGUEZ)	Demi-journée
29/05/2025	Avifaune diurne : passereaux nicheurs et rapaces, reptiles (A. PUJOL)	Demi-journée

Toutes les campagnes ont été réalisées dans des conditions météorologiques favorables aux observations.

7.1 Méthodologie d'inventaires de terrain

Les méthodes d'inventaire ont été focalisées sur les espèces d'intérêt patrimonial, protégées et d'intérêt communautaire potentiellement présentes et ne constituent donc pas un inventaire exhaustif. Cette étude s'est fortement appuyée sur l'analyse des données bibliographiques disponibles ainsi que l'analyse des habitats naturels et des habitats d'espèces.

Ainsi, les espèces fortement potentielles dans la zone d'étude sont également intégrées à la présente étude. La forte potentialité de présence d'une espèce est principalement justifiée par la présence de l'habitat d'espèce ; des données bibliographiques récentes mentionnant l'espèce localement.

7.1.1 Flore et habitats naturels

7.1.1.1 Code CORINE Biotope

Une lecture de la végétation, considérée comme meilleure intégratrice des conditions écologiques des écosystèmes, a permis de définir des zones topographiquement, physionomiquement et floristiquement homogènes. Chaque unité homogène a bénéficié de relevés phytocénotiques (listes floristiques) permettant l'identification des communautés végétales en présence alors rapportées à l'habitat correspondant selon la nomenclature CORINE Biotopes, ainsi qu'à la nomenclature Natura 2000 pour les habitats d'intérêt communautaire, présents en annexe I de la Directive Européenne 92/43/CEE (dite Directive « Habitats/Faune/Flore »).

7.1.1.2 Flore

Une recherche bibliographique a été effectuée afin de connaitre la richesse floristique du secteur, notamment sur la commune, et d'en déduire les espèces patrimoniales potentiellement présentes. Les données d'espèces végétales de la commune issues du portail français d'accès aux données d'observation sur les espèces du Muséum National d'Histoires Naturelles « Openobs » qui collecte les données géolocalisées issues du Système d'information de l'inventaire du patrimoine naturel (SINP), ont été consultées. Les espèces végétales présentant un intérêt patrimonial ont été recherchées dans leurs habitats favorables. Les stations floristiques ont été géolocalisées au GPS et présentées sous différentes formes cartographiques selon la répartition de l'espèce sur site et ses caractéristiques biologiques : cartographie de la station sous forme de points dans le cas de la présence d'un ou plusieurs individu(s) localisé(s) de l'espèce et cartographie de la station sous forme de linéaires ou de polygones dans le cas d'une répartition étendue de l'espèce au niveau d'une surface (supérieur à 100 m²) ou d'un linéaire (supérieur à 10 m, même si l'espèce est sporadique). Une analyse de la flore patrimoniale et protégée potentiellement présente a été réalisée au regard de la flore remarquable du secteur et de son écologie (milieu de développement, période de floraison, cycle de vie, etc.) ; de la favorabilité des milieux présents sur la zone d'étude ; de la période de prospection et de la pression d'observation.

Les espèces végétales exotiques envahissantes ont également été recensées. Il s'agit des espèces classées comme envahissantes avérées par le catalogue de la flore vasculaire exogène de la région Occitanie. La cartographie des EVEE ne se veut pas exhaustive mais constitue un document d'alerte permettant la mise en place de mesures de gestion adaptées.

7.1.2 Avifaune

Méthodologie

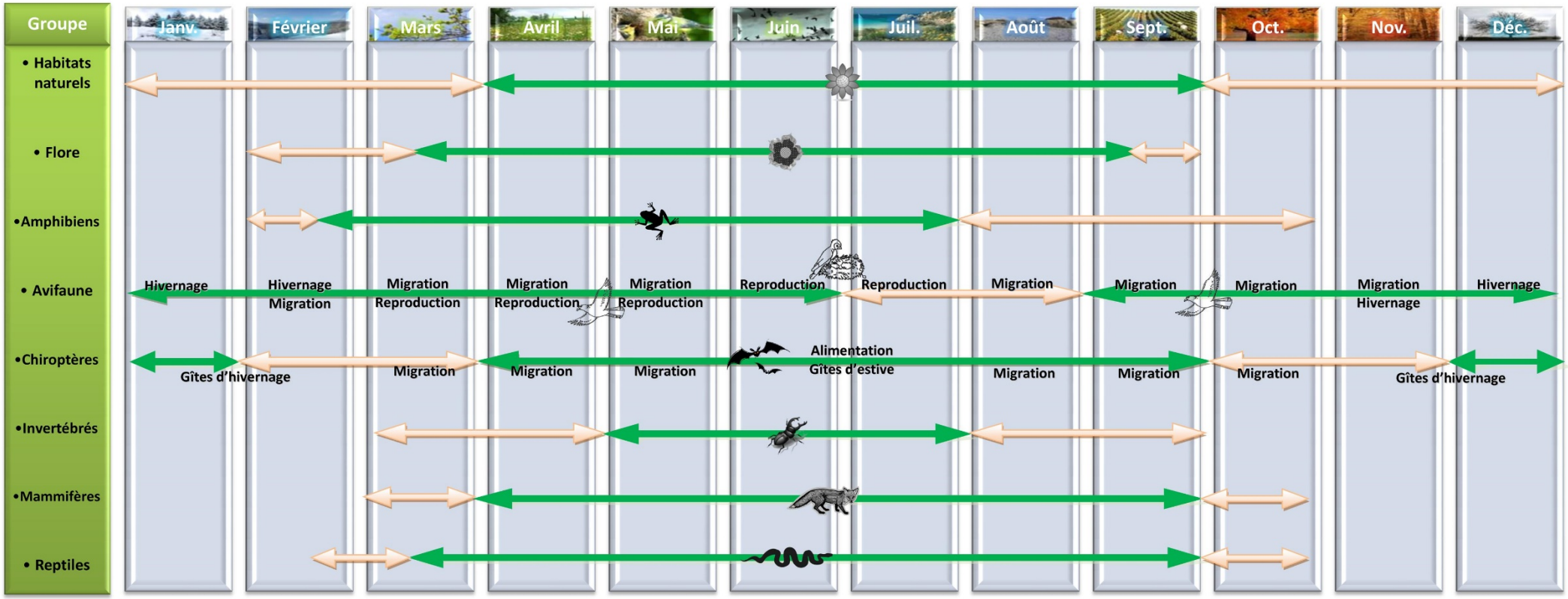
- **Passereaux et assimilés**

Pour ce type d'avifaune, la méthode standardisée des IPA (Indices Ponctuels d'Abondance) est particulièrement adaptée et est largement utilisée dans le cadre des études d'impact. Cette méthode, mise au point par Blondel, Ferry et Frochot en 1970, consiste à réaliser des points d'écoute d'une durée maximale de 20 minutes chacun afin d'identifier et de compter les mâles chanteurs des espèces contactées. Les points d'écoute, espacés d'au moins 300 à 400 mètres, doivent être répartis au sein de l'ensemble de la zone étudiée et être représentatifs de la diversité des milieux rencontrés. Tous les contacts auditifs et visuels avec les oiseaux sont notés sans limitation de distance. Ils sont reportés sur une fiche, accompagnés de plusieurs informations (espèces, sexe, chant, …). Le comptage doit être effectué durant la période comprise entre 30 minutes et 4 à 5 heures après le lever du jour, par temps calme (les journées venteuses, froides ou pluvieuses sont évitées). Afin de bien couvrir l'ensemble de la zone, des points d'écoute ont été réalisés lors des trois passages, complétés par des transects.

- **Rapaces diurnes**

Le suivi des rapaces nicheurs a pour objectif d'étudier les modalités d'occupation du site comme zone de nidification, de chasse ou de repos et ainsi d'apprécier les risques liés au projet. L'observation d'indices comportementaux permet de préciser ces modalités de fréquentation (parades nuptiales, défense du territoire, transport de matériaux, transport de nourriture, suivi des jeunes à l'envol, etc.). La méthode employée au cours de ce suivi a consisté à effectuer plusieurs points d'observation depuis des postes fixes. Trois visites ont été réalisées.

Tableau 18 : Périodes optimales d'inventaires écologiques recommandées pour le secteur



Légende : Période très favorable / Période potentiellement propice

A noter qu'il est possible de combiner des passages pour plusieurs groupes en même temps (exemple : reptiles et insectes). En général, tous les passages seront effectués en conditions météorologiques favorables (température de l'air > 10°C, vent faible, précipitations nulles ou faibles).

La période adéquate minimale pour l'observation de la faune et de la flore méditerranéenne s'étend de février à septembre inclus. Cette période n'a pas été entièrement couverte dans le cadre de la présente étude qui demeure un prédiagnostic écologique, et non un diagnostic.

- **Nicheurs nocturnes**

L'inventaire de l'avifaune du site vise également à répertorier les espèces nicheuses nocturnes et à préciser leur utilisation du site du projet. La méthode employée a consisté à réaliser des points d'écoute crépusculaires et nocturnes ainsi que des transects afin de détecter les mâles reproducteurs. La technique de la repasse (diffusion du chant du mâle) a été utilisée afin de favoriser la détection des mâles territoriaux. Un passage a été réalisé.

7.1.3 Batrachofaune

La technique d'inventaire employée consiste à réaliser des points d'écoutes nocturnes au niveau des zones favorables à leur reproduction, à rechercher et identifier les pontes et les larves, ainsi qu'à détecter des adultes à vue. La phase aquatique des amphibiens, qui s'étend de février-mars à mai-juin, est la plus favorable à l'identification des espèces et aux comptages.

Une visite nocturne comprenant des écoutes et des recherches des différentes phases de développement des espèces (œufs, larves, adultes) ont été réalisées. Des observations diurnes, dans les zones favorables repérées préalablement, ont également été effectuées lors des passages sur le site pour les autres volets.

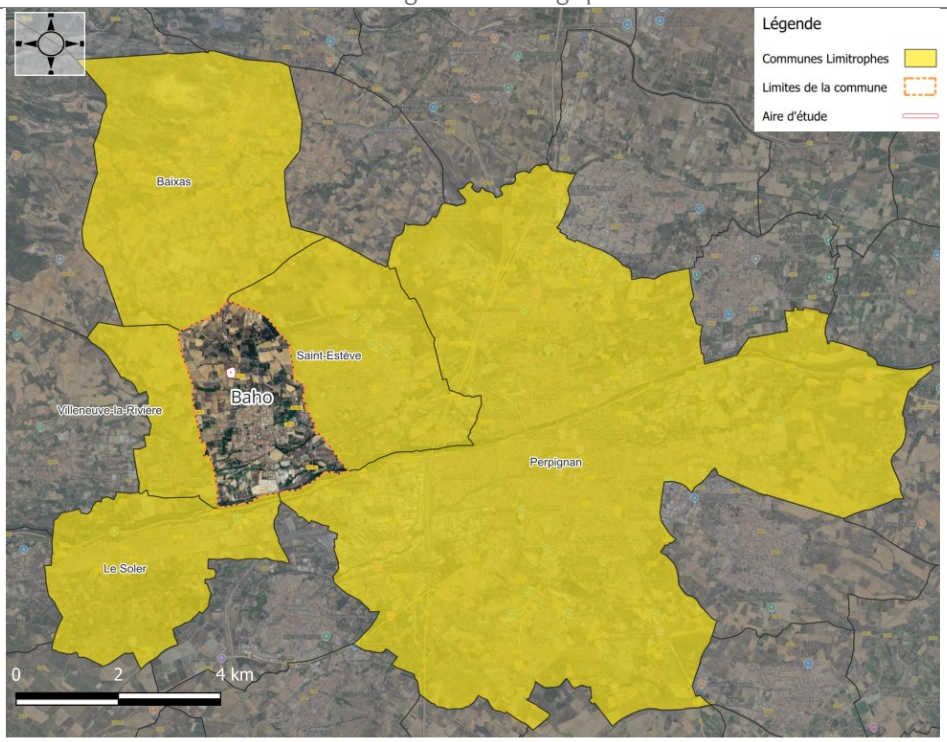
7.1.4 Chiroptères

Afin de lister les espèces de chauves-souris potentiellement présentes sur la zone d'étude une **recherche de données** est réalisée à plusieurs échelles :

- Sur l'aire d'étude immédiate et rapprochée (i.e. sur la commune concernée par le projet, et les communes limitrophes) pour ce qui concerne les données ponctuelles de chauves-souris en chasse et/ou déplacement ainsi pour les gîtes bâtis, arborés, hypogés recensés pour l'ensemble des espèces de Chiroptères ;
- Sur l'aire d'étude éloignée (i.e. dans un rayon de 30km), il est relevé les principaux gîtes hypogés (grottes, mines, sous terrain) abritant le Minioptère de Schreibers.

Le recueil d'informations repose sur notre connaissance du territoire et sur la consultation de plusieurs atlas et bases de données :

- La Base de données des Chiroptères du Languedoc-Roussillon, compilant les données SINP
- La base de données de l'Association Myotis (groupe Chauves-souris 66)
- La base de données (BD cavités) recensant les cavités souterraines abandonnées



Carte 14 : Aires d'étude pour le recueil des données chiroptérologiques – SYMBIOSE Expertise

Une pré-évaluation est réalisée en amont du terrain nocturne pour l'inventaire des espèces et permet de faire une analyse des habitats favorables et des éléments remarquables (bâtis, arbres) pour les chiroptères. Elle est réalisée sur photographie aérienne et sur IGN dans un premier temps, puis vérifiée sur le terrain pour déterminer et cartographier :

- Les corridors de déplacement potentiels,
- Les territoires de chasse potentiels,
- Les gîtes potentiels (bâtis, arbres favorables, etc.).

La recherche de gîte sur la zone d'étude permet d'étudier les sites diurnes de repos, de transit, de reproduction et d'hibernation des espèces de chauves-souris. Selon les espèces et les périodes, les chauves-souris peuvent utiliser des gîtes arborés, ou bâtis.

Le repérage des éléments (arbres, bâtis, etc…) de la zone d'étude, pouvant fournir aux chauves-souris des gites, a été effectué à pied à l'aide de jumelles, lampe, voire endoscope pour inspecter d'éventuelles anfractuosités étroites. Il est recherché soit des individus, soit leurs indices de présences (crotte, trace d'urine).

Chaque élément est géolocalisé et renseigné par un formulaire de collecte de données.

Pour échantillonner l'activité nocturne des chauves-souris, des protocoles d'échantillonnage acoustiques ont été réalisés lors d'écoutes passives et actives.

Des enregistreurs automatiques d'ultra-sons (type SM2 bat+ avec micro SMX-U1, SM4Bat et SMminiBat de Wildlife Acoustics) ont été disposés sur les points d'échantillonnages correspondant aux corridors ou à des territoires de chasse potentiels repérés lors de la phase pré-évaluation des habitats. Les enregistreurs ont été programmés pour enregistrer toute la nuit les passages des chauves-souris présentes sur les habitats. Les enregistrements ont été effectués format .WAV, ils ont été stockés sur carte SD pour être ensuite transférés sur ordinateur. Il a été réalisé **une nuit d'échantillonnage** avec la pose de 2 enregistreurs automatiques (SM2bat/SM4bat), soit 2 points d'échantillonnage (environ 20h d'écoute nocturne). Selon les besoins un point d'échantillonnage témoin sur une zone naturelle en périphérie de la zone d'étude est réalisé :

- Période de migration printanière : 08 avril 2025



Figure 6 : Détecteur à chiroptères SM2bat/SM4bat

Les conditions météorologiques étaient systématiquement choisies pour être optimales (absence de vent, journées chaudes depuis J-3 et ensoleillées, nuits d'une température supérieure à 14°C).

Carte 15 : Plan d'échantillonnage acoustique des chiroptères

L'analyse des séquences enregistrées par les enregistreurs automatiques s'est déroulée comme suit :

- pré-tri automatique : passage sous Kaléidoscope pour fractionner les séquences en 5s ralenties 10 fois, suivi d'un pré-tri automatique avec les logiciels SONOCHIRO.
- analyse et validation des identifications : les séquences nécessitant une validation de la détermination sont analysées sous BATSOUND. Les références utilisées pour la détermination des chauves-souris en expansion de temps (x10) sont le guide « Ecologie acoustique des chiroptères d'Europe » de Michel Barataud, les graphiques bivariés en ligne (GraphB (geoeco.fr)) de R. Jamault, J.-F. Godeau et Michel Barataud ainsi que le guide d'identification visuelle des *Myotis* (Y. Bas, J. cornut, R. Colombo).

Il est acquis que l'analyse acoustique possède certaine limite méthodologique : la méthode d'identification développée par Michel Barataud qui est utilisée permet d'identifier 90% des espèces, mais il arrive que certaines séquences acoustiques en recouvrement interspécifique, ou la mauvaise qualité de réception, conduisent à légender des fichiers au niveau du genre (*Myotis* et *Plecotus* surtout).

A la fin de l'analyse on obtient une liste d'espèces correspondant à la diversité spécifique de la zone d'étude. Une fois déterminées, les séquences d'espèces ont été quantifiées et localisées. L'analyse met en évidence la richesse spécifique, la fonctionnalité et un niveau d'activité par espèce. Le niveau d'activité par espèce est établi pour chacun des points d'écoute. Celui-ci se base sur le référentiel d'activité en milieu Méditerranéen publié par le MNHN en 2020. Il indique des valeurs de quantiles (indice d'activité) définissant des bornes pour illustrer une activité faible, moyenne, forte et très forte par espèce.

Projet photovoltaïque

CHIROPTERES : localisation des enregistreurs nocturnes

Source : IGN

LETICEEA ENVIRONNEMENT
Bureau d'études
Tél : 06.23.21.00.58 – Fax : 09.57.45.90.99
Mail : l.rodriguez@leticeea.com
www.leticeea.com

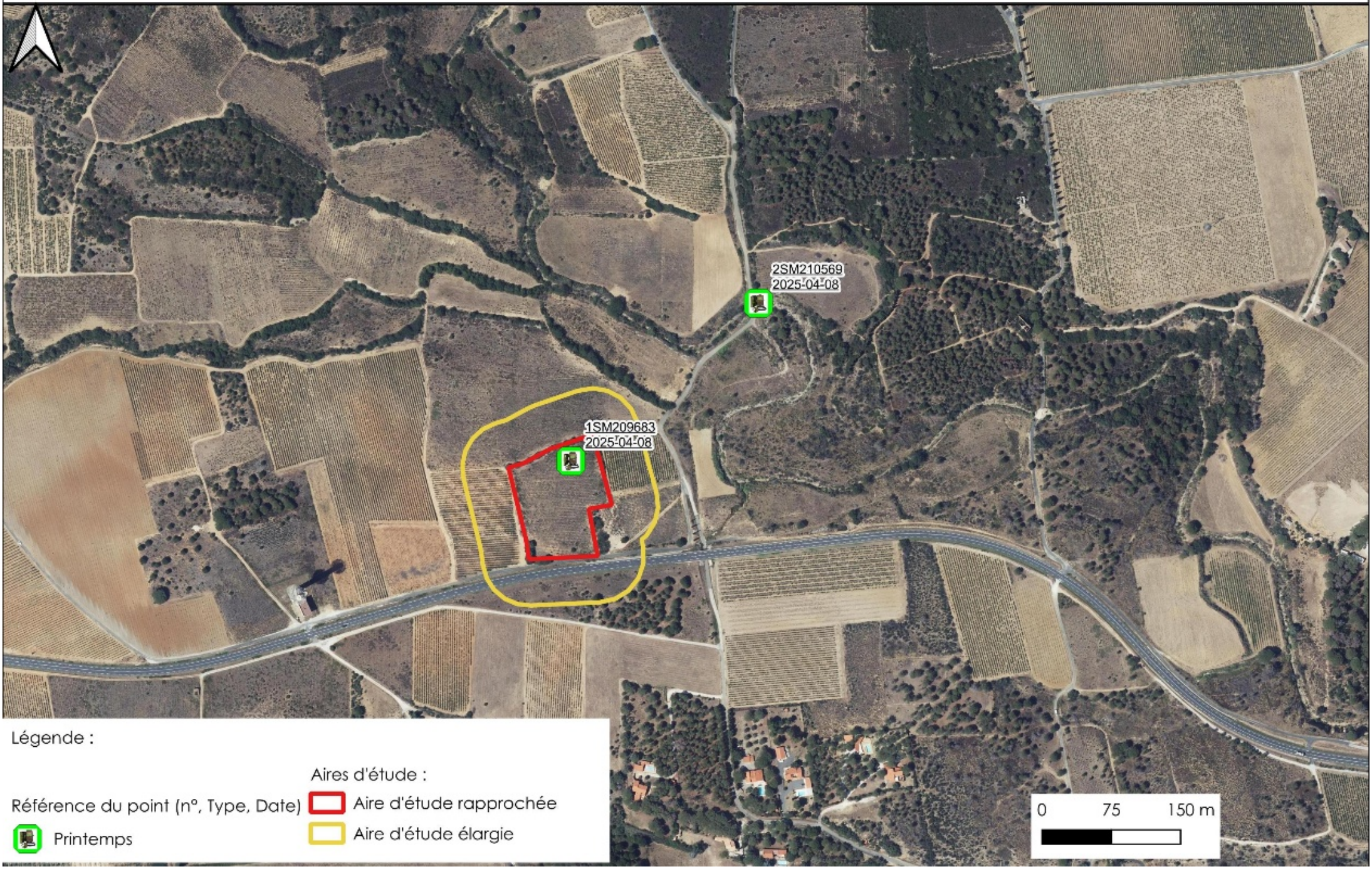


Tableau 19 : Référentiel d'activité utilisé pour évaluer les niveaux d'activité (source : .xls MED, MNHN, 2020)

Quantiles	Niveau d'activité
< Q25	Faible
Q25 - Q75	Moyen
Q75 - Q98	Fort
> Q98	Très fort

NomFR	Q25	Q75	Q98
Serotine commune	4	25	194
Vespere de Savi	5	33	278
Minioptère de Schreibers	2	16	157
Murin de Daubenton	3	23	1173
Murin à oreilles échancrées	2	9	47
Noctule de Leisler	5	28	210
Pipistrelle de Kuhl	34	342	2737
Pipistrelle de Nathusius	9	50	303
Pipistrelle commune	33	355	3084
Pipistrelle pygmée	12	202	2087
Grand Rhinolophe	1	6	198
Molosse de Cestoni	5	33	421

Les niveaux d'enjeux obtenus pour chaque point d'écoute sont traduits à l'échelle des grands ensembles d'habitats afin d'établir une hiérarchisation de leur importance pour chaque espèce. Ce niveau d'activité nous permet aussi de mettre en évidence la présence d'une utilisation particulière de l'espace (chasse, corridor, gite) et d'expliquer la fonctionnalité écologique d'un habitat.

7.1.5 Entomofaune

Au regard de l'importante diversité d'arthropodes en France (plusieurs dizaines de milliers d'espèces, dont plus de 35 000 connues appartenant à la classe des insectes) et de l'impossibilité d'en faire un inventaire exhaustif (il faudrait de nombreux passages sur zone, sur plusieurs années et en faisant appel à divers spécialistes), les prospections se sont concentrées sur les ordres les mieux connus actuellement, c'est-à-dire ceux qui comportent des espèces bénéficiant d'un statut réglementaire : Orthoptères (criquets et sauterelles), Lépidoptères Rhopalocères (papillons de jour), Odonates (Libellules) et Coléoptères. Pour les autres ordres d'insectes, les espèces reconnaissables à vue n'ont pas été manipulées et ont été notées.

L'activité des insectes étant grandement déterminée par les conditions météorologiques, les cessions de terrain ont été réalisées lors de conditions favorables à très favorables, indispensables afin d'éviter une sous-estimation des observations : présence d'une couverture nuageuse d'au maximum 75 % et sans pluie, vent inférieur à 30 km/h ou 50 km/h, température d'au moins 13°C si le temps est ensoleillé ou faiblement nuageux (soleil ou quelques nuages) ou d'au moins 17°C si le temps est nuageux (> 50% de couverture).

7.1.6 Herpétofaune

Concernant les reptiles, la méthodologie s'appuie sur des prospections lentes et silencieuses dans les milieux les plus favorables (haies, lisières, pierriers, prairies sèches…) afin de maximiser les chances de contacter les différentes espèces présentes. Les méthodes de recherche consistent à observer directement les individus en insolation ou en chasse à l'aide de jumelles ou à vue et rechercher les indices de présence et les individus au niveau des abris favorables (sous les pierres et débris divers). La période optimale de prospection des reptiles s'étend de mi-avril à fin-juin, lorsqu'ils sortent d'hivernage pour se reproduire, et d'août à fin septembre lorsque les juvéniles sont actifs. Les journées ensoleillées et peu ventées sont à privilégier pour les prospections, des températures élevées et l'exposition aux rayonnements solaires des reptiles étant nécessaire pour leur permettre d'atteindre leur température corporelle optimale. Les journées pluvieuses et venteuses sont évitées. Au total, trois visites ont été réalisées.

7.1.7 Mammofaune hors chiroptères

Ce groupe étant très discret, les observations à vue sont relativement difficiles, c'est pourquoi la méthode de prospection se base essentiellement sur la recherche d'indices de présence. Ainsi, sont principalement recherchés sur le terrain, les indices de repas, les laissées, les empreintes, les terriers et les coulées (voies de déplacement). La détection de ces indices permet de caractériser la fonctionnalité de la zone étudiée pour ce groupe. Trois visites couplées aux prospections pour les autres volets ont été réalisées.

7.2 Limite de la méthode scientifique

Les limites des méthodes utilisées sont notamment :

- Les limites classique et inhérente à ce type d'étude d'expertise sur le milieu naturel : l'expertise ne porte que sur le site définissant l'aire d'étude rapprochée, l'impossibilité de prétendre à une exhaustivité absolue car ce type d'inventaire ne peut prétendre à l'exhaustivité. En effet, il s'agit d'un échantillonnage qui doit toujours tenir compte de la difficulté de détection des espèces (espèces plus ou moins détectables, plus ou moins actives selon la saison et, même, entre différentes journées, météorologie, saisonnalité, couvert végétal, discrétion etc.). Ainsi, pour un effort de prospection équivalent, le nombre d'espèces observées est variable selon les milieux, la météo, etc. Les listes d'espèces présentes ne reflètent qu'un contexte climatique spécifique à une année précise ;
- Les campagnes de terrain n'ont couvert que l'unique saison printanière dans l'objectif de définir les potentialités d'accueil d'espèces patrimoniales ou protégées et les enjeux écologiques pressentis ;
- Les méthodes d'inventaire ont été focalisées sur les espèces d'intérêt patrimonial et protégées potentiellement présentes et ne constituent donc pas un inventaire tendant vers exhaustivité ;
- Pour les écoutes de chants et de cris de l'avifaune, sont pris en compte tous ceux qui sont audibles par l'oreille humaine ; ainsi, pour exemple, la distance maximale à laquelle un chant de Pouillot véloce est encore perceptible est nettement moindre que celle qui permet d'entendre un tambourinement de Pic épeiche.
- Pour l'analyse acoustique des chiroptères : les contacts sont attribués à une espèce, un genre, un groupe d'espèces ou à un chiroptère indéterminé, ainsi qu'à une activité de transit, de chasse ou inconnue. Certains problèmes (séquence acoustique en recouvrement interspécifique, mauvaise qualité de réception...) conduisent toujours à légender des fichiers au niveau du genre (*Myotis* et *Plecotus* surtout), mais la méthode d'identification développée par Michel Barataud et utilisée ici permet d'identifier 90% des espèces.

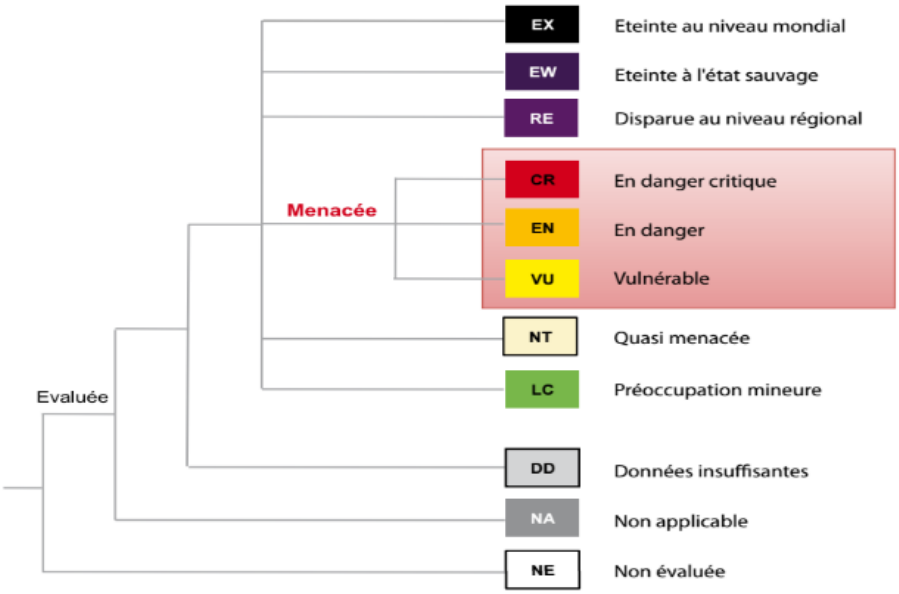
7.3 Critères d'évaluation des enjeux

7.3.1 Intérêt patrimonial

L'intérêt patrimonial d'une espèce ou d'un habitat est avant tout une définition unanime mais subjective. Il y a donc autant de critères d'évaluation qu'il y a d'évaluateurs. Ici, une espèce ou un habitat est dit patrimonial car sa préservation est justifiée soit pas son état de conservation, sa vulnérabilité, sa rareté, soit par les menaces qui pèsent sur les habitats dans lesquels l'espèce vit. Parmi les espèces ou habitats que l'on peut observer sur un secteur donné, un certain nombre d'outils réglementaires ou scientifiques a permis de hiérarchiser leur valeur patrimoniale.

Au titre de l'outil réglementaire, les habitats et espèces patrimoniaux sont définis comme :

- Les habitats déterminants Z.N.I.E.F.F. en Languedoc-Roussillon,
- Les habitats inscrits à l'annexe I de la Directive européenne « Habitats-faune-flore ».
- Les espèces inscrites aux annexes I et II de la Convention de Berne,
- Les espèces inscrites aux annexes II et IV de la Directive européenne « Habitats-faune-flore »,
- Les espèces inscrites à l'annexe I de la Directive européenne « Oiseaux »,
- Les espèces protégées sur l'ensemble du territoire national,
- Les espèces protégées en région Languedoc-Roussillon,
- Les espèces inscrites dans les livres ou listes rouges (européennes, nationales, régionales ou autre), ci-dessous les abréviations utilisées pour les Listes rouges :



- Les espèces déterminantes Z.N.I.E.F.F. en Languedoc-Roussillon.

Au titre de l'outil scientifique, les habitats et espèces patrimoniaux sont définis comme :

- Ceux endémiques ou sub-endémiques de France métropolitaine,
- Ceux en limite d'aire de répartition,
- Ceux présentant une aire de répartition disjointe,
- Les espèces bio-indicatrices, à savoir typiques de biotopes particuliers et souvent caractéristiques d'habitats patrimoniaux en bon état de conservation.

A noter que le statut d'espèce protégé en France n'est pas homogène suivant les groupes faunistiques et floristiques. Différentes logiques de protection s'appliquent selon les groupes.

En conclusion, l'enjeu de conservation d'une espèce (en lien avec sa rareté, sa vulnérabilité, son état de conservation) n'est pas forcément en adéquation en l'enjeu règlementaire.

7.3.2 Hiérarchisation des enjeux et définition des critères de sensibilité

L'attribution d'un niveau d'enjeu par espèce ou par habitat est un préalable nécessaire à l'évaluation d'un niveau d'impact. Le niveau d'enjeu traduit la responsabilité de la zone d'implantation potentielle pour la préservation de l'espèce ou de l'habitat dans son aire de répartition naturelle.

Les critères suivants sont utilisés :

- Statut biologique sur la zone d'implantation potentielle : une espèce en transit sur la zone aura un enjeu différent (moindre) qu'une espèce en reproduction ;
- Chorologie : l'espèce ou l'habitat est jugé selon sa répartition actuelle (de cosmopolite à endémique stricte). Une même espèce ou habitat aura une valeur différente dans l'étude selon qu'il aura une distribution morcelée ou en limite d'aire ;
- Abondance : l'espèce ou l'habitat est jugé en fonction de l'existence localement d'autres stations ;
- Etat de conservation sur la zone d'implantation potentielle : l'état intrinsèque des populations ou de l'habitat est jugé au regard de sa capacité à se maintenir sur site ;
- Résilience : l'espèce ou l'habitat est jugé en fonction de son écologie et de ses capacités à tolérer les perturbations ;
- Niveau de menace : liste rouge, protection, dynamique locale, tendance démographique, etc.

7.3.3 Enjeux régionaux de conservation

L'enjeu de conservation est la responsabilité assumée pour la conservation d'une espèce ou d'un habitat par rapport à une échelle biogéographique cohérente.

Cinq classes d'enjeu local de conservation peuvent être définies de façon usuelle, plus une sixième exceptionnelle :

Très fort	Fort	Moyen	Faible	Très faible	Nul*

* La classe « enjeu nul » ne peut être utilisée que de façon exceptionnelle pour des espèces exogènes plantées, échappées ou envahissantes, dont la conservation n'est aucunement justifiée.

Les niveaux d'enjeux régionaux utilisés dans la présente étude sont :

- les enjeux régionaux extraits du document produit par la D.R.E.A.L. L-R en février 2013 **« Hiérarchisation des espèces présentes en Languedoc-Roussillon »** (Version 1),
- les enjeux régionaux extraits du document produit par la D.R.E.A.L. L-R en septembre 2019 **« Hiérarchisation des espèces présentes en Occitanie »** (Version 1.4),
- hormis pour l'avifaune, où la **liste rouge des oiseaux nicheurs du Languedoc-Roussillon de 2015 avec critères validés** produite par le G.O.R. a été utilisée en sus.

Les niveaux d'enjeux locaux présentés ici résultent d'un recoupement de l'enjeu régional de l'espèce considérée et de son mode d'utilisation observée ou présumé sur l'aire d'étude. Par exemple, une espèce à l'enjeu régional Fort, observée comme nicheuse probable sur l'aire d'étude, sera donc classée en enjeu local Fort, tandis qu'elle sera classée en enjeu local Modéré si elle n'est que nicheuse possible et en enjeu local Faible si l'aire d'étude ne constitue pour elle qu'une aire de gagnage.

7.4 Noms et qualités du ou des auteurs de l'étude et des études qui ont contribué à sa réalisation

Cette étude a été rédigée par le bureau d'études **LETICEEA ENVIRONNEMENT** dont :

- **Laëtitia RODRIGUEZ**, ingénieure écologue spécialiste des écosystèmes terrestres méditerranéens et pyrénéens, 20 années d'expériences : relevés faunistiques, floristiques et habitats naturels,
- **Antoine PUJOL,** naturaliste spécialiste de l'avifaune et de l'herpétofaune, 13 années d'expériences, consultant : relevés de l'avifaune, herpétofaune et des mammifères hors chiroptères ;
- **Marie-Odile DURAND**, SYMBIOSE EXPERTISE, naturaliste spécialisée en chiroptères, 19 années d'expériences, consultante : relevés chiroptérologiques,
- **Hervé PUIS**, Fractal, consultant : vues en drone.

Voici la liste non exhaustive des documents et sources bibliographiques utilisés pour réaliser cette étude :

- BISSARDON M., GUIBAL L. & RAMEAU J-L. « Corine biotopes Version originale Type d'habitats français » ; ENGREF & L'Atelier technique des espaces naturels. 217 p.
- CLAIR M., GAUDILLAT V., HERARD K. et coll., 2005. « Guide méthodologique Cartographie des habitats naturels et des espèces végétales appliquée aux sites terrestres du réseau Natura 2000 » ; Muséum National d'Histoire Naturelle & Fédération des Conservatoires Botaniques Nationaux. 66 p.
- DREAL LR, 2010. « Liste des espèces et habitats naturels déterminants et remarquables, modernisation de l'inventaire ZNIEFF », région Languedoc-Roussillon. Edition 2009-2010. 41 p.
- DREAL LR, 2013. « Hiérarchisation des espèces protégées en Languedoc-Roussillon ». Version 1. 16 p.
- DREAL Occitanie, 2019. Grille de hiérarchisation des enjeux des mammifères présents en Occitanie.
- DREAL Occitanie, 2019. Grille de hiérarchisation des enjeux des oiseaux présents en Occitanie.
- DREAL Occitanie, 2019. Grille de hiérarchisation des enjeux des reptiles et des amphibiens présents en Occitanie.
- DREAL Occitanie, 2019. Grille de hiérarchisation des enjeux des insectes présents en Occitanie.
- Espèces de mammifères déterminantes pour la constitution des ZNIEFF en région Languedoc-Roussillon.
- Espèces d'oiseaux déterminantes pour la constitution des ZNIEFF en région Languedoc-Roussillon.
- Espèces de reptiles et d'amphibiens déterminantes pour la constitution des ZNIEFF en région Languedoc-Roussillon.
- Espèces entomologiques déterminantes pour la constitution des ZNIEFF en région Occitanie.
- Liste des amphibiens et des reptiles protégés au niveau national en France (arrêté du 08 janvier 2021).
- Liste des mammifères protégés au niveau national en France (arrêté du 23 avril 2007).
- Liste des oiseaux protégés au niveau national en France (arrêté du 29 octobre 2009).
- Liste de l'entomofaune protégée au niveau national en France (arrêté du 23 avril 2007).
- Liste de l'herpétofaune inscrite à l'annexe II de la Directive n° 92/43 dite Directive "Habitats-Faune- Flore" (JOCE du 22/07/1992) : espèces végétales et animales d'intérêt

communautaire dont la conservation nécessite la désignation de zones spéciales de conservation.

- Liste de l'herpétofaune inscrite à l'annexe IV de la Directive n° 92/43 dite Directive "Habitats-Faune-Flore" (JOCE du 22/07/1992) : espèces végétales et animales d'intérêt communautaire qui nécessitent une protection stricte.
- Liste des mammifères inscrits à l'annexe II de la Directive n° 92/43 dite Directive "Habitats-Faune- Flore" (JOCE du 22/07/1992) : espèces végétales et animales d'intérêt communautaire dont la conservation nécessite la désignation de zones spéciales de conservation.
- Liste des mammifères inscrits à l'annexe IV de la Directive n° 92/43 dite Directive "Habitats-Faune-Flore" (JOCE du 22/07/1992) : espèces végétales et animales d'intérêt communautaire qui nécessitent une protection stricte.
- Liste des oiseaux inscrits à l'annexe I de la directive n° 2009/147/CE, modifiant la directive n°79/409/CEE dite directive "Oiseaux" (JOUE du 26/01/2010) : espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire dont la conservation nécessite la désignation de zones de protection spéciale.
- Liste de l'entomofaune inscrite à l'annexe IV de la Directive n° 92/43 dite Directive "Habitats-Faune-Flore" (JOCE du 22/07/1992) : espèces végétales et animales d'intérêt communautaire qui nécessitent une protection stricte.
- MERIDIONALIS, 2015. Liste rouge des oiseaux nicheurs en Languedoc-Roussillon.
- RAMEAU J-C, CHEVALLIER H., BARTOLI M. « Cahiers d'habitats Natura 2000 Connaissance et Gestion des Habitats et des Espèces d'Intérêt Communautaire » ; La Documentation Française. 7 tomes.
- UICN, 2015. Liste rouge des espèces menacées en France – Reptiles et amphibiens de France métropolitaine.
- UICN, 2016. Liste rouge des espèces menacées en France – Oiseaux de France métropolitaine.
- UICN, 2017. Liste rouge des espèces menacées en France – Mammifères de France métropolitaine.

incidences
l'énergie au sens propre

Les énergies renouvelables au service des territoires et de leurs acteurs

Contactez-nous

corentin.rocchi@incidences-enr.com

www.incidences-enr.com